

Amériques / Europe : vers quels rapports de force ?

Marie-Christine Michaud

▶ **To cite this version:**

Marie-Christine Michaud. Amériques / Europe : vers quels rapports de force ? : Actes des journées d'étude " Amériques " (2013-2014) HCTI-UBS. Marie-Christine Michaud. Université de Bretagne sud, 168 p., 2015, 978-2-9522457-1-7. hal-01164467

HAL Id: hal-01164467
https://ubs.hal.science/hal-01164467

Submitted on 29 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sous la direction de Marie-Christine Michaud

Amériques/Europe : vers quels rapports de force ?







Mentions légales

ISBN : 978-2-9522457-1-7



Sommaire

Introduction.
***Marie-Christine Michaud*.....p 4**

Partie 1. De l'Ancien au Nouveau Monde

Les relations franco-mexicaines :
entre conflits politiques et influences du positivisme comtien (1861-1911).
***Ombeline Anderouin*.....p. 11**

Diderot et Vaucanson sont dans un bateau :
la traversée de l'Atlantique du Canard digérateur dans *Mason & Dixon* de Thomas Pynchon.
***Gilles Chamerois*.....p. 27**

Vers une aide sociale institutionnalisée aux USA
Come together on the common road .
***Caroline Mével*.....p. 45**

Partie 2. Modèle américain et traditions européennes

Rapports de force, rapports de « race »,
ou pour la soumission des migrants italiens aux États-Unis.
***Marie-Christine Michaud*.....p. 63**

L'émigrant face aux États. Politiques publiques
et pratiques individuelles dans la dernière vague
d'émigration espagnole vers l'Argentine, 1945-1955.
***María José Fernández Vicente*.....p. 76**

Pouvoir et archives : une affaire d'État ?
***Eric Monteiro*.....p. 91**

L'influence des missionnaires évangéliques américains en France depuis 1945.
***Mokhtar Ben Barka*.....p. 101**

Partie 3. Pour un ré-équilibrage des forces

Provincialiser » l'Europe au XXIe siècle ? Le cas équatorien.
***Emmanuelle Sinardet*.....p. 115**

Désunion à l'Ouest ? Les relations euro-américaines de 1965 à 1975.
***Nicolas Badalassi*.....p. 129**

De Gaulle, l'Amérique latine et les États-Unis, entre Super-grands et Tiers monde. Vers une Troisième voie ? (1945-1968).
***Alvar De Llosa*.....p. 148**

Introduction. Marie-Christine Michaud

Depuis la découverte des Amériques au XV^e^ siècle, les liens entre le Nouveau Monde et l'Ancien Monde ont évolué en parallèle du développement de l'internationalisation des échanges qu'ils soient intellectuels, politiques, commerciaux ou humains. Aussi, les contacts entre les deux continents ont pu conduire à un système de concurrence, de coopération dans certains cas, de rapports de force dans d'autres.

Partant du constat qu'il existe des aspects dynamiques et positifs dans les rapports de force puisqu'ils peuvent permettre de définir sa société, de construire sa culture et d'asseoir son identité, comme le soutenait Claude Levi-Strauss dans *Guerres et commerce chez les Indiens de l'Amérique du sud* (1943), nous pouvons nous interroger aujourd'hui, sur la façon dont ces rapports de force ont contribué au progrès des Amériques. En effet, s'ils peuvent se traduire par des conflits, ils sont également synonymes d'inspiration.

Les guerres d'indépendance, les révolutions promues par des idéaux post-coloniaux, exemples types des rapports de force entre l'Ancien et le Nouveau Monde, ont fait émerger de nouvelles identités nationales ; les mouvements de population, notamment de l'Europe vers les Amériques, confirment la concurrence entre les systèmes sociaux, économiques et politiques. Toutefois, comme l'Histoire du XX^e^ siècle en témoigne, ce sont avant tout des liens de coopération entre les divers pays qui ont permis aux Amériques, comme à l'Europe d'ailleurs, de poursuivre leur avancée vers le modernisme.

En fait, comme ce volume en témoigne, les rapports de force ont pu se transformer en jeux d'influence. Le flux des langues, le partage de traits culturels, les échanges commerciaux ou idéologiques, les modèles sociaux, voire politiques, caractérisent les relations entre les Amériques et l'Europe. Qu'il s'agisse pour certains d'un enrichissement culturel ou pour d'autres d'un appauvrissement social, il n'en demeure pas moins que les relations entre Ancien et Nouveau Mondes se déclinent avant tout en termes d'interactions et d'interférences, pour reprendre la formulation de Michael Fischer dans *Ethnicity and the Post-Modern Arts of Memory* (1986).

Aussi, l'intérêt de cet ouvrage collectif réside dans l'originalité des approches et des sujets traités. Il donne des visions multiples et complémentaires de la nature des rapports entre les Amériques et l'Europe. Des ré-équilibrages se sont opérés entre les deux continents qui, tour à tour, ont occupé une place prédominante : l'Europe a d'abord servi de modèle ; puis l'Amérique a commencé à jouer un rôle prédominant. Il s'agit donc ici de saisir les enjeux dans un aspect diachronique (le passé contre le présent), mais également dans des perspectives économique (avec des marchés internationaux), idéologique (à travers l'élaboration de nouvelles orientations politiques), démographique (dûs aux mouvements

de population), culturelle (linguistique ou religieuse) et d'organisation nationale, pendant la Guerre froide entre autres.

La première partie du volume rappelle les influences de l'Europe sur les Amériques tandis que la deuxième partie montre comment le modèle américain a cherché à s'imposer face à l'Ancien Monde. Toutefois, un certain ré-équilibrage a pris forme, en matière de politique par exemple, ce que confirment les analyses de la troisième partie.

Ombeline ANDROUIN étudie l'influence de la pensée positiviste d'Auguste Comte dans la politique gouvernementale de Porfirio Diaz au Mexique à la fin du XIX^e^ siècle. En plus de conduire à une réorganisation du système éducatif, le positivisme a permis au dictateur d'asseoir sa politique « d'ordre et de progrès ». Cette contribution souligne l'évolution du rapport de force entre la France et le Mexique : l'influence française subie s'est transformée en influence consentie.

Dans son chapitre, Caroline MEVEL constate que les liens entre l'Europe et les Amériques peuvent se traduire par un phénomène de mimétisme : c'est l'idée de prendre comme modèle un système perçu comme plus constructif plutôt que de considérer les influences extérieures dans un rapport de force. La question de l'aide sociale apportée aux plus démunis aux États-Unis grâce à des institutions telles que les *settlement houses* (centres d'aide sociale et culturelle qui visent à l'épanouissement des personnes et l'amélioration de leur condition sociale) a en fait traversé l'océan de l'Ancien Monde au Nouveau pour se répandre dans les villes où les pauvres et les migrants se concentrent. Alors que Jane Addams, qui fonde Hull-House, institution symbolique de l'aide sociale à Chicago à la fin du XIX^e^ siècle, est inspirée par le modèle britannique proposé par Arnold Toynbee, Eleanor Roosevelt, figure de proue de l'assistance sociale à partir de la crise de 1929, fut, elle, influencée par l'École de Ruches, en France. Ces deux cas témoignent de l'inspiration que peut susciter l'Ancien Monde auprès des progressistes du Nouveau.

Gilles CHAMEROIS, dans son étude linguistique d'un extrait du roman de Thomas Pynchon *Mason & Dixon* (1997), met en exergue les paradoxes des Lumières européennes et leur influence sur les États-Unis à la veille de la Révolution. À travers l'analyse du canard de Vaucanson, célèbre automate du XVIII^e^ siècle, et la façon dont sa figure traverse l'océan, c'est la naissance de la nation étatsunienne qui est l'objet de la méditation de Pynchon : la mise en scène des représentations scientifiques de l'époque montre les paradoxes qui les sous-tendent, et en même temps les interactions culturelles qui lient les deux continents, sous la forme par exemple des influences linguistiques qui ont conduit à l'élaboration d'une identité nouvelle aux États-Unis.

Il peut s'agir d'interactions autant que d'influences, même paradoxales, car l'environnement géographique, social, politique, culturel, voire linguistique, a un impact non négligeable dans la construction des sociétés et des individus. D'ailleurs, les Amériques ont été fondées suivant une vision sociétale idéalisée de l'Ancien Monde adaptée aux besoins de l'environnement du Nouveau Continent.

Marie-Christine MICHAUD, dans sa contribution sur l'influence des théories eugénistes qui se sont développées au début du XXe siècle aux États-Unis et qui ont joué un rôle déterminant sur la politique migratoire fédérale et le rejet des migrants européens, notamment des Italiens, rappelle que le Nouveau Monde récusait les influences religieuses, sociales, « raciales » de l'Ancien Monde incarnées par les migrants, d'où une forte opposition à l'immigration. Les États-Unis imposent alors leur modèle aux nouveaux arrivants. Mais ceux-ci, par souci de freiner le phénomène d'aliénation produit par leur installation dans un nouvel environnement et la politique d'américanisation des étrangers menée par la société américaine, tentent de résister au processus de déculturation, ce qui révèle un rapport de force latent entre les migrants européens et leur société d'accueil.

C'est ce que le chapitre de Maria José FERNANDEZ-VICENTE complète dans son étude de l'émigration espagnole en Argentine après la Seconde Guerre mondiale. Les procédures administratives afin d'obtenir l'autorisation d'immigrer confirment qu'un rapport de force s'est établi entre les individus et les États. La politique migratoire argentine impose un contrôle implacable des nouveaux arrivants, et même des Espagnols qui sont considérés comme assimilables et qui sont mieux acceptés que les autres groupes nationaux (en raison de l'histoire qui lie les deux pays). L'État se trouve face à un dilemme : l'immigration répond à un besoin économique (de main d'œuvre) et démographique (afin de peupler le territoire national), mais, en même temps, des procédures strictes sont adoptées afin de réduire le flux migratoire. Les démarches administratives sont éprouvantes, et les individus sont amenés à « lutter » contre une politique étatique sélective. L'autorisation d'immigrer en Argentine s'apparente à un privilège, comme si le modèle américain, argentin, et la nation devaient être protégés des influences européennes (espagnoles).

En effet, les relations entre Europe et Amériques ont été fondées sur l'opposition entre « eux », les étrangers, ceux qui devraient prendre exemple ou se soumettre aux idéaux nationaux, et « nous », nous qui pouvons servir de référence. L'important est de définir sa place face à l'autre, et, poussés par des principes ethnocentriques, nous considérons souvent que c'est à l'autre de s'adapter. Le phénomène migratoire est donc un domaine où les rapports de force sont en constante tension. Nous retrouvons ce phénomène dans les rapports institutionnels entre Ancien et Nouveau Mondes.

Dans son chapitre qui propose une approche méthodologique de l'accès à des documents archivistiques, Eric MONTEIRO continue d'examiner les tensions entre Ancien Monde et Nouveau Monde. La question abordée ici celle du partage des archives étatiques entre le Portugal et ses ex-colonies, en particulier le Brésil où, au début du XIX^e^ siècle, la royauté portugaise a trouvé refuge pour échapper à l'emprise napoléonienne. Une des conséquences notables du transfert de la cour fut le déplacement du Portugal au Brésil des documents étatiques qui constituaient le patrimoine de ces deux nations distinctes aujourd'hui. Après des négociations et des disputes, l'intensification d'un rapport de force entre ces deux nations afin de conserver ces archives, gardiennes de la mémoire collective, un partage de ces sources a été proposé grâce à un projet d'accès aux documents par voie numérique et informatique, projet du nom de *resgate* au Brésil et *reencontro* au Portugal.

Mokhtar BEN BARKA, dans son étude de l'influence des missionnaires évangéliques nord-américains en France depuis 1945, répertorie et analyse les multiples facettes de cette influence pour conclure que malgré les apparences, elle reste limitée. Après avoir défini l'évangélisme, BEN BARKA montre que, malgré le nombre grandissant d'évangéliques français, leur organisation, les réseaux qu'ils établissent, le recours à la littérature religieuse américaine et à la musique chrétienne, les différences idéologiques, politiques et culturelles entre Français et Nord-Américains sont telles que l'évangélisme ne peut pas « conquérir » la France. En effet, si l'évangélisme est bien présent en France, on constate qu'il est différent de celui qui existe aux États-Unis car les Français l'adaptent à leur société.

Cette partie propose un nouvel éclairage sur les différences culturelles entre l'Ancien et le Nouveau Mondes et une remise en question du modèle américain. Même ceux qui décident de s'installer outre-Atlantique ou de développer les échanges entre les deux continents car ils croient dans les idéaux américains sont amenés à émettre des réserves et à attendre l'établissement d'un certain ré-équilibrage des forces parce que l'on ne peut échapper au poids de son identité originelle.

Cette dichotomie apparaît également dans les relations entre les continents pendant la Guerre froide, relations qui se caractérisent par des tensions politiques : les États-Unis s'affirment comme la grande puissance qui tente d'influencer, voire de contrôler l'Ancien Monde. C'est l'objectif de la troisième partie de ce volume que de mettre en exergue l'aspect politique et diplomatique des rapports de force entre l'Ancien et le Nouveau Mondes.

Le cas des relations entre l'Europe et l'Équateur, notamment sous la présidence de Rafael Correa, est étudié par Emmanuelle SINARDET. Ce chapitre met en lumière les efforts

d'émancipation du petit pays qu'est l'Équateur, un « nain », face aux géants que sont les États-Unis et l'Union Européenne. Afin de ré-équilibrer les relations asymétriques qui repoussent l'Équateur à la marge des échanges sur la scène internationale, Correa œuvre pour que son pays obtienne sa seconde indépendance face à l'Union Européenne, la première étant l'émancipation politique acquise du XIX^{e} siècle. Le but est de ré-affirmer l'identité nationale, son entité politique et économique non plus dans une perspective tournée vers l'Europe mais dans la réalité du contexte américain. Il s'agit de trouver un nouvel équilibre dans un système triangulaire, ici entre l'Équateur, les États-Unis et l'Union Européenne.

Le rôle que joue l'Amérique latine dans les rapports de force au niveau international est significatif notamment au début de la Guerre froide, comme cela est démontré dans le chapitre suivant. Alvar de LLOSA analyse la perception du Tiers monde et la place de l'Amérique latine, en particulier après la Révolution cubaine, dans l'établissement des sphères d'influence politiques entre les « Supers Grands », les États-Unis et l'URSS. Cette situation pose les fondements de conflits militaires mais également idéologiques, puisque chaque bloc cherche à affirmer son pouvoir politique et économique. La France, parce qu'elle cherche à échapper à l'emprise des États-Unis, semble offrir une alternative, « une Troisième voie », pour promouvoir le développement des pays latino-américains, ce qui s'apparente à une tentative pour pondérer l'hégémonie deux Supers Grands et le partage du Monde.

C'est une analyse complémentaire de la situation diplomatique et militaire conflictuelle que Nicolas BADALASSI propose. Son chapitre témoigne des efforts de l'Europe pour défendre ses intérêts face aux États-Unis pendant la période 1965 – 1975. Son analyse montre comment les Européens, poussés par le Général de Gaulle, cherchent à consolider leur union pour contrebalancer les forces américaines. Tandis que le bloc de l'Est qui se fissure peu à peu, continue de s'opposer aux États-Unis, les Occidentaux s'organisent pour asseoir leur influence sur la scène internationale sans rester dans l'ombre du géant étatsunien. Toutefois, ils ne peuvent que rester dépendants de leur allié américain. Ces deux chapitres sur les rapports de force entre les deux grandes puissances pendant la Guerre froide attestent les efforts des autres pays, qu'ils soient d'Amérique latine ou d'Europe pour asseoir leur rôle politique sur la scène internationale, comme E. SINARDET l'a confirmé. Toutefois ces études confirment le pouvoir grandissant des États-Unis tout en dévoilant la quête d'un nouvel équilibre.

C'est bien là l'enjeu des relations entre Ancien et Nouveau Mondes : trouver un équilibre et s'affirmer face à l'autre dans une relation constructive. Ainsi, l'ensemble de ces

contributions, par leur diversité et leur complémentarité, leur expertise de cas précis, dresse un portrait pluriel des rapports entre ces deux Mondes. Fondée d'un point de vue historique sur des rapports de force qui évoluent suivant un large éventail, d'une certaine influence à des interactions ou un rejet, la construction de ces relations a conduit au développement des sociétés américaines autant qu'européennes. Les analyses présentées ici attestent que les deux continents ont donc évolué en parallèle, chacun participant à la construction de l'autre, ce qui confirme l'hypothèse énoncée par Claude Lévi-Strauss selon laquelle les rapports de force peuvent être des forces constructives.

Partie 1. De l'Ancien au Nouveau Monde

Les relations franco-mexicaines : entre conflits politiques et influences du positivisme comtien (1861-1911). Ombeline Anderouin

Université d'Angers – 3L.AM EA 4335

Si la seconde partie du XIXe siècle au Mexique peut être caractérisée comme une période de tumultes et de bouleversements, elle est également source de croissance et de progrès pour le pays. Point commun de ce paradoxe : cette période est marquée par l'essor de sa relation avec les nations européennes et plus particulièrement avec la France avec qui elle entretient un rapport à la fois riche et complexe. Deux temps se distinguent dans cette relation franco-mexicaine : tout d'abord, une période de conflits avec l'intervention française et la mise en place de l'empire de Maximilien de Habsbourg entre 1862 et 1867. Puis, à partir de 1867 et jusqu'en 1911, un rapport d'influence culturelle avec l'introduction et la mise en place du positivisme d'Auguste Comte dans le pays.

L'un des principaux préceptes de ce courant de pensée créé et développé par Auguste Comte au XIXe siècle en France repose sur l'idée que le progrès d'une société, au sens matériel et spirituel, n'est possible que si celle-ci est ordonnée. Cet ordre implique une organisation sociale basée sur les sciences. En effet, la connaissance doit désormais être fondée sur les faits et l'expérience et non plus sur les préjugés ou les croyances. Auguste Comte institue alors une nouvelle science : la sociologie, qui comprend l'étude de l'histoire sociale et de l'organisation sociale. Selon lui, étudier la société au travers du prisme scientifique permettra la mise en œuvre d'un modèle sociétal idéal, prenant en compte les erreurs du passé ; cette nouvelle société ordonnée sera alors source de progrès pour le pays. Décrit par son auteur comme étant à la fois une philosophie et une politique, le positivisme s'intéresse également aux domaines éducatif, religieux ou encore économique.

Le positivisme fut introduit au Mexique en 1867 par Gabino Barreda, médecin qui avait suivi les cours publics d'Auguste Comte à Paris. Les idées de ce dernier séduisirent le président Benito Juárez qui prit l'initiative de l'inclure dans la Commission chargée de réorganiser le système scolaire mexicain. Ce courant de pensée s'implanta ainsi dans le pays via l'éducation et se développa principalement au sein de cette sphère. Cependant, l'ambiguïté quant à son évolution relève surtout de son utilisation en politique par le gouvernement dictatorial de Porfirio Díaz. En effet, ce dernier se servit d'une partie de la devise d'Auguste Comte « ordre et progrès » pour justifier son régime autoritaire qu'il qualifiait de « tyrannie honnête[1] ».

[1] ZEA Leopoldo, *El positivismo en México: nacimiento apogeo y decadencia*, México, Fondo de Cultura

Le passage de l'hégémonie napoléonienne à l'influence du positivisme comtien nous amène à nous interroger sur la nature des rapports franco-mexicains à cette époque. De quelle manière ont donc évolué ces différents rapports de force avec la France ? Quelles furent les raisons pour lesquelles le Mexique passa d'un rapport conflictuel au niveau politique à un rapport consenti sur le plan culturel et quelles en furent les conséquences ? Voici les questions auxquelles nous tenterons de répondre au travers de cette étude.

L'intervention française au Mexique

Entre 1857 et 1861 les libéraux et les conservateurs mexicains s'affrontèrent lors de la Guerre de Réforme. L'origine du conflit, outre la volonté de récupérer le pouvoir par l'un des deux camps, était la promulgation d'une nouvelle Constitution libérale qui viendrait restreindre le pouvoir du clergé. Les emprunts contractés auprès des nations européennes et plus particulièrement auprès de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, afin de mener à bien cette guerre, ne firent qu'aggraver la situation financière déjà déplorable du pays. Peu de temps après la victoire des libéraux, le président Benito Juárez choisit de suspendre momentanément les remboursements de cette dette étrangère au travers d'une loi édictée le 17 juillet 1861 et dont le premier article est le suivant :

> « Art.1. À partir de la date de la présente loi, le gouvernement de l'Union percevra tout le produit en liquidités des revenus fédéraux, en ne déduisant que les frais administratifs des bureaux de perception et laissant en suspens pour une durée de deux ans, tous les paiements, y compris le paiement des assignations destinées à la dette contractée à Londres, et aux conventions étrangères[2]. »

Afin de résoudre cette question du remboursement de la dette mexicaine, la Grande Bretagne, la France et l'Espagne signèrent le 31 octobre 1861 la Convention de Londres dont les trois premiers articles stipulaient l'envoi de troupes armées sur le littoral mexicain, notamment dans le but de protéger les résidents étrangers, ainsi que la mise en place de mesures permettant le recouvrement de la dette. Le deuxième article de cette

---

Económica, 1993, p. 259.

[2] DUBLÁN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Chávez, 1878, vol. IX, p. 243 (Nous traduisons toutes les citations espagnoles) : « Art. 1. Desde la fecha de esta ley, el gobierno de la Union percibirá todo el producto líquido de las rentas federales, deduciéndose tan solo los gastos de administracion de las oficinas recaudadoras, y quedando suspensos por el término de dos años todos los pagos, incluso el de las asignaciones destinadas para la deuda contraida en Lóndres, y para las convenciones extranjeras. »

Convention précisait par ailleurs qu'aucun territoire ou privilège ne pouvait être acquis par les puissances européennes[3]. Toutefois, Napoléon III exprima dès le début du mois d'octobre de cette même année son intérêt économique pour le Mexique, et les propos qu'il tint dans une lettre destinée au Comte Flahaut ne laissent aucune place au doute :

> « Il est inutile de m'étendre sur l'intérêt commun, que nous avons en Europe à voir le Mexique pacifié et doté d'un gouvernement stable. Non seulement ce pays, doué de tous les avantages de la nature, a attiré beaucoup de nos capitaux et de nos compatriotes dont l'existence se trouve sans cesse menacée, mais par sa régénération il formerait une barrière infranchissable aux empiètements de l'Amérique du Nord, il offrirait un débouché important au commerce anglais, espagnol et français en exploitant ses propres richesses, enfin il rendrait de grands services à nos fabriques en étendant ses cultures de coton[4]. »

Outre-Atlantique, les conservateurs et le clergé mexicains appuyèrent cette intervention dans le but de récupérer leur position dominante perdue lors de la Guerre de Réforme. Les libéraux et le gouvernement de Benito Juárez, au vu de l'enlisement de la situation, s'empressèrent quant à eux de promulguer une loi, le 25 janvier 1862, afin de punir les délits contre la nation, l'ordre, la paix publique ainsi que les garanties individuelles et dont les premiers articles sont loin d'être désintéressés :

> « Art. 1. Sont compris parmi les délits contre l'indépendance et la sûreté de la nation :
>
> I. L'invasion armée du territoire de la République par des étrangers et des Mexicains ou par des étrangers seulement, sans qu'il y ait eu, au préalable, une déclaration de guerre de la part de la puissance à laquelle appartiennent ces étrangers. II. Le service volontaire de Mexicains dans les troupes étrangères ennemies quelles que soient leurs natures. III. L'invitation, de la part de Mexicains ou d'étrangers résidant dans la République, à des ressortissants d'autres puissances, à envahir le territoire national ou changer la forme du gouvernement décidée par la République, sous quelque prétexte que ce soit. IV. N'importe quelle complicité encourageant ou préparant l'invasion ou favorisant sa mise en œuvre et son succès[5]. »

---

[3] NIOX Gustave, *Expédition du Mexique 1861 – 1867. Récit politique et militaire*, Paris, Librairie Militaire de J. Dumaine, 1874, p. 729-730.

[4] COMTE CORTI Egon César, *Maximilien et Charlotte du Mexique, 1860 – 1865*, Paris, Libraire Plon, 1927, p. 373-374.

[5] DUBLAN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones*

Le 19 février 1862, le Mexique signa un accord avec la Grande Bretagne et l'Espagne obtenant ainsi le retrait de leurs troupes, accord que Napoléon III refusa de signer montrant ainsi très clairement ses intentions d'ingérence. Dès lors, les troupes françaises entamèrent leur progression à l'intérieur du territoire mexicain, tentant de prendre les principales villes du pays au cours d'affrontements sanglants. Fort d'intentions louables face à cette intervention, Benito Juárez fit diverses tentatives afin d'arriver à un compromis avec la France comme il le précisa notamment dans son Manifeste à la Nation du 12 avril 1862 :

> « Le gouvernement de la République, encore et toujours disposé, je le déclare solennellement, à épuiser tous les moyens conciliatoires et honorables en vue d'un arrangement[6][...] »

Par ailleurs, il appela les Mexicains à ne pas utiliser la force contre les résidents français non impliqués dans le mouvement armé :

> « L'étranger pacifique sera protégé comme il l'a toujours été jusqu'à présent, non seulement autant que le droit puisse l'exiger, mais également autant que la générosité puisse l'inspirer : le pernicieux ou le criminel seront réprimés ou punis plus sévèrement[7]. »

Néanmoins, l'intervention se poursuivit et aboutit le 10 avril 1864 au couronnement de l'empereur Maximilien de Habsbourg. Loin de s'avouer vaincus, les Mexicains continuèrent leur lutte acharnée contre la domination française et dès le mois de décembre 1865 Maximilien fit part à Napoléon III des difficultés financières liées à cette guerre :

---

legislativas expendidas desde la Independencia de la República, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Chávez, 1878, vol. IX, p. 367 : « Art. 1. Entre los delitos contra la independencia y seguridad de la nación, se comprenden: I.- La invasión armada, hecha al territorio de la República por extranjeros y mexicanos, o por los primeros solamente, sin que haya precedido declaración de guerra por parte de la potencia a que pertenezcan. II.- El servicio voluntario de mexicanos en las tropas extranjeras enemigas, sea cual fuere el carácter con que las acompañen. III.- La invitación hecha por mexicanos o por extranjeros residentes en la República a los súbditos de otras potencias para invadir el territorio nacional, o cambiar la forma de gobierno que se ha dado la República, cualquiera que sea el pretexto que se tome. IV.- Cualquiera especie de complicidad para excitar o preparar la invasión o para favorecer su realización y éxito. »

[6] IGLESIAS GONZÁLEZ Román, *Planes políticos, proclamas, manifiestos y otros documentos de la Independencia al México moderno, 1812-1940*, México, UNAM-IIJ, coll. « Serie C : Estudios Históricos, nº 74 », 1998. p. 424 : « El Gobierno de la República, dispuesto siempre y dispuesto todavía, solemnemente lo declaró, á agotar todos los medios conciliatorios y honrosos de un avenimiento [...] »

[7] *Ibid*., p. 432 : « El extranjero pacífico será protegido como hasta ahora, no sólo hasta donde pudiera exigirlo el derecho, sino hasta donde pudiera inspirarlo la más amplia generosidad: el pernicioso ó criminal serán reprimidos ó castigados de modo más severo. »

« Voici un problème qu'il est urgent de résoudre, car la guerre qui coûte soixante millions par an, ruine le trésor mexicain[8]. » Par ailleurs, les conservateurs et le clergé, qui avaient appuyé cette intervention, ne constituaient ni le parti le plus nombreux ni le plus puissant du pays comme ils l'avaient soutenu à Napoléon III avant l'arrivée des troupes. Aussi, l'empire de Maximilien fut-il vivement réprouvé par la majorité de la population. La question financière s'avéra également problématique pour les Français qui devaient entretenir les quelque trente mille soldats présents sur le territoire mexicain. Face à l'enlisement de la situation, le 15 janvier 1866, Napoléon III informa officiellement Maximilien de son intention de retirer les troupes françaises du pays :

> « L'impossibilité de demander de nouveaux subsides au Corps législatif pour l'entretien du corps d'armée du Mexique et celle où se trouve Votre Majesté de ne plus pouvoir y contribuer elle-même, me forcent de fixer définitivement un terme à l'occupation française[9]. »

Les troupes françaises se retirèrent définitivement au cours des premiers mois de l'année 1867 et Maximilien et ses généraux furent capturés et fusillés le 18 juin de la même année, permettant ainsi le retour de Benito Juárez à la présidence du pays au cours du mois de juillet.

Malgré la nature conflictuelle des rapports franco-mexicains au cours de cette première période, augurant d'une relation épineuse entre les deux pays, le positivisme fit son apparition dans les mois qui suivirent. Comme suite à l'épisode interventionniste de la France, ce nouveau rapport qui paraît de prime abord consenti, pose des interrogations quant aux raisons qui amenèrent les Mexicains à choisir ce courant de pensée.

Introduction du positivisme d'Auguste Comte au Mexique

Né en 1818 à Puebla, Gabino Barreda étudia la médecine dans la capitale et s'engagea en 1847 en tant que médecin dans les forces armées lors de la guerre contre les États-Unis. Un an plus tard, il partit pour la France afin de terminer ses études, projet avorté car il

---

[8] TAMAYO Jorge Luis, (sel. y notas), *Benito Juárez. Documentos, Discursos y Correspondencia*, México, ed. electrónica de la Universidad Autónoma Metropolitana de Azcapotzalco, 2006. Voir : http://www.biblioteca.tv/artman2/publish/1865_160/Maximiliano_expone_a_Napole_oacute_n_la_cruda_situaci_oacute_n_del_Imperio_y_le_pide_no_retire_las_fuerzas_francesas.shtml (consulté le 26/12/2014).

« Este es un problema a cuya solución es urgente llegar, pues la guerra que consume 60 millones anuales, arruina el tesoro mexicano. »

[9] COMTE CORTI Egon César, *op. cit.*, p. 371.

consacra la majeure partie de son temps à étudier la philosophie positive lors de cours professés publiquement par Auguste Comte à Paris. Il rentra finalement au Mexique en 1851 où il obtint son diplôme et ouvrit son cabinet. Parallèlement, il commença lui-même à enseigner l'astronomie, la physique ou encore l'histoire naturelle et publia quelques articles empreints de philosophie positive. Pendant l'intervention française, il se réfugia à Guanajuato où, le 16 septembre 1867, après la chute de Maximilien, il fit sa célèbre « Oración cívica[10] » (Oraison civique) dans laquelle il proposa une analyse et une interprétation de l'histoire mexicaine à la lumière du positivisme comtien, défendant par ailleurs avec ferveur les libéraux et fustigeant les conservateurs. Il suggéra une nouvelle devise pour le Mexique : « liberté, ordre et progrès » avec « la liberté, comme moyen; l'ordre comme base et le progrès comme but[11] », transformant ainsi la devise originelle d'Auguste Comte, « amour, ordre et progrès ». Convaincu par ses idées, Benito Juárez lui proposa alors d'intégrer la Commission en charge de réformer l'éducation en cette fin d'année 1867. Ainsi, cette nouvelle relation avec la France fut bien consentie, les Mexicains étant eux-mêmes les instigateurs de cette influence.

Afin de comprendre de manière pertinente en quoi la loi sur l'instruction publique promulguée le 2 décembre 1867 fut d'inspiration positiviste, il nous faut revenir brièvement sur la conception de l'éducation chez Auguste Comte. En effet, ce courant de pensée récusait les concepts de préjugés et de superstitions et prônait l'utilisation de l'expérience et des faits pour instituer les connaissances. Le système éducatif qu'il proposa se voulait tout d'abord scientifique et à destination de toutes les classes sociales :

> « Il importe donc beaucoup que, dès son origine, la nouvelle école philosophique développe, autant que possible, ce grand caractère élémentaire d'universalité sociale, qui, finalement relatif à sa principale destination, constituera aujourd'hui sa plus grande force contre les diverses résistances qu'elle doit rencontrer[12]. »

Auguste Comte prévoyait également un plan d'étude ordonné suivant l'échelle des sciences et se déroulant comme suit : mathématique, astronomie, physique, chimie, biologie et enfin sociologie. Ces sciences étaient ainsi étudiées de façon progressive, allant des plus simples aux plus complexes et des plus générales aux plus spécifiques. Notons par ailleurs que l'acquisition d'une éducation générale en amont d'une éducation spéciale venait

---

[10] ESCOBAR Edmundo, *Gabino Barreda. La educación positivista en México*, México, Editorial Porrúa, 1987, p. 17-34.

[11] *Ibid.*, p. 34. « la libertad, como medio; el orden como base y el progreso como fin »

[12] COMTE Auguste, *Discours sur l'esprit positif*, Paris, Librairie Philosophique J. Vrin, 1995, d'après l'éd. de Paris, Carilian-Goeury et Dalmont, 1844, p. 198.

justifier l'instruction encyclopédique préconisée par Auguste Comte. La généralisation de l'enseignement permettant, selon lui, l'uniformisation des esprits. Le système d'enseignement devait donc lui aussi être unifié :

> « Une doctrine commune et des mœurs semblables d'après un système uniforme d'éducation générale, dirigé et appliqué par un même pouvoir spirituel, voilà ce qui, dans tout l'Occident constitue maintenant le premier besoin social[13]. »

Au vu de ces informations, intéressons-nous aux principales caractéristiques de la « Ley orgánica de la instrucción pública en el Distrito Federal » (Loi organique de l'instruction publique dans le District Fédéral) du 2 décembre 1867, dont l'en-tête est la suivante :

> « Considérant que diffuser l'instruction parmi le peuple est le moyen le plus sûr et efficace de le moraliser et d'établir solidement la liberté et le respect de la Constitution et des lois, je promulgue la suivante Loi organique de l'instruction publique dans le District Fédéral[14]. »

Les deux premiers articles tentèrent de pallier le manque d'établissements scolaires tout en précisant la nature de leur financement :

> « Art. 1. Il y aura dans le District Fédéral, financées par les fonds municipaux, le nombre d'écoles d'instruction primaire pour garçons et filles exigé par sa population et ses besoins : [...] 2. Financées par les fonds généraux, il y aura dans le même District quatre écoles d'instruction primaire dont une pour les filles[15]. »

Le règlement accompagnant cette loi et publié le 24 janvier 1868 précisait les quotas requis pour chaque municipalité, à savoir une école de filles et une école de garçons pour chacune de leurs communes comptant au moins cinq cents habitants. Au-delà de deux mille habitants, les municipalités devaient ouvrir une école supplémentaire pour chaque sexe, et

---

[13] COMTE Auguste, *Discours sur l'ensemble du positivisme*, Paris, Flammarion, 1998, d'après l'éd. de Paris, Carilian-Goeury et Dalmont, 1848, p. 118.

[14] DUBLAN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Chávez, 1878, vol. X, p. 193 : « Considerando que difundir la ilustracion en el pueblo es el medio más seguro y eficaz de moralizarlo y de establecer de una manera sólida la libertad y el respeto á la Constitucion y á las leyes, he venido a expedir la siguiente Ley orgánica de la instruccion pública en el Distrito Federal. »

[15] *Ibid.*, p. 193 : « Art. 1. Habrá en el Distrito Federal, costeadas por los fondos municipales, el número de escuelas de instruccion primaria de niños y niñas que exijan su poblacion y sus necesidades: [...] 2. Costeadas por los fondos generales, habrá en el mismo Distrito cuatro escuelas de instrucción primaria, una de ellas de niñas. »

ce par tranche de deux mille habitants[16]. À titre comparatif, avant 1868 le précédent règlement abordant les quotas des écoles d'instruction primaire était daté du 28 août 1843 et imposait alors une école de filles et une de garçons pour dix mille habitants seulement[17].
Le cinquième article de la loi du 2 décembre 1867 stipulait que l'instruction primaire était gratuite pour les pauvres et obligatoire pour tous, et ce dès l'âge de cinq ans selon le règlement accompagnant la loi[18].
Les matières proposées pour les garçons à l'école primaire comprenaient notamment des rudiments de physique, de chimie et de mécanique pratique ainsi que des cours de morale et de civilité[19]. La loi prévoyait également la création d'une quinzaine d'écoles secondaires nationales comme une école nationale préparatoire, une école d'ingénieurs, de médecine ou encore de jurisprudence[20]. En outre, l'une des grandes nouveautés de cette loi fut l'établissement d'une école secondaire pour les filles. Certaines écoles se firent attendre ; citons ici l'Académie pour les professeurs enseignant dans le primaire qui n'ouvrit ses portes qu'en 1880[21] ; d'autres, comme l'école des naturalistes ne virent jamais le jour par manque de moyens financiers.
La fierté de Gabino Barreda fut la création de l'école nationale préparatoire car elle permettait une mise en œuvre aisée des principes positivistes. Il s'agissait d'un cursus de cinq ans proposant un tronc commun de trente-quatre matières enseignées de manière encyclopédique et permettant par la suite l'accès aux différentes écoles nationales[22].

---

[16] *Ibid*., p. 242 : « Art. 1. Las municipalidades del Distrito sostendrán una escuela de niñas y otra de niños en cada uno de los pueblos que las forman, que tengan al ménos quinientos habitantes. En los que la poblacion excediere de dos mil, se aumentará una escuela de cada sexo por cada dos mil habitantes. »

[17] DUBLÁN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Lozano, 1876, vol. IV, p. 552.

[18] DUBLAN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Chávez, 1878, vol. X, p. 194 : « 5. La instruccion primaria es gratuita para los pobres, y obligatoria en los términos que dispondrá el reglamento de esta ley. »

[19] *Ibid*., p. 193-194.

[20] *Ibid*., p. 193.

[21] DUBLÁN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta y litografía de Eduardo Dublán y Compañía, 1886, vol. XIV, p. 33.

[22] DUBLAN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Chávez, 1878, vol. X, p. 194.

Force est de constater que cette loi sur l'instruction publique dans le District Fédéral est indéniablement empreinte des idées positivistes, tant au niveau de l'uniformisation des esprits que de la recherche de ce que Gabino Barreda appelait le fond commun de vérités comme il l'expliqua dans une longue lettre à Mariano Riva Palacio en 1870 :

> « Pour que la conduite pratique soit, autant que possible, suffisamment en harmonie avec les besoins réels de la société, il faut que nous partagions tous un fonds commun de vérités, plus ou moins délibérément, mais de manière constante. Ce fonds de vérités qui doit nous servir de point de départ, doit avoir un caractère général et encyclopédique pour que pas un seul fait important ne soit inculqué dans notre esprit sans avoir été au préalable soumis à une discussion suffisante, même sommaire, nous enseignant ses véritables fondements[23]. »

Aussi, il convient de se pencher sur les raisons qui poussèrent le gouvernement mexicain à accepter cette loi largement inspirée d'un courant de pensée français. Tout d'abord, il convient de préciser que Benito Juárez fit de l'éducation l'une de ses principales priorités, et ce dès son arrivée au pouvoir en 1858. Ainsi, dans son Manifeste à la Nation du 7 juillet 1859, il avança :

> « [Le Gouvernement] a la conviction que l'instruction est la première base de la prospérité d'un peuple, en même temps qu'elle est le moyen le plus sûr de rendre impossibles les abus du pouvoir[24]. »

En outre, les libéraux prirent conscience de l'importance de l'éducation de deux manières. D'une part, l'instruction du peuple leur sembla primordiale afin d'éviter les coups d'État

---

Les trente-quatre matières sont les suivantes : grammaire espagnole, latin, grec, français, anglais, allemand, italien, arithmétique, algèbre, géométrie, géométrie descriptive, géométrie analytique, trigonométrie sphérique, trigonométrie rectiligne, calcul infinitésimal, mécanique rationnelle, physique expérimentale, chimie générale, éléments d'histoire naturelle, chronologie, histoire générale, histoire nationale, cosmographie, géographie physique et politique, idéologie, grammaire générale, logique, métaphysique, morale, littérature poétique – éloquence et déclamation, dessin géométriques – linéaires – de paysage et d'ornements, sténographie, paléographie et enfin tenue de livres de comptes.

[23] ESCOBAR Edmundo, *op. cit.*, p. 114 : « Para que la conducta práctica sea, en cuanto cabe, suficientemente armónica con las necesidades reales de la sociedad, es preciso que haya un fondo común de verdades de que todos partamos, más o menos deliberadamente, pero de una manera constante. Este fondo de verdades que nos han de servir de punto de partida, debe presentar un carácter general y enciclopédico, para que ni un solo hecho de importancia se haya inculcado en nuestro espíritu, sin haber sido antes sometido a una discusión, aunque somera, suficiente para darnos a conocer sus verdaderos fundamentos. »

[24] IGLESIAS GONZÁLEZ Román, *op. cit.*, p. 364 : « [El Gobierno] tiene el convencimiento de que la instrucción es la primera base de la prosperidad de un pueblo, á la vez que el medio más seguro de hacer imposibles los abusos del Poder. »

militaires qui auraient permis aux conservateurs de reprendre le pouvoir : le secteur éducatif devait, pour ce faire, primer sur le secteur militaire. Voici pourquoi Gabino Barreda transforma la devise d'Auguste Comte, « amour, ordre et progrès » en « liberté, ordre et progrès » ; le terme « liberté » venant appuyer l'œuvre du parti libéral. Notons également le dénigrement indiscutable de Gabino Barreda pour le clergé et le parti conservateur dans son « Oraison civique », renforçant ainsi son soutien envers le parti au pouvoir :

> « En pénétrant à l'intérieur du pays, l'armée conquérante, et plus tard l'Archiduc lorsque qu'il vint prendre possession de son trône, ne purent que reconnaître que le parti qui les avait sollicités et dans lequel ils fondaient tous leurs espoirs, était en réalité le moins nombreux, le moins instruit et le moins influent de ceux qui se disputaient la suprématie au Mexique. Un clergé ignorant et qui s'imagine vivre en plein Moyen Âge, qui ne comprend ni ses intérêts, ni ceux de la nation[25][...] »

D'autre part, le développement économique du Mexique passait par son industrialisation et donc par la formation de personnes qui seraient compétentes dans les domaines permettant l'enrichissement du pays. En effet, à cette époque, l'instruction supérieure ne concernait qu'un cercle restreint de personnes : il fallait ainsi former la jeunesse afin de créer une nouvelle génération d'intellectuels qui pourrait faire prospérer le pays tant économiquement que socialement. Malheureusement, si des mesures furent prises pour que l'instruction primaire atteigne toutes les couches sociales, l'instruction secondaire, quant à elle, resta réservée à une élite, comme nous l'explique Justo Sierra, Ministre de l'Instruction Publique entre 1905 et 1911 :

> « Et comprenant que les bourgeoisies, parmi lesquelles est inévitablement recrutée la direction politique et sociale du pays, du fait même de la structure de la société moderne, ont véritablement besoin d'une éducation afin de préparer l'avenir, [Juárez] confia à deux illustres hommes de science [...] la réforme des écoles supérieures ; l'école secondaire, ou préparatoire, fut une création immuable animée par l'âme de Gabino Barreda[26]. »

---

[25] ESCOBAR Edmundo, *op. cit.*, p. 30-31 : « Al penetrar en el interior del país el ejército invasor, y más tarde, al venir el Archiduque a tomar posesión de su trono, no pudieron menos de reconocer que el partido que los había llamado y que fundaba en ellos sus esperanzas, era en realidad el menos numeroso, el menos ilustrado y el menos influente de los que se disputaban en México la supremacía. Un clero ignorante y que se imagina vivir en plena Edad Media; que no comprende ni sus intereses ni los de la nación [...] »

[26] SIERRA Justo, *Evolución política del pueblo mexicano*, México, Editorial Porrúa, 2009, p. 287 : « Y comprendiendo que las burguesías, en que forzosamente se recluta la dirección política y social del país, por

L'éducation, et plus particulièrement l'éducation positiviste, devint ainsi un moyen de justifier la présence des libéraux au pouvoir puisqu'elle permettait de mettre un terme à l'anarchie, fléau qui était devenu l'une des priorités du gouvernement. Le discours de Gabino Barreda lors de la remise des récompenses scolaires en septembre 1877 illustra parfaitement cette position :

> « L'anarchie sous toutes ses formes, l'anarchie intellectuelle, politique et morale ; l'anarchie personnelle, domestique et civile, voilà l'unique monarque que nous voulons détrôner ; l'unique drapeau que nous voulons faire tomber ; les autres nous les avons déjà tous abattus[27][...] »

Les raisons pour lesquelles le Mexique choisit d'introduire un courant de pensée français au sein du système scolaire au lendemain de l'intervention relevèrent manifestement du besoin politique. Les idées positivistes, telles que l'apologie de l'enseignement scientifique, correspondaient en tous points au souhait du gouvernement libéral de laïciser l'école. Uniformiser l'éducation sous l'étendard de la science permit ainsi une rupture avec la religion catholique, rupture qui se concrétisa quelques années plus tard, en 1891 avec une loi qui rendait l'instruction primaire laïque et obligatoire pour tous.

La manière constructive dont évolua le rapport de force entre les deux pays en passant d'une relation que nous pourrions qualifier de subie par le Mexique à une relation consentie et revendiquée, sembla profiter tant à la jeunesse, au travers de l'essor du système éducatif, qu'aux hommes politiques qui surent utiliser le courant positiviste à bon escient pour consolider leur position au sein du gouvernement.

Une évolution sujette à controverse

À l'aube de l'essor du positivisme mexicain, les relations sociales avec la France ne semblaient pas avoir été entachées par l'ingérence de Napoléon III. Les résidents français au Mexique, ainsi que l'ensemble de la population française étaient vus et traités courtoisement par les Mexicains. Ezequiel Montes, homme politique, l'énonça d'ailleurs lors de son discours en tant que président du Congrès de l'Union le 8 décembre 1867 :

> « Les Français pacifiques résidant dans le pays restent sous la protection des lois et

---

la estructura misma de la sociedad moderna, necesitaban realmente una educación preparadora del porvenir, [Juárez] confió a dos eximios hombres de ciencia [...] la reforma de las escuelas superiores; la secundaria, o preparatoria, resultó una creación imperecedera animada por el alma de Gabino Barreda. »

[27] ESCOBAR Edmundo, *op. cit.*, p. 268-269 : « La anarquía bajo todas sus formas, la anarquía intelectual, política y moral; la anarquía personal, doméstica y civil, ése es el único monarca que queremos destronar, la única bandera que queremos abatir; las demás las hemos hallado ya derribadas [...] »

> des autorités mexicaines. Il serait injuste d'attribuer au peuple français ce qui est seulement l'œuvre de son Chef : la presse indépendante et la tribune libre nous ont rendu pleinement justice[28]. »

Toutefois, les relations politiques et économiques tardèrent à se rétablir, le Mexique faisant preuve de prudence comme le souligna José María Lozano, président de la Cour suprême de Justice, lors de la clôture du Congrès de l'Union le 15 décembre 1870 :

> « L'expérience de nombreuses années de désastres a enrichi nos opinions sur ce point, et si nous croyons bien que l'esprit civilisateur actuel répugne à ce que nous nous maintenions isolés de la grande famille des peuples cultivés, nous savons que notre condition d'êtres humains, d'une certaine manière exceptionnelle, exige que, lorsque nous établissons de nouvelles relations, nous le fassions sur des bases prudentes et avisées. Nos traités et conventions doivent être le plus précis possible et contenir intrinsèquement le principe de leur réforme ou de leur modification[29]. »

L'influence du positivisme eut des répercussions indiscutables quant à l'amélioration du système scolaire. Évoquons ici l'école nationale préparatoire qui, en 1869, soit peu de temps après son ouverture, enregistrait 568 élèves inscrits[30], chiffre qui s'éleva à 1 154 inscriptions pour l'année 1896[31]. La croissance fut également notoire au niveau de l'instruction primaire : en 1896, Porfirio Díaz annonçait devant le Congrès de l'Union que 48 776 élèves étaient inscrits dans l'ensemble des écoles primaires du territoire[32], alors

---

[28] GONZÁLEZ Y GONZÁLEZ Luis (dir.), *Los presidentes de México ante la Nación: informes, manifiestos y documentos de 1821 a 1966. Tomo 1: informes y respuestas desde el 28 de septiembre de 1821 hasta el 16 de septiembre 1875*, México, Cámara de Diputados, 1966, p. 495 : « Los franceses pacíficos residentes en el país quedan bajo la salvaguardia de las leyes y de las autoridades mexicanas. Injusto sería atribuir al pueblo francés lo que sólo es obra de su Jefe: la prensa independiente y la tribuna libre nos han hecho plena justicia. »

[29] *Ibid*., p. 537 : « La experiencia de muchos años de desastres ha ilustrado sobre este punto nuestras opiniones, y si bien creemos que el espíritu civilizador de la época repugna que nos mantengamos aislados de la gran familia de los pueblos cultos, conocemos que nuestras condiciones de ser, en cierto modo excepcionales, exigen que, al formar de nuevo nuestras relaciones, lo hagamos bajo bases prudentes y previsoras. Nuestros tratados y convenciones deben reducirse á lo más preciso y contener en sí mismos el principio de su reforma ó modificación. »

[30] ESCOBAR Edmundo, *op. cit.,* p. 275.

[31] SECRETARÍA DE ESTADO Y DEL DESPACHO DE JUSTICIA É INSTRUCCIÓN PÚBLICA, *Breve noticia de los establecimientos de instrucción*, México, J. Aguilar Vera y Cia, 1900, p. 10.

[32] GONZÁLEZ Y GONZÁLEZ Luis (dir.), *Los presidentes de México ante la Nación: informes, manifiestos y documentos de 1821 a 1966. Tomo 2: informes y respuestas desde el 1°de abril de 1876 hasta el 4 de noviembre de 1911*, México, Cámara de Diputados, 1966, p. 480.

qu'ils étaient 54 052 en 1904, et ce simplement dans les écoles du District Fédéral[33]. Cette forte augmentation fut en partie due à la loi rendant l'école laïque et obligatoire, promulguée le 21 mars 1891. Le budget consacré à l'instruction augmenta également de manière spectaculaire puisqu'en 1868, 759 841 pesos étaient destinés à l'éducation[34] tandis qu'en 1911, soit à la fin de la présidence de Porfirio Díaz, ce budget s'élevait à 6 600 165 pesos[35].

Cependant, le positivisme n'influença pas seulement l'éducation puisque le Général Porfirio Díaz utilisa une partie de la devise d'Auguste Comte, « ordre et progrès », afin de justifier sa dictature. Porfirio Díaz se fit élire démocratiquement en 1876, notamment grâce à sa campagne électorale bâtie sur la non-réélection présidentielle. Comme suite à une modification de la Constitution en 1878, stipulant qu'un président ne pouvait réaliser deux mandats consécutifs, il céda le pouvoir à l'un de ses disciples Manuel González en 1880, puis le récupéra en 1884. Toutefois, en 1887, Díaz modifia de nouveau la Constitution afin que deux mandats consécutifs soient désormais possibles, et enfin, en 1890, il remit en place la loi initiale permettant ainsi sa réélection indéfinie. La dictature de Porfirio Díaz fut largement appuyée par les différents membres du Congrès de l'Union qui, eux-mêmes, légitimaient la présence du Díaz au pouvoir grâce à l'ordre et au progrès qui régnaient dans le pays. Notons, par exemple, les propos de Rosendo Pineda, président du Congrès en 1898 : « [...] au Gouvernement vous êtes pour le peuple un gage d'ordre et de progrès[36][...] », ou encore ceux de Pablo Martínez del Rio, également président du Congrès en 1901 :

> « Vous venez une fois de plus d'exposer le résultat louable de vos efforts pour conduire le pays sur le chemin de l'ordre et du progrès quant à son évolution sociale et économique[37]. »

---

[33] *Ibid*., p. 687.

[34] DUBLAN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta del Comercio a cargo de Dublán y Chávez, 1878, vol. X, p. 337.

[35] DUBLÁN Manuel et LOZANO José María, *Legislación mexicana ó colección completa de las disposiciones legislativas expendidas desde la Independencia de la República*, México, Imprenta de Eduardo Dublán, 1898, vol. XXI, p. 371.

[36] GONZÁLEZ Y GONZÁLEZ Luis (dir.), *Los presidentes de México ante la Nación: informes, manifiestos y documentos de 1821 a 1966. Tomo 2...*, *op. cit.*, p. 543 : « [hablando de Porfirio Díaz] sóis para el pueblo en el Gobierno, prenda segura de orden y progreso [...] »

[37] GONZÁLEZ Y GONZÁLEZ Luis (dir.), *Los presidentes de México ante la Nación: informes, manifiestos y documentos de 1821 a 1966. Tomo 2...*, *op. cit.*, p. 623 : « Venís una vez más á relatar el resultado plausible de

Par ailleurs, une partie des élèves éduqués sous le positivisme intégrèrent le gouvernement de Porfirio Díaz et se rassemblèrent sous le nom de « Científicos » (les Scientifiques). L'un des membres les plus éminents des « Scientifiques » fut José Yves Limantour qui intégra l'école nationale préparatoire lors de son ouverture en 1868 puis poursuivit ses études à l'école nationale de Jurisprudence où il obtint son diplôme d'avocat. Il fut le Ministre des Finances de Porfirio Díaz de 1893 à 1911, poste où il accomplit un travail exemplaire tant au niveau du remboursement de la dette extérieure que de l'assainissement de l'économie mexicaine. Sa rigueur et son acharnement au travail furent souvent loués. Ainsi, les « Scientifiques » constituèrent en 1892 un parti politique nommé « L'Union Libérale » et leur premier Manifeste daté du 23 avril 1892 est révélateur de l'utilisation qu'ils firent des préceptes positivistes :

> « Nous pensons que l'heure est venue de commencer une nouvelle ère dans la vie historique de notre Parti ; nous croyons que la transformation de ses groupes dirigeants en organes est déjà accomplie ; nous croyons que, de même que la paix et le progrès matériel ont réalisé ce but, il en revient désormais à l'activité politique de consolider l'ordre[38][...] »

Le positivisme servit donc à justifier la dictature de Porfirio Díaz qui, si elle permit une croissance économique du pays, notamment grâce à l'ouverture des frontières aux entreprises étrangères, laissa la majorité de la population dans la misère et la pauvreté :

> « Pour l'immense majorité de la population, le progrès devint simplement la justification de l'ordre effectif, sans qu'elle ait tiré un quelconque profit des bénéfices produits[39]. »

L'ordre ne fut pas un concept abstrait sous Porfirio Díaz et les exemples en sont légion : de la censure de la presse à l'expropriation des petits propriétaires terriens, sans oublier l'adoption de lois permettant à la Garde Rurale, alors constituée d'anciens bandits de grands chemins, de tirer sans sommation sur des individus avant même d'avoir prouvé leur culpabilité. Pour le gouvernement, la modernisation économique ainsi que l'essor

---

vuestros esfuerzos para conducir al país por el camino del orden y del progreso en su evolución social y económica. »

[38] IGLESIAS GONZALEZ Román, *op. cit.*, p. 495 : « Creemos llegado el momento de iniciar una nueva era en la vida histórica de nuestro Partido; creemos que la transformación de sus grupos directivos en órganos está consumada ya; creemos que, así como la paz y el progreso material han realizado este fin, toca, a su vez, a la actividad política consolidar el orden [...]»

[39] DE GORTARI Eli, *Reflexiones históricas y filosóficas de México*, México, Editorial Grujalbo, 1981, p. 83 : « Para la inmensa mayoría de la población, el progreso se convirtió, simplemente, en la justificación del orden existente, sin que obtuviera provecho alguno de los beneficios que se producían. »

capitaliste du pays justifiaient, bien évidemment, l'application de ces mesures répressives.
Un rapport de force apparut alors au sein même de l'élite mexicaine. Si les « Scientifiques » se posèrent en défenseur du positivisme, du fait de son utilité politique, une partie de la seconde génération d'élèves, éduqués sous ce courant de pensée et diplômés après 1890, déplorèrent l'emploi des principes positivistes au sein du gouvernement. Ce groupe se rassembla autour de l'association appelée l'« Ateneo de la Juventud » (Athénée de la Jeunesse), et était composé de membres opposés à la dictature de Porfirio Díaz. Parmi eux, José Vasconcelos et Antonio Caso qui étudièrent à l'école nationale de Jurisprudence et qui furent tous les deux recteurs de l'UNAM (Université Nationale Autonome du Mexique) dans la première moitié du XX^e siècle. Ces hommes, s'ils ne rejetaient pas le positivisme sous lequel ils avaient été éduqués, pensaient qu'il ne devait pas être le seul courant de pensée enseigné dans les écoles et prônaient l'étude des courants socialistes et humanistes du début du XX^e siècle. Ainsi, pour Antonio Caso :

> « Le positivisme [...] forma une génération d'hommes avides de bien-être matériel, assoiffés de prospérité économique qui, pendant trente ans collaborèrent à l'œuvre politique de Porfirio Díaz[40]. »

Aussi, si le rapport de force entre la France et le Mexique évolua d'un rapport de domination politique à un rapport consenti au niveau culturel, cette influence liée au positivisme ne fut pas prospère sur le long terme. L'utilisation du modèle positiviste français, quand bien même fut-il adapté par les Mexicains aux nécessités nationales peut, à bien des niveaux, être considérée comme un échec pour le Mexique, exception faite de son impact sur le système éducatif.
Tout nous pousse à croire que le choix du Mexique concernant l'adoption de ce modèle culturel, releva bien d'une simple question utilitaire ; le positivisme permettant en 1867 de fournir une solution provisoire aux divers problèmes rencontrés par le pays. Le positivisme d'Auguste Comte eut une répercussion beaucoup plus vaste et importante que celle liée à l'éducation puisque d'un côté, les « Scientifiques » permirent la continuité de la dictature de Porfirio Díaz, et de l'autre les membres de l'Athénée de la Jeunesse appuyèrent les revendications populaires et fustigèrent le régime de Díaz provoquant finalement sa chute tout en conduisant le Mexique vers la Révolution.

---

[40] CASO Antonio, *Filósofos y doctrinas morales*, *in* ZEA Leopoldo, *El positivismo y la circunstancia mexicana*, México, Fondo de Cultura Económica, 1997, p. 36 : « El positivismo [...] formó una generación de hombres ávidos de bienestar material, celosos de su prosperidad económica, que, durante treinta años, colaboraron en la obra política de Porfirio Díaz. »



Actuellement doctorante en civilisation latino-américaine à l'Université d'Angers, Ombeline ANDEROUIN consacre ses recherches sur la mise en œuvre du positivisme au sein du système éducatif mexicain entre 1867 et 1911.

Diderot et Vaucanson sont dans un bateau : la traversée de l'Atlantique du Canard digérateur dans *Mason & Dixon* de Thomas Pynchon. Gilles Chamerois.

Université de Brest, HCTI–EA 4249.

de Thomas Pynchon *Mason & Dixon* (1997) suit les deux astronomes éponymes entre le transit de Vénus de 1761 et celui de 1769. La partie centrale du roman, de loin la plus importante, nommée « America », relate de manière à la fois érudite et fantasque le tracé de la ligne qui depuis porte leur nom, et qui en viendra à séparer les États esclavagistes de ceux du Nord des États-Unis. Mais cette partie est encadrée de deux autres, plus courtes, qui s'attachent plus particulièrement aux enjeux transatlantiques de la naissance de la nouvelle nation. Les aventures des deux astronomes sont racontées, de manière particulièrement peu digne de confiance, par le Révérend Cherrycoke, un soir d'Avent à la fin de l'année 1785. Au centre absent du roman, entre les événements et leur narration, se trouve donc la Révolution américaine, et le rôle qu'y ont joué les Lumières européennes est au cœur de l'œuvre. Un symbole caractéristique en est le canard de Vaucanson, sans doute le plus célèbre des automates du XVIII^e^ siècle, bien qu'il ait disparu sans laisser de traces. C'est son double féminin qui apparaît dans le roman, une cane douée de parole poursuivant de ses assiduités le cuisinier Armand Allègre, qui a fait la grande traversée pour échapper à ses ardeurs. Sous ces allures de pochade se cache une réflexion sur la figure de l'automate, incarnation parfaite des paradoxes des Lumières, et donc des paradoxes qui président à la naissance de la jeune nation. Si Pynchon observe avec tant d'attention la manière dont ils traversent l'Atlantique avec la cane de Vaucanson au XVIII^e^ siècle, c'est qu'au moment où il écrit, cette jeune nation est devenue une puissance sans rivale, et que la cane est en train de faire le trajet inverse, et de traverser l'Atlantique, ainsi que le Pacifique, en imposant les paradoxes des Lumières à un monde globalisé.

Tout le discours autour de la cane est tissé de ces paradoxes, que nous allons tenter de mettre en évidence à partir de l'étude d'une double page du roman, aux pages 372 et 373, dans lesquelles, dans une auberge quelque part à la frontière entre le Maryland et la Pennsylvanie, Armand Allègre raconte aux deux astronomes la « naissance » de la cane. Il s'agit en effet pour nous d'importer outre-Atlantique non pas le discours des Lumières, dont il s'agit plutôt de retrouver la trace, mais ni plus ni moins de « l'une des gloires du

système éducatif français[1] », à savoir l'explication de texte. Un guide précieux sera « l'explication de l'explication » à laquelle a procédé Jean-Jacques Lecercle en défense et illustration de l'explication de texte à la française. Commençons par noter que celle-ci rompt avec l'immense majorité de la pléthore d'études consacrées à Pynchon outre-Atlantique[2]. Malgré la qualité d'ensemble de celles-ci et la dévotion à la connaissance intime de l'œuvre dont elles font presque toujours montre, elles offrent continuellement la preuve de la justesse des remarques de Lecercle sur la critique anglo-saxonne, dans laquelle :

> « la tradition du *close commentary*, autrefois florissante, s'est perdue. Pour eux, l'explication de texte est une pratique surannée, avantageusement remplacée par la théorie, qui considère le texte dans sa globalité, le traverse, le tourne, le contourne et le retourne, pour finalement le digérer dans un commentaire qui en ignore et le détail et la matérialité[3]. »

Nous le verrons, la digestion est précisément au centre des paradoxes du canard de Vaucanson et de la cane du roman, « A mechanickal Duck that shits[4] ». Ne digérons donc pas le texte, mais tentons au contraire d'en montrer la texture, car le texte de Pynchon a

---

[1] LECERCLE Jean-Jacques, « Explication de l'explication », CIVARDI Christian et Claire MANIEZ (dir.), *Ranam* n° 37, 2004 (*Expliquer*), p. 9-24, p. 9.

[2] On pourrait bien sûr citer de nombreux contre-exemples, mais ils ne représentent qu'un pourcentage infime de la production. Citons tout de même, parmi les contre-exemples anciens analysant le détail du texte, l'étude de la description du bureau de Tyrone Slothrop dans la recension de *Gravity's Rainbow* par LEVINE George, « V-2 », MENDELSON Edward (dir.), *Pynchon: A Collection of Critical Essays*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall, 1978, p. 178-191 ou, un peu plus récemment, le chapitre « A Close Reading of Part I, Episode 19, of *Gravity's Rainbow* » dans MATTESSICH Stefan, *Lines of Flight: Discursive Time and Countercultural Desire in the Work of Thomas Pynchon*, Durham, NC, Duke University Press, 2002, p. 95-132.

[3] LECERCLE Jean-Jacques, « Explication de l'explication », *op. cit.*, p. 9. Sauf exception indiquée, dans les citations c'est toujours l'auteur qui souligne.

[4] PYNCHON Thomas, *Mason & Dixon*, New York, Henry Holt, 1997, 372, ligne 24. À partir de dorénavant, les citations issues de la double page 372-373 seront référencées uniquement par un numéro de ligne parenthétique, les numéros à partir du numéro 36 s'appliquant donc à la page 373. Le texte des pages 372-373, qu'il est conseillé de consulter avant de poursuivre, est consultable sur amazon.com dans la même pagination, et sur Google Livres dans une pagination différente. Les références à d'autres pages du roman seront simplement indiquées par un numéro parenthétique. Notons que la digestion est également au cœur des préoccupations de l'article essentiel que Jessica RISKIN a consacré au canard de Vaucanson, « The Defecating Duck, or, the Ambiguous Origins of Artificial Life », *Critical Inquiry* vol. 29, n° 4, Summer 2003, p. 599-633.

justement pour objet de mettre au jour la compulsion à séparer qui caractérise l'Occident[5] par la manière dont il tisse tout un réseau de mots liés aux préfixes « de- » et « di- », dont « digestion » (l. 50), dont le sens étymologique est celui de séparation[6]. Ce réseau de mots est l'un de ceux qui sont constamment intriqués tout au long du roman quand il est question de machines. Le deuxième réseau est celui des mots étymologiquement liés à « Engine », et le troisième celui des mots liés à « Machine », justement[7]. Il s'agira de suivre sur l'espace de la double page 372-373 ces trois réseaux dans nos trois parties, là encore dans la plus pure tradition française. Là s'arrêtera peut-être le parallèle avec le modèle scolaire, car il ne s'agira pas tant d'expliquer que de compliquer : « L'explication ne déplie pas le texte, elle l'explique en le compliquant, c'est-à-dire en le pliant autrement[8]. »

Ce qu'il s'agira de faire au bout du compte, c'est de montrer que le texte de Pynchon lui-même est un dé-tissage et re-tissage des mots que le XVIII^e^ siècle applique aux machines et aux automates, et donc est lui-même une explication de texte, au moins au sens où le propose Lecercle : « L'explication de texte littéraire est prise dans la chaîne des interprétations, [...] elle intervient sur le texte qu'elle explique, et le transforme en le transmettant à l'explication suivante[9] ». Chaque texte est l'explication, ou en tout cas la complication, de textes précédents. Les conséquences sont importantes en ce qui concerne le rapport au temps qu'entretient le texte, qui « est un cristal de présent, qui contient et évoque son passé comme une fantasmagorie, comme une série de fantômes, et qui rêve son

---

[5] On pourrait adopter l'orthographe proposée par ZAGDANSKI Stéphane, « L'Oxydant », *Revue des deux mondes*, octobre-novembre 2004 (*La Notion d'Occident*), p. 71-75.

[6] De *digerere*, « to carry asunder, separate, divide, divide, distribute, dissolve, digest », *Oxford English Dictionary on CD-Rom*, deuxième édition, version 1.13, Oxford, Oxford University Press, 1994. La première occurrence de mots liés à la racine *digerere* est d'ailleurs, en anglais comme en français (« digeste », v. 1230), employée au sujet de textes écrits. REY Alain (dir.) *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1998.

[7] Dans son pastiche de la typographie du XVIII^e^ siècle, Thomas Pynchon emploie souvent les majuscules à l'initiale, nous avons gardé cette typographie lorsque nous citons les mots anglais tels qu'ils apparaissent dans le texte, mais nous ne l'employons pas pour les mots français.

[8] LECERCLE Jean-Jacques, « Explication de l'explication », *op. cit.*, p. 14. En particulier, nous ne chercherons pas à procéder à une « explication » exhaustive et nous nous contenterons de « plier autrement » ces trois réseaux sémantiques, en laissant de côté d'autres enjeux du texte. Pour l'un de ceux-ci, le jeu de mots bilingue « *faisons le déjeuner* », traduction mot à mot de « do lunch », je me permets de renvoyer à mon analyse, CHAMEROIS Gilles, « Langue-en-joue: Bilingual Jokes in *Mason & Dixon* », CHORIER-FRYD Bénédicte et Gilles CHAMEROIS (dir.), *Thomas Pynchon*, Presses Universitaires de la Méditerranée (Profils américains), 2014, p. 241-257.

[9] LECERCLE Jean-Jacques, « Explication de l'explication », *op. cit.*, p. 13.

avenir, par hantise[10]. » Ceci est particulièrement sensible tout au long de *Mason & Dixon*, dont les multiples anachronismes tentent à la fois de traquer les traces du XVIIIe siècle dans le présent de l'Amérique et les germes de celle-ci dans le XVIIIe siècle de la diégèse, et en particulier, comme dans tous les romans de l'auteur, les « embranchement[s] que l'Amérique n'a pas suivi[s][11] ». Ces embranchements se révèlent toujours insaisissables, car l'obsession si occidentale quant à la question de l'origine ne peut que mener à l'aporie. Certes, nous vivons bien encore, comme le dit Jessica Riskin, dans l'« âge de Vaucanson » :

> « Si le canard défécatoire et ses compagnons automates firent l'objet d'autant d'attention à ce moment précis, c'est parce qu'ils mettaient en scène deux assertions contradictoires : la première affirmait que les créatures vivantes n'étaient essentiellement pas différentes de machines, la seconde au contraire prétendait qu'elles en étaient l'antithèse. C'est sa magistrale incohérence qui permit au canard de lancer une discussion qui continue encore, près de trois siècles plus tard[12]. »

Mais remonter au moment de cette origine, c'est découvrir que la « discussion » avait déjà commencé, et que le canard en était le résultat autant que la cause. Le canard est une machine, et, comme toutes les machines, il est un avatar d'un mythe, qui apporte une « solution imaginaire à une contradiction réelle[13] ». Toute machine recèle une part de mystère, ne serait-ce que celui de ses origines. Or dans le passage étudié, hormis le réseau des mots débutant par les préfixes « de- » ou « di- », les deux autres réseaux sémantiques liés à la machine ont partie liée, l'un à la question de l'origine, l'autre à la dimension mystérieuse de la machine. Les mots liés à « engin » seront l'occasion pour nous de revenir sur la naissance de l'ingénieur et sur la question centrale des matérialistes du XVIIIe siècle, celle de l'origine de l'âme. Enfin nous verrons que le mystère est associé aux mots liés à « machine » depuis l'Antiquité, et est resté entier dans les réflexions de Diderot sur la

---

[10] *Loc. cit.*

[11] « The fork in the road America never took, the singular point she jumped the wrong way from », PYNCHON Thomas, *Gravity's Rainbow*, New York, Viking, 1973, p. 565. Dans ce passage de *Gravity's Rainbow*, Tyrone Slothrop, l'anti-héros du roman, revient sur son ancêtre du XVIIe siècle, William Slothrop, qui a bien des points commun avec William Pynchon, ancêtre de Thomas.

[12] « The defecating Duck and its companions commanded such attention, at such a moment, because they dramatized two contradictory claims at once: that living creatures were essentially machines and that living creatures were the antithesis of machines. Its masterful incoherence allowed the Duck to instigate a discussion that is continuing nearly three centuries later ». RISKIN Jessica, « The Defecating Duck », *op. cit.*, p. 612. Sauf mention contraire, toutes les traductions sont de mon fait.

[13] LECERCLE Jean-Jacques, *Frankenstein : mythe et philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, p. 130, reprenant la formulation de LEVI-STRAUSS Claude, *L'homme nu*, Paris, Plon, 1971, p. 25.

machine et celles, récentes, de Jessica Riskin ou de Jean-Claude Beaune sur l'automate. En nous attachant tour à tour aux trois racines sémantiques liées à la notion de machine dans le texte, autour de « Device », d'« Engine » et de « Machine », nous nous poserons donc tour à tour les trois questions suivantes : celle de la séparation et de la digestion avec « Device », celle de l'origine avec « Engine », et enfin celle du mystère toujours intact avec « Machine ».

Device

L'éventail des traductions de « Device » dans la traduction française est considérable : neuf mots pour en traduire un seul, en l'absence de mot français avec des extensions sémantiques équivalentes. Cet éventail montre bien les différents fils qui aboutissent et repartent du nœud conceptuel que constitue « Device » : « structure », « système », « appareil » « instrument » et « dispositif » insistent sur la complexité, clairement orientée vers un but dans le cas de ces trois derniers mots. « Engin », « invention », « création » sont orientés vers l'origine. Mentionnons également « dessin », qui peut aussi traduire « Design[14] ». Observons dans la double page 372-373 le passage qui voit se succéder comme synonymes « Design » et « Device » :

> « "Twas not of M. Vaucanson's Device, then?"
> "*Ha*, ha, ha, what a droll remark, I must tell Madame la Marquise de Pompadour, next time we '*faisons le déjeuner*,' she will be so amus'd… No, ingenuous one,— the 'Design' was of quite a different order, an entirely new Bodily Function in fact, and no one, including the great Engineer himself, knows what happen'd…" » (l. 43-48)

On notera que les deux mots sont traduits en français par un seul, « Création ». Mais si les mots peuvent être vus comme quasi-synonymes dans le contexte, et donc presque interchangeables, leur ordre est en fait plutôt inversé par rapport à celui que l'on aurait attendu en anglais moderne : « of M. Vaucanson's Design » aurait été plus congruent avec l'idée de projet. À l'inverse, « Device » en lieu et place de « Design » dans la réponse d'Armand Allègre aurait mis en relief le fait que la « Création » avait justement échappé au dessein de son créateur. En effet le mot, en anglais moderne, désigne plus un instrument qu'un projet, le sens de « machine », apparu au XVI[e] siècle, ayant au fil du temps pris de plus en plus d'importance. Mais justement, l'inversion entre les deux mots tels qu'ils seraient attendus en anglais moderne vient rappeler les glissements de sens complexes

[14] Ces traductions sont celles de PYNCHON Thomas, *Mason & Dixon*, traduit par Christophe CLARO & Brice MATTHIEUSSENT, Paris, Seuil, 2001.

qu'ils ont connus, elle réveille leur étymologie, et leurs liens avec le but (le dessein), la représentation figurée (le dessin), le langage (on rappellera que « Device » est issu du français « devise »), et enfin et surtout avec la séparation, la limite, car tel est le sens étymologique de « Device[15] ». Le plus intéressant est d'ailleurs le fait que le jeu entre les deux mots met en évidence l'importance de leur point commun, le préfixe « de », celui de l'analyse et de la différence, et l'attention qu'il fait porter au travail d'analyse et de réduction aux « Details », justement (l. 32), encore un mot dont le sens étymologique est celui de la séparation[16]. Les détails en question ligne 32 sont ceux dont la précision a permis d'imiter parfaitement le mécanisme de la digestion : « A Digestionary Process, whose end result could not be distinguish'd from that found in Nature » (l. 22-23). Le diable se cache dans les détails, et ce sont eux qui mènent à la métamorphose de la cane : « 'twas this very Attention to Detail, whose Fineness, passing some Critickal Value, enabl'd in the Duck that strange Metamorphosis, which has sent it out the Gate of the Inanimate, and off upon its present Journey into the given World » (l. 32-35).

Notons tout d'abord qu'il s'agit d'une référence à Leibniz, l'une des cibles privilégiées de Pynchon, « German Christianity being perhaps the most perfect expression of the whole Western/analytic/"linear"/alienated schtick[17] ». Pour Leibniz, en effet, qui est l'inventeur du calcul différentiel, « dividing the Creation finer and finer[18] », c'est la finesse du détail qui fait la différence entre les œuvres de l'homme et celles de Dieu :

> « Chaque corps organique d'un vivant est une espèce de machine divine, ou d'un automate naturel, qui surpasse infiniment tous les automates artificiels. Parce qu'une machine faite par l'art de l'homme, n'est pas machine dans chacune de ses parties. Par exemple : la dent d'une roue de laiton a des parties ou fragments qui ne nous sont plus quelque chose d'artificiel et n'ont plus rien, qui marque de la machine par rapport à l'usage, où la roue était destinée. Mais les machines de la nature, c'est-à-dire les corps vivants, sont encore machines dans leurs moindres parties, jusqu'à

---

[15] Du vieux français « devis », « division, partition, separation, difference [...] », de *dividere*, « to divide », *Oxford English Dictionary*, *op. cit.*

[16] C'est à la fois le sens du préfixe, dérivé de la préposition *de*, marquant en latin la séparation, et le sens du verbe « tailler ». REY Alain, *Dictionnaire historique de la langue française*, *op. cit.*

[17] PYNCHON Thomas, « Letter to Thomas F. Hirsch », 8 January 1969, reproduite dans SEED David, *The Fictional Labyrinths of Thomas Pynchon*, Iowa City, University of Iowa Press, 1988, p. 240-243, p. 242.

[18] PYNCHON Thomas, *Gravity's Rainbow*, New York, Viking, 1973, p. 391, cité par MOORE Thomas, *The Style of Connectedness:* Gravity's Rainbow *and Thomas Pynchon*, Columbia, University of Missouri Press, 1987, p. 196.

l'infini. C'est ce qui fait la différence entre la Nature et l'Art, c'est-à-dire entre l'art Divin et le nôtre[19]. »

Le passage du roman cité plus haut accumule les mots issus de racines signifiant « limite », « Fineness » et « Critickal » venant s'ajouter à « Device ». « Fine » est issu du latin *finis*, la limite, la frontière, qui est bien sûr l'objet de toute l'entreprise du travail d'arpentage de Mason et Dixon, et « critical » est issu de *krinein*, séparer en grec. C'est en devenant plus petits qu'une certaine limite microscopique, la « Critickal Value » du texte, que les détails de la machine lui donnent vie, mouvement, esprit, pour donner trois contraires possibles du mot « Inanimate », trois sens entre lesquels Pynchon se garde bien de trancher, et qui sont le nœud de ce qui se joue dans l'automate. C'est, dans un changement d'échelle tout à fait caractéristique de Pynchon, en se tournant vers le microscopique, le presque indiscernable, que l'on est au plus près des étranges effets de la machine, qui peuvent s'avérer gigantesques, et le segment commence à l'échelle du plus infime des détails pour s'achever à l'échelle du monde, « the given World[20] ».

On le voit, Pynchon travaille le détail de la phrase pour faire jouer les mots, au sens où une porte joue, pour réveiller leur polysémie, leur étymologie et leurs glissements de sens, en particulier depuis le XVIII[e] siècle de la fiction, en rapprochant et permutant des mots très proches, comme « Device » et « Design », ou en confrontant des mots pour rappeler leurs racines proches, comme « Fineness » et « Critickal ». Il joue toutefois également à d'autres échelles. Celle qui va nous intéresser maintenant est celle de la double page, qui voit se répondre les éléments d'une méditation à une page ou une demi-page d'écart. Ici, la logique de la phrase étudiée plus haut, et ses changements d'échelle entre « Detail » et « given World », sont repris à l'identique quelques lignes plus loin, sur la page en vis-à-vis, lorsqu'Armand Allègre évoque une nouvelle hypothèse. Ce serait non pas l'addition de fonctions digestives mais, sur le même modèle, de fonctions érotiques, qui aurait amené la métamorphose de la cane : « That final superaddition of erotick Machinery may have somehow nudg'd the Duck across some Threshold of self-Intricacy, setting off this

---

[19] LEIBNIZ Gottfried Wilhelm, *La Monadologie*, Paris, C. Delagrave, 1881 [1714], § 64, cité en traduction (Leibniz a écrit le texte en français) par BERRESSEM Hanjo, « "Of Metal Ducks, Embodied Iduros, and Autopoietic Bridges": Tales of an Intelligent Materialism in the Age of Artificial Life », FREESE Peter et Charles B. HARRIS (dir.), *The Holodeck in the Garden: Science and Technology in Contemporary American Fiction*, Champaign, ILL, Dalkey Archive Press, 2004, p. 72-99, p. 85. L'article est consacré en bonne partie à la cane du roman.

[20] L'expression revient à quatre reprises dans le roman, et beaucoup plus souvent dans *Against the Day*, New York, Penguin, 2006.

Explosion of Change, from Inertia toward *Independence, and Power* » (l. 51-54). On passe ainsi dans la même phrase du plus imperceptible passage de seuil et de la complexité la plus fine à une allusion transparente à la nation en train de naître, et même à son futur continental, avec son indépendance, puis mondial, avec la montée de sa puissance. C'est bien sûr la question de tout le roman qui est posée ici, celle de la naissance de l'Amérique, et celle de la manière dont ses développements ultérieurs, jusqu'aux plus funestes, peuvent se lire dans cette origine.

Le rapport au temps est complexe : rappelons que ces paroles censément prononcées par Armand Allègre en 1765 sont relatées par le Révérend Cherrycoke juste après la Guerre d'Indépendance, et que Thomas Pynchon les écrit en 1997, alors que les États-Unis sont devenus depuis peu de temps, et pour un temps, le centre d'un monde unipolaire. L'anachronisme est aussi d'ordre épistémologique. Si le texte fait bien retour vers les enjeux des représentations scientifiques de l'époque, qui sont notre propos, il joue sans cesse avec les références anachroniques à l'émergentisme. « Self-intricacy », en particulier, semble bien être une référence d'actualité à la « self-organisation » de Stuart Kauffman, et donc à l'un des livres phares du renouveau de l'émergentisme : le livre de Kauffman[21] paraît en 1993 et utilise le concept pour expliquer la reproduction des cellules et donc l'apparition de la vie. Dans le passage du roman que nous analysons, tout est pensé et décrit en termes d'émergence, depuis la notion de palier franchi (« passing some Critickal Value », l. 32, « nudg'd the Duck across some Threshold », l. 52) jusqu'à l'apparition de nouvelles lois une fois une limite franchie (« till laws of the Unforeseen engag'd », l. 66). Ce qui peut émerger peut émerger à différentes échelles, auxquelles les scientifiques ont toutes appliqué le concept d'émergence : celle de la vie, ici celle de la cane, celle d'un phénomène social tel que la révolution, ici la Révolution américaine, ou celle d'une révolution scientifique. Celle qui est à l'horizon de toutes les références à la cane de Vaucanson est le sujet de l'intérêt inquiet de Pynchon depuis au moins 1984 et son essai sur le luddisme : « The next great challenge to watch out for will come — you heard it here first — when the curves of research and development in artificial intelligence, molecular biology and robotics all converge[22] ». En 1984, pour Pynchon la question (dont on peut penser qu'elle était rhétorique) était de savoir s'il était légitime de s'opposer résolument à ces développements, à la manière des luddistes du XIX^e^ siècle. En 1997, avec *Mason &*

[21] KAUFFMAN Stuart, *Origins of Order: Self-Organization and Selection in Evolution*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

[22] PYNCHON Thomas, « Is it O.K. to Be a Luddite? », *The New York Times Book Review*, 28 October 1984, p. 1, 40-41, p. 41.

Dixon, il s'agit surtout de revenir à leur origine, et aux débats du XVIII^e^ siècle dont le canard de Vaucanson est l'incarnation paradoxale. Nous allons voir en particulier que celui-ci met en scène des préoccupations que les Lumières partagent avec les cognitivistes presque trois siècles plus tard, au sujet de l'émergence de quelque chose comme l'âme.

Engineer

Sur le modèle des atomistes, les matérialistes du XVIII^e^ siècle cherchent à revenir aux plus petits constituants pour prouver que l'on peut se passer de l'hypothèse de l'âme, et tentent de revenir en arrière à l'origine de quelque chose qui ressemble à l'âme. C'est le sens de toutes leurs tentatives, dont la double page offre un pastiche avec, par exemple, la cane qui devient le vent de la Bible, « flying where it wishes[23] » (l. 67), presque l'Esprit-Saint de la technique, un Esprit-Saint dont l'intérêt tient justement dans son rapport de contingence avec ses conditions initiales. De ce rapport découle l'importance du modèle de l'automate et de l'animal-machine pour les matérialistes :

> « L'âme n'est non seulement plus un principe organisateur, mais plus un principe du tout, elle n'a plus sa place nulle part, même au sein du corps, même comme âme matérielle. Ce n'est pas l'âme — même matérielle — qui organise le corps, mais c'est le corps qui s'auto-organise en fabriquant de l'âme ou du moins quelque chose comme de l'âme, car l'âme n'existe plus comme telle, elle se résorbe dans "l'esprit", pour reprendre l'expression d'Helvétius[24]. »

Pynchon rejoue le geste des matérialistes, et même plus précisément des sensualistes comme Helvétius. Le sensualisme est lui-même, dans les années même de la diégèse, issu d'un dialogue avec le mécanisme, dont on peut voir l'écho dans les deux explications successives de la « naissance » de la cane : on passe de la digestion, un processus purement physiologique, à l'« erotick machinery » et donc aux sensations. Cette question de l'origine est reposée en particulier par les mots qui ont à voir avec l'origine, la genèse, autour de « génie » et d'« ingénieur ». Plus spécifiquement, ce que Pynchon recherche, et là encore ceci est typique de son œuvre, c'est l'« embranchement », là où étaient encore possibles des

---

[23] John, 3: 8 (English Standard Version) : « The wind blows where it wishes, and you hear its sound, but you do not know where it comes from or where it goes. So it is with everyone who is born of the Spirit. » Rappelons que la cane devient invisible lorsqu'elle atteint une certain vitesse.

[24] GUICHET Jean-Luc, « Âme des bêtes et matérialisme au XVIII^e^ siècle », GUICHET Jean-Luc (dir.), *De l'animal-machine à l'âme des machines : querelles biomécaniques de l'âme (XVII^e^-XXI^e^ siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010, p. 135-151, p. 143.

choses qui ne le sont plus, et en particulier l'origine de la « Snovian disjunction[25] » sur laquelle il revient dans son essai sur le luddisme, celle qui, au XVIIIe siècle, a commencé à séparer les scientifiques des littéraires. L'espace du roman et, en ce qui nous concerne pour l'instant, plus précisément celui de la double page 372-373, est un espace où peuvent encore coexister « Gentlemen » (l. 12) et « Engineer » (l. 48), ainsi que « Genius » (l. 17), « ingeniously » (l. 21) et « ingenuous » (l. 46), ou encore « Ingenuity » (l. 30). Et si les deux branches, celle d'« ingeniously » (« ingénieusement ») et celle d'« ingenuous[ly] » (« ingénument »), sont déjà séparées en ce qui concerne ces deux mots, elles s'entrecroisent encore avec « Ingenuity », qui montre bien que nous sommes au plus proche de l'embranchement : « L'emploi du mot comme substantif abstrait dérivé d'*ingenious* (à la place d'*ingeniosity* ou *ingeneity*) semble restreint à l'anglais, et est lié à la confusion entre les deux adjectifs au XVIIe siècle[26] ». Dans le roman, déjà, « Ingenuity » ne veut pas dire « ingénuité » mais « ingéniosité », et nous sommes amenés à réfléchir à l'étrange généalogie qui fait que deux mots autrefois synonymes, « ingenuous » et « ingenious », en sont venus à être presque exactement contraires.

Aujourd'hui, c'est bien sûr le littéraire qui est un ingénu, amené sans doute prochainement à disparaître grâce à la sélection, sinon naturelle, du moins amenée par l'ingéniosité de l'ingénieur. Avant de disparaître, peut-être est-il encore capable de mettre au jour la naissance de l'eugénisme qui le condamne. Une nouvelle généalogie se forme en effet dans le roman, celle des « Brother(s) in Science » (l. 13) et non plus celle des « Gentlemen » cités à la même ligne. Le bégaiement caractéristique à la fin du segment, « A Mechanician of blinding and world-rattling Genius, Gentlemen » (l. 17-18), vient encore une fois réveiller l'étymologie pour insister sur le moment où la disjonction se fait entre le sens qui est commun aux deux mots « Genius » et « Gentlemen », « relatif à la naissance », et sur ce qui à terme finira par les opposer, le génie de l'ingénieur étant par essence reproductible et non unique, sous la forme du génie militaire par exemple, qui est un glissement de sens qui naît au XVIIIe siècle. Si cette juxtaposition de deux mots pour réveiller leur étymologie commune est caractéristique, et si nous avons également eu amplement l'occasion d'étudier la manière dont le texte joue des nombreux échos à l'échelle de la page ou de la double page et non plus de la phrase, un bégaiement également caractéristique est celui qui voit se répéter un épisode ou ici une tournure de phrase de loin en loin, à l'échelle cette fois du roman en son entier. Ainsi, de manière typique, un bégaiement analogue se

[25] PYNCHON Thomas, « Is it O.K. to Be a Luddite? », *op. cit.* Le néologisme de Pynchon tire son nom de C. P. Snow et de sa conférence de 1959, « The Two Cultures and the Scientific Revolution ».

[26] *Oxford English Dictionary*, *op. cit.*

retrouvera quelques centaines de pages plus loin, lorsque la cane elle-même commente les goûts musicaux de son créateur, et regrette que les deux autres célèbres automates qu'il a construits, le joueur de flûte traversière et le joueur de tambourin et galoubet, ne jouent qu'une musique de piètre qualité : « One admires the man, genius Engineer, but his taste, musickally speaking, runs from None to Doubtful (668[27]) ». Ici la juxtaposition de « genius » et « Engineer » ne se contente pas de réveiller l'étymologie commune aux deux mots, mais tire le génie du côté de l'ingénieur, et l'éloigne de l'art, c'est-à-dire opère la « Snovian disjunction ». Dans son étude du roman, Stefan Mattessich rappelle les remarques de Michel de Certeau sur la naissance de l'ingénieur, et sur ses conséquences :

> « La thèse de de Certeau est la suivante : à mesure que les *techniques* artistiques ou artisanales étaient dissociées de l'art en tant que tel, sous la forme de *machines* qui "font le travail pour vous", les producteurs perdirent la détermination objective de la *pratique* et durent se rabattre sur un savoir purement subjectif, le "*savoir-faire*". Ce savoir-faire intuitif devint le domaine d'un nouveau type de producteur, à qui revint la responsabilité de la pratique, envisagé dans un nouveau rapport à la technologie. Le sujet devint un "ingénieur", doté d'un "goût", d'un "tact", d'un "génie" qui était tout à la fois inconscient et "logique", original et automatique[28]. »

---

[27] La construction en épisodes doubles est typique du roman, et de l'écriture de Pynchon en général, voir la manière dont les capacités réfractrices du spath d'Islande influent sur la structure même d'*Against the Day*, roman dans lequel bien des épisodes américains ont un parallèle sur le Vieux continent. Dans l'épisode qui nous concerne ici, une citation de Voltaire au sujet de Vaucanson, tirée presque certainement de la même source que le parallèle avec Prométhée dans la double page 372-373 (l. 20), rend patente l'élaboration de l'épisode double. DOYON André et Lucien LIAIGRE, avec une préface de Bertrand GILLE, *Jacques Vaucanson : mécanicien de génie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1967, p. 56 pour le parallèle avec Prométhée, tiré de *La Henriade*, et page 65 pour la citation de la page 668, tirée d'une lettre du 5 mai 1743 au comte et à la comtesse d'Argental. Un autre écho de la réflexion sur la séparation du gentleman et de l'ingénieur est celui offert par Lord Sandwich, censément auteur dans les années 1760 de l'invention associée à son nom, la plus facilement reproductible qui soit : « Lord Sandwich is as much respected for his *nobility* as admired for his *Ingenuity* in creating the great Advance in Diet which bears his name » (367), c'est moi qui souligne.

[28] « As artistic or artisanal *techniques* became detached from art itself in the form of *machines* that "do the work for you," [de Certeau] maintains, producers lost the objective determination of a *practice* and withdrew into a purely subjective knowledge or "*savoir-faire*." This intuitive know-how became the domain of a new kind of producer to whom *practice* reverted in newly technologized forms. The subject became an "engineer" equipped with a "taste," "tact" or "genius" that was simultaneously unconscious and "logical," original and automatic. » MATTESSICH Stefan, *Lines of Flight: Discursive Time and Countercultural Desire in the Work of Thomas Pynchon*, Durham, NC, Duke University press, 2002, p. 281n. Voir le chapitre « Arts de la théorie » dans DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien vol. 1, arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

Ce processus de dépossession aura deux conséquences bien plus graves que le peu de goût éventuel des ingénieurs pour la musique : la dépossession en retour des artistes de tout rôle d'importance alors même qu'ils prenaient en charge le côté non machinique de l'existence, et la dépossession des ouvriers de leur expertise, dans laquelle Vaucanson a joué un rôle considérable avec son métier à tisser et la logique qui accompagnait cette invention, qui amena ce qui fut peut-être la plus grande grève de l'Ancien Régime, dans un épisode majeur de l'histoire de ce qui en viendrait à s'appeler le luddisme[29].

Avec la généalogie de l'ingénieur, on passe donc de la divinité singulière et irremplaçable, c'est le premier sens du mot « génie[30] », au reproductible et à la négation de l'individualité du travail humain. Symptomatique du retournement de sens est la fable d'Helvétius sur la naissance du génie de Vaucanson, qui enfant se découvrit un talent d'horloger pour tromper l'ennui des longues heures passées à attendre pendant les visites dévotes de sa mère : « Encouragé par ce premier succès, son goût pour la mécanique se décide, ses talents se développent, et le même génie qui lui avait fait exécuter une horloge en bois lui laisse entrevoir, dans la perspective, la possibilité du flûteur automate[31]. » Le génie tutélaire de Vaucanson est devenu le hasard, ou plutôt même un hasard ironique qui ne peut être que la seule utilité de l'illusion dévote. Et on pourrait remplacer le mot « Deism » par le mot « automaton » dans la complainte du Révérend Cherrycoke : « As God has receded, as Deism has crept in to make the best of this progressive Absence » (358). C'est bien l'automate qui prend la place des dieux et de Dieu qui se retire :

« L'automate ne sert pas seulement de modèle scientifique ou technique, il remplit un vide dans le moment même où celui-ci est en train de se constituer. Il n'est donc jamais exactement "à la place de", il ne tient pas lieu de Dieu, mais de la place laissée vacante par Dieu : ce qu'on peut nommer 'le divin' — ou le sentiment du divin[32]. »

---

[29] Voir SERRE Olivier, « Vaucanson, ou le prototype de l'ingénieur », BIACINI Cédric et Guillaume CARNINO (dir.), *Les luddites en France : résistance à l'industrialisation et à l'informatisation*, Montreuil, Échappée, 2010.

[30] « Une divinité génératrice qui préside à la naissance de quelqu'un, puis la divinité tutélaire de chaque individu, avec laquelle celui-ci se confond », REY Alain, *Dictionnaire historique de la langue française*, *op. cit.*

[31] HELVETIUS, *De l'homme*, *Œuvres complètes* vol. 2, Paris, Lepetit, 1818 [1773 à titre posthume], chapitre 8, « Des hasards auxquels nous devons souvent les hommes illustres », p. 26-27.

[32] GAILLARD Aurélia, « De 'la possibilité du flûteur automate' (Helvétius) : les automates du XVIII[e] siècle comme merveilles de substitution », GAILLARD Aurélia *et alii* (dir.), *L'Automate, modèle, métaphore, machine, merveille*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2013, p. 391-410, p. 410.

Encore une fois, on en revient à la question de l'origine et à la question de l'âme. Le modèle de l'automate ou de la machine aura comme objectif de se passer de l'hypothèse de l'âme, mais, pour reprendre l'expression d'Aurélia Gaillard, l'automate devient « merveille de substitution », et la merveille reste. C'est le mot « Machine » et le champ sémantique qui lui est associé qui vont mettre au jour tout ce qu'implique ce mystère toujours gardé, aussi loin qu'on croie pouvoir remonter à l'origine.

Machine

Trois termes liés à « machine » apparaissent dans la double page. Vaucanson est décrit comme un mécanicien de génie, « A Mechanician of blinding and world-rattling Genius, Gentlemen » (l. 17-18). Son œuvre est donc une mécanique, « A mechanickal Duck that shits » (l. 24). La cane, enfin, est elle-même doté d'une machinerie mystérieuse, « erotick Machinery » (l. 51), les Français ramenant tout à cela, comme le dénoncent les réactions des auditeurs d'Armand Allègre :

> « "Oo-la-la," comes a voice from the corner, "and toot ma flute."
> "Frenchies,— marvelous i'n't it," comments another, "ever at it, night and day." » (l. 56-58)

Ces interpellations amusées viennent ponctuer ce qui se donne, nous l'avons dit, comme une parodie du discours sensualiste. Notre propos maintenant, à partir des sens du mot « machine », est de montrer en quoi le texte se fait l'écho, de manière extrêmement précise dans le temps[33], de la manière dont Diderot questionne le modèle mécanique commun aux mécanistes et aux sensualistes. Certes, d'une part, le modèle de l'automate est du côté du mécanisme, et de l'explication de la vie, et surtout de l'âme, par des moyens physiques, comme en témoigne cette description faite par le personnage portant le nom de Diderot dans *Le Rêve de D'Alembert* pour expliquer que le serin sortant de l'œuf est dans son principe semblable à la serinette, l'instrument mécanique qui reproduit son chant : « Comment cette masse passera-t-elle à une autre organisation, à la sensibilité, à la vie ? Par la chaleur. Qu'y produira la chaleur ? Le mouvement[34]. » Mais Diderot met d'autre part

---

[33] Helvétius, par exemple, écrit *De L'homme* au plus tard en 1769, et l'œuvre est publiée à titre posthume en 1773. Diderot la lit dès 1773, entame aussitôt sa *Réfutation* dans les marges de son exemplaire, et elles sont publiées de 1783 à 1786. Rappelons que les aventures décrites par le Révérend Cherrycoke s'achèvent en 1769 et sont narrés fin 1785.

[34] DIDEROT Denis, *Le Rêve de D'Alembert*. Les dates d'écriture (1769) et de publication (en périodique en 1782) du *Rêve* font elles aussi écho avec les dates du roman, et le *Rêve* est clairement pastiché dans l'épisode du mystère de la levée du pain (204), je me permets de renvoyer à mon analyse, CHAMEROIS Gilles, « From

en tension mécanisme et vitalisme pour tenter de dépasser le sensualisme en plaçant au cœur de la matière même le mystère placé par d'autres dans l'âme ou dans l'esprit. Certes la vie peut se réduire à des rapports mécaniques, mais les mouvements de la machine sont eux-mêmes aussi mystérieux que la vie. Jean-Luc Martine prend l'exemple de la pompe à feu décrite par Diderot dans l'*Encyclopédie* pour montrer que même la machine ne peut, pour Diderot, être expliquée uniquement par les règles mathématiques des mécanistes :

> « S'il fallait ajouter foi au système de Descartes, qui regarde les machines comme des animaux, il faudrait convenir que l'homme aurait imité de fort près le Créateur, dans la construction de la *pompe à feu*, qui doit être aux yeux de tout cartésien conséquent, une espèce d'animal vivant, aspirant, agissant, se mouvant de lui-même par le moyen de l'air, et tant qu'il y aura de la chaleur[35]. »

Jean-Luc Martine parle d'un « renversement de la fonction cartésienne du modèle machinique [...]. Il s'agit aussi de la revitalisation des valeurs sémantiques essentielles de "machine", où s'affirme un lien profond avec la méconnaissance des relations causales[36]. » Robert Halleux nous rappelle en effet que c'est au moins depuis les Grecs que la machine a partie liée au mystère : « Quand les Grecs parlent de machines, ils emploient volontiers le mot *thauma*, "merveille, spectacle étonnant". Ainsi, par excellence, la machine suscite le *thaumazein*, "l'étonnement", où Aristote voit le moteur de la connaissance[37]. »

Tel est bien l'enjeu de la cane dans le roman de Pynchon, ainsi d'ailleurs que du « vrai » canard de Vaucanson, et en particulier l'enjeu de la principale particularité du canard, celle qui sert de fondement à la démonstration de Riskin sur son importance séminale pour notre modernité. Le canard automate de Vaucanson imite bien des fonctions des véritables canards de manière extrêmement précise, mais sa digestion est en fait un leurre, une grossière contrefaçon. Et c'est cette contrefaçon qui, loin de le délégitimiser, fonde en fait son importance :

Bosons to Titans: the Genealogy of Science in Thomas Pynchon's *Mason & Dixon* », MANIEZ Claire, Ronan LUDOT-VLASAK et Frédéric DUMAS (dir.), *Science and American Literature in the 20th and 21st Centuries*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2012, p. 31-48.

[35] DIDEROT Denis, article « feu (pompe à) », DIDEROT Denis et Jean LE ROND D'ALEMBERT, *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* (1751-1780, notons encore une fois la proximité avec les dates du roman), cité par MARTINE Jean-Luc, « L'article ART de Diderot : machine et pensée pratique », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie*, n° 39, octobre 2005, p. 41-79, p. 77-78.

[36] MARTINE Jean-Luc, « L'article ART de Diderot », *op. cit.*, p. 61-62.

[37] HALLEUX Robert, article « Machine », BLAY Michel et Robert HALLEUX (dir.), *La science classique : XVI^e^-XVIII^e^ siècle, dictionnaire critique*, Paris, Flammarion, 1998, p. 581-590, p. 582.

> « Les plumes faussement transparentes du canard ne cachaient pas uniquement un trucage, mais constituaient également un jugement implicite quant aux limites du mécanisme. Le canard et sa fraude partielle incarne parfaitement les deux nouveautés intrinsèques au travail de Vaucanson. La première est l'intérêt qu'il porte à la reproduction des processus internes. Et la seconde, non moins importante, est l'hypothèse qui fonde son travail, selon laquelle l'imitation de ces processus vitaux internes a des limites. La fraude partielle du canard rend manifeste à la fois le processus de simulation mécanique et ses limites[38]. »

Toutefois le canard ne met pas seulement en scène un mystère irréductible, celui de la vie, mais deux, car s'y ajoute celui de la machine. Dans le roman de Pynchon, Mason insiste sur la fascination qu'exerce ce mystère :

> « In this Age, with its Faith in a Mechanickal Ingenuity, whose ways will be forever dark to them, [...people have] this irrational need to believe in automatons, believe that they can sing and dance and play Chess,— even at the end of the Turn, when the latch is press'd and the Midget reveal'd, and the indomitable Hands fall still. Even as Monsieur Vaucanson furls back the last Silk Vestment,— no matter. The Axmen have a need for artificial Life as perverse as any among the Parisian Haute Monde, and this French toy, conveniently invisible, seems to —. » (449[39])

La cane interrompt cette tirade en profitant de son invisibilité pour voler le chapeau de Mason et le forcer à courir après en une scène burlesque, jusqu'à ce que Mason soit obligé de s'excuser : « 'Toy' may've been insensitive. I apologize. 'Device'? » (449). Là est résumé le canard de Vaucanson, à la fois « Toy » et « Device ». Jacques de Vaucanson, « balançant de savant à bateleur[40] », a inventé un canard qui triche, qui joue à nous leurrer, et « l'automate n'est jamais aussi sérieux que quand il joue[41] ». En effet, Riskin y insiste, c'est

---

[38] « The deceptively transparent feathers hid, not just a trick, but an implicit judgment of the boundaries of mechanism. The partially fraudulent Duck perfectly encapsulated the two defining novelties of Vaucanson's work. The first was his interest in reproducing inner process. And the second, no less important, was his organizing assumption that the imitation of life's inner processes had limits. The Duck, in its partial fraudulence, made manifest both the process of mechanical simulation and its boundary. » RISKIN Jessica, « The Defecating Duck », *op. cit.*, p. 609-610.

[39] On remarquera des références à Poe, à « The Imp of the Perverse » ou surtout à « Maelzel's Chess-Player », références étayées par l'utilisation de plusieurs anachronismes du XIX[e] siècle : « Midget » (1865), « indomitable » (1828), « *Haute Monde* » (1864). L'autre référence, majeure dans toute l'œuvre de Pynchon, est au *Magicien d'Oz* et à la mise en scène au cœur de tout pouvoir technocratique.

[40] BEAUNE Jean-Claude, *L'automate et ses mobiles*, Paris, Flammarion, 1980, p. 241.

[41] *Ibid.*, p. 19.

bien ainsi qu'il pourra incarner les paradoxes de la machine. Et dans le roman, c'est ainsi qu'il pourra à la fois représenter le « trickster » qui vient par exemple ici bousculer le bel ordonnancement de la tirade de Mason[42], et représenter l'emprise machinique dont Mason, sur son lit de mort à la fin du roman, pressent qu'elle va s'étendre à la taille du continent[43]. « Condensateur du progrès technique en même temps que fuite en avant, l'automate referme l'au-delà de la raison sur ses "en deçà" mythiques[44] ». Il est à la fois l'incarnation du danger que les luddites combattent pied à pied depuis le début de l'ère industrielle et le moyen de pointer du doigt l'origine du mystère de la technique et ainsi, peut-être, de se l'approprier.

Mais le texte lui aussi est une machine. Lui aussi exhibe sa feinte, sa fiction, et en fait son enjeu essentiel, et le caractère franchement fantastique de la cane dans le roman est à la fois une réflexion sur les développements les plus noirs de la technique au XX^e^ siècle, et au-delà, et un écho de la feinte qui fondait le canard de Vaucanson. Ce retour sur l'origine, et sur l'« "en deçà" mythique » de l'automate, nous l'avons vu, interroge et met en jeu les plus petits engrenages de la machine textuelle, les mots, et les offre à la méditation du lecteur. En deçà même des mots, ce sont les lettres du préfixe « de- » qui sont ainsi interrogées, dans le cas de la confrontation de « Device » avec d'autres mots débutant par le même préfixe. Cette confrontation vient mettre en lumière l'obsession de l'analyse au cœur des Lumières, et la manière dont elle bute sur la question de sa limite, et donc sur l'hypothèse de l'âme, commune aux spiritualistes, qui la défendent, et à leurs détracteurs, qui la récusent[45]. Cette question, nous l'avons vu, amène en retour une autre obsession, celle de l'origine. Pynchon, en confrontant entre eux les mots liés à la racine *genius*, revient sur les

---

[42] Dans le plus pur style cicéronien, alors en vogue. Voir la remarque sur le style cicéronien dans MILLARD William, « Delineations of Madness and Science: *Mason & Dixon*, Pynchonian Space and the Snovian Disjunction », COPESTAKE Ian D. (dir.), *American Postmodernity: Essays on the Recent Fiction of Thomas Pynchon*, Berne, Peter Lang, 2003, p. 83-127, p. 101.

[43] Cette transformation de la cane en « a great single Engine, the size of a Continent » (772) est subodorée par Armand après l'épisode du chapeau (449), puis par Mason immédiatement après (450).

[44] BEAUNE Jean-Claude, *L'automate et ses mobiles*, *op. cit.*, p. 111.

[45] On notera que la question de l'âme de la cane dans le passage est liée à celle de sa dématérialisation progressive : il gagne en ubiquité à mesure qu'il perd en visibilité. Le modèle est donc celui de l'air, du souffle, à la source des mots français « âme » et « esprit », plutôt que celui de la mer et ses profondeurs, comme dans l'allemand « Seele ». L'anglais hésite entre « soul » et « spirit », entre le modèle allemand et le modèle français, entre l'eau et l'air, et ici choisit le modèle français. Voir CLAIR Jean, « Petit dictionnaire désordonné de l'âme et du corps », CLAIR Jean (dir.), *L'âme au corps : arts et sciences* 1793-1993, Paris, Réunion des Musées Nationaux /Gallimard/ Electa, 1993, p. 40-67, article « âme », p. 57-58.

ressorts et les conséquences de cette obsession. Enfin, la cane est une machine, et à ce titre elle est le nœud de rapports complexes. La machine est le résultat des deux obsessions des Lumières, pour l'analyse et pour la question de l'origine, et elle est aussi à son tour cause de leur déploiement dans le temps et l'espace jusqu'à notre univers technocratique. Depuis son voyage transatlantique vers l'Amérique, la cane de Vaucanson a fait le trajet inverse, portant le rêve des Lumières transmuté et mondialisé par l'expérience américaine. Mais la machine est également ce qui, en exhibant les apories des Lumières, invite à revenir à nouveaux frais sur la complexité de leurs débats, et à combattre ce qui est peut-être le plus grand risque qu'elles encourent dans leur règne finissant, celui de leur inanité. De leur inanité, c'est-à-dire à la fois de l'inanité foncière de leurs obsessions si on croit pouvoir ignorer les apories qui leurs sont concomitantes, et en même temps, d'une manière qui se fait plus insistante chaque jour, le spectre futur de leur inanité au sens étymologique, de *inanis*, « qui a probablement signifié à l'origine "dénué de souffle vital[46]" ».

Aram Vartanian a brillamment mis en relation l'écriture de Diderot avec la manière dont il met en tension mécanisme et vitalisme sans jamais résoudre le paradoxe, et il revient sur les remarques de Diderot sur le côté trop méthodique du livre d'Helvétius *De l'esprit* : « Il n'y a rien qui veuille être prouvé avec moins d'affectation, plus dérobé, moins annoncé qu'un paradoxe. Un auteur paradoxal ne doit jamais dire son mot [...] il doit entrer furtivement dans l'âme de son lecteur et non de vive force[47] ». Ces remarques, nous dit Vartanian, sont clairement une apologie du style même de Diderot, et de ce qui le distingue d'Helvétius[48]. Elles s'appliquent aussi parfaitement à Thomas Pynchon. Il se garde bien de répondre à la question posée par le titre de son article : « Is It OK to Be a Luddite? » Il nous invite seulement à nous emparer de son texte, et à travers lui de celui des Lumières, pour nous faire auteurs de notre propre parole, et acteurs de notre propre décision.

---

[46] REY Alain, *Dictionnaire historique de la langue française*, *op. cit.*

[47] DIDEROT Denis, « Réflexions sur le livre *De l'Esprit*, par Monsieur Helvétius » [1758], cité par Aram VARTANIAN, « Diderot's Rhetoric of Paradox, or, The Conscious Automaton Observed », *Eighteenth-Century Studies*, vol. 14, n° 4, Summer 1981, p. 379-405, p. 404n.

[48] « Le *Rêve* est précisément le genre d'ouvrage qu'Helvétius n'aurait pas pu écrire ». AUDIDIERE Sophie, Jean-Claude BOURDIN & Colas DUFLO (dir.), *L'Encyclopédie du Rêve de D'Alembert*, Paris, CNRS, 2006.



Gilles CHAMEROIS, ancien élève de l'École nationale Louis Lumière, est Maître de conférences en littérature et cinéma américains à l'Université de Bretagne Occidentale et membre du laboratoire « Héritages et Constructions dans le Texte et dans l'Image » (HCTI-EA 4249). Il est spécialiste de l'œuvre de Thomas Pynchon. Il a coordonné deux ouvrages sur cet auteur dont *Thomas Pynchon* (Presses Universitaires de la Méditerranée, 2014) et a publié plusieurs articles sur le cinéma et l'adaptation.

Vers une aide sociale institutionnalisée aux USA *Come together on the common road* .Caroline Mével.

Université Bretagne Sud, Lorient

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les États-Unis d'Amérique connaissent un essor économique sans précédent par sa rapidité et son gigantisme. L'extension territoriale a donné accès aux matières premières indispensables à l'industrie et ouvert de nouveaux marchés intérieurs ; de puissantes sociétés par actions ont amassé les capitaux nécessaires à la réalisation de projets ambitieux : la recherche technologique a multiplié les inventions de nouveaux matériaux, de nouveaux procédés de fabrication, et accru l'offre de production. Enfin, un flux constant d'immigrants, venus principalement des pays européens, assure en permanence une main d'œuvre abondante et bon marché.

La concentration des activités et du profit entre les mains d'une élite d'entrepreneurs, dont certains se constituent en dynasties, a pour corollaire une grande misère sociale, car l'intégration des populations récemment arrivées des vieux pays d'Europe est inégale et difficile. Si certains métiers de l'artisanat et du commerce sont transférables avec succès et permettent un retour au pays d'origine, pour la grande majorité des nouveaux venus, l'adaptation à la société américaine, la survie même, sont problématiques. Ne parlant que la langue de leur pays d'origine, souvent illettrés et faiblement qualifiés, ils ne peuvent accéder qu'à des emplois pénibles, dangereux, peu rémunérés et précaires. Ils se rassemblent dans des immeubles insalubres et surpeuplés, souffrent de malnutrition et sont privés de soins médicaux. Leur situation alerte très tôt les institutions charitables qui tentent de leur venir en aide par des moyens traditionnels souvent inadaptés à ce nouveau type de pauvreté.

À la même époque, vers la fin du XIXe siècle, nombre de familles américaines dont la fortune est bien assise, se tournent à nouveau vers l'Europe, vue comme un modèle de vie sociale et culturelle[1].

Les capitales européennes deviennent une destination obligatoire pour les jeunes filles de ces familles enrichies rapidement en une ou deux générations. Des centaines d'entre elles épousent des aristocrates européens, titrés mais ruinés, dont elles vont redorer le blason

[1] SEBBA Anne, préface, dans BURNETT Frances HOGSON, *The Shuttle*, (1907) Londres, Persephone Books, 2007, p. XI.

par l'apport d'une dot conséquente[2]. Winston Churchill sera le descendant le plus célèbre de l'une de ces unions. Beaucoup de ces jeunes filles, dûment chaperonnées, viennent parfaire leur éducation en visitant les capitales européennes ; si elles sont principalement attirées par les musées, elles s'intéressent également aux centres d'innovation sociale comme Toynbee Hall à Londres. Certaines, même, passent plusieurs années dans des établissements renommés comme l'école de Marie Souvestre près de Paris, puis de Londres[3].

Eduquées, curieuses, jouissant d'une relative liberté de déplacement, de pensée et d'initiative, elles reviennent aux États-Unis avec un esprit ouvert, une plus grande assurance, et une volonté d'agir qui permettent aux plus radicales d'entreprendre, à des degrés d'implication divers qui dépendent aussi de contraintes familiales, un travail d'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés.

Le mouvement des *settlement* inspiré par le modèle de Toynbee Hall leur offre un champ d'action étendu à l'ensemble du territoire américain. Dans les deux premières décennies du XX^e^ siècle, une nouvelle conception de l'aide sociale y prend corps, et les futurs cadres des services sociaux s'y forment et se constituent en véritable professionnels de l'aide sociale.

Toynbee Hall : la réussite d'une utopie universitaire

Toynbee Hall a été nommé en hommage à l'économiste Arnold Toynbee.

Arnold Toynbee est né à Londres le 23 août 1852 d'un père médecin. Étudiant, il se passionna pour l'économie, qu'il enseigna ensuite dans le même collège prestigieux de Balliol, à Oxford, où il avait été élève. Engagé à la fois dans des travaux d'analyse audacieuse et dans la réalisation pratique de ses idéaux, il mourut d'épuisement en 1883 à l'âge de 31 ans. Son travail théorique porte sur l'analyse de la « Révolution industrielle » des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles. On lui doit d'avoir popularisé ce terme forgé par Friedrich Engels dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Rappelons que Engels, né en 1820 à Wuppertal, en Allemagne, a résidé à Manchester puis à Londres de 1842 à sa mort, en 1895, et que Karl Marx, né à Trèves en 1818, a résidé à Londres de 1849 jusqu'à sa mort en 1883, sans qu'il soit possible actuellement d'aller plus loin dans les conjectures quant à une éventuelle rencontre entre Toynbee et les deux Allemands.

---

[2] *Ibid.*, p. XIV. Selon Anne Thwaite, biographe de Frances Hogson Burnett, citée par Anne Sebba, le nombre de ces mariages dépassait 500 en 1907. Des agences matrimoniales et une presse spécialisées exploitaient ce marché.

[3] *Ibid.*, p. VIII.

Avec toutes les réserves que l'on doit apporter à la simplification d'une pensée complexe, on peut résumer ainsi la position théorique d'Arnold Toynbee. Il part d'un constat qui semble évident aujourd'hui : « La Richesse des Nations et la machine à vapeur ont détruit le vieux monde et en ont construit un nouveau[4] ». Ce nouveau monde a selon lui trois caractères principaux : 1a concurrence devient sauvage, le *cash nexus* (terme inventé par Karl Marx et Friedrich Engels que l'on peut traduire par le système des transactions monétaires) devient essentiel dans le marché, et la paupérisation croît. Pour Arnold Toynbee ces trois éléments sont liés et constituent un même phénomène.

Ce concept de Révolution industrielle a été nuancé depuis par les historiens, même si, pour Braudel, il restait pertinent pour le Royaume Uni où la brutalité qu'implique le terme de révolution fut réelle, alors que pour les autres pays, on s'accorde plutôt sur le terme d'industrialisation qui traduit mieux le caractère progressif du phénomène.

S'interrogeant sur l'histoire économique de son pays, Arnold Toynbee juge que « Les progrès technologiques ont été gagnés au prix d'un énorme gaspillage d'hommes et de travail qui pourrait être évité par la régulation[5] ». Il ne voit pas la concurrence comme universellement bénéfique au progrès social et économique, et il veut en limiter les dégâts, pour des raisons économiques autant qu'humanistes. Il résume ainsi ce qu'il nomme sa « philosophie radicale » : « Nous entendons modifier la violence du combat et éviter aux faibles d'être foulés aux pieds[6] ».

Arnold Toynbee n'est pas un révolutionnaire : il tente de définir une voie que l'on dirait aujourd'hui moyenne entre le laisser-faire darwiniste où le plus fort dicte ses conditions et le dirigisme économique où l'État planifie et contrôle production et échanges. Cette position médiane n'est pas sans ambiguïté : « Nous ne devons pas abandonner nos vieilles croyances en matière de liberté, de justice et de prise en charge de sa propre personne, mais nous disons que, dans certaines conditions, le peuple ne peut être laissé à lui-même et qu'il doit être aidé par l'État représentant le peuple tout entier[7] », écrit-il, définissant ainsi ce qui sera le cadre, certes flou, du réformisme anglo-saxon.

Pour permettre cette régulation, il préconise la multiplication des syndicats et la promulgation de lois sur le travail et l'aide sociale, qui commencent à prendre forme en

---

[4] TOYNBEE Arnold et Benjamin JOVETT, *Lectures on the Industrial Revolution in England, Popular Addresses and Other Fragments*, Rivingtons, Waterloo Place, London, 1884, p. 85, traduit par l'auteure.

[5] *Ibid.*, p. 88.

[6] *Ibid.*, p. 92-93.

[7] *Ibid.*, p. 189 et p. 219.

Grande Bretagne à son époque[8]. En 1884, un an après sa mort, un groupe d'amis d'Arnold Toynbee, souhaitant honorer sa mémoire et mettre en œuvre ses idées, décida de fonder sous le nom de Toynbee Hall un *settlement* dans Commercial Street, c'est-à-dire dans un district très pauvre et mal famé de l'East End. La direction en fut confiée à Samuel Augustin Barnett, curé de St Judes Church[9]. L'idée était de créer un lieu où les étudiants d'Oxford et de Cambridge puissent travailler avec des pauvres pour améliorer leur sort (*relief work*), particulièrement en les éduquant. Des personnes de la City proche y venaient également pour des vacations.

Les liens avec Oxford étaient particulièrement importants car il y avait au collège de Balliol, un groupe libéral très actif, encouragé par les Masters Edward Caird (1835-1908) et Benjamin Jowett (1817-1893), motivé par un esprit social missionnaire, et qui fut associé au projet. C'est pourquoi on qualifie Toynbee Hall de *University Settlement*. Il ne s'agissait pas de transmettre des connaissances élémentaires, mais de mettre le meilleur de la science et des arts à disposition des plus démunis. Ainsi, c'est à Toynbee Hall que Guglielmo Marconi fit publiquement un de ses premiers essais de transmission radiophonique. Les universitaires et les étudiants devaient travailler dans une relation d'échange et de reconnaissance mutuelle. C'est aussi à Toynbee Hall que le philanthrope Charles Booth (1840-1916) et son groupe de chercheurs préparèrent et rédigèrent le rapport sur *The Life and Labour of the People of London* en 1889 (17 volumes), ou que fut formé Hubert Llewelly Smith (1864-1945), qui dirigea la *New Survey of London Life and Labour* pour la London School of Economics dans les années 1930. On retrouvera ultérieurement dans la plupart des *settlements* une semblable méthode de travail à partir de l'analyse du milieu et du terrain.

Pour donner une idée de la reconnaissance morale et politique de Toynbee Hall au niveau national, rappelons que c'est dans ses murs que se rencontrèrent employeurs et responsables syndicaux pour mettre fin à la grande grève de 1926 qui fit trembler la City.

Placé aujourd'hui sous le patronage de Son Altesse Royale Lady Alexandra, Toynbee Hall existe toujours et affirme le même idéal radical et utopique : « Éradiquer toute forme de

---

[8] *Lectures on the Industrial Revolution of the 18th Century in England*, Rivingtons, London, 2nd. Edition, 1887, p. 26.

[9] TILL Jo, « Samuel Barnett », Toynbee Hall, 2013, http://www.toynbeehall.org.uk/data/files/About_Toynbee_Hall/Barnett_low_res.pdf ; Max Stanford, "Samuel Barnett's influence on the American settlement movement", Toynbee Hall, June 2013, http://www.toynbeehall.org.uk/data/files/About_Toynbee_Hall/Samuel_Barnetts_influence_across_the_pond_1.pdf., consulté le 20 février 2015.

pauvreté ». Au nom du principe généreux que la diversité sociale est bénéfique pour toute société, cette *charity* (œuvre de bienfaisance) lutte contre toute forme de discrimination et de préjudice, informe les gens de leurs droits (elle accorde une aide juridique gratuite depuis l'initiative du Poor Man's Lawyer en 1898) et associe les pauvres et les démunis à son action contre l'injustice sociale afin de les rendre responsables de leur émancipation, autres caractéristiques que l'on retrouvera dans les *settlements* des États-Unis[10].

C'est ce bâtiment important de l'East End, d'architecture victorienne, implanté volontairement en 1884 dans un quartier misérable, qui inspira le mouvement des *Settlement Houses* qui se multiplièrent au début du XX^e^ siècle : en 1900, il y avait cent *settlements* aux États-Unis dont trente-cinq à Chicago ; en 1913, on en comptait quatre cent treize dans trente-deux états américains. Le modèle était le même : rapprocher les riches et les pauvres pour vivre ensemble dans une communauté interdépendante, partager savoir et culture et surtout améliorer la condition d'existence des plus pauvres, créer « un nouveau type de vie communautaire » pour modifier de l'intérieur la vie de la communauté.

De nombreuses personnalités trouvèrent à Toynbee Hall un encouragement à leurs projets de réforme sociale : si Lenine n'assista qu'à une conférence, Pierre de Coubertin s'y vit confirmé dans son projet de jeux olympiques, et surtout William Beveridge, futur « père » du Welfare State britannique, y exerça des responsabilités pendant deux ans[11]. Les Américains furent nombreux à visiter Toynbee Hall. Parmi ces visiteurs, Jane Addams, qui fut le plus important passeur d'idées et d'idéaux entre les deux pays, y séjourna en 1888.

Jane Addams et le *settlement* de Hull House : un modèle américain d'action sociale

Jane Addams est née le 6 septembre 1860 à Cedarville, dans l'Illinois, au sein d'une famille fortunée ; elle y reçut une éducation morale stricte. Elle eut la possibilité de faire des études universitaires : diplômée de Rockford College en 1882, elle entra au Woman's Medical College de Philadelphie et entreprit des études qu'elle dut interrompre pour raisons de santé. Elle fit ensuite plusieurs voyages en Europe, voyages entrecoupés de

[10] http://www.toynbeehall.org.uk/ consulté le 20 février 2015.

[11] SUBHAN BEGUM Shahana, « Toynbee Hall's Olympic Heritage », Toynbee Hall 2011, http://www.toynbeehall.org.uk/data/files/About_Toynbee_Hall/Toynbee_Olympics_Book_5th_march.pdf ; ATTAR Judith, « William Beveridge », Toynee Hall, 2012, http://www.toynbeehall.org.uk/data/files/About_Toynbee_Hall/TH_Beveridge_Booklet_Final_Digital_Version_.pdf, consulté le 20 février 2015.

périodes d'invalidité qu'elle occupait par de vastes lectures. De santé fragile, souffrant particulièrement de douleurs aux vertèbres, elle devait rester alitée pendant de longues périodes. Durant ces voyages en Allemagne, en Italie, en France, en Grande Bretagne et en Espagne, entrepris pour mieux connaître les chefs d'œuvre de la culture européenne, elle fut sensible au spectacle de la rue et de la misère. Cela confirma son intuition que les conditions de vie et de travail des classes laborieuses, et particulièrement celles des femmes et des enfants, étaient insupportables et qu'elle devait agir pour les améliorer.

Déprimée par l'écart entre la réalité du monde et son idéal, elle vit plusieurs années dans un état qu'elle qualifie de *weltschmertz*, selon le mot du romantique allemand Jean Paul Richter. Elle se convertit à la religion baptiste tout en adhérant aux valeurs de la philosophie positiviste, ce qui peut sembler une synthèse ardue, le positivisme posant comme principe l'analyse, l'expérience scientifique comme source de connaissance et non la révélation divine. On peut voir dans cette adhésion une forme de foi religieuse dans le progrès, qui rapproche Jane Addams de la philosophie de Marx. Elle note : « Grandissait en moi une dévotion proche de la passion aux idéaux de la démocratie[12] ».

Choquée par le spectacle d'une corrida à Madrid, elle décide d'affirmer publiquement ce qu'elle appelle « le grand refus » et de s'engager personnellement. En mai 1888, elle se rend en Grande Bretagne « pour réunir autant de suggestions que possible de ces formidables lieux dont nous avions entendu parler, Toynbee Hall et le People's Palace[13] », et dès janvier 1889, de retour à Chicago, elle loue une vaste propriété dans un quartier ouvrier, la rénove, la meuble luxueusement et s'engage avec son amie, Ellen Gates Starr, dans l'aventure de Hull-House, qui comprendra jusqu'à treize bâtiments à son apogée. À la différence de Toynbee Hall, qui a le statut de *charity* et dépend de dons privés pour fonctionner, Hull-House s'autofinance, et lance des activités de plus en plus variées et ambitieuses, allant de conférences littéraires et éducatives, jardins d'enfants, aux suivis sociaux et de santé, diététiques, traitements médicaux, accouchements même.

Peu à peu se définit ce qui sera la charte de Hull-House reprise par tous les *settlements* américains : d'abord s'établir dans un quartier industriel, être un centre d'élévation de la vie civique et sociale, créer et encourager les actions éducatives et philanthropiques et

---

[12] Jane ADDAMS, *Twenty Years at Hull-House*, (1910), Signet Classic, New York, 1981, p. 68, traduit par l'auteure.

[13] *Ibid*., p.75, le People's Palace and Winter Gardens avait été créé en 1892 dans le quartier le plus peuplé et le plus misérable de l'East End de Glasgow, pour être un centre de culture et d'éducation populaire avec le même souci d'excellence qu'à Toynbee Hall. Le bâtiment est devenu un musée des luttes ouvrières.

étudier les conditions de vie et de travail de la ville pour les améliorer[14]. C'est à la fois pour elle un retour à la solidarité des pionniers, auxquels elle assimile les immigrants et « une renaissance de l'humanitarisme des premiers Chrétiens ». Ce « mouvement chrétien vers l'humanitarisme[15] » répond aussi au désir d'interpréter la démocratie en termes de société. Elle n'exclut pas non plus un motif personnel plus profond et plus complexe « qui mêlait le plaisir à la joie du sacrifice et le désir d'être appréciée, estimée par tous, des plus pauvres aux plus riches[16]».

Certes, le *settlement* dans lequel elle va agir selon ces valeurs est « un effort expérimental pour aider à trouver une solution aux problèmes sociaux et industriels qui sont engendrés par les conditions de vie modernes dans la grande ville. [...] C'est une tentative pour soulager à la fois la suraccumulation à une extrémité de la société et la pauvreté à l'autre », mais le *settlement* limite son champ d'action. Pour ce qui est de l'analyse économique et politique de la société, le *settlement* doit rester indépendant des partis politiques et des mouvements sociaux. « Étant donné sa nature, il ne peut pas représenter de propagande politique ou sociale[17] » ; toutefois il peut accueillir des militants politiques au nom du respect des convictions sincères et de la tolérance, pourvu qu'ils adhèrent au principe fondamental de solidarité de la race humaine.

Le *settlement* de Hull-House a poursuivi son activité pendant cent vingt-trois ans, jusqu'à la déclaration de mise en faillite en janvier 2012. Il ne subsiste aujourd'hui que le musée Jane Addams – Hull-House[18] et les livres publiés par Jane Addams, *Twenty Years at Hull-House* et *The Second Twenty Years at Hull-House,* nourris d'anecdotes et qui témoignent d'une élévation morale certaine et d'une grande force de caractère. L'engagement de Jane Addams ne se limita pas à Hull-House. Déléguée du Progressive Party en 1912, elle milita pour la justice sociale et soutient la candidature de Théodore Roosevelt à la Présidence des États-Unis. En 1915 elle fonda la *Women's International League for Peace and Freedom*, pour essayer d'arrêter la guerre, puis la branche américaine du Mouvement International de la Réconciliation, pour construire la paix. En 1931, elle reçut le prix Nobel pour la Paix et fit don de l'argent du prix au *Women's Peace Party*. Elle mourut à Chicago le 21 mai 1935[19].

---

[14] *Ibid*., p. 89.

[15] *Ibid*., p. 98.

[16] *Ibid.*

[17] *Ibid.*

[18] Hull-House Museum : http://www.uic.edu/jaddams/hull/#

[19]Jane Addams : http://www.uic.edu/jaddams/hull/_learn/_aboutjane/aboutjane.html

Frances Perkins, première femme ministre du Travail dans le gouvernement de Franklin D. Roosevelt, qui en 1905 avait travaillé à Hull-House et à Chicago Commons (*Settlement* fondé par Graham Taylor), souligne ainsi l'aspect novateur et audacieux de son travail : « Elle distinguait et révélait la beauté de la vie culturelle et de la valeur spirituelle des immigrés à une époque où rien n'était autant méprisé et ignoré dans la vie américaine que l'étranger ».

En 1929, lorsqu'éclate la crise et que le chômage et la misère se répandent, les centaines de *settlements* qui fonctionnent sur le modèle de celui de Jane Addams, pour la plupart non confessionnels et autofinancés, sont, selon le mot de Karl D. Hesley, directeur du *Henry Street Settlement,* comme « une machine de guerre prête à servir dans la guerre contre la détresse[20] ».

Marie Souvestre : un idéal républicain de formation morale et intellectuelle

En 1865, Marie Souvestre et sa compagne Caroline Dussault créent près de Fontainebleau l'École des Ruches, établissement qui sera transféré dans les années 1880 au sud-ouest de Londres, près de Wimbledon, sous le nom d'Allenswood Academy. Ces deux écoles accueillirent les jeunes filles des familles les plus influentes d'Europe et des États-Unis. On ne sait pas grand-chose de la formation de Marie Souvestre qui n'a pas laissé d'écrit théorique, de témoignages ni d'autobiographie, mais son milieu familial permet de comprendre les raisons de son succès.

Elle est née le 28 avril 1835 à Brest. Son père, Emile Souvestre (1806-1854), menait une triple carrière d'écrivain à succès (traduit en anglais[21]), d'enseignant[22] et surtout d'avocat et d'homme politique. Très impliqué dans le mouvement républicain, il était lié au saint-simonien Edouard Charton, secrétaire général du Ministère de l'Instruction publique en 1848, qui sera, après la chute de l'Empire, nommé préfet, élu député puis sénateur et académicien. Il soutient en 1848 le ministre de l'Instruction publique Hippolyte Carnot[23]. Il enseigna à l'École d'Administration et participa aux « lectures du soir » à destination des ouvriers. Il tenait un salon où se réunissaient les personnalités influentes des arts et de la

[20] « Relief Work Unified to Widen Aid to Idle », *New York Times*, October 31, 1930, p. 1 et p. 19.

[21] *Les Derniers Bretons (1835-1837), Le Foyer breton* (1844) et *Un Philosophe sous les toits* (1851). Emile Souvestre est aussi le grand oncle de Pierre Souvestre, le père de Fantomas.

[22] Co-directeur à Nantes d'une école privée expérimentant la « méthode Jacotot ».

[23] Hippolyte Carnot (1801-1888) fils du révolutionnaire Lazare Carnot, milita très tôt au Comité des Prisons, au Comité de Charité et de Bienfaisance, fut saint-simonien. Il a été le premier à formuler les principes d'une école publique et de la formation des instituteurs par l'Etat. Il fut sénateur en 1875 et académicien en 1881.

politique. Lors du coup d'état du 2 décembre 1851, il n'hésita pas à cacher Edgar Quinet[24] en fuite pour Bruxelles. L'Académie française lui décerna deux prix, le deuxième à titre posthume.

La mère de Marie Souvestre, Anne Papot (1806-1866) militante féministe, publia plusieurs romans publiés sous le nom de Nannie Souvestre qui furent traduits en anglais[25], langue qu'elle maîtrisait : elle avait de nombreuses amies anglaises. Elle termina sa vie auprès d'Edouard Charton. Aussi, lorsque Marie Souvestre ouvre son école, elle bénéficie d'un réseau de relations au plus haut niveau dans les cercles libéraux et républicains ; son nom est connu dans les milieux cultivés de France et de Grande-Bretagne. Elle a acquis au contact des familiers de ses parents des principes éducatifs et une croyance au progrès par l'instruction, la culture, les arts et la contestation des pouvoirs établis. Après la chute de l'Empire, son école bénéficiera de la bienveillance de ses amis revenus au pouvoir : députés, sénateurs, ministres, Académiciens, qui la mettront en relation avec les familles les plus influentes de Grande- Bretagne et des États-Unis.

Dorothy Bussy et Eleanor Roosevelt, deux de ses anciennes élèves, ont évoqué leur séjour dans l'école fondée par Marie Souvestre. Dans *Olivia*, roman à clés écrit en 1933 alors qu'elle a 68 ans, mais publié anonymement en 1949, Dorothy Bussy, la sœur de l'historien iconoclaste et francophile Lytton Strachey, membre admiré du groupe de Bloomsbury, évoque sous forme romanesque son séjour aux Ruches et sa passion exaltée pour la directrice[26]. Dorothy Bussy suivit Marie Souvestre à Allenswood, près de Londres, où elle fut chargée de cours sur les œuvres de Shakespeare. Elle épousa ensuite le peintre français Simon Bussy, d'origine très modeste, et cultiva toute sa vie un amour passionné pour André Gide (qui la dissuada de publier *Olivia*, car il estimait que ce roman était médiocre). Ce livre traduisait, outre l'atmosphère d'un lesbianisme feutré qu'entretenait Marie Souvestre avec ses élèves, l'extraordinaire ascendant qu'elle exerça pendant presque quatre décennies sur les héritières des familles les plus fortunées de Grande Bretagne et des États-Unis.

---

[24] Edgar Quinet (1803-1875), linguiste, historien, professeur au Collège de France, Franc-maçon et républicain. Il publiait dans la *Revue des deux mondes* comme Emile Souvestre. Député républicain en 1848, exilé sous le Second Empire, il inspira Jean Jaurès et Jules Ferry. Il jeta les fondements de l'enseignement national, obligatoire et laïque, et demanda la création d'un Enseignement primaire supérieur pour les jeunes filles.

[25] *Antonio Giovanni* (1836), *Antonio ou mensonge et repentir* (1844), *Un Petit mensonge ou le petit chevrier* (1846), *Trois Mois de vacances* (1847).

[26] OLIVIA, *Olivia*, Stock, Paris, 1951, traduit par Roger Martin du Gard et l'auteure.

Dans ses mémoires, (au chapitre 2, *Adolescence*,) la plus prestigieuse des anciennes élèves de Marie Souvestre, Eleanor Roosevelt, nièce du président (républicain) Theodore Roosevelt et future épouse du président (démocrate) Franklin D. Roosevelt, se souvient avec une grande précision de ces trois années passées à Allenswood Academy où elle séjourna de 14 à 18 ans.

Marie Souvestre avait 64 ans lorsqu'Eleanor Roosevelt la vit pour la première fois. Elle la décrit comme « assez âgée, avec des cheveux blancs et obligée de prendre grand soin de sa santé [...]. Mᵉˡˡᵉ Souvestre était petite et assez corpulente, elle avait les cheveux blancs comme la neige. Son visage était beau, fort, ses traits précis et déterminés, le front large. Ses cheveux descendaient en vagues naturelles formant un chignon à l'arrière de sa tête. Ses yeux vous transperçaient et devinaient davantage que ce qui leur était dit [27]». On devine la crainte mêlée d'affection qu'une telle figure pouvait susciter sur des jeunes filles éloignées de leur famille. Elles rêvaient toutes d'être sa favorite, ce qui nécessitait d'être distinguée par son adjointe et compagne, Mᵉˡˡᵉ Samaïa, pour ses « qualités pratiques ». C'est pour une autre raison qu'Eleanor Roosevelt fut distinguée.

« Dès le départ, Mᵉˡˡᵉ Souvestre s'intéressa à moi, en raison de son affection pour Anna [Auntie Bye, sa tante, ancienne élève, physiquement handicapée], et jour après jour, je m'intéressais davantage à elle. Cela se traduisit par une grande affection qui dura jusqu'à sa mort[28] ». Eleanor Roosevelt devint ainsi son élève préférée.

Les conditions de vie étaient spartiates et sans doute dures pour des jeunes filles habituées à être choyées et qui devaient se contenter d'une nourriture frugale, vivre dans des locaux peu chauffés en hiver, effectuer des tâches manuelles, faire leur lit, ranger leur chambre ou raccommoder leur linge, disposaient de conditions sanitaires minimum et étaient soumises à l'application rigoureuse d'un règlement prévoyant des sanctions.

Le cursus scolaire, sur quatre ans, portait d'abord sur la maîtrise des langues étrangères. Presque tous les cours se faisaient en français. Il était interdit de communiquer en anglais ; on apprenait aussi l'allemand et l'italien, langues de la philosophie et des arts, ainsi que le latin et la musique. Mᵉˡˡᵉ Souvestre se chargeait de l'enseignement de l'histoire, dans sa bibliothèque, et de la littérature française, dans son bureau, pour un public choisi, en soirée. Les élèves étaient incitées à effectuer lectures et recherches personnelles. Le rythme de la journée était exigeant : réveillées de bonne heure, elles devaient faire leur lit, aérer leurs vêtements de nuit. Le petit déjeuner était simple, café au lait, chocolat ou lait,

---

[27] ROOSEVELT Eleanor, *The Autobiography of Eleanor Roosevelt*, [1961] Da Capo Press, New York, 2000, p. 22, traduit par l'auteure.

[28] *Ibid.*

petits pains et beurre, exceptionnellement un œuf. Ensuite longue marche sur le *common*, le terrain communal, quel que soit le temps, retour en classe, cours, exercices, préparation, « personne n'avait un instant de libre[29] ». Après le repas, deux heures d'activités physiques, suivies d'un goûter : une épaisse tranche de pain beurré, avec, rarement, de la confiture. Ensuite un quart d'heure pour se changer avant le dîner ; après le dîner, travail scolaire, gymnastique ou danse.

Pendant les vacances les élèves voyagent en Europe, font leur Grand Tour. Eleanor Roosevelt, en qualité de « favorite », accompagne M^elle^ Souvestre qui lui fait découvrir la France, l'Allemagne, l'Italie, et la laisse se déplacer seule dans des villes inconnues telles que Paris ou Florence. Elle apprend à devenir autonome, responsable, à prendre confiance en elle, à devenir « une citoyenne du monde[30]».

Lors d'une de ses promenades solitaires dans Paris, Eleanor est surprise par des amis de sa famille. Effrayés de la voir sans chaperon, ils préviennent sa grand-mère qui la rappelle près d'elle. Eleanor obtiendra de revenir effectuer une troisième année à Allenswood, à condition de voyager avec une religieuse, mais elle ne fera pas la quatrième année de cursus, sa grand-mère ayant décidé de la présenter dans le monde : à dix-neuf ans, elle se fiancera à son cousin germain, Franklin Delano Roosevelt. La jeune Eleanor, orpheline à dix ans, timide, mal à l'aise dans son corps, manquant d'estime de soi, s'est transformée durant ces trois années en une jeune femme assurée, prête à exercer des responsabilités sociales, à mettre en question l'autorité, persuadée qu'« il faut toujours défendre les plus faibles », et peu après son retour, elle soutiendra activement le *Rivington Street Settlement* à New York.

La pédagogie de Marie Souvestre, mêlant affection, sentiment et dressage, passerait peut-être aujourd'hui pour une entreprise de manipulation, mais elle fut aussi une entreprise d'émancipation et de progrès social, de formation des cadres. Elle n'était peut-être pas au fond très éloignée du système éducatif des *public schools* britanniques. Marie Souvestre ne forma pas directement de travailleurs sociaux mais donna à ses élèves les moyens intellectuels et moraux de s'engager dans la réforme sociale. Elle était reconnue par ses contemporains pour ses orientations progressistes : parmi les membres du *Marie Souvestre Memorial*, créé en octobre 1905, à côté de membres de la famille Roosevelt, dont Eleanor, figurent la famille Strachey, la célèbre romancière Mrs. Humphry Ward (1851-1920), créatrice du *Passmore Edwards Settlement* à Londres, pionnière des crèches

[29] *Ibid.*, p. 21-23.

[30] *Ibid.*, p. 31.

pour enfants, co-fondatrice du *Somerville College* à Oxford, première femme journaliste sur le front allié en 1914, les époux Webb, Sidney (1859-1947) et Béatrice (1858-1943), économistes, réformateurs sociaux, co-fondateurs de la *Fabian Society* en 1884, fondateurs de la *London School of Economics and Political Science*, militants du mouvement coopératif, qui se rendirent à Moscou dans les années 1930. Y figurent aussi Alexandre Ribot (1842-1923) ministre français de l'Intérieur, des Affaires étrangères, Président du Conseil et ami personnel de Marie Souvestre, et la veuve du Dr. Von Siemens, inventeur et industriel allemand,[31] qui témoignent de la reconnaissance de son œuvre en France comme en Allemagne.

Sa nécrologie dans le *Times* insiste sur cet aspect de la personnalité de Marie Souvestre : « Politicienne zélée, libérale convaincue et amie passionnée de tous les problèmes de nationalité, elle maintint toujours un idéal élevé de l'honneur public et du patriotisme [...]. On gardera longtemps le souvenir de quelqu'un qui a fait entrer dans la société anglaise certaines des traditions les plus raffinées de la culture parisienne et nombre des talents les plus nobles du génie français ».

De retour à New York en 1902, Eleanor Roosevelt devient une militante active : elle adhère à la *National Consumers' League* de Florence Kelley, et visite des ateliers et des usines pour s'informer et préciser les objectifs de la réforme sociale qu'elle estime nécessaire. Elle complète en 1903 sa formation de militante sociale à la *Junior League* de New York : elle enseigne la gymnastique suédoise et la danse aux immigrants du *Rivington Street House Settlement*.

Mariée en 1906 à Franklin D. Roosevelt, elle a six enfants en dix ans (cinq survivent) et elle contribue à la carrière de son mari. Pendant la guerre, elle organise la *Washington's Union Station Canteen* pour les soldats en transit et la Croix Rouge, prend la parole dans des réunions patriotiques et milite pour l'amélioration des malades en psychiatrie. Dans les années 1920, elle aide son mari, paralysé, à poursuivre sa carrière politique. Membre du *Women's City Club* de New York et de la *League of Women's Voters*, elle acquiert une culture juridique. Grâce à Louis Howe, au *New York Women's Democratic Committee* et aux *New York State and National Committees*, elle s'initie à la complexité des processus législatifs et à la finesse des manœuvres politiques. Toutefois, elle ne perd pas le contact avec le terrain : elle suit les travaux de Lillian Wald au *Henry Street Settlement* et ceux de Mary Simkhovitch, responsable de *Greenwich House*, deux *settlements* situés à New York, afin de s'informer de la complexité des problèmes sociaux et de leurs conséquences :

[31] *Ibid*., p. 124.

pauvreté, maladies, taudis, criminalité. En 1922, elle rejoint la *Women's Trade Union League* (WTUL) qui milite pour une législation encadrant et protégeant le travail des femmes. Elle se lie à Rose Schneiderman, présidente de la *New York Branch* de la WTUL qui la convainc de la nécessité d'un droit du travail, prévoyant un salaire minimum garantissant une vie décente. Eleanor Roosevelt défendra toute sa vie l'exigence de *fair labor standards*.

En 1928, lorsqu'elle conduit la campagne nationale des femmes pour le Parti Démocrate, elle est déjà connue au niveau national : depuis décembre 1925, elle publie une *syndicated column*, « *My Day* » et de nombreux articles dans la presse populaire. À partir de juin 1941, elle signe aussi une *monthly column* « *If You Ask Me* », dans le *Ladies Homes Journal* puis dans *McCall*. Ses années d'engagement et de formation dans une variété d'organisations réformistes lui ont permis de constituer un réseau de travailleurs sociaux : Ellen Woodward, Hilda Smith, Florence Kerr et Frances Perkins, première femme secrétaire d'État en 1933, qui accèderont par son truchement à des postes importants d'abord dans l'État de New York, après 1928, et à Washington, après l'élection de Franklin Roosevelt à la Présidence en 1932.

Devenue First Lady, elle reste fidèle à ses engagements, conseillant le Président, maintenant le contact avec les groupes radicaux, mais aussi intervenant en public sur les grands chantiers, et se faisant toujours l'avocate des pauvres, particulièrement en faveur des jeunes et des noirs, puis des réfugiés juifs et des soldats blessés après l'entrée en guerre des États-Unis en 1941. Nommée par Truman déléguée des États-Unis auprès des Nations Unies, elle est l'artisan de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Militante du Parti démocrate en faveur des droits civiques, de l'humanisme et de la coopération internationale, elle occupe une dernière fonction officielle en décembre 1961, lorsque le Président Kennedy la nomme présidente de la commission sur le Statut des Femmes. Elle meurt dans sa maison de la ville de New York en novembre 1962, d'une forme rare de la maladie qu'elle avait contribué à combattre dans les taudis : la tuberculose. Elle avait toujours conservé sur son bureau la photographie de Marie Souvestre, en gage de fidélité à son idéal d'adolescente.

Naissance du travailleur social

Certes, avant les *settlements*, il existait à la fin du XIX^e^ siècle des *Boards of Charities and Corrections* qui s'occupaient des « indigents, des fous, des attardés et des handicapés physiques : aveugles sourds, infirmes » (Charité) et des « prisonniers dans les prisons et les cellules » (Correction), mais sous l'influence des nombreux militants comme Jane

Addams et Eleanor Roosevelt, on voit peu à peu apparaître un nouveau concept de charité qui ouvre la voie au travail social moderne.

Le terme de *public welfare* apparaît d'abord dans les gouvernements municipaux, dès 1910 à Kansas City, puis en 1915 à Chicago, Saint Louis, Cincinnatti, Cleveland, et enfin au niveau des états, en Caroline du Nord en 1917, dans l'Illinois, qui adopte le code de l'Illinois Civil Administration, puis dans le Massachusetts en 1919. En 1929, vingt-cinq états et beaucoup de villes ont réorganisé leurs institutions d'aide et leurs agences en départements exécutifs. Frank Bane, qui a restructuré les institutions de protection sociale de Virginie dès 1926, décide en 1929 de créer l'*American Public Welfare Association* pour promouvoir l'aide sociale publique au niveau fédéral. L'association sera opérationnelle en septembre 1931.

De 1929 à 1935, dans cent vingt zones urbaines des États-Unis la part des crédits pour l'aide à l'emploi passe de 77 à 99 % et de 34 à 92 % pour l'aide directe aux chômeurs. Le mouvement des *settlements*, initié par Toynbee Hall, s'est développé dans un contexte plus général d'action pour la réforme sociale dans la période 1900-1920, période communément appelée « *Reform Era* » pendant laquelle on a vu se multiplier les organisations charitables qui se fédèrent et qui rationalisent leur approche des problèmes sociaux sur lesquels ils travaillent.

Dès 1897, à la Conférence nationale des *Charities* et *Corrections*, Mary Richmond (1861-1929) qui avait commencé sa carrière comme *friendly visitor* à Baltimore puis à Philadelphie avant de mettre en place les premières méthodes modernes d'action sociale fondées sur une enquête rigoureuse, le diagnostic et la définition de procédures d'intervention respectant des critères d'aide et de responsabilisation, appelle à former de façon professionnelle les travailleurs sociaux. Elle enseigne à la *New York School of Philanthropy*, écrit dans la presse spécialisée et organise des universités d'été pour les travailleurs sociaux. En 1917 elle publie *Social Diagnosis*, première formulation d'une théorie et d'une méthode pour aborder les problèmes sociaux, puis en 1922 « What is Case Work », l'étude de cas social, technique qui bouleverse le travail social. L'appréhension de ces problèmes met à contribution la sociologie, l'économie, la biologie, les sciences politiques, selon une méthode qui repose sur le travail de groupe. Tout cela nécessite une formation professionnelle pour le travailleur social qui ne doit plus être seulement une personne motivée et volontaire, mais un acteur de la vie sociale et politique[32]. Entre 1905

[32] MEVEL Caroline, *Les New Yorkais dans la Grande Dépression, 1929-1934, Chômage et aide sociale, Prolégomènes à un New Deal*, Thèse de doctorat, Université Denis Diderot Paris 7, décembre 2011, p. 318.

et 1911 *la New York School of Philanthropy* décerna cent vingt-huit diplômes sanctionnant un an de spécialisation, et entre 1929 et 1939, le nombre de diplômes décernés atteint neuf cent cinquante-cinq. 88 % des diplômés entre 1930 et 1935 étaient des femmes. Les agences publiques recrutèrent de plus en plus ces diplômés pour développer leurs activités[33].

L'université de Chicago crée dès 1904 une formation spécialisée en travail social pour qualifier des experts. Les principales universités du pays suivent cet exemple. Dès 1919, quinze des écoles proposant des cursus sur un an se réunissent dans *l'Association of Training School for Professional Social Work* (AISPSW) qui deviendra en 1943 l'*American Association of Schools of Social Work*[34]. Des organisations professionnelles se créent, comme l'*American Association of Social Workers* (AASW), qui compte 7 500 membres au 1er juillet 1931. En 1932, l'*Association of Professional Schools* standardise les programmes dans ses vingt-cinq écoles et créée un diplôme de master[35].En 1930, le recensement fait apparaître pour la première fois les travailleurs sociaux comme une profession distincte : *social and welfare workers*. 31 341 sont recensés aux États-Unis, dont 79 % sont des femmes ; compte tenu des approximations de ce recensement, on estime plutôt leur total à 40 ou 41 000[36]. Leur salaire est inférieur à celui d'un ouvrier qualifié blanc mais supérieur à celui d'une vendeuse de grand magasin. C'est pourquoi il est difficile de recruter des hommes, qui ne sont intéressés que par les postes de direction. En 1933, le salaire des enquêteurs baisse de 6 % et celui de directeurs de 33 %[37]. La profession, même reconnue par l'université et les États, reste donc une activité militante, exercée avec beaucoup de méfiance envers les partis politiques. En 1931 un premier syndicat est créé, l'*Association of Federation Workers* (AFW), qui tente d'appliquer le concept *Rank and File*[38] pour syndicaliser les travailleurs sociaux, réformer les pratiques du travail social et défendre des

---

[33] MEIER Elizabeth G., *A History of the New York School of Social Work*, New York, Columbia University Press, 1954, p. 81-82

[34] LEIBY James, *A History of Social Welfare and Social Work in the United States*, New York, Columbia University Press, 1978, p. 187-189.

[35] WALKOWITZ Daniel J., "The Making of a Feminine Professional Identity: Social Workers in the 1920s", *The American Historical Review*, Vol. 95, No. 4 (Oct., 1990), p. 1054.

[36] *Census of Population, 1910-1970*, Washington, D.C., Government Printing Office, 1973.

[37] *Ibid*., Lettre de Edward G. Rybicki à John P. O'Brien le 11 avril 1933, dans Daniel J. WALKOWITZ, *Working with Class, Social Workers and the Politics of Middle Class Identity,* University of North Carolina Press, Chapell Hill, 1999, p. 133.

[38] Ce mouvement intervient à trois niveaux: syndicalisation des travailleurs sociaux, réforme des pratiques de travail social et action politique.

idées radicales, inspirées de la lutte des classes. Il est surtout suivi à New York, mais lorsque les communistes se rallient au New Deal de Roosevelt, l'AFW décide de ne pas gêner l'action du gouvernement[39].

Lors de la Grande Dépression consécutive au Krach boursier de 1929, les *settlements* ont soutenu et aidé les populations urbaines massivement touchées par le chômage. Leurs cadres ont ensuite, après 1933, participé à la mise en place des mesures du New Deal par le gouvernement Roosevelt qui a placé la protection sociale sous la responsabilité de l'État fédéral. Les services sociaux créés à tous les niveaux et financés par les contribuables ont ainsi suivi et aidé les populations en difficultés pendant près d'un demi-siècle.

L'élection à la présidence de Ronald Reagan en 1981 mit en cause cette politique d'aide sociale. Lors de sa campagne pour l'élection au poste de gouverneur de Californie en 1966, Ronald Reagan avait affirmé vouloir « remettre au travail les mendiants du système de protection sociale. » Le nouveau Président, fidèle à ses principes, décida de réduire les impôts de réduire la dépense fédérale et de déréguler l'économie. L'application de ces « Reaganomics », copiés ensuite par tous les gouvernements européens et encore en vigueur, eut pour effet une paupérisation des classes moyennes et un accroissement du nombre des travailleurs pauvres, dans une société où les structures d'aide disposaient de moyens d'actions réduits, quand elles ne devaient pas fermer par suite des difficultés financières des villes et de la contestation même du droit à l'aide sociale et médicale par des élus partisans d'un libéralisme économique et radical.

Certes, si le *settlement* de Hull House, mis en faillite en 2012 a fermé, le centre de Toynbee Hall à Londres reste actif et fidèle aux idéaux de ses fondateurs mais il semble bien isolé dans une économie de marché globalisé qui concentre toujours les richesses produites au profit de quelques-uns et appauvrit le plus grand nombre des producteurs. L'optimisation fiscale permet à ces sociétés multinationales et à leurs dirigeants d'échapper davantage à l'impôt et donc de contribuer à la solidarité sociale.

La redistribution volontaire d'une partie de ces profits colossaux par des fondations humanitaires comme la Bill & Melinda Gates Foundation (dont l'action est très critiquée[40]) serait-elle la seule forme d'intervention sociale aujourd'hui ?

---

[39] HAYNES John Earl, « The "Rank and File Movement" in Private Social Work », *Labor History*, winter 1975, Vol. 16, No.1, p. 78-81.

[40] PILLER Charles, SANDERS Edmund, DIXON Robyn, « Dark Clouds over Good Works of Gates Foundation », *Los Angeles Times*, January 2007, http://www.latimes.com/news/la-na-gatesx07jan07-story.html#page=1, consulté le 20 février 2015.



Caroline MEVEL est docteur en études anglophones et membre associée du laboratoire « Héritages et Constructions dans le Texte et dans l'Image » (HCTI-EA 4249). Elle enseigne la littérature et la civilisation américaines à l'Université de Bretagne Sud à Lorient. Elle s'intéresse notamment aux mutations économiques et sociales dans l'Amérique de la première moitié du XX^{e} siècle et à la circulation des idées.

Partie 2. Modèle américain et traditions européennes

Rapports de force, rapports de « race », ou pour la soumission des migrants italiens aux États-Unis. Marie-Christine Michaud

Université de Bretagne Sud, HCTI EA 4249

Si les États-Unis se sont toujours présentés comme une terre d'immigration, paradoxalement, l'accueil des populations immigrées ne s'est pas forcément organisé dans la bienveillance, selon les périodes et les contextes économiques ou politiques. L'histoire montre que les étrangers sont bien acceptés lorsque la société a besoin d'eux mais leur présence provoque tensions, voire conflits, quand ils ne représentent pas un outil de progrès pour la société. Surgissent alors des rapports de force entre ceux qui se considèrent comme les vrais Américains, ceux qui font partie du groupe des Anglo-Américains, les descendants des premiers colons, et les « autres », terme emprunté à Andrew Greeley[1]. Cette distinction définit les relations entre Américains et étrangers comme des relations entre « nous » et les « autres », nous étant les Américains, le groupe dominant, et par conséquent, selon eux, un modèle à suivre qui cherche à imposer ses normes, et les autres, c'est-à-dire les étrangers, ceux qui sont différents et qui sont censés s'américaniser.
À la fin du XIXe siècle, alors que les États-Unis sont la destination d'une vague massive de migrants originaires d'Europe de l'Est et du Sud, des sentiments racistes et les théories des eugénistes se propagent à l'encontre de ces « autres » sur le territoire national promouvant le contrôle, si ce n'est l'arrêt, de cette grande vague migratoire.

Eugénisme et nouvelle immigration

L'eugénisme a été introduit par Francis Galton (cousin de Charles Darwin) en Angleterre à la fin du XIXe siècle (1883). Cette théorie vise à l'amélioration de la race humaine en ayant recours à la science, à la biologie et aux progrès des procédés génétiques. L'eugénisme établit une hiérarchie au sein de la race humaine d'où, par exemple, la volonté de réduire l'immigration de groupes ethno-nationaux dont le caractère génétique est perçu comme inférieur et dangereux pour les groupes en place. Ainsi certains individus ou groupes, porteurs de caractères génétiques jugés favorables, voire supérieurs, sont privilégiés face à ceux dont les signes génétiques sont estimés néfastes ; à ce titre, leur extinction progressive est programmée par des méthodes scientifiques – la stérilisation notamment.

---

[1] GREELEY Andrew, *Why Can't They Be Like Us?,* Pamphlet series, n° 12, New York, Institute of Human Relations Press, 1969.

En effet, l'eugénisme sert à justifier la domination de certains groupes sur d'autres, la volonté des « uns » d'imposer leur modèle aux « autres », dans le cas qui nous intéresse, des Anglo-Américains qui souhaitent l'américanisation des populations immigrées, et des Italiens en particulier, à défaut de ne pouvoir arrêter leur immigration sur le territoire. L'eugénisme force la sélection naturelle par une sélection artificielle en éliminant les tares qui peuvent conduire à une dégénérescence de la race humaine. Ces mesures ont pour objectif de préserver la « race américaine ». Ainsi les principales revendications des eugénistes sont la stérilisation, l'interdiction des mariages mixtes et la sélection des migrants suivant leurs caractéristiques génétiques[2].

Les Anglo-Américains sont influencés par une littérature eugéniste qui se développe à la fin du XIXe siècle et qui sert de fondements à une nouvelle vague nativiste. Joseph Arthur Gobineau, dans *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-55), définit trois races, la blanche, la jaune et la noire. Il soutient que la première est supérieure aux deux autres. Les travaux de Houston Stewart Chamberlain dans *Genèse du XIXe siècle* (1899) reprennent les théories de Gobineau et prônent le pangermanisme (il influencera Hitler notamment dans le sens où il met en avant le rôle civilisateur de la race aryenne, supérieure aux autres).

Deux ouvrages américains marquent l'opinion. *The Rising Tide of Coloragainst White World Supremacy* de Lothrop Stoddard [3] (1920) veut prévenir des dangers que représentent les hommes et femmes de couleur et ceux qui n'appartiennent pas à des groupes purement blancs. Stoddard s'inquiète de l'influence de l'immigration aux États-Unis tout en redéfinissant une hiérarchisation entre les « races ». En outre, en raison de leur histoire fondée sur l'esclavage et l'exploitation des Indiens, les Américains sont habitués à dresser des catégories et à considérer qu'ils peuvent servir de modèle aux groupes qu'ils perçoivent « inférieurs ». *The Passing of the Great Race* de Madison Grant (1916) propose une classification des individus originaires d'Europe en particulier en trois catégories[4]. Ceux d'origine nordique, comme les Scandinaves, les Britanniques ou les Allemands (des régions du nord de l'Allemagne) et les Américains (dont les aïeux, les colons, appartenaient à ces mêmes groupes) ; ceux d'origine alpine, qui viennent d'Europe centrale, tels les Slaves et de nombreux juifs ; enfin, encore plus bas sur l'échelle raciale,

---

[2] PRUM Michel, *L'un sans l'autre. Racisme et eugénisme dans l'aire anglophone*, Paris, L'Harmattan, 2005.

[3] STODDARD Lothrop, *The Rising Tide of Color against White World-Supremacy*, New York, Charles Scribner's Sons, 1920. Voir également STODDARD Lothrop, *Racial Realities in Europe,* New York, Charles Scribner's Sons, 1924.

[4] GRANT Madison, *The Passing of the Great Race or the Racial Basis of European History,* New York, Charles Scribner's Sons, 1916.

ceux d'origine méditerranéenne, c'est-à-dire qui viennent des pays bordant la Méditerranée, les Italiens, les Grecs par exemple. *The Passing of the Great Race* insiste sur la menace que représente l'immigration des hommes et femmes appartenant aux races alpine et méditerranéenne. L'ouvrage dénonce les dangers de l'hybridation, du métissage de la race américaine probable avec les mariages mixtes. L'infériorité des races est génétique, donc héréditaire, et ceux qui sont inférieurs ne peuvent donc prétendre à vivre comme – et avec – ceux des races supérieures. Leur assimilation dans une société supérieure est donc compromise. En fait, la présence de ces individus aux mœurs différentes, étranges, voire barbares, peut entraîner le déclin de la civilisation anglo-américaine : puisqu'ils sont inférieurs, ils ne peuvent comprendre le système politique et social en place, en somme la civilisation anglo-américaine ni s'y intégrer.

C'est également ce que Henry Pratt Fairchild, un autre défenseur de l'eugénisme soutient[5]. Dans *The Melting Pot Mistake* (1926), il convient que le melting pot a échoué en raison de l'infériorité de certains groupes. Ils n'ont pu fusionner avec les groupes nordiques, anglo-saxons, et ils devraient être donc refoulés pour la sauvegarde de la « race américaine ».

Des hommes politiques tels que le sénateur Henry Cabot Lodge, des sociologues tels que John Commons épousent ces théories, et deviennent des défenseurs de l'eugénisme et de la supériorité de la « race anglo-saxonne » et blanche. Ils mettent en doute les capacités des migrants appartenant aux races alpine et méditerranéenne à s'intégrer à la société américaine. Aussi, ils s'organisent, et en 1922 l'American Eugenics Society est créée : Harry Crampton, Harry Laughlin, Madison Grant et Henry Fairfield Osborne en sont les fondateurs. Elle est financée par exemple par John Rockefeller et est enseignée dans des universités de renom telles que Cornell ou Harvard. Sous leur influence, en 1907, la stérilisation de certains types de malades et de criminels est autorisée dans l'Indiana. En 1909, c'est au tour de l'État de Washington, du Connecticut et de la Californie. Au moment de la Première Guerre mondiale aux Etats-Unis (1917), quinze états ont adopté ce genre de loi (ils seront trente-trois en 1950[6]). L'idée que la présence de certains migrants en Amérique n'est pas souhaitable se propage. Les eugénistes insistent sur les liens entre l'immigration originaire d'Europe de l'Est et du Sud, que les historiens appellent la nouvelle immigration par opposition à l'ancienne issue d'Europe du Nord et de l'Ouest, et le besoin de protéger la « race américaine ». En 1850 par exemple, 90% des migrants sont originaires des pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe ; en 1920 ils ne constituent plus que

---

[5] FAIRCHILD H. P., *Melting Pot Mistake,* Boston, Little, Brown and Co, 1926.

[6] Voir VEYSSET Élodie, « Stérilisations forcées et eugénisme aux États-Unis », PRUM Michel (dir.), *op. cit*, p. 142-144.

39% du mouvement migratoire tandis que les hommes et femmes venant d'Europe du Sud et de l'Est en représentent 46%[7].

D'ailleurs l'économiste Irving Fisher, un autre membre fondateur de l'American Eugenics Society, déclare que l'immigration « est une occasion rêvée pour amener les gens à s'intéresser à l'eugénisme[8]. »

Eugénisme et migrants italiens

L'eugénisme donne naissance à un mouvement de patriotisme extrême, le nativisme, qui prône un américanisme à 100% et dont les migrants italiens sont une cible privilégiée. L'eugénisme et le nativisme se répandent à travers les activités d'associations, la publication de revues, d'ouvrages et de pamphlets, et des mesures politiques qui considèrent les migrants comme des individus dangereux et par conséquent qui doivent se soumettre aux normes imposées par la société anglo-américaine dominante. La vision des différences est souvent conditionnée par les principes de l'ethnocentrisme qui engendrent des attitudes d'intolérance et qui réclament la soumission des « autres » aux normes culturelles, sociales, politiques de « notre » groupe qui sont considérées comme supérieures. Le Ku Klux Klan et l'American Protective Association sont parmi les associations les plus connues et les plus actives dans l'établissement du rapport de forces entre le modèle anglo-américain qu'elles cherchent à imposer et le patrimoine ethno-national que les migrants tentent de conserver[9].

À la fin du XIX[e] siècle, arrive aux Etats-Unis une vague massive d'Européens des pays de l'Est et du Sud, dont les Juifs et les Italiens représentent la majorité. Entre 1881 et 1890, quelque 300,000 individus immigrent ; mais entre 1891 et 1920, ils sont quatre millions[10]. Cette immigration massive inquiètent les Américains qui voient dans l'arrivée d'autant de personnes différentes un danger pour leur identité nationale déjà mise à mal par la guerre de Sécession puis la Première Guerre mondiale. Leur présence peut conduire à un phénomène d'hybridation et donc à une détérioration biologique de la « race américaine » due aux éventuels mariages mixtes. Leurs institutions sont aussi en danger puisque ces

---

[7] D'après les chiffres du Bureau du Recensement à Washington.

[8] Cité dans KEVLES Daniel, *Au nom de l'eugénisme*, Paris, PUF, 1995, p. 9.

[9] Voir BENNETT David, *The Party of Fear. The American Far Right from Nativism to the Militia Movement*, New York, Vintage Book, 1988.

[10] D'après les chiffres du Bureau du Recensement américain. Voir par exemple KRAUT Alan, *The Huddled Masses. The Immigrant in American Society, 1880-1921*, Harlan Davidson, Inc, Arlington Heights, 1982, p. 8-41.

étrangers qui ne parlent pas anglais, qui ne peuvent lire la Constitution fédérale, ne sont pas familiarisés avec les principes démocratiques et peuvent ainsi représentés une menace d'ordre politique. Le mouvement migratoire semble aller à l'encontre du progrès de la civilisation et de la race anglo-américaines. Les migrants italiens, les plus nombreux, sont la cible des inquiétudes des eugénistes. En effet, quelque 4,5 millions d'Italiens arrivent entre 1860 et 1920, ce que les Anglo-Américains perçoivent comme l'invasion d'un peuple inférieur et soumis à des principes anti-démocratiques (mode de vie féodal et monarchique suivant les régions italiennes nouvellement unifiées et soumission au Pape). Notons la différence que les Américains établissent entre Italiens du Nord qui appartiennent à la race alpine et les Italiens du Sud, les Siciliens, qui sont des Méditerranéens. L'Italie en tant que nation voit le jour à partir des années 1860 et les Italiens du Nord et Italiens du Sud, dépourvus de toute conscience collective, n'ont pas le sentiment de faire partie du même groupe national. D'ailleurs les Italiens du Nord, installés aux États-Unis de façon significative depuis le milieu du XIX^e^ siècle, sont réticents à l'idée d'accueillir leurs compatriotes méridionaux qui immigrent à partir de 1870 de peur que les préjugés dont ils sont victimes rejaillissent sur eux. Ils considèrent qu'ils appartiennent à une classe supérieure tandis que les Italiens du Mezzogiorno et les Siciliens sont des paysans incultes, presque des Africains. Ainsi, les eugénistes comme les migrants des races nordique ou alpine établissent une distance raciale et sociale avec les Italiens du Sud.

Les eugénistes réclament une restriction, voire la fin, de la nouvelle immigration afin, entre autres, de préserver la « race anglo-saxonne ». Puisque cette race doit servir de modèle aux nouveaux immigrants, l'américanisation de ceux déjà installés aux États-Unis est préconisée ; la fin de l'arrivée d'étrangers supplémentaires qui maintiendraient le patrimoine ethno-national des communautés ethniques est réclamée. Ainsi, à la fin du XIX^e^ siècle, les principes eugénistes se traduisent par la demande de l'arrêt de l'immigration ou, au minimum, l'américanisation des populations étrangères installées sur le territoire. L'accent est mis sur les méfaits de l'hérédité parmi ces populations. Mais, il apparaît que des traits génétiques s'appliquent à des caractéristiques culturelles, ce qui montre une confusion certaine dans les fondements des théories qui servent à dénoncer les dangers de l'immigration. En fait, l'eugénisme repose surtout sur une démarche politique et sociale.

L'hypothèse de l'infériorité des Italiens du Sud peut s'expliquer également par les travaux de deux historiens de la préhistoire, Guiseppe Sergi et Luigi Pigorini. Selon eux les Italiens seraient d'origine africaine car l'Europe aurait été peuplée par des peuples venant d'Abyssinie. Cette conquête expliquerait leur teint basané et leurs caractéristiques sociales et culturelles inférieures par rapport à d'autres groupes (manque de discipline, laxisme,

impulsivité)[11]. De même, le sociologue Alfredo Niceforo dénigre le caractère méridional des Italiens du Sud qui sont impulsifs, nerveux, indisciplinés et incontrôlables tandis que les Italiens du Nord sont calmes, pourvus de sens pratique et capables de s'adapter à la civilisation moderne[12]. Ces caractéristiques génétiques expliquent la pauvreté des Italiens du Sud dans les centres urbains, leur manque de socialisation et leurs mauvaises conditions de vie. Selon une perspective darwinienne, les Italiens du Sud, parce qu'ils ne peuvent pas s'adapter à la société états-unienne et donc parce qu'ils ne peuvent pas devenir de bons citoyens, doivent être rejetés ou disparaître, ce qui pourrait se réaliser sous l'influence du processus d'américanisation.

Ainsi, dans une certaine mesure s'établit un rapport de force entre la société américaine et les groupes de migrants dans le sens où les uns cherchent à imposer leur modèle tandis que les autres luttent pour préserver leur patrimoine ethno-national et résister au phénomène d'américanisation. Dans les cas des Italiens, ce rapport de force est d'autant plus exacerbé que ces migrants sont placés par les Américains au plus bas sur l'échelle raciale et sociale des individus présents sur le territoire national.

En même temps, la société américaine connaît des bouleversements considérables, et les plus conservateurs, les nativistes, cherchent des boucs émissaires à ces changements : il s'agit d'une période de transition entre une société américaine d'avant la Première Guerre mondiale encore influencée par les valeurs victoriennes et une nouvelle époque moderne. L'urbanisation et l'industrialisation sont synchrones avec l'arrivée massive de tous ces Européens des pays du Sud et de l'Est, ce qui amène les Américains à penser que l'immigration est liée, provoque même, les changements que subit leur société. Cette situation renforce les théories des eugénistes qui estiment que les migrants, et les Italiens, parce qu'ils sont le groupe le plus important au tournant du siècle et que leur patrimoine ethno-national est différent de celui des Anglo-Américains, sont une menace. Le rapport de force est social, culturel, politique en plus d'être biologique : les eugénistes dénoncent donc l'influence que ces migrants peuvent avoir sur les institutions nationales. L'eugénisme amène les Anglo-Américains et les partisans de l'américanisme à 100% à tenter de priver « les autres », les Italiens, de leur patrimoine ethno-national, de leur identité même, en raison de leurs différences et dans la perspective que ces derniers n'exercent pas d'emprise sur la société américaine.

---

[11] Voir PRUM Michel, *Exclure au nom de la race*, Paris, édition Syllepse, 2000.

[12] NICEFORO Alfredo, *L'Italia barbara, Studi e appunti*, Milan, 1898, p. 82; voir DESCHAMPS Bénédicte, « le racisme anti-italien aux États-Unis », PRUM Michel (dir.), *Exclure au nom de la race*, p. 59-81.

Le racisme que rencontrent les Italiens du Sud repose sur deux critères, théorie avancée par Pierre-André Taguieff[13]. Celui-ci définit un « racisme d'assimilation » qui vise à rendre semblable à soi et un « racisme d'exclusion » qui rejette ce qui est différent et suppose la défense de ce qui est à soi ou comme soi. Ce premier racisme conduit au mouvement d'américanisation ; le second à l'adoption des lois sur les quotas qui limitent le nombre d'étrangers à être admis aux Etats-Unis.

Leurs origines diverses, leurs patrimoines culturels si différents qu'ils sont perçus comme inférieurs, bizarres ou barbares témoignent du manque d'assimilabilité des Italiens. Leur religion par exemple, syncrétisme de la religion catholique et de paganisme[14], qui n'est pas reconnue par la hiérarchie catholique irlando-américaine, serait incompatible avec le système démocratique car les Italiens du Sud craignent le mauvais œil, acceptent mal l'autorité du clergé tout en s'affirmant comme des Catholiques fidèles au Pape. Ainsi ils doivent non seulement changer d'identité et abandonner leur patrimoine culturel mais en plus adopter ceux des Anglo-Américains qui, en tant que majorité économique, politique et culturelle, ont le pouvoir et se présentent comme des modèles aux étrangers[15]. Les Italiens sont affublés de surnoms péjoratifs : « Wop », « Guinea » (attribué aux Noirs puis à partir des années 1890 aux Italiens, Grecs, Portugais), « Dago » (surnoms que l'on peut traduire par Ritals, métèques). Émerge un phénomène de racialisation des Italiens (et des Européens du Sud et de l'Est en général). Ce processus de racialisation mêle données biologiques et facteurs sociaux. Leur statut social, au bas de l'échelle établie par les Anglo-Américains, serait un reflet de leur infériorité biologique. Les Italiens du Sud, qui peuvent être amenés à travailler avec des ouvriers noirs dont ils partagent des critères socio-économiques jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, dans des emplois mal rémunérés, sont considérés comme des « white niggers[16] » : c'est-à-dire qu'ils sont placés simultanément au bas de l'échelle sociale et raciale. Ils ne sont pas considérés comme des femmes et hommes blancs, de par leur origine méridionale – ils sont originaires de régions proches de l'Afrique et ont le teint basané, brûlé par le soleil – et leur association aux emplois sans

---

[13] TAGUIEFF Pierre André., *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, Découverte, 1988.

[14] TOMASI Silvano, *Piety and Power*, New York, CMS, 1975. Voir MICHAUD Marie-Christine, « La célébration de Thanksgiving chez les Italo-américains : entre syncrétisme et tradition », BARBICHE, Jean-Paul (dir), *Sociétés coloniales, sociétés modernes*, Paris, Editions Le Manuscrit, 2006, p. 119-140.

[15] NELLI Humbert, *Send these to me. Immigrants in Urban America,* Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1984.

[16] VECOLI Rudolph, *The Italians*, MAISEL Albert (dir), *They Chose America*, New York, T. Nelson Publisher, 1957, p. 42.

qualification les maintient à la marge de la société dominante blanche, ce qui exacerbe les tensions et provoque racisme et conflits. Comme cela fut le cas au milieu du XIX^e^ siècle pour les migrants irlandais considérés comme de pauvres paysans, celtes et inférieurs, originaires de contrées arriérées, les Italiens ne sont pas perçus comme des Blancs et donc ils ne peuvent s'intégrer au groupe majoritaire WASP (White Anglo Saxon Protestant). Le processus d'américanisation consiste par conséquent à promouvoir un processus de « blanchisation ». La « blanchitude » fait référence à la couleur blanche de la peau mais également aux valeurs qui lui sont associées. Il y a donc une dimension sociale, politique et culturelle à ce terme, comme c'est le cas pour celui de négritude. Le mouvement d'américanisation vise, en même temps, à faire adopter aux étrangers les habitudes et valeurs anglo-américaines. Sans que ce processus ne soit véritablement un processus biologique, tels que les eugénistes peuvent le préconiser dans leur quête de l'amélioration de la race humaine grâce à des procédés génétiques puisqu'ils s'opposent aux mariages mixtes et à « l'hybridation des races », il s'agit avant tout d'un phénomène social et culturel. D'ailleurs, les Italiens ne se sont jamais vus refuser le droit à la citoyenneté américaine comme ce fut le cas des Noirs en raison de leur couleur de peau puisque, jusqu'à l'adoption du 14^e^ amendement à la Constitution fédérale américaine (1868), seuls les hommes blancs étaient éligibles à la naturalisation. En fait ils ne sont pas vraiment blancs sans être tout à fait noirs. Le processus de racialisation les pourvoit d'un statut social et racial intermédiaire de « *inbetweenness*[17] ». Cette situation les amène à être confrontés aux revendications des eugénistes et de ceux qui souhaitent défendre l'américanise à 100% qui se définit par la blancheur de la peau, des valeurs socio-culturelles et des principes politiques partagés par les membres du groupe dominant – en fait l'appartenance au groupe « nous ».

Modèle américain contre résistance italienne

Les rapports de force entre société dominante et populations immigrées prennent toute leur signification dès lors que la première cherche à imposer son modèle socio-culturel et que les étrangers sont réticents à abandonner leur identité et leur patrimoine ethno-national pour adopter celui de leur société d'accueil. Les Italiens, dont beaucoup sont des « oiseaux de passage » qui considèrent leur émigration aux États-Unis comme une solution

[17] ROEDIGER David, *Working Toward Whiteness,* New York, Basic Book, 2005 ; JACOBSON Mathew F., *Whiteness of a Different Color: European Immigrants and the Alchemy of Race,* Cambridge, Harvard University Press, 1998 ; GUGLIELMO Jennifer et Salvatore SALERNO, *Are Italians White?. How Race is Made in America,* New York, Routledge 2003.

temporaire à leur misère et qui ont l'intention de retourner dans leur village natal une fois leur situation économique améliorée, ne voient pas la pertinence de s'américaniser. Un rapport de force s'engage entre « eux » et « nous ».

Sous la pression des nativistes et pour comprendre les différences entre les deux groupes, le Congrès américain nomme une commission présidée par le sénateur William Paul Dillingham. Celle-ci doit étudier les causes des difficultés des nouveaux immigrants à s'intégrer dans la société américaine et proposer des solutions pour aider à l'intégration des populations étrangères. La commission émet son rapport en 1911, rapport qui comprend quarante-deux volumes et qui s'appuie sur les théories eugénistes, en mélangeant particularités culturelles et données biologiques, pour conclure que les nouveaux immigrants, et les Italiens, représentent un danger pour la nation américaine. Le rapport ne prend que certains critères en compte pour établir des comparaisons entre les Anglo-Américains, les anciens immigrants et les nouveaux immigrants : par exemple, la supériorité des taux de pauvreté, d'emprisonnement et d'analphabétisme chez les nouveaux immigrants est mise en exergue afin de démontrer leur inaptitude à s'insérer dans la société américaine. Mais la durée de résidence sur le territoire américain, les pratiques et les conditions de vie dans leur pays d'origine ne sont pas considérées alors qu'elles pourraient expliquer la différence entre ces taux. Les résultats de tests d'intelligence (introduits par Francis Galton qui pensait que l'intelligence était héréditaire) sont publiés dans le rapport, mais les références culturelles entre pays n'étant pas identiques et ces tests étant fondés sur les usages américains, les résultats des nouveaux immigrants sont mauvais. Ils ne connaissent pas suffisamment l'environnement américain, la langue, les pratiques pour donner les réponses que les examinateurs, médecins et scientifiques anglo-américains attendent. De plus, le rapport met en garde contre le danger que la présence d'ouvriers étrangers non qualifiés représente pour l'emploi des ouvriers américains, ce qui est soutenu par les avis que donnent au début du rapport des syndicats, l'American Federation of Labor entre autres et des associations patriotiques telles que l'American Protective Association, l'Immigration Restriction League. Selon les partisans de l'eugénisme, l'intelligence est héréditaire et les résultats de ces tests attestent le caractère inférieur des races alpine et méditerranéenne face à la race nordique à laquelle les Anglo-Américains appartiennent. L'ensemble de ces données confirme l'hypothèse qu'un contrôle de l'immigration est nécessaire. Les Italiens ne peuvent pas devenir de bons citoyens américains et ils mettent en danger la société américaine. L'immigration doit être contrôlée ou mieux stoppée, d'où l'adoption en 1917 du *Literacy Act* (obligation de savoir lire et écrire pour entrer aux États-Unis) puis dans les années 1920 (en 1921 puis 1924) le passage

des lois sur les quotas : le nombre d'admissions par pays est limité et le décompte privilégie les Européens du Nord face aux Européens de l'Est et du Sud ; par exemple, en 1921, 42 057 Italiens peuvent être autorisés à entrer aux États-Unis contre 3 845 en 1924[18].
Un mouvement d'américanisation voit le jour. En 1920 l'*Americanization Act* est adopté : il s'agit pour les étrangers d'apprendre à parler anglais, de travailler suivant les normes des entreprises américaines, d'adopter les habitudes quotidiennes des Anglo-Américains, à savoir épargner son argent à la banque, faire appel aux médecins et non plus à des « rebouteux », envoyer les enfants à l'école, consommer une nourriture américaine, célébrer les fêtes nationales, etc. Leur naturalisation est encouragée car alors, en tant que citoyens ils auront des droits mais également des devoirs envers leur société d'adoption ; ils doivent changer leurs habitudes. En fait un processus de déculturation se met simultanément en place. Ils sont censés adopter un comportement « américain » et abandonner leurs habitudes et traditions, en fait, changer d'identité ethno-nationale à l'instar de celle des Anglo-Américains.
Il apparaît donc que l'eugénisme, fondement du processus d'américanisation, associe critères biologiques et socio-culturels. Il y a confusion entre les divers facteurs de socialisation et l'hérédité. Par exemple les convictions politiques des migrants seraient héréditaires, et ce serait la raison pour laquelle la venue des Italiens (considérés comme des radicaux et des anarchistes) n'est pas souhaitable[19]. Les préjugés à l'encontre des Italiens se propagent, la population anglo-américaine, par souci de défendre son identité et sa culture nationales, réclame la soumission des étrangers aux normes de la société dominante.
Mais les étrangers résistent face au processus de déculturation qui peut engendrer un sentiment d'aliénation. Le rapport de force se traduit par diverses réactions de la part des Italiens. Leur regroupement en enclaves ethniques, d'où l'émergence des Petites Italies qui « protègent » les individus, servant de soupape, de tampon, « shock absorber[20] » selon la terminologie de John Lopreato ; les Italiens s'organisent en associations (par exemple l'association Saint Raphael est créée en 1887, The Order Sons of Italy en 1905, et l'Italian Welfare League en 1921) afin de défendre leurs intérêts et d'aider les femmes et hommes à

[18] Le nombre de migrants originaires des pays d'Europe du Nord, respectivement selon les lois de 1921 et 1924, est de 197 630 et 140 999 contre 155 585 et 20 420 pour les pays d'Europe de l'Est et du Sud. Ces lois seront amendées en 1927 et 1929 pour garantir la limite de la nouvelle immigration.

[19] Voir l'introduction de *The Passing of the Great Race* de Madison GRANT écrite par Henry FAIRFIELD OSBORN.

[20] LOPREATO John, *Italian Americans*, New York, Random House, 1970, p.

s'insérer socialement dans leur société d'accueil. La presse ethnique (*Il Progresso Italo Americano*, une des publications les plus influentes au tournant du siècle dans la région de New York) stimule la solidarité parmi ses lecteurs afin qu'ils s'affirment comme une force sociale et politique potentielle. C'est grâce à des collectes d'argent organisées par *Il Progresso* qu'une statue de Christophe Colomb est érigée à New York en 1892 dans le but de rappeler la contribution des Italiens à la grandeur des Amériques. Les journaux mobilisent l'opinion lors des élections, lorsque sont adoptées certaines lois – par exemple contre l'immigration – en 1921 entre autres, lors « d'affaires » tels que le procès de Sacco et Vanzetti pendant la seconde moitié des années 1920.

Au niveau politique, les Italiens soutiennent principalement le parti démocrate, le parti des minorités. Par exemple à New York, en 1924, 48% des Italiens soutiennent le parti démocrate pendant les élections présidentielles ; ils sont 77% en 1928 et 80,5% en 1932[21]. Le vote ethnique italien constitue une force non négligeable et peut même constituer un contre-pouvoir. Dans le domaine socio-culturel, on note la réticence des Italiens à apprendre l'anglais puisqu'ils vivent parmi d'autres Italiens et que souvent, ils espèrent retourner chez eux après quelques mois aux États-Unis. Le rapport de force se traduit ici par la formation de langues « hybrides », c'est-à-dire un mélange de leur langue ou dialecte natal, de l'italien standard (issu du florentin) et de l'anglais. Des termes sont inventés qui expriment la confusion qui règne parmi les migrants de la première génération ; ils attestent la pénétration progressive de la langue anglaise dans leur système d'expression et en même temps leur attachement à leur langue maternelle. Ainsi ils italianisent des mots de la société dominante : « fight » devient « faiti », « ranch » « ranco », « oche » est une nouvelle version de « okay », « alrait » remplace « all right »[22]…

Des campagnes d'évangélisation pour que les Italiens se convertissent au protestantisme ne remportent guère de succès tandis que l'Église catholique romaine s'efforcent de rassembler les migrants et de leur procurer confort spirituel, repères moraux et aide sociale grâce à des œuvres caritatives. En 1920, on compte dix paroisses italiennes à Philadelphie ; en 1924, vingt-et-une paroisses italiennes sont établies à New York[23]. Alors

---

[21] LUCONI Stefano « The Impact of World War II on the Political Behavior of the Italian-American Electorate in New York City », *New York History*, vol 83, Fall 2002, n° 4, p. 404-417.

[22] MANGIONE Jerre *Mount Allegro*, New York, Crown Publishers, 1942, p. 55-57; MICHAUD Marie-Christine, *Les Italiens aux États-Unis, 1918-1929. Progrès et limites d'une assimilation*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 230.

[23] TOMASI Silvano, *op. cit*, p. 187.

qu'en Italie du Sud, les Italiens sont peu attachés à l'institution que représente l'Église, aux États-Unis, elle incarne leur résistance à se soumettre au processus de déculturation culturelle. Elles les rassemble et devient une institution centrale dans les Petites Italies. L'exemple du maintien des « feste », les fêtes patronales traditionnelles, montre également la volonté de conserver son héritage culturel. La célébration de San Giuseppe, de San Rocco, la Madonna del Carmine, etc. cristallise l'identité religieuse et culturelle des Italiens du Sud et contraste avec le formalisme des fêtes des Irlando-Américains qui contrôlent l'Église catholique américaine et des célébrations nationales[24]. En fait, des institutions qui, en Italie, n'avaient guère de poids dans la vie quotidienne des femmes et des hommes recouvrent, en Amérique, un rôle central car elles représentent des outils de résistance aux changements et au modèle que la société d'accueil tente d'imposer.

De même, la propension des individus à se marier à l'extérieur de leur groupe peut être considérée comme un indicateur de leur ouverture vers les « autres » et par conséquent une marque de déclin du patrimoine ethno-national. Le faible taux de mariages mixtes chez les premières générations d'Italiens (environ 2% en 1900[25]) témoigne de leur attachement à la structure familiale traditionnelle. Même si les eugénistes ne préconisent pas les mariages mixtes car ils peuvent conduire à un « suicide national », à l'hybridation de la « race américaine », ce processus est considéré comme un type d'assimilation social par des sociologues, par Milton Gordon par exemple qui le définit comme l'amalgame[26]. Aussi, le taux élevé de mariages endogames est un signe du repli des individus au sein de leur communauté, voire de leur résistance socio-culturelle. Ils rejettent le modèle anglo-américain par souci de freiner des sentiments d'infériorité et d'aliénation.

Ces exemples sont significatifs des difficultés d'adaptation des individus ou de leur volonté de ne pas se soumettre à un modèle étranger. L'intégration des secondes générations, nées aux États-Unis, élevées dans un environnement américain, confirme cependant que, loin de correspondre aux facteurs pseudo-scientifiques mis en avant par les eugénistes pour rabaisser les Italiens, la résistance des migrants au modèle anglo-américain est une réaction culturelle et politique et non pas une preuve de leur infériorité génétique.

Dès la fin du XIX[e] siècle s'établit donc un rapport de force entre les divers systèmes, les diverses cultures : les Américains préconisent l'américanisation des migrants italiens

[24] ORSI Robert *La Madonna of 115th Street*, New Haven, Yale University Press, 1985, p. 65-67 et p. 169.

[25] KENNEDY Ruby Jo, « Simple or Triple Melting Pot. Intermarriage Trends in New Haven, 1870-1940 » , *American Journal of Sociology*, 1944, vol 49, n° 4, p. 331-p. 339.

[26] GORDON Milton, *Assimilation in American Life*, New York Oxford University Press, 1964.

notamment parce qu'ils considèrent que la race et la civilisation anglo-saxonnes sont supérieures et que la présence des étrangers représente un danger pour leur pays ; les Italiens ne souhaitent pas s'aliéner, changer d'identité et donc tendent à s'opposer au processus de déculturation même s'ils reconnaissant qu'une certaine adaptation à l'environnement est nécessaire pour gravir l'échelle sociale. Ce rapport de force peut d'ailleurs prendre des formes de violence, et les lynchages d'Italiens sont nombreux entre les années 1890 et 1920[27]. Dans la société du tournant du XX^e siècle, il existe donc bien un rapport de force, et l'impact que les eugénistes et des nativistes gagnent semble prouver que les Anglo-Américains ont gagné et que les Italiens, comme les autres migrants originaires des pays d'Europe de l'Est et du Sud qui doivent s'américaniser, ont perdu. Pourtant si l'on considère que le melting pot a échoué car les divers groupes conservent une partie de leur héritage ethno-national, voire peuvent influencer certaines pratiques de la société dominante (les Italiens ont introduit des produits culinaires telles que les pizzas et sont parvenus à faire accepter Columbus Day comme une fête fédérale, ils sont fiers de leurs talents artistiques), on est amenés à avancer que les Italiens ont su résister. Un certain ré-équilibrage s'est opéré puisque progressivement, au fil des générations, les Italiens sont devenus des Italo-Américains, leur spécificité ethno-culturelle a été reconnue, et ils appartiennent aujourd'hui au mainstream.

D'ailleurs, définir aujourd'hui les Etats-Unis comme une nation multiculturelle ne revient-il pas à admettre l'existence de ce rééquilibrage, résultat constructif de rapports de force passés ?



Marie-Christine MICHAUD est Professeure des Universités en études nord-américaines et directrice-adjointe de l'équipe d'accueil « Héritages et Constructions dans le Texte et l'Image » (HCTI-EA 4249). Elle est spécialiste de la communauté italo-américaine et des questions d'immigration aux États-Unis. Elle a récemment dirigé l'ouvrage *Entre Ciel et mer. Le voyage transatlantique de l'Ancien au Nouveau Monde, XVI^e–XXI^e siècles* (PUR, 2015)

[27] CONNELL William et Fred GARDAPHÉ, *Anti-Italianism. Essays on a Prejudice*, New York, Palgrave, 2010 ; BORSELLA Cristogianni, *On Persecution, Identity and Activism*, Boston, Dante University Press, 2005.

L'émigrant face aux États. Politiques publiques et pratiques individuelles dans la dernière vague d'émigration espagnole vers l'Argentine, 1945-1955. María José Fernández Vicente

Université de Brest, HCTI–EA 4249.

Paralysé depuis les années 1930 par les effets de la crise économique mondiale sur ses principales destinations – les républiques latino-américaines – puis par les conséquences des guerres civile et mondiale, le mouvement migratoire espagnol reprit son cours au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Dans une Espagne en ruines, ravagée par la misère et condamnée à l'autarcie économique et à l'isolement international par le régime franquiste, l'émigration devint pour beaucoup d'Espagnols une issue à la pauvreté et au manque de perspectives. Et ceci d'autant plus que l'Amérique latine traversa, de son côté, une période de forte expansion économique liée à l'augmentation des exportations agraires. Les demandes en main d'œuvre en provenance du marché du travail latino-américain furent ainsi relayées par les colonies d'Espagnols présentes dans ces pays suite notamment à l'importante vague d'émigration de la période dite de l'émigration massive (1880-1930) ; la réactivation des réseaux migratoires reliant les deux rives de l'océan rendit ainsi possible de nombreux départs[1].

Après plus d'une décennie de départs, le flux migratoire espagnol vers l'Amérique latine commença à faiblir à partir des années 1960, s'orientant désormais massivement vers lespays industrialisés de l'Europe occidentale (la France, l'Allemagne et la Suisse notamment[2]).

---

[1] Très peu de travaux ont été consacrés à cette dernière vague d'émigration d'Espagnols vers l'Amérique latine. Citons par exemple PALAZÓN FERRANDO Salvador, « La emigración española a Latinoamérica (1946-1990). Reanudación y crisis de un flujo secular », *Estudios Geográficos* nº 210, vol. LIV, p. 97-128.

[2] De très nombreux travaux ont abordé ce courant migratoire continental. Pour l'émigration d'Espagnols vers l'Allemagne, voir SANZ DÍAZ Carlos, « La emigración española a Alemania », FUNDACION FRANCISCO CABALLERO y OBRA SOCIAL CAJA DUERO (dir.), *De la España que emigra a la España que acoge*, Salamanca, Obra social Caja Duero, 2006, p.289-306 et SANZ DÍAZ Carlos, « Mercados de trabajos, políticas migratorias y prácticas individuales en la emigración española a Alemania, 1955-1982 », DE LA TORRE Joseba et SANZ LAFUENTE Gloria (dir.), *Migraciones y coyuntura económica del franquismo a la democracia,* Zaragoza, PUZ, 2008, p. 255-288. Pour ce qui est du courant vers la Suisse, voir : FARRÉ Sébastien, *Spanische Agitation : Emigración española y antifranquismo en Suiza*, Documento de Trabajo 3/2001, Madrid, Fundación 1º de Mayo, 2001 et FARRÉ Sébastien, « ¿El país de Heidi o de Pulgarcito? La emigración española a Suiza », FUNDACION FRANCISCO CABALLERO y OBRA SOCIAL CAJA DUERO (dir.), *op. cit*, p. 307-319. L'émigration vers la France a été analysée par FERNÁNDEZ VICENTE María José, « La última ola migratoria de

Trois raisons principales expliqueraient cette progressive diminution du flux migratoire espagnol vers l'Amérique latine. Tout d'abord, l'importante croissance démographique du continent latino-américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette croissance fut à l'origine d'une abondante main-d'œuvre peu ou pas qualifiée qui commença à accéder au marché du travail latino-américain pendant les années 1960, diminuant de cette façon les possibilités d'emploi des immigrés espagnols, orientés de façon générale vers les mêmes niches du marché du travail. Ensuite, la chute des exportations provoqua une importante crise économique dans la plupart des pays de l'aire latino-américaine. Et pour finir, la diminution du flux migratoire fut également liée à une politique migratoire latino-américaine qui privilégiait l'arrivée d'immigration qualifiée (ouvriers pour l'industrie, techniciens etc.) ainsi que le regroupement des immigrants déjà installés avec leur famille[3]. De même que lors de la période dite de l'émigration massive, l'Argentine fut la principale destination du courant migratoire espagnol de l'après-guerre. Dans la décennie qui suivra la reprise du flux migratoire, 219 868 Espagnols choisirent cette destination, ce qui constitue environ 43,9% de l'émigration latino-américaine totale, dont le volume dépassa les 600 000 individus[4]. Des chiffres beaucoup plus modestes que les 4 millions d'Espagnols ayant émigré lors de la période de l'émigration dite « massive » (1880-1930). En 1947, 749 392 Espagnols vivaient en Argentine, ce qui correspondait à 4,7% de la population totale et à 30,6% de la population étrangère, pourcentages qui, en 1960, étaient passés à 3,5% et 27,4% respectivement, du fait du vieillissement de cette colonie – dont la plupart de ses membres étaient arrivés au début du XX[e] siècle – et du déclin progressif du courant migratoire dès le milieu des années 1950[5].

---

españoles a Francia », LIÑARES GIRAUT Xosé Amancio (dir.), *La emigración española a Europa en el siglo XX*, Vigo, Grupo España Exterior, 2009, p.213-230 et LILLO Natacha, « La Emigración española a Francia a lo largo del siglo XX: una historia que queda por profundizar », *Migraciones y Exilios,* n° 7, décembre 2006, p. 159-180.

[3] Voir PALAZÓN FERRANDO Salvador, *art. cit.* p. 118-119, VÁZQUEZ MATEO Felipe, *La nueva emigración a Iberoamérica. Ensayo sobre la emigración selectiva,* Madrid, Ministerio de Trabajo/IEE, 1968.

[4] Sur les chiffres concernant l'émigration espagnole en Argentine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, voir VILLARES Ramón et FERNÁNDEZ Marcelino X., *Historia da emigración galega a América*, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 1996, p. 153 ; PALAZÓN FERRANDO Salvador, *Capital humano español y desarrollo latinoamericano. Evolución, causas y características del flujo migratorio (1882-1990)*, Alicante, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1995, p. 300-344.

[5] Entre 1959 et 1967 le nombre de départs (60 560) passe pour la première fois légèrement au dessous de celui des retours. PALAZÓN FERRANDO Salvador, *El movimiento migratorio español a América Latina durante el último siglo, 1882-1990,* thèse de doctorat, département de Géographie Humaine, Université d'Alicante, 1992, p. 865.

Ayant comme point de départ cette reprise du flux migratoire espagnol vers l'Argentine, ce travail vise à analyser un aspect des politiques migratoires très peu connu, à savoir : les rapports de forces entre l'individu-migrant et l'État d'accueil. Dans un premier temps, nous analyserons quelles furent les logiques orientant l'action de l'administration argentine en charge des questions migratoires auprès des migrants espagnols dans leur ensemble. Puis, dans un deuxième temps, nous analyserons comment cette même administration gérait, dans la pratique, ces arrivées d'Espagnols, et les stratégies que ceux-ci développèrent pour faire face aux contraintes bureaucratiques.

Les autorités argentines et le contrôle du flux migratoire espagnol[6]

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Argentine devint une importante destination pour des nombreux travailleurs mais aussi pour des réfugiés et des criminels de guerre, désireux de fuir l'Europe. Cette nouvelle vague migratoire démarra en 1946, au moment de l'arrivée au pouvoir de Juan Domingo Perón. Le gouvernement péronistefut ainsi chargé d'élaborer une politique migratoire adaptée aux nouvelles circonstances migratoires[7].

À la différence des pays qui considéraient l'immigration uniquement en termes « économiques » (comme importation conjoncturelle d'une main-d'œuvre étrangère dont le séjour était considéré temporaire) les autorités argentines décidèrent d'ajouter à cette variable économique une variable « démographique » : l'immigration devait également servir à peupler leur territoire avec des groupes humains considérés comme

---

[6] Une partie des idées de cet article ont été développées dans FERNÁNDEZ VICENTE María José, « L'émigrant espagnol face aux administrations argentine et française (1945-1970) : les enjeux d'une approche comparative », GONZÁLEZ-BERNARDO Pilar, MARTINI Manuela et PELUS-KAPLAN Marie-Louise (dir), *Étrangers et sociétés. Représentations, coexistences, interactions dans la longue durée*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 149-162.

[7] Sur la politique migratoire du premier *péronisme*, voir DEVOTO Fernando J., « El revés de la trama: políticas migratorias y prácticas administrativas en la Argentina (1919-1949) », *Desarrollo Económico. Revista de Ciencias Sociales,* nº 162, juillet-septembre 2001, p. 281-304 ; BIERNAT Carolina, *¿Buenos o útiles? La política inmigratoria del peronismo,* Buenos Aires, Biblos, 2007 ; BIERNAT Carolina, « Las políticas migratorias del primer peronismo: la tensión entre los enunciados, los conflictos institucionales y las prácticas », *Prohistoria: historia, políticas de la historia,* nº 9, 2005, p. 41-66 ; SENKMAN Leonardo, « Política internacional e inmigración europea a la Argentina de post guerra (1945-1948) », *Estudios Migratorios Latinoamericanos,* nº 1, 1985, p. 107-126 ; BARBERO María Inés et CACOPARDO María Cristina, « La inmigración europea en la segunda posguerra: viejos mitos y nuevas condiciones », *Estudios Migratorios Latinoamericanos,* nº 19, 1991, p. 291-320.

« assimilables[8] ». Par conséquent, la politique migratoire argentine opta pour combiner une politique de portes ouvertes avec des mesures de sélection et de canalisation des flux arrivés sur le territoire national. Les critères de sélection devant être privilégiés étaient la formation professionnelle, l'idéologie (dépourvue d'extrémismes) et l'origine ethnique (facilement « assimilable » aux caractéristiques ethniques et culturelles de l'Argentine) des immigrés[9].

Cependant, au moment de mettre en place cette politique, les acteurs de l'administration argentine en charge des questions migratoires semblèrent partagés entre, d'une part, ceux qui privilégiaient une logique démographique et raciale, selon laquelle l'immigration devait s'adapter aux exigences démographiques et anthropologiques de la nation argentine, et, d'une autre part, ceux qui prônaient la subordination des entrées à une logique de type économique, mettant en avant les besoins en « capital humain » d'une Argentine en plein développement économique et industriel[10].

À la tête de ceux prônant la logique démographique et raciale se plaçait Santiago Peralta, diplômé en anthropologie de l'Université de Berlin, sympathisant des idées nationalistes et de droite, et fortement soutenu par une partie importante des Forces Armées. Sa nomination à la tête de la Direction d'Immigration (appelée par la suite Direction Générale des Migrations) – organisme qui détenait les principales compétences en matière d'immigration – marqua l'emprise de la logique raciale et assimilationniste sur l'administration argentine en charge des questions migratoires. La priorité devait être ainsi donnée à une immigration latine (Italiens et Espagnols de préférence), rurale (agriculteurs notamment mais aussi ouvriers spécialisés), et familiale (censée assurer le peuplement, et pas seulement un apport temporaire de main-d'œuvre[11]). De par ses

---

[8] Voir BIERNAT Carolina, *¿Buenos o útiles?, op. cit.* p. 78-79, NOVICK Susana, *Políticas de población,* Buenos Aires, Centro Editor de América latina, 1992, p. 21-23.

[9] BIERNAT Carolina, *¿Buenos o útiles?, op. cit.* p. 86.

[10] FERNÁNDEZ VICENTE María José, « L'émigrant espagnol face aux administrations argentine et française (1945-1970) », *art. cit.* p. 150.

[11] La priorité que ce groupe d'acteurs donnait à des éléments ethniques et raciaux, ainsi que leur préférence pour une immigration rurale, n'étaient pas une nouveauté. La priorité donnée à l'immigration de colons restait le leitmotiv d'une pensée migratoire argentine marquée, depuis le XIX^e^ siècle, par ce que Fernando Devoto a appelé les « utopies populationnistes ». En ce qui concerne la question de la compatibilité raciale, il s'agissait d'un débat hérité de la période de l'entre-deux-guerres. Les migrations forcées liées au totalitarisme et à la Seconde Guerre mondiale augmentèrent le poids de ces éléments ethniques et raciaux déjà présents dans les critères de sélection migratoire. Voir : DEVOTO Fernando J., « Inmigrantes, refugiados y criminales en la "vía italiana" hacia la Argentina en la segunda posguerra », *Ciclos,* année X, vol. X, n° 19, 1^e^ semestre

similitudes culturelles et « raciales » avec la population argentine, l'immigration espagnole était ainsi privilégiée par Peralta, comme il l'avait déclaré au journal espagnol *Madrid* endécembre 1946.

« En ce qui concerne[l'immigration depuis]l'Espagne [...] notre point de départ est le concept de base suivant : nous sommes deux nations mais nous formons un seul peuple régi par des lois humaines du sang qui sont au-dessus des règlements dictés par les hommes ; des règlements faits, malheureusement, par des personnes qui ne connaissaient pas le phénomène migratoire à ses origines, son développement et son application [...]. Pour cela [...] l'immigration espagnole ne peut pas être classée parmi les immigrations étrangères mais comme légitime, comme chose interne, sang du même corps[12]. »

Les Espagnols étaient ainsi bien considérés des autorités argentines, non seulement du fait de leur religion catholique, leurs affinités linguistiques et leurs affinités culturelles, mais aussi du fait de leur « importance dans la formation du type humain argentin » car ils faisaient partie du « tronc du lignage de la familles argentine[13] ».

Pour mener à bien ses objectifs, Peralta avait décidé de commencer par adapter l'appareil administratif de la Direction d'Immigration (DI) aux nouveaux critères en matière d'immigration. Par décret 9.435 du 30 mars 1946, un Institut ethnique national (IEN) était créé au sein de cette DI; dirigé également par le professeur Peralta, l'IEN était destiné à « l'étude ethnographique et anthropologique des divers courants d'immigration dans le but d'établir leurs conditions respectives d'adaptabilité et d'assimilation par rapport à notre peuple et à orienter la distribution géographique des courants migratoires de la façon la plus rationnelle et convenable pour les intérêts du pays et des immigrants eux-mêmes (art. 1.-c)[14]. »

2000, p. 155 ; SENKMAN Leonardo, « Etnicidad e inmigración durante el primer peronismo », *Estudios Interdisciplinarios de América y el Caribe*, vol. 3, nº 2, Universidad de Tel Aviv, 1992. http://www.tau.ac.il/eial/III_2/senkman.htm (consulté le 27 janvier 2015).

[12]Archives du Ministère Espagnol des Affaires Étrangères - AMAE-Madrid R 1731 Exp.2 : Interview du directeur des Migrations S. Peralta par le journal *Madrid* (20 décembre 1946).

[13] « Facilidades a la inmigración », article paru dans le journal *La Nación*, Buenos Aires, mercredi 20 octobre 1948, p. 4. Cité dans DE CRISTÓFORIS Nadia, « Los inmigrantes en el primer peronismo: los problemas del ingreso y la integración en el seno de la nación », travail presenté lors des *Terceras Jornadas Nacionales de Historia Social,* 11-13 mai 2011, La Falda- Córdoba, Argentina.
http://www.cehsegreti.org.ar/historia-social-3/mesas%20ponencias/MESA%206/Ponencia_De%20Cristoforis.pdf (consulté le 27 janvier 2015)

[14] Voir le Décret 9.435 du 30 mars 1946 (BO 3 mai 1946). Sur la question, voir également BIERNAT Carolina et RAMACCIOTTI Karina, « La técnica y la política en la configuración de la segunda línea del peronismo »,

Face à cette logique de peuplement se trouvait la logique « économique ». À sa tête se trouvait Miguel Miranda, surnommé le « tsar économique » du fait de son autorité suprême en matière d'économie pendant ces années de forte croissance en Argentine. En matière d'immigration, Miranda et ses alliés désiraient subordonner la question migratoire aux besoins des programmes d'industrialisation prévus par le Premier Plan Quinquennal (1947-1951). En effet, le *Projet de Loi de Bases en matière d'immigration, colonisation et peuplement* élaboré dans le cadre de ce Plan quinquennal, établissait clairement cette subordination de la question migratoire et colonisatrice aux « besoins du Plan d'industrialisation qu'il [le pouvoir Exécutif] a prévu de réaliser [15]». L'immigration était donc censée compenser le fort déficit en main-d'œuvre dans la construction, les travaux publics, l'industrie et les activités rurales[16]. Pour cela, et dans un contexte de reprise des flux migratoires, le projet de loi s'orientait vers une politique migratoire combinant une nette ouverture aux courants migratoires avec des critères « sélectifs » destinés à rapprocher l'immigration des besoins de l'économie nationale[17].

Mais plus que par leur contenu, les deux logiques s'affrontaient surtout pour le contrôle « administratif » des flux migratoires. Autrement dit, le contrôle de l'appareil administratif de l'immigration était au centre des conflits entre les logiques prônées par Miranda et Peralta[18]. La mise en place du Premier plan quinquennal – qui prévoyait d'accueillir quatre millions d'immigrants entre 1947 et 1951 – finit par institutionnaliser la logique « économique et d'ouverture» du groupe de Miranda ; et ceci malgré la forte opposition de Peralta, ainsi que des ministres des Affaires Étrangères et de l'Intérieur. Issus des milieux syndicaux, ces derniers s'opposaient à la vision de nette ouverture à l'immigration planifiée par Miranda, car ils craignaient la concurrence que ces immigrants pouvaient exercer sur le marché du travail argentin[19].

Estudios Interdisciplinarios de América y el Caribe, vol. 21, n°2, Universidad de Tel Aviv, 2010-2011. http://www1.tau.ac.il/eial/index.php?option=com_content&task=view&id=913&Itemid=345#footnote8 (consulté le 27 janvier 2015).

[15] Archives Générales de la Nation (Buenos Aires) - AGN Asuntos Técnicos 547: Projet de Loi en matière d'immigration, colonisation et peuplement.

[16] BIERNAT Carolina, *¿Buenos o útiles?, op. cit.* p. 75.

[17] AGN Asuntos Técnicos 547 : Projet de Loi de Bases en matière d'immigration, colonisation et peuplement.

[18] FERNÁNDEZ VICENTE María José, *Émigrer sous Franco. Politiques publiques et stratégies individuelles dans l'émigration espagnole vers l'Argentine et vers la France (1945-1965),* Lille, ANRT Diffusion, 2005, p. 167 ; DEVOTO Fernando J., *Historia de la inmigración en la Argentina,* Buenos Aires, Sudamericana, 2003, p. 401.

[19] DEVOTO Fernando J., « El revés de la trama », *art. cit.* p. 293.

Cette institutionnalisation de la logique qui reliait expansion économique et immigration aboutit à la création, *ex novo*, de deux autres organismes administratifs compétents en matière d'immigration : la Délégation argentine d'immigration en Europe(DAIE) et la Commission de réception et de canalisation des immigrants(CREI). Ces deux administrations étaient censées mettre en route les programmes d'immigration planifiée et sélectionnée dessinés par le Plan quinquennal par le biais, notamment, de l'établissement de programmes de recrutement dans les principaux pays fournisseurs de main-d'œuvre étrangère[20].

Le fonctionnement de ces deux organismes rattachés à la présidence de la Nation était complètement indépendant de celui de la Direction Générale des Migrations (DGM), ce qui assurait à Miranda et à ses partisans une emprise totale sur cet appareil administratif « alternatif ».

La multiplication et la décentralisation des organismes administratifs compétents en matière d'immigration furent donc la réponse du gouvernement péroniste à l'impossibilité de trouver un consensus entre les acteurs politiques. De nombreux conflits de compétences entre des logiques administratives différentes, le chevauchement des fonctions et de nombreux dysfonctionnements résultèrent de cet état de choses. Conflits et dysfonctionnements qui, ajoutés au manque de moyens et de formation du personnel administratif, ainsi qu'au dégrée très élevé de corruption, diminuèrent l'efficacité de l'administration argentine dans sa gestion du flux migratoire[21].

Après avoir installé des bureaux de la DAIE en Italie, Miranda et ses collaborateurs s'adressèrent aux autorités espagnoles. Les négociations avec les autorités franquistes s'avérèrent beaucoup plus difficiles, et finirent par échouer. Se méfiant des critères de sélection de la DAIE, qui risquaient de recruter une main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour la reconstruction de l'économie espagnole après les dégâts provoqués par la guerre civile, les autorités espagnoles refusèrent l'installation en Espagne d'une antenne de la DAIE. Par la suite, le tandem traditionnel Direction Générale deMigrations (DGM) –

---

[20] La DAIE avait été créée par le décret 20.707 du 2 décembre 1946, son but étant d'« établir, organiser, disposer et mettre en place en Europe tout ce qui serait en rapport avec l'immigration vers Argentine » alors que le CREI avait comme mission de placer les candidats sélectionnés par la DAIE sur le marché du travail argentin. Voir : AGN Asuntos Técnicos 547: Décret 20.707. Voir également SENKMAN Leonardo, « Etnicidad e inmigración durante el primer peronismo », *art. cit.*

[21] DEVOTO Fernando J., *Historia de la inmigración en la Argentina, op. cit.,* p. 403-404, FERNÁNDEZ VICENTE María José, *Émigrer sous Franco, op. cit,* p. 168.

Consulats argentins fut chargé du contrôle des entrées des Espagnols en Argentine[22]. Ces deux organismes devaient octroyer les documents nécessaires pour entrer en Argentine aux candidats à l'émigration qu'ils considéraient « aptes », des émigrants qui étaient auparavant passés par le labyrinthe bureaucratique franquiste pour obtenir le passeport et le visa de sortie[23].

Pour avoir le droit de s'installer sur le territoire national, les autorités argentines exigeaient des candidats espagnols à l'émigration deux documents, un permis de débarquement (*permiso de libre desembarco*) et un visa d'entrée obtenu après présentation du permis de débarquement. Les démarches relatives à la délivrance des permis de débarquement concernaient la DGMmais pouvaient être faites depuis les consulats ; les visas d'entrée étaient, quant à eux, gérés uniquement par les consulats argentins. Puis, une fois les émigrants arrivés au port de Buenos Aires, c'était au tour des fonctionnaires de la DGM d'assurer l'inspection du bateau et de mener un contrôle des entrées (contrôle sanitaire et vérification des documents), dernier écueil à leur installation en Argentine[24].

Pour ceux qui présentaient l'ensemble de papiers demandés par les autorités et qui passaient avec succès le contrôle sanitaire, rien ne s'opposait à leur installation en Argentine. Mais qu'en était-il de ceux et celles qui n'avaient pas cette chance ? C'est là que les rapports de forces et les négociations avec les autorités argentines se mettaient en place. Avec un résultat très variable en fonction des conjonctures économiques et bureaucratiques.

De façon générale, l'application des politiques migratoires du premier péronisme fut constamment confrontée aux tensions entre un cadre juridique et politique souvent figé (la loi d'immigration argentine datait de 1876), les aléas d'une conjoncture économique très variable, et les caprices d'une bureaucratie fortement corrompue.

Pour décider du sort des Espagnols n'ayant, en principe, pas le droit de séjourner en Argentine, l'administration argentine en charge des questions migratoires eut recours à deux sortes de mécanismes de nature purement administrative : les procédures de

---

[22] En effet, la DAIE ne s'était installée à Madrid qu'en 1958, quand le flux migratoire espagnol avait commencé à quitter la destination argentine, s'orientant davantage vers le Venezuela et la France. QUIJADA MAURIÑO Mónica, « Política inmigratoria del primer peronismo. Las negociaciones con España », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe,* nº 47, décembre, 1989, p. 60.

[23] Sur les démarches imposées par les autorités franquistes aux candidats à l'émigration, voir FERNÁNDEZ VICENTE María José, *Émigrer sous Franco, op. cit.* p. 174-184.

[24] *Ibid.* p. 184-187.

régularisation et la façon plus ou moins libérale de mener l'examen médical à la frontière. Il s'agissait, dans les deux cas, de donner à la sphère administrative la possibilité d'adapter la catégorie des ayants-droit au séjour en fonction du contexte (économique notamment)[25].

L'administration argentine et la régularisation des Espagnols immigrés

La pratique des régularisations fut marquée, du côté argentin, par la très forte porosité de la sphère administrative par rapport à l'environnement social[26]. À l'origine de cette porosité était la très grande autonomie de l'administration migratoire par rapport à la sphère politique. En dialogue permanent avec l'environnement social, l'administration argentine en charge des questions migratoires fut marquée par un taux très élevé de corruption, notamment pendant ces années de forte expansion économique, et donc, d'afflux massif d'immigrants[27].

Pendant la période de Peralta démarra cette « généreuse » régularisation d'Espagnols arrivés parfois de façon irrégulière (sans les papiers en règle), clandestine (sans aucun papier d'identité), ou bien même, touchés par une maladie incompatible avec leur installation en Argentine et repérée lors de l'examen médical (notamment des maladies contagieuses).

« Le 3 octobre 1946 arriva au port de Buenos Aires le bateau espagnol Cabo de Buena Esperanza, en provenance de Barcelone. À son bord, Manuel A., Espagnol de 22 ans, n'avait aucun papier d'identité et, encore moins, un permis de débarquement. Dans les jours qui suivirent son débarquement, l'Asociación Patriótica Española, "ayant su que le

---

[25] Sur le décalage entre les politiques publiques et les pratiques administratives dans la politique migratoire argentine du premier *péronisme*, voir DEVOTO Fernando J., « El revés de la trama », *art. cit.* p. 181-304.

[26] Sur les politiques migratoires des États espagnol et argentin face à cette vague migratoire des années de l'après-guerre, voir DE CRISTÓFORIS Nadia Andrea, « El primer gobierno peronista y la llegada de inmigrantes españoles y exiliados republicanos a la Argentina », *Miradas en Movimiento*, Vol. 7, 2012, p. 4-25, DE CRISTÓFORIS Nadia Andrea, « Migraciones de españoles a la Argentina en la segunda posguerra: una mirada desde los *Partes Consulares* », *Fundación*, nº 5, 2001-2002, p. 407-432, FERNÁNDEZ VICENTE María José, « O Estado e a emigración: españois cara a Arxentina, 1946-1956 », *Estudos migratorios: revista galega de análise das migracións*, vol. 1, nº 1, 2008 p. 215-237,

[27] Sur l'importante corruption au sein de la sphère migratoire argentine, voir : DEVOTO Fernando J., « El revés de la trama », *art. cit.* p. 300; BIERNAT Carolina, *¿Buenos o útiles? op. cit.* p. 138-139 ; FERNÁNDEZ VICENTE María José, *Émigrer sous Franco, op. cit.* p. 193-196. Sur le rôle et les causes de la corruption dans les administrations publiques, voir ROSE-ACKERMAN Susan, *La corrupción y los gobiernos. Causas, consecuencias y reforma*, Siglo XXI, Madrid, 2001.

garçon Manuel A., arrivé dans ce port comme clandestin, doit être renvoyé vers l'Espagne, vous demande [M. Santiago Peralta, Directeur général des Migrations] de lui donner l'opportunité de rester en Argentine, où l'on espère qu'il sera un homme de bien". Le lendemain, la DGM donna son accord pour son débarquement (débarquement provisoire, en attendant qu'il présente les documents réglementaires[28]) ».

Après avoir été nommé directeur de la DGM à la fin de l'année 1945, Peralta quitta ses fonctions en juin 1947, remplacé par Pablo Diana, personnage énigmatique ayant des liens très solides avec le milieu politique et celui des affaires. Face aux échecs de la DAIE en Italie, la sphère économique réussit ainsi à s'infiltrer au sein de la DGM, demandant à ce que les frontières soient grand ouvertes à l'immigration.

Il n'était pas nécessaire de faire du recrutement à l'étranger, car pendant ces années-là, les demandes de permis de débarquement et de régularisations d'Espagnols et Italiens s'entassaient sur les bureaux de la DGM. Pour rendre opérationnelles ces demandes, Diana décida de donner davantage de souplesse à la gestion de ces dossiers. Pour cela, il délégua à de petits et moyens fonctionnaires la gestion des régularisations de ces immigrants dits « sans problèmes » (Espagnols, Italiens, Portugais), avec la consigne de ne pas mettre d'obstacle à leur installation en Argentine[29].

Pour peu qu'il y ait eu une demande de régularisation émanant d'une personne quelconque (ami, famille, membre d'une association espagnole) installée en Argentine (et parfois même sans ce type de médiation), l'autorisation d'entrée arrivait. Elle arrivait, souvent, avant même l'achèvement des démarches administratives de libre débarquement (identification, examen médical, obtention du permis de libre débarquement, présentation des documents, etc.).

En voici un exemple[30] :

« Cinq jeunes clandestins espagnols, âgés de 18 à 22 ans, arrivèrent à Buenos Aires le 24 février 1948. Le surlendemain, le directeur de la DGM interdit leur débarquement, comme l'exigeait la loi. Entre temps et faute d'appuis en Argentine, ces jeunes clandestins décidèrent d'écrire à Eva Perón, pour lui expliquer leur détresse. Pour des raisons qui nous

---

[28] Archives de la Direction des Migrations (Buenos Aires) – ADM *Partes Consulares* Exp.70116/46.

[29] FERNÁNDEZ VICENTE María José, *Émigrer sous Franco, op. cit.* p. 194.

[30] Les exemples cités par la suite sont issus des *Partes consulares* (consultables dans les archives de la Direction des Migrations à Buenos Aires). Les *Partes consulares* étaient des dossiers élaborés à l'arrivée de chaque bateau au port de Buenos Aires. Dans ces documents, les fonctionnaires argentins de la DGM consignaient, entre autres, les décisions prises à l'égard des passagers clandestins, des immigrants arrivés de façon irrégulière, etc.

échappent, seul l'un d'entre eux obtint l'autorisation de s'installer en Argentine. Cependant, dans la nuit du 4 mars 1948, les quatre autres réussirent à s'évader du bateau sur lequel ils étaient détenus. Capturés par la police argentine un mois et demi plus tard, le secrétaire de la DGM signa de sa propre main leur autorisation de s'installer en Argentine[31] ».

Pendant ces années d'expansion économique et d'arrivée massive d'émigrants, le besoin d'une plus grande souplesse dans la gestion des entrées fut à l'origine d'une régularisation massive des individus porteurs de maladies que la loi argentine considérait comme étant incompatibles avec leur entrée et leur séjour au pays. La forte pression exercée par les médiateurs (parents, amis, compatriotes installés en Argentine) combinée à une administration très poreuse, firent que les maladies, même les plus dangereuses comme le redoutable trachome (maladie des yeux de nature infectieuse et réputée très contagieuse), ne furent pas un obstacle insurmontable pour les immigrants espagnols[32]. L'analyse des *Partes consulares* montre une très nette augmentation des régularisations d'Espagnols pendant cette période :

« Le 26 septembre 1948, María Teresa A., une Espagnole de 40 ans, arriva au port de Buenos Aires à bord du bateau *Córdoba*. Suite à l'examen médical de rigueur, on diagnostiqua chez elle de la « confusion mentale » ; comme il s'agissait d'une maladie incluse dans les restrictions de la loi d'immigration, et qui n'avait pas été consignée sur son permis de débarquement (dont les démarches avaient été effectuées par sa sœur, installée à Buenos Aires), le débarquement de María Teresa fut interdit. Signée par le directeur de la DGM le 28 septembre, cette interdiction de débarquer déclencha l'action médiatrice de sa sœur. Finalement, le 8 octobre, le directeur de la DGM autorisa son débarquement provisoire, à condition que María Teresa s'engage à suivre le traitement prescrit par la division de Santé de la DGM et à s'y rendre tous les trente jours[33] ».

Or, comme pour le cas des clandestins, en absence de médiateurs, les décisions étaient souvent très imprévisibles. Dans ces cas-là, la DGMjouait de son pouvoir et de son libre arbitre pour accepter certains immigrants et en renvoyer d'autres. Ce fut le cas de José G. et de Hortensia Q., arrivés tous les deux le 24 juin 1948 à Buenos Aires. Chez José G., on diagnostiqua un trachome et chez Hortensia Q., des symptômes de démence. Tous les deux étaient ainsi concernés par les restrictions de la Loi d'immigration argentine et leur entrée fut donc interdite. Sans traces de médiation ni pour l'un ni pour l'autre, le

[31] ADM *Partes Consulares* Exp. 162446/48.

[32] FERNÁNDEZ VICENTE María José, *Émigrer sous Franco, op. cit.* p. 196-197.

[33] ADM *Partes Consulares* Exp. 218911/48.

débarquement provisoire de José fut autorisé par un « ordre verbal » du secrétaire de la DGM alors que le même jour Hortensia était renvoyée en Espagne[34].

Le caractère expéditif des procédures de régularisation des Espagnols était sans doute une façon de faire face au chaos qui régnait dans cette DGM[35]. En effet, l'accroissement très important du courant migratoire vers l'Argentine n'avait pas été suivi d'une augmentation proportionnelle des moyens matériels et en personnel, ce qui entravait fortement le fonctionnement de cette Direction[36]. Comme avoua le secrétaire de la DGM :

« […] Le manque de personnel, de ressources et d'un local ont catégoriquement influencés le fonctionnement de cette institution. [Le bureau des] Permis a eu jusqu'à plusieurs milliers de dossiers par terre, couverts de poussière ; [celui des] Entrées [avait] des milliers de demandes empilées sur des chaises et des comptoirs, des milliers en dehors des fichiers, des fichiers que nous n'avions pas et qui étaient fabriqués, quand on le pouvait, avec du vieux bois par notre menuisier ; [celui des] Identifications avait des milliers de fiches individuelles en train de s'abîmer avec le temps, sans aucun endroit pour les stocker ; [celui des] Statistiques comptaient plusieurs milliers de demandes de dossier établies par la police pour octroyer des cartes d'identité aux étrangers en retard ; [celui du] Contrôle des entrées cherchait à tout moment dans d'autres bureaux du personnel pour s'occuper des bateaux et des avions qui arrivaient avec des passagers, allant même jusqu'à improviser des inspecteurs avec le personnel auxiliaire ; et pour couvrir les tâches de ces derniers, on eut recours aux garçons de bureau. Effrayante situation[37] ! »

Si cette période d'expansion économique fut marquée par la régularisation massive d'immigrants, la période de récession économique démarrée au début des années 1950 se caractérisa par une diminution de ces régularisations. Les pratiques administratives furent ainsi utilisées pour réguler dans un sens plus restrictif le flux migratoire.

Après les accusations de corruption à grande échelle, Pablo Diana fut renvoyé et soumis à un procès, puis remplacé à la tête de la DGM, dès mars 1949, par un prestigieux militaire, le colonel Enrique González.

Suite à cette prise en main de la gestion administrative des entrées, le nombre de régularisations diminua et la loi fut appliquée de façon plus rigoureuse. Surtout en

---

[34] ADM *Partes Consulares* Exp. 192965/48.

[35] DEVOTO Fernando J., *Historia de la inmigración en la Argentina, op. cit.* p. 403.

[36] Archives du Ministère de l'Intérieur (Buenos Aires) – AMI Personnel de la DGM (non répertorié) : Lettre de Juan Ameal, chef du bureau d'Identifications, au sous-directeur José Tortello, 8 décembre 1948.

[37] AGN Asuntos Técnicos 547 Exp. 295342/49: Procès des fonctionnaires de la DGM, feuille 144.

matière de contrôle médical. À partir de 1949, le laxisme en matière de contrôle sanitaire diminua fortement. Désormais, on assista à une plus grande rigueur lors de l'examen médical, rendue possible par la suite du fait d'une progressive diminution du flux migratoire. Les immigrants malades ou handicapés furent très souvent renvoyés en Espagne (encore plus que les clandestins), surtout s'ils étaient atteints de maladies contagieuses (notamment le redoutable trachome). Pour les cas d'Espagnols présentant des handicaps physiques ou mentaux, ou bien des maladies considérées comme « peu graves », les actions de médiation pouvaient aboutir à une régularisation. Aussi, et comme pour la période précédente, le rôle des médiateurs (parents, amis, compatriotes, etc.) s'avéra souvent décisif.

Le cas de Carmen U., arrivée à la fin de 1949 en compagnie de sa fille, est un exemple de cette application rigoureuse de la loi pendant ces années. Lors du contrôle précédant le débarquement, le médecin de la DGM diagnostiqua à Carmen U. un trachome et l'installation en Argentine lui fut interdite. Un long parcours de négociations commença pour le fils de Carmen, installé à Buenos Aires. Il s'adressa tout d'abord au syndicat argentin auquel il appartenait, et qui sembla s'engager dans l'affaire ; puis, il choisit d'adresser une lettre à Evita. L'affaire finit par arriver sur le bureau du ministre des Affaires techniques (dont dépendait la DGM), mais les négociations échouèrent et Carmen fut renvoyée en Espagne[38].

Les immigrants arrivés dans les années 1950 confirment cette plus grande intransigeance des autorités argentines envers les immigrants atteints de maladies infecto-contagieuses, le trachome notamment[39].

« Dans notre bateau, quatre ou cinq jeunes ont été expulsés, ils ont dû rentrer, car ils avaient des problèmes de vue, ils avaient, je ne sais pas comment on appelle ça [...] une maladie de la vue qui rend aveugle à la fin, le trachome je pense que c'était, et oui, ces garçons ont dû rentrer ; je crois qu'ils étaient cinq, des Galiciens, oui, jeunes, des garçons de 25, 30 ans. Le trachome, c'était le pire, celui qui avait ça devait faire marche arrière. Les parents de ces garçons qui étaient là-bas n'ont pu rien faire ; ils ne pouvaient pas entrer dans le pays, et rien, rien à faire. D'autres personnes avaient des problèmes de bronches, certains aux poumons, mais à eux, on ne leur a rien fait [...], certains étaient boiteux [...] mais tous ceux-là sont entrés, rien ne s'est passé[40]. »

---

[38] ADM *Partes Consulares* Exp. 316572/49.

[39] Tel que nous avons pu le constater lors des entretiens que nous avons menés auprès d'Espagnols émigrés Argentine pendant ces années-là.

[40] Entretien avec Graciano, 22 octobre 2001.

Pour tous les autres cas (immigrants légèrement handicapés ainsi que clandestins), la régularisation resta possible. Or, à la différence de la période précédente, la médiation d'un parent ou ami installé en Argentine était plus que jamais demandée : elle devint une condition nécessaire pour la régularisation. Nécessaire mais pas toujours suffisante, car la décision de régulariser ou non revenait aux fonctionnaires de la DGM. Les sorts très différents de José S. et de José C. nous montrent le caractère aléatoire de l'action bureaucratique.

« José S., clandestin espagnol, arriva à Buenos Aires à la fin de 1949. La veille du départ du bateau qui devait le renvoyer en Espagne, un proche de José installé à Buenos Aires envoya un télégramme au colonel González, télégramme qui semble avoir été le déclic pour que ce dernier autorise José à s'installer en Argentine[41]. »

En revanche, quelques semaines plus tard, toute la rigueur de la Loi s'abattit sur José C., jeune de 28 ans qui s'était embarqué clandestinement à Vigo et était arrivé à la fin de 1949 au port de Buenos Aires. Après son débarquement, sa cousine María Dolores C. se rendit à la DGM pour demander que l'on autorise l'installation de José en Argentine, en accompagnant cette demande d'un certificat de travail pour son cousin. Une réponse négative arriva deux jours plus tard. María Dolores tenta une deuxième fois de négocier, ayant cette fois-ci recours à l'association espagnole *Prensa española*, qui demanda aux autorités de la DGM la libre installation en Argentine de José. Malgré tout cela, José fut reconduit en Espagne quelques semaines plus tard[42].

L'analyse des pratiques administratives de la bureaucratie migratoire argentine nous montre comment celle-ci fut prise en tenaille entre, d'une part, les besoins en main-d'œuvre étrangère fluctuant selon la conjoncture économique et, d'autre part, l'obligation d'exercer un contrôle strict des entrées. De même, elle nous montre comment les pratiques administratives permirent de gérer cette double contrainte, en l'adaptant à la conjoncture socio-économique du moment.

Or, l'analyse de ces mêmes pratiques administratives nous permet également de voir que celles-ci étaient menées dans un véritable rapport de forces entre les migrants et les bureaucrates argentins : des migrants désireux d'échapper aux obstacles bureaucratiques menaçant leur projet migratoire et des agents étatiques censés mettre en place une politique migratoire de contrôle strict des flux migratoires. Or, la porosité d'une

[41] ADM *Partes Consulares* Exp. 293935/49.

[42] ADM *Partes Consulares* Exp. 55787/49.

administration argentine fortement corrompue finit par créer des nombreux interstices à l'intérieur desquels beaucoup d'émigrants espagnols purent se faufiler, contournant, et parfois même détournant, les contraintes légales avec lesquelles les États tentaient de gérer les mouvements migratoires.



María José FERNANDEZ VICENTE est Maître de conférences en civilisation hispanique contemporaine à l'Université de Bretagne Occidentale et membre du groupe de recherche « Héritages et Constructions dans le Texte et dans l'Image » (HCTI- EA 4249). Ses recherches portent sur la question migratoire, (politiques migratoires, trajectoires des migrants, migrations en perspective

Pouvoir et archives : une affaire d'État ? Eric Monteiro.

Université de La Rochelle.

La gouvernance d'un empire colonial induit obligatoirement la production de documents officiels et, à terme et en fonction de la durée de la domination, des masses de papiers sur toute la période de la colonie, qui deviendront des archives d'État. C'est une réalité pour toute métropole, puisqu'elle est le siège du pouvoir central d'où partent toutes sortes d'ordres écrits ; c'est une réalité aussi dans les territoires concernés (comptoirs, colonies, provinces outre-mer) où l'administration locale traite les documents en provenance de la capitale, tout comme elle en produit, soit à destination de la colonie elle-même, soit à destination de la métropole.

La question de la mémoire officielle dans l'ancien empire colonial portugais.

Ainsi, au cours de ses différents siècles d'existence (de 1415, au début de l'expansion maritime lusitanienne par la prise de Ceuta au nord du Maroc actuel, au 17 décembre 1999, lors de la rétrocession à la République populaire de Chine du territoire de Macao, sous administration portugaise depuis 1543), l'empire portugais a généré des archives répandues sur quatre continents[1]. Certains historiens préfèrent considérer la période transitoire de 2000 à 2001 comme date ultime de l'existence de l'empire portugais, date à laquelle le Timor-Oriental accéda enfin à l'indépendance après vingt-cinq années de lutte d'autodétermination contre l'Indonésie, qui en avait fait sa vingt-sixième province, au départ des Portugais de Dili en 1975.

Dans ce vaste empire, le premier à ne pas être continental, mais maritime, on assista selon les époques à une gouvernance de plusieurs siècles, répartie par zone géographique spécifique, non pas par territoire ou colonie à proprement parler, mais par zone d'influence océanique. L'exemple le plus marquant est l'« Estado Português da Índia » (État portugais d'Inde, avec une vice-royauté), qui concernait l'océan Indien et qui regroupait les espaces d'influence couvrant l'ensemble des comptoirs sur le sous-continent indien, le Golfe persique, l'Afrique de l'Est, mais également Macao et le Timor-Oriental. C'est ainsi que le Mozambique actuel, était régi administrativement par Goa, capitale de cette structure étatique, siège de la vice-royauté, et cela du début de la colonisation jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle. L'Afrique ne dépendit plus de Goa vers le dernier quart du XIX^e^ siècle, tout

[1] MATTOSO José (dir.), *História de Portugal, o Antigo Regime*, Editorial Estampa, Lisboa, 1998.

comme Macao qui s'émancipa du comptoir indien après 1848 en récupérant la tutelle administrative sur le Timor-Oriental[2].

La gestion du patrimoine documentaire était régie par des règles émanant de Lisbonne, siège du pouvoir central. Mais avec l'indépendance progressive des colonies, la question du partage de cet héritage allait se poser. Qu'allait-il devenir, puisque les nouvelles nations indépendantes et le Portugal avaient sur ces fonds des intérêts réciproques mais non obligatoirement communs ?

En termes de conservation et de partage de fonds d'archives publics lors de l'accession à l'indépendance, les règles d'usage étaient en théorie les suivantes : les documents anciens devaient être rapatriés en métropole quand cela était possible ; les documents plus récents restaient sur le territoire du pays devenu indépendant pour des raisons pratiques évidentes : état civil, registres de propriétés, gouvernance locale, etc.. Seules des copies microfilmées devaient être expédiées et conservées au Portugal.

La réalité était toute autre. Elle variait sensiblement selon les différents modes d'accession à l'indépendance des anciennes colonies :

Pour l'Afrique, après une guerre coloniale qui s'échelonna sur près de quatorze ans (de 1961 à 1974/75), une période transitoire après la « Révolution des œillets » (25 avril 1974) au Portugal fut mise en place et permit que la règle précédemment énoncée fut globalement respectée.

Pour l'Asie, la situation était bien plus complexe. Goa[3], l'un des plus anciens comptoirs portugais sur le sous-contient indien[4], fut annexé *manu militari* par l'Inde en 1961. La règle était de fait impossible à respecter puisque les Portugais quittèrent le territoire en catastrophe. Le dictateur Salazar ne reconnut jamais l'annexion de Goa par l'État indien. Nous aborderons les conséquences d'un tel acte plus loin. Pour Macao, nous sommes face à une rétrocession négociée. Les pourparlers commencèrent dès 1974, au cours de la période révolutionnaire vécue par la métropole, pour s'échelonner de façon concertée et pacifique jusqu'à l'aube du XXIe siècle. La rétrocession eut lieu le 17 décembre1999. La règle fut respectée mais quelque peu adaptée : toute la production documentaire est restée de fait à Macao. Seule la copie de l'intégralité des collections fut microfilmée et expédiée à Lisbonne. Cette documentation couvre toute la période correspondant à l'administration portugaise sur ce territoire, soit près de quatre-cent cinquante ans. Les originaux ainsi

---

[2] CARREIRA Ernestine et Idelette MUZART FONSECA DOS SANTOS (dir.), *Éclats d'empire : Du Brésil à Macao*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2003.

[3] AVELAR Pedro, *História de Goa*, Texto Editores, Lisboa, 2012.

[4] BARRETO XAVIER Ângela, *A Invenção de Goa*, ICS, Lisboa, 2008.

qu'un exemplaire des microfilms se trouvent à l'*Arquivo Histórico* de Macao[5] (AHM) et non à Lisbonne.

En ce qui concerne le Timor-Oriental, les Portugais quittèrent la province d'outre-mer en novembre 1975. Le lendemain de leur départ, les troupes de Suharto (Indonésie) envahirent le territoire et l'annexèrent, générant une longue guerre civile car les ressortissants du Timor refusèrent majoritairement de devenir province de l'Indonésie. Finalement, lors de l'accession à l'indépendance du territoire, qui se fit sous la protection de l'ONU en 2000, la règle fut, de fait, impossible à respecter. En effet, la quasi-totalité du patrimoine archivistique fut détruite pendant les années de conflits.

Dans les Amériques, le Brésil seul était concerné. Colonie la plus importante, elle fut aussi la première à devenir indépendante, en 1822, dans un contexte très hostile à l'ex-métropole. La question du rapatriement des archives ne pouvait se poser à l'époque. La perte du Brésil n'avait pas été intégrée comme potentialité par la métropole, les archives restèrent donc sur place. Nous reviendrons sur ce point.

La sauvegarde des fonds coloniaux en métropole

Aujourd'hui, les collections existantes sont cataloguées et conservées principalement dans les institutions suivantes au Portugal :

- AHU, Arquivo Histórico Ultramarino (Archives portugaises d'outre-mer) ;
- AN-Torre do Tombo, Arquivo Nacional (Archives nationales portugaises) ;
- Biblioteca do Palácio da Ajuda (Archives des collections royales portugaises) ;
- Arquivo da Marinha (Archives de la marine portugaise) ;
- Arquivo municipal de Lisboa (registro dos navíos) ;
- Arquivos municipais (archives municipales dont celles de la ville d'Évora comportant l'une des plus riches collections sur l'outre-mer) ;
- Fundos privados (fonds privés).

On y trouve catalogués et consultables de nombreux manuscrits ainsi que les microfilms de ce qui a été rapatrié. Bien que les fonds disponibles au Portugal représentent une certaine cohérence en termes de collections existantes, ils n'offrent souvent qu'une vision incomplète ou parcellaire, puisque la moitié des fonds utiles est de l'autre côté des océans dans les dépôts d'archives des anciennes colonies où se trouve le complément des

[5] SANTOS, Isaú, *Fontes para a História de Macau existentes em Portugal e no estrangeiro*, Instituto Cultural de Macau, Macau, 1999 ; ARESTA, António, VEIGA DE OLIVEIRA, Celina, *O Senado, fontes documentais para a História do Leal Senado de Macau,* Edição do Leal Senado de Macau, Macau, 1998 ; MONTALTO DE JESUS, C.A., *Macau Histórico*, Livros do Oriente, Macau, 1990.

informations. Bien qu'une véritable politique de sauvegarde existe, tout n'est pas idéal en termes de préservation du patrimoine documentaire historique. Le plus problématique est qu'il devient difficile, voire impossible dans certains cas, de pouvoir accéder à certains fonds.

Archives et rapports de force entre États souverains, les cas de Goa et du Brésil

Au moment de l'intégration de Goa sous souveraineté indienne, les archives comptaient vingt mille documents. Elles devinrent, en 1961, les *Historical Archives of Goa* et furent placées sous le contrôle administratif des *National Archives of India*, localisées à Delhi.

En 1968, un bâtiment spécifique fut construit afin d'assurer normalement la conservation des archives et la création d'un musée archéologique. Après un nouveau déménagement, ces dernières passèrent sous le contrôle du gouvernement de l'État de Goa. Entre les années 1960 et 1980, des documents épars dans de nombreuses institutions (hôpitaux, justice, communautés de villages, état civil, archives portuaires…) furent rassemblés et reversés aux archives. On comptait alors un total de plus de deux cent mille volumes couvrant la période allant de 1498 aux années 1970.

La nature des fonds en était la suivante ; 98% du fond ancien était en portugais. Ces archives recouvraient l'histoire de tout l'Orient sous domination portugaise entre le XVI^e^ et le XIX^e^ siècles (Afrique, Chine, Indonésie [Timor], Malacca), ainsi que l'histoire de l'Inde (empire moghol, Gujarat, Maharastra, Coromandel, Ceylan, Bengale, Arakan). Elles concernaient les royaumes indiens autant que les États européens de l'Inde.

Le cœur des principales collections comporte :

- L'état civil et les registres de propriétés ;
- Les « Monções do reino » (1586-1914) : presque cinq cents volumes. Il s'agit du fonds le plus connu et il est partiellement publié – lettres, instructions, administration, politique, diplomatie asiatique… En somme, un véritable observatoire du sous-continent indien et de ses relations avec l'Europe ;
- « Reiz vizinhos », vingt-huit volumes, de 1619 à 1842, qui comprennent les correspondances entre les autorités portugaises et les principautés indiennes ;
- « Assentos do Conselho de Estado » et « Senado de Goa », près de deux cents volumes, qui détaillent la vie de la cité et de son port depuis le XVI^e^ siècle ;
- « Livros das comunidades », mille volumes de 1582 à 1887. Les plus anciennes séries montrent le système de gestion villageoise en Inde (vieilles pratiques et usages) codifié par les Portugais dès 1526.

Mais quel en est l'état actuel ? L'article d'Ernestine Carreira de l'université d'Aix-en-Provence « Il faut sauver les archives de Goa », publié dans la *Revue Lusitopie* en 2005[6], est tristement éloquent. D'après son témoignage, « … l'état général des archives de Goa s'est considérablement dégradé au cours du dernier demi-siècle et la détérioration s'aggrave actuellement à une vitesse telle que l'on peut sérieusement se demander si elles dépasseront le cap du milieu du XXIe siècle. Elles sont déjà en partie illisibles, soit du fait de leur dégradation soit en conséquence des dégâts infligés aux manuscrits lors des dernières restaurations (papier adhésif de mauvaise qualité, encre au plomb…), documents mouillés car rangés près des fenêtres, collections conservées en sous-sol et ayant subi des inondations au cours de ces vingt dernières années… (Le bâtiment actuel des archives se trouve à quelques mètres de la rivière Mondovi). Depuis 1987, certains documents sont devenus illisibles. Plusieurs institutions portugaises ont souhaité microfilmer quelques fonds anciens, sans porter un intérêt particulier aux XIXe et XXe siècles. Les relations politiques difficiles entre Lisbonne, le gouvernement de Goa et la direction des archives, ne permettent pas d'envisager une reproduction d'envergure. Le coût d'une restauration totale serait gigantesque ».

Comment alors écrire l'histoire ? Quelle lecture les historiens de demain pourront-ils en faire ? Quelle relecture ou quelle réécriture peut en réaliser l'État indien aujourd'hui ? Nous voici face à un rapport de force manifeste de la part de l'État indien à l'égard de l'ancienne puissance coloniale.

Les archives du Brésil auraient pu subir le même sort que celles de Goa. Tout d'abord, les fonds peuvent être considérés à la fois comme des archives coloniales portugaises, puis des archives d'État portugaises et enfin des archives brésiliennes. Cette triple qualité s'explique assez simplement :

De 1500 à 1808, le Brésil est une possession du Portugal. Il s'agit donc bien d'archives coloniales. Les règles modernes de partage de la mémoire documentaire devraient théoriquement s'appliquer. De 1808 [7] à 1821/22, le blocus continental imposé par Bonaparte aux pays européens à l'encontre des Anglais n'a laissé que deux choix au monarque portugais : soit il obtempérait à l'injonction, rompant ainsi la vielle alliance avec les Britanniques, soit il livrait bataille, au risque de perdre son trône. La réponse fut plus subtile : suite aux invasions napoléoniennes et face à une défaite certaine, la cour du Portugal décida de fuir plutôt que de se rendre. Mais cette fuite ne fut pas une abdication.

---

[6] CARREIRA Ernestine, *La chronique des archives : Il faut sauver les archives de Goa*, in *Revue Lusotopie*, Bordeaux, 2005, p. 265-270.

[7] GOMES Laurentino, *1808*, Publicações Dom Quixote, Lisboa, 2008.

On assistait en fait au transfert de la cour du royaume tout entière au Brésil, à Rio de Janeiro[8], pour y établir la nouvelle capitale du royaume et de l'Empire, et cela pendant plus de treize ans[9]. Outre la cour au complet et le monarque, soixante milles registres furent embarqués vers Rio de Janeiro dans un contexte de fuite improvisée sous escorte anglaise[10]. Les documents produits par le pouvoir central à Rio de Janeiro ne relevaient plus de la simple documentation coloniale mais bien d'une production documentaire officielle constituant, encore aujourd'hui, les archives historiques du pouvoir central portugais.

Pour le peuple brésilien, l'ensemble des archives présentes sur son territoire, qu'elles soient de la période de 1500 à 1822 (alors que le Brésil est une colonie) ou postérieures à 1822 (quand le Brésil est devenu indépendant) constitue obligatoirement un patrimoine national qui lui est propre.

Comment gérer ce patrimoine d'intérêt commun revendiqué par le Portugal et le Brésil ? Pendant cent ans il n'y eut pas d'accord possible. Nous étions dans un rapport de force entre ex-colonie et ex-puissance coloniale qui semblait vouloir aboutir au même sort que les archives de Goa… Pourtant, un apaisement inespéré survint lors des commémorations du centenaire de l'indépendance du Brésil en 1922 : le gouvernement brésilien fit un geste d'ouverture en offrant au Portugal le catalogue établissant l'inventaire de l'ensemble des archives concernant la période « Rio de Janeiro, capitale du Portugal et de l'Empire »… Les archives et les manuscrits restèrent cependant toujours à Rio. Ce catalogue est aujourd'hui consultable aux archives nationales portugaises.

Archives et mémoire partagée : quelles perspectives avec le Brésil ?

Est-il encore possible d'envisager aujourd'hui le partage apaisé d'un patrimoine mémoriel commun à deux nations souveraines ? Le projet *Resgate, Barão do Rio Branco* vient nous en démontrer la possibilité[11]. L'initiative s'est inscrite initialement dans le cadre des commémorations des cinq cents ans de la découverte du Brésil par les navigateurs portugais. Ce projet (*Resgate-1*), coordonné par le ministère brésilien de la Culture, réalisait un vieux rêve né en 1838 au cours de premières séances de l'Institut historique et

[8] FERNANDES Paulo Jorge (et al.), *As Invasões Francesas e a Corte no Brasil*, Edições Caminho, Lisboa, 2011.

[9] PEREIRA, Miriam Halpern (dir.), *Ler História n° 54: A Corte Portuguesa no Brasil*, AAC, Lisboa, 2008.

[10] WILCKEN Patrick, *Império à dériva, A corte Portuguesa no Rio de Janeiro 1808-1821*, Civilização Editora, Porto, 2004.

[11] DIAS Érika et , Luiz Gustavo LIMA FREIRE, « Projeto Resgate: ampliando os horizontes da história luso-brasileira », *Revista Brasileira de História & Ciências Sociais*, 2011, vol. 3 n° 5, p. 56-66.

géographique brésilien (IHGB). La proposition du projet *Resgate* envisageait de récupérer dans les archives historiques d'outre-mer de Lisbonne près de trois cent milles documents brésiliens concernant la période coloniale. Elle fut initiée en 1995 bien que des premiers contacts et des premiers relevés aient été effectués dès la fin des années 1980. Cette vaste documentation organisée, cataloguée et très largement disséminée, ouvre d'innombrables perspectives de recherche quant à cette période historique.

Les documents, lus, déchiffrés, microfilmés et/ou numérisés, dans un travail collectif entre chercheurs portugais et brésiliens (originaires de plusieurs États du pays) recouvrent des périodes du XVII^e^ et XVIII^e^ siècle et traitent de la vie publique et privée des habitants des dix-huit capitaineries (noms des découpages administratifs du Brésil avant l'indépendance) et qui correspondent aujourd'hui à vingt-deux États fédérés. La fondation Bibliothèque nationale du ministère de la culture brésilien (Fundação Biblioteca Nacional do Ministério da Cultura) a été responsable de la conservation des microfilms et de leurs copies afin de les répartir dans les différents dépôts d'archives publiques des États au Brésil. Ce travail a pu être réalisé grâce à l'expérience et à la maîtrise de la technologie du microfilmage, technique développée depuis les années 1975 dans le cadre du plan national de microfilms des quotidiens brésiliens mise en place et coordonnée par Esther Caldas Guimarães Bertoletti, qui fût la première coordinatrice du projet *Resgate-1*. Katia Jane Machado lui a succédé aujourd'hui.

Dans chaque État où le travail a été conclu, les archives publiques conservent pour mise à disposition du public et de la communauté scientifique les rouleaux de microfilms qui ne couvrent pas moins de deux-cents ans. Par ailleurs, toutes les universités offrant des formations diplômantes en histoire et ou en sciences sociales, ainsi que les instituts historiques de chaque État, ont reçu une collection de cédéroms qui sont la reproduction complète des microfilms, ainsi que le catalogue indexé de l'ensemble des documents sur support numérique. Les institutions portugaises qui ont participé au projet ont également reçu l'ensemble de la documentation cataloguée et microfilmée. Au-delà de ces premiers résultats qui sont déjà considérables, le projet prévoit également qu'au terme de ce premier travail effectué à Rio de Janeiro, d'après les sources disponibles aux archives historiques d'outre-mer de Lisbonne, l'ensemble de ces fonds puisse être consultable depuis un portail Internet, aussi bien aux archives historiques d'outre-mer, côté portugais, que sur un portail identique au Brésil grâce à la collaboration de l'université fédérale de Brasilia. L'outil informatique offre la possibilité de créer des bases de données communes ; il permet notamment la mise en œuvre d'outils qui rendront possibles des recherches croisées sur les documents des dix-huit capitaineries en des lieux différents. Depuis lors, de nombreux

spécialistes consacrent sans relâche leurs efforts à la retranscription des pages manuscrites de documents, dans l'élaboration de contenus résumés dans le but d'offrir aux chercheurs de la période coloniale une quantité significative de sources documentaires indispensables à l'approfondissement de leurs études et recherches. Les microfilms, les cédéroms, et les catalogues imprimés représentent le résultat récompensant le dévouement de ceux qui ont coopéré d'une façon ou d'une autre et en particulier de ceux qui se sont investis dans la lecture paléographique et diplomatique de plus de trois millions de pages manuscrites. C'est grâce à ce travail qu'il est possible aujourd'hui de créer une cartographie dynamique du Brésil colonial (travail réalisé par une équipe de géographes de l'université fédérale de Brasilia sous la responsabilité du professeur Tiago Gil).

Étapes futures…

Le succès de ce premier projet aura permis d'ouvrir de nouvelles perspectives. Les trois cent milles documents sur support papier en dépôt aux archives d'outre-mer de Lisbonne représentent 4 % des documents relatifs à la période coloniale du Brésil en dehors du territoire national. Pourtant, il existe encore 20 % de fonds éparpillés dans d'autres dépôts d'archives et bibliothèques portugaises tout comme dans d'innombrables institutions à l'étranger (plus de deux cents déjà dénombrées) qui conservent des manuscrits car leur pays ont entretenu au fil des siècles de riches relations avec le Brésil. C'est le cas de la France, de l'Espagne, de l'Italie, des Pays-Bas ou encore des États-Unis. Des guides de sources ont d'ores et déjà été établis pour la plupart de ces pays. Le projet *Resgate-2* consistera à procéder avec ces sources étrangères concernant le Brésil de la même manière qu'il a été procédé pour *Resgate-1*. Dans cet état d'esprit, la France a offert au Brésil, lors des commémorations des cinq cents ans de sa découverte par les Portugais, l'ensemble microfilmé des sources brésiliennes disponibles en France (archives diplomatiques, archives départementales, archives municipales,entre autres)[12]. Ces microfilms sont aujourd'hui à la Bibliothèque nationale du Brésil à Rio de Janeiro en cours de numérisation.

Resgate connait également un équivalent au Portugal. Il s'agit du projet *Reencontro*, mis

[12] MARIZ Vasco et Francisco C. WEFFORT, *Guia de fontes para a história franco-brasileira: Brasil Colônia, Vice-Reino e Reino Unido : acervos de manuscritos em arquivos franceses*, Ed. L. Dantas Silva, São Paulo, 2002 ; BLANQUER Jean-Michel et Eric MONTEIRO, *Du latino-américanisme à l'américanisme : brève réflexion sur la structuration des études américanistes en France*, in VIDAL Laurent et Didier POTON, *Du Brésil à l'Atlantique, Essais pour une histoire des échanges culturels internationaux*, Rennes, PUR, 2014, p. 277-282.

en place sous la coordination du centre portugais Damião de Góis, et dans le cadre de la commission bilatérale luso-brésilienne pour la sauvegarde et la divulgation du patrimoine documentaire (Comissão Bilateral Luso-Brasileira para a Salvaguarda e Divulgação do Patrimônio Documental). Dans l'esprit, il s'agit d'une copie conforme du projet *Resgate*, mais cette fois-ci sous forme inversée. En effet, grâce au projet *Reencontro*, des chercheurs portugais ont commencé à microfilmer dans les archives brésiliennes tous les documents relevant de la période où Rio de Janeiro, entre 1808 et 1822, fut la capitale du Portugal. Ces masses documentaires correspondent ainsi à la présence de la cour royale de Jean VI du Portugal au Brésil et à la gestion de l'Empire depuis les Amériques. Comme nous l'évoquions précédemment, ces fonds sont capitaux car ils vont permettre de compléter les documents existants au Portugal. Il est regrettable cependant que les autorités portugaises n'en fassent aucune divulgation. Il est aujourd'hui en effet impossible de se procurer sous quelque forme que ce soit une copie du fond *Reencontro*. Pour un chercheur français, il est finalement beaucoup plus aisé d'avoir accès à tout type d'archives concernant l'empire colonial portugais au Brésil plutôt qu'au Portugal…

Pourtant, les attentes nationales et internationales de développement numérique pour l'enseignement et la recherche sont importantes. C'est pourquoi, deux laboratoires de recherche de l'université de La Rochelle, le Centre de recherche en histoire internationale et atlantique (CRHIA) et le Laboratoire Informatique Image, Interaction (L3i) se sont pleinement inscrits dans une démarche pluridisciplinaire de traitement de l'information, par des projets de recherche conjoints : il s'agit d'une part de permettre aux sciences humaines et sociales d'interroger des fonds identifiés à partir de méthodes d'analyse de contenus numériques développées par les sciences et technologies de l'information, et d'autre part de valoriser les résultats par une diffusion internationale. Plusieurs fonds sont d'ores et déjà concernés, et plusieurs conventions ont permis d'établir des partenariats. Le CRHIA et le L3i, en collaboration avec la Bibliothèque nationale du Brésil ont initié une collaboration scientifique pour la valorisation des fonds d'archives *Resgate* dans le but de modéliser et d'implémenter une procédure de retranscription automatisée de documents paléographiques, de modéliser et d'implémenter un processus d'indexation automatisé des sources ainsi retranscrites, de modéliser et d'implémenter une procédure permettant de corréler tous les catalogues papier existants et les fonds d'archives dématérialisés, enfin, de créer un moteur de recherche pouvant interroger en même temps les fonds numérisés et l'ensemble des catalogues à partir d'une base de données respectant les normes internationales.

La question du partage des archives de la période coloniale n'est pas simple. Elle sous-entend un dialogue dépassionné et responsable entre les États souverains concernés. Les avancées dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication ainsi qu'une interaction entre les sciences humaines et sociales et les sciences et technologies de l'information et de la communication ouvrent de nouvelles voies pour l'étude de ces périodes historiques. La conservation d'un pan du patrimoine de l'humanité en sera forcément renforcée.



Eric MONTEIRO enseigne la langue portugaise et la civilisation brésilienne à l'université de La Rochelle. Il a publié avec Guy Martinière *Les échanges culturels internationaux. France, Brésil, Canada-Québec* (Paris, Les Indes Savantes, 2013). Il poursuit des recherches en sciences politiques appliquées aux échanges Asie-Amériques durant la période coloniale au sein du laboratoire CRHIA. Il coordonne le pôle Ouest du GIS « Institut des Amériques ».

L'influence des missionnaires évangéliques américains en France depuis 1945. Mokhtar Ben Barka

Université de Valenciennes - Calhiste EA 4343.

Le 24 février 2004, le *Nouvel Observateur* publie un article avec un titre choc, « Les évangéliques, la secte qui veut conquérir le monde[1] ». Illustré par une photographie du président américain George W. Bush, le regard fixé vers le ciel, devant une énorme croix en bois, l'article dépeint l'évangélisme comme une extension de la politique internationale des États-Unis[2]. Pour justifier l'expansion « colossale » du mouvement, l'hebdomadaire cite le chiffre de 52 000 conversions quotidiennes à la foi évangélique dans le monde. On y apprend par ailleurs qu'entre 1990 et 2010, les évangéliques seraient passés de 72 millions à 506 millions d'adeptes, dont 200 millions de pentecôtistes[3].

Le choix de l'évangélisme par le *Nouvel Observateur* n'est pas anodin. Il vient à un moment où, en France, les Églises évangéliques connaissent un grand essor. En effet, à partir de 1970, les rangs des évangéliques français grossissent de façon ininterrompue. On estime aussi que dans l'Hexagone une Église évangélique s'ouvre tous les dix jours[4]. Se pose alors la question de savoir à quoi est due la formidable expansion de l'évangélisme français. Tient-elle d'une quelconque influence qui serait, comme certains l'affirment, l'œuvre d'évangéliques américains ? Cela nous amène à nous demander si des contacts existent réellement entre évangéliques français et nord-américains. Si tel est le cas, par quelles voies l'influence américaine est-elle véhiculée ? Quels sont les enjeux d'association avec les Américains pour les évangéliques français ? Avant d'y répondre, il convient de préciser ce qu'est l'évangélisme (ou protestantisme évangélique) dans ses versions américaine et française.

---

[1] ZEGHIDOUR Slimane, « Les évangéliques, la secte qui veut conquérir le monde », *Le Nouvel Observateur,* n° 2051, 26 février 2004, p. 16-20.

[2] *Ibid.*, p. 16-17 : Le journaliste affirme que « L'homme le plus puissant du monde n'est ni un exégète de haut vol ni un fou. C'est tout simplement un fidèle d'une curieuse Église protestante, expansionniste, millénariste et apocalyptique. George Bush est un *Born Again Christian* […]. Ces Églises qui de par de nombreux aspects évoquent une fédération de sectes, entendent convertir l'Amérique avant de conquérir le monde ! »

[3] En croissance ininterrompue, les pentecôtistes représentent aujourd'hui près de la moitié des évangéliques. Cette formidable expansion du pentecôtisme a notamment touché l'Afrique et surtout l'Amérique latine.

[4] CAILLE Linda, *Soldats de Jésus. Les évangéliques à la conquête de la France,* Paris, Fayard, 2013, p. 10.

Qu'est-ce que l'évangélisme ?

L'évangélisme est difficile à définir, et ce, parce que la communauté évangélique ne constitue pas un bloc homogène ou un groupe statique. C'est un mouvement éclaté en une multitude de sensibilités, dont les trajectoires sont si diverses et les frontières si perméables et si mouvantes qu'elles changent en permanence de configuration. Traditionnellement décentralisé, l'évangélisme est divisé en dénominations, en associations et en Églises qui ne reconnaissent aucune autorité supérieure à même de définir les bases doctrinales et idéologiques de l'identité évangélique.

Que l'univers évangélique soit un ensemble fragmenté ne signifie pas pour autant qu'il manque d'intelligibilité et de cohérence interne. Malgré ses multiples visages, l'évangélisme repose sur un même socle théologique et identitaire qui fédère ses différentes polarités. Souvent appelé l'« aile la plus protestante du protestantisme », l'évangélisme est un courant théologique et social conservateur qui puise ses racines doctrinales dans le calvinisme, le piétisme allemand, le puritanisme anglais du XVII^e^ siècle, ainsi que dans le méthodisme de John Wesley du XVIII^e^ siècle. Bien que ses origines soient européennes (la Réforme protestante du XVI^e^ siècle), l'évangélisme a une forte consonance américaine, due à des antécédents typiquement américains : introduit en Amérique au XVIII^e^ siècle par l'anglican George Whitefield et le calviniste Jonathan Edwards, il s'alimente des « Grands Réveils » *(Great Awakenings)*, ces retours périodiques à la religion qui ont marqué l'histoire des États-Unis[5].

L'évangélisme s'est affirmé pour défendre l'orthodoxie protestante mise à mal par l'approche historico-critique de l'École des exégètes protestants allemands à partir des années 1830. Les évangéliques étaient en effet inquiets des incidences que pouvaient avoir les mutations sociales (urbanisation, industrialisation, arrivée d'immigrants autres que protestants) et culturelles (darwinisme, nouvelle exégèse) sur l'orthodoxie chrétienne. Solidement ancré dans le paysage américain depuis le début du XIX^e^ siècle, l'évangélisme est devenu la forme la plus courante du protestantisme américain et la principale force culturelle aux États-Unis. Aujourd'hui encore, il est l'un des piliers aussi bien de la religion américaine que de l'idéologie nationale. Du reste, les évangéliques constituent le quart de la population américaine.

Du point de vue doctrinal, les évangéliques croient aux mêmes principes que les autres protestants, mais ils s'en distinguent par leur fort attachement à la foi, leur « relation avec

[5] BEN BARKA Mokhtar, *La droite chrétienne américaine. Les évangéliques à la Maison Blanche ?,* Toulouse, Privat, 2006, p. 76-83.

Jésus » et leur zèle missionnaire. Ce sont en effet la confiance dans la véracité de l'Écriture en tant que Parole de Dieu et source d'autorité pour toutes les questions de foi et de vie, la place centrale accordée à la souffrance du Christ sur la Croix et à sa résurrection, la « nouvelle naissance » du croyant à la suite d'une rencontre personnelle avec Jésus et la nécessité de l'engagement militant et missionnaire visant à faire de nouveaux convertis[6] qui confèrent sa spécificité à l'identité évangélique. Parler de Jésus par tous les biais possibles demeure l'unique mission des évangéliques depuis le XVIe siècle. Sur les questions d'éthique sexuelle et de bioéthique, les évangéliques sont très conservateurs : ils s'opposent à l'euthanasie, au droit à l'avortement et au mariage entre personnes du même sexe. Il faut ajouter que depuis les années 1960, la mouvance évangélique est en pleine expansion, alors que le nombre de fidèles des grandes Églises protestantes historiques (*mainline Churches)* ne cesse de diminuer.

À la différence des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la Suisse, le mouvement évangélique n'est apparu en France que récemment[7]. On situe généralement les débuts de l'évangélisme en France au début du XIXe siècle au moment de l'arrivée depuis la Grande-Bretagne des premiers missionnaires baptistes et méthodistes. Représentant aujourd'hui le tiers des protestants français, les évangéliques se distinguent par leur dynamisme. D'après Richard A. Neff, de 1945 à 2005, le nombre d'évangéliques en France a été multiplié par sept[8]. La moitié ont moins de trente-cinq ans. 38 % des jeunes participent au culte chaque semaine, alors que chez les plus de cinquante ans le chiffre n'est que de 21 %[9]. Le succès de l'évangélisme auprès des jeunes s'explique par le fait que ces derniers, à la recherche de certitudes et de règles strictes, sont attirés par la clarté et la fermeté des valeurs évangéliques. Contrairement aux idées reçues, les évangéliques n'appartiennent pas tous à un parti politique de droite.

Les évangéliques français emploient une stratégie d'implantation d'Églises qui est d'une grande efficacité avec pour conséquence une croissance exponentielle du nombre de lieux de culte évangéliques. Ainsi, du Havre à Paris, de Lille à Lyon, de Strasbourg à Grenoble, les évangéliques sont partout présents[10]. Sur les 4 000 lieux de culte protestants que

---

[6] Pour les évangéliques, le mandat missionnaire du christianisme se traduit particulièrement par la règle d'or : une Église qui n'est pas missionnaire est démissionnaire.

[7] NEFF Richard Alexander, *Evangéliques en réseau : trajectoires identitaires entre la France et les Etats-Unis*, Thèse de doctorat soutenue le 15 février 2013, sous la direction de Jean-Pierre Bastian, Université de Strasbourg, p. 97.

[8] *Ibid.*, p. 15.

[9] CAILLE Linda *op. cit.*, p. 38.

[10] *Ibid*, p. 102 : le Gard, l'Ardèche, la Drôme, l'Alsace et le Territoire de Belfort sont les départements où les Églises

compte la France 2 354 appartiennent à la mouvance évangélique, les autres à la tradition luthérienne et réformée[11]. Selon Linda Caille, d'ici 2020, 340 autres lieux de culte pourraient être créées[12].

Le dynamisme chaleureux des évangéliques et la manière simple et percutante avec laquelle ils expriment la foi chrétienne étonnent et attirent. La montée en puissance de l'évangélisme français n'est pas sans susciter la perplexité, voire le mépris, chez tous ceux qui y voient une anomalie dans la France laïque et de tradition catholique. Pourtant, beaucoup considèrent l'évangélisme comme l'avenir de la foi chrétienne en France. Rappelons que le courant évangélique en France est très présent dans les communautés d'origine africaine, antillaise et tzigane[13]. Les évangéliques utilisent aujourd'hui tous les médias, des plus classiques aux plus modernes (marketing, réseaux sociaux, moyens de communication de masse) pour parler de Jésus et pour diffuser l'Évangile à travers le monde. Ils étaient d'ailleurs parmi les premiers à investir le Web. En effet, Billy Graham est la première personnalité religieuse à avoir utilisé Internet, à l'occasion d'une conférence qu'il a donnée en 1994 sur le serveur *America on line*[14].

L'influence américaine : un phénomène récent dans l'histoire de l'évangélisme français

Un examen des effectifs missionnaires américains permet de constater que l'influence américaine ne remonte pas à loin dans l'histoire de l'évangélisme français. Jusqu'au XX^e^ siècle, la Grande-Bretagne était le principal référent étranger des évangéliques français. Avant 1945, les missions évangéliques américaines venaient loin derrière les missions britanniques[15] ou suisses. Moins de dix missionnaires américains étaient alors présents sur le territoire français. En effet, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la plupart des chrétiens nord-américains estimaient que les Églises européennes étaient capables de

---

évangéliques sont les plus nombreuses.

[11] LIECHTI Daniel, *Étude statistique et cartographique. Les Églises protestantes évangéliques en France. Situation 2012*, Paris, Conseil National des Églises de France, 2013.

[12] CAILLE Linda, *op. cit.*, p. 103.

[13] *Ibid*, p. 103 : Par leur fougue et leur croissance démographique, les Afro-Antillais constituent l'une des composantes évangéliques les plus dynamiques. Pour la seule Île-de-France, cent cinquante mille d'entre eux se réclament de la foi évangélique, sont 30 % de l'ensemble des évangéliques français.

[14] KELLNER Mark A., *God on the Internet,* Foster City, CA, IDC Books, 1996, p. 10.

[15] « La Grande-Bretagne, qui au début du XX^e^ siècle avait envoyé dans le monde le plus grand nombre de missionnaires protestants, est maintenant à la traîne des États-Unis avec cinq fois moins d'effectifs », NOLL Mark A., « L'influence américaine sur le christianisme évangélique mondial au XX^e^ siècle », FATH Sébastien (dir.), *Le protestantisme évangélique un christianisme de conversion. Entre ruptures et filiations,* Turnhout, Breplos, 2004, p. 62.

mener à bien leur œuvre d'évangélisation du vieux continent[16]. Les missions américaines étaient au début du siècle beaucoup moins préoccupées par l'évangélisation de l'Europe que d'autres régions du monde. La Conférence mondiale sur les missions, qui avait eu lieu à Edinbourg en 1910, n'avait pas classé l'Europe parmi les « champs de mission » du globe. Même pendant la guerre, quand les Américains exprimaient un vrai souci pour l'Europe, les appels pour une activité missionnaire en Europe étaient rares[17].

Depuis 1945, le nombre de missionnaires évangéliques américains à destination de la France n'a cessé d'augmenter. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte où le rôle accru des Américains sur la scène internationale a favorisé l'exportation de leur culture, allant des produits de consommation aux mouvements religieux en passant par la culture de masse. Comme le souligne Richard Alexander Neff, « Depuis 1945, les États-Unis renforcèrent leur présence sur le marché européen de biens de consommation, mais aussi sur le marché des biens symboliques[18] ». Les missionnaires protestants américains ont profité de l'émergence des États-Unis en tant que puissance hégémonique pour étendre leur mouvement à l'étranger [19] . Les chiffres de création d'agences protestantes missionnaires indiquent une croissance régulière tout au long du siècle, et puis une accélération unique au cours des quatre décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Ce conflit mondial a révélé aux Américains la fragilité de la foi chrétienne en Europe, et plus particulièrement en France. La destruction des bâtiments d'Église, la mort de clercs et de laïcs et la dispersion des communautés religieuses avaient pour effet d'accentuer la déchristianisation de la population européenne. Et, lorsque les premiers missionnaires évangéliques nord-américains étaient arrivés en Europe, ils avaient constaté que les Européens avaient largement abandonné le christianisme. Portées par la rhétorique missionnaire post-1945, mais aussi par le flux généré par l'installation de milliers de soldats américains dans le cadre du déploiement des bases de l'OTAN, des missions

---

[16] BJORK David E., « La "recatholicisation" de Français d'origine catholique par des évangélistes américains », CHEZA Maurice, COSTERMANS Monique et Jean PIROTTE, *Œcuménisme et pratiques missionnaires*, Paris, Karthala, 2002, p. 243.

[17] *Ibid.*

[18] NEFF Richard Alexander, *op. cit.*, p. 15.

[19] « Au tournant du XX^e^ siècle, précise Richard Alexander Neff, il n'y avait que 4 000 missionnaires d'origine nord-américaine dans le monde, soit un tiers du nombre total de missionnaires protestants. Dans le demi-siècle qui suivit, l'engagement des Nord-américains pour la mission connut une montée spectaculaire en phase avec l'expansion du rôle des États-Unis sur la scène internationale » *Ibid.*, p.137.

essentiellement baptistes entreprirent d'évangéliser les Européens[20]. La France devint alors la première destination en Europe des missionnaires nord-américains. Ainsi, « le nombre de missionnaires nord-américains travaillant en France augmenta progressivement pour passer d'une cinquantaine en 1950 et atteindre 416 en 1975[21] ». Les États-Unis fournissent aujourd'hui près de la moitié de tous les missionnaires étrangers présents en France[22].

C'est dans ce contexte qu'en juin 1955, le célèbre prédicateur évangélique américain, Billy Graham, s'installe à Paris, au Vélodrome d'Hiver[23]. Depuis plusieurs mois, les évangéliques français ne ménagent pas leurs efforts pour organiser minutieusement sa venue[24]. Une moyenne de 8 000 spectateurs français se pressent alors chaque soir pour écouter Billy Graham. « Effet Billy Graham ou non, conclut Linda Caille, les évangéliques français voient leurs effectifs doubler : entre 1950 et 1960, ils passent de 50 000 à 100 000 adeptes »[25]. En mai 1963, Billy Graham revient à Paris. Du 12 au 26 mai 1963, il se rend dans divers endroits du pays : Montauban, Douai, Paris, Nancy, Toulouse, Lyon, Mulhouse. À Paris, c'est à la Porte de Clignancourt, sous une grande tente, qu'ont lieu les soirées de prédication de Billy Graham. 45 000 personnes, en auditoire cumulé, se seraient rendues sur les lieux pour écouter le prédicateur[26].

Forts d'une assurance nouvelle après le séjour de Billy Graham, les évangéliques français s'organisent et fondent deux institutions[27]. En 1965, la faculté de théologie de Vaux-sur-

---

[20] BJORK David E., *op. cit.,* p. 243.

[21] NEFF Richard Alexander, *op. cit.,* p. 138.

[22] JOHNSTONE Patrick et MANDRYK Jason, *Operation World,* Gerrards Cross, WEC International, 2005, p. 255. Précision de Richard Alexander Neff : « La part des évangéliques, chez les missionnaires protestants nord-américains, dépassa la barre des 50 % au début des années 1950 pour atteindre 73 % en 1968 », NEFF Richard Alexander, *op. cit.,* p. 137-138.

[23] Pour plus de détails sur Billy Graham, voir l'ouvrage de Sébastien FATH, *Billy Graham, pape protestant ?,* Paris, Albin Michel, 2002.

[24] CAILLE Linda, *op. cit.,* p. 43.

[25] *Ibid.,* p. 45.

[26] Il convient d'ajouter qu'en septembre 1986, à l'âge de 68 ans, Billy Graham revient en France pour sa troisième croisade. Il est reçu comme un chef d'État par Monseigneur Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris et François Mitterrand, président de la République. Voir CAILLE Linda, *op. cit.,* p. 48.

[27] Comme le dit très justement Sébastien Fath, « Marqués par le "complexe du minoritaire", les protestants évangéliques français ont acquis, au contact de leurs coreligionnaires américains, une plus grande confiance. Le rapprochement avec le colosse évangélique d'outre-Atlantique a atténué les complexes d'infériorité ressentis par les évangéliques français face aux luthériens, réformés et catholiques et de fait contribué, parmi d'autres facteurs, à une mise en réseau plus ambitieuse », FATH Sébastien, *Du ghetto au réseau. Le protestantisme évangélique en France 1800-2005,* Genève, Labor et Fides, 2005, p. 162.

Seine ouvre ses portes. Elle vient s'ajouter à l'Institut biblique de Nogent, créé en 1921 par Ruben Saillens, un protestant cévenol[28]. Par ailleurs, la Fédération évangélique de France, qui naît en 1969, cherche à se différencier des autres protestants traditionnels, regroupés au sein de la Fédération protestante de France, qui existe depuis 1905[29]. Dans l'ensemble, les campagnes de Billy Graham n'ont pas eu d'impact aussi significatif, en tout cas en termes de nombre de conversions ou de créations institutionnelles. Mais elles ont manifestement stimulé les réseaux évangéliques français : « Elles ont contribué à leur insuffler la confiance entrepreneuriale de leurs coreligionnaires d'outre-Atlantique, tout en mobilisant de nombreuses assemblées locales dans une dynamique d'insertion des convertis[30] ».

Consécutivement à l'accroissement significatif du nombre de missionnaires évangéliques en France, une affiliation s'est établie depuis 1945 entre évangéliques français et nord-américains. En témoigne le développement à partir des années 1950 d'Églises évangéliques, d'associations d'évangélisation, de camps de vacances, et d'instituts bibliques, créés par des missionnaires américains. Incontestablement, le travail des missionnaires américains a contribué à l'expansion des réseaux évangéliques français[31]. En outre, les travaux de Richard Alexander Neff indiquent que les évangéliques américains exercent sur les églises évangéliques françaises une influence à la fois directe et indirecte.

Telle que théorisée par R. A. Neff, l'influence directe exercée par les missionnaires s'opère selon quatre modes de comportement en réseau, à savoir l'affinité doctrinale, l'affinité historique, le soutien et la mobilisation. Les réseaux d'affinité doctrinale sont marqués par des relations intenses entre organismes et individus partageant une orientation théologique spécifique[32]. Les membres de ces réseaux se connaissent personnellement et se voient régulièrement lors des différentes activités en commun et « les prédicateurs se déplacent pour prêcher dans les autres églises de l'agrégat[33] ». Dans ces réseaux, les missionnaires évangéliques américains occupent une place importante, dans la mesure où

---

[28] CAILLE Linda, *op. cit.,* p. 46.

[29] *Ibid.*

[30] FATH Sébastien, *op. cit.,* p. 177-178.

[31] Sur la montée en puissance des évangéliques français, Sébastien Fath affirme que « Les protestants évangéliques ont désormais atteint la "masse critique" suffisante pour affirmer une voix commune sur la scène protestante, que ce soit par l'Union des Chrétiens Évangéliques ou l'Alliance Évangélique. Les relations de leurs Églises locales avec l'internationale évangélique se sont consolidées » *Ibid.,* p. 186.

[32] NEFF Richard Alexander, *op. cit.,* p. 187.

[33] *Ibid.,* p. 188.

ils fournissent une aide doctrinale mais aussi matérielle conséquente. Pour ce qui est des réseaux d'affinité historique, ils sont beaucoup plus fréquents parmi les mennonites, les méthodistes et les baptistes. Les liens entre ces dénominations sont plutôt d'ordre historique et pas nécessairement théologique. Dans les réseaux de soutien, les Églises membres s'entraident en fournissant les ressources relationnelles dont l'une ou l'autre pourrait avoir besoin. Le but est donc interne et le réseau sert surtout à renforcer l'identité des membres par adhésion à un groupe particulier. Les réseaux de soutien, dont le centre de gravité se trouve le plus souvent aux États-Unis, permettent à leurs membres de construire une identité particulière et transnationale et ainsi de surmonter un isolement social certain. À la différence des réseaux de soutien, les réseaux de mobilisation sont orientés vers l'environnement extérieur. Pour assurer l'expansion du mouvement, ils accordent une grande priorité à l'évangélisation[34].

Dans tous les cas, les prises de contact avec des intervenants extérieurs s'inscrivent dans une démarche personnelle des responsables de l'Église, et plus particulièrement du pasteur qui estime qu'il est de son devoir de construire des liens avec d'autres pasteurs et associations, et de mettre ces liens au service de l'Église[35]. Autrement dit, la mobilisation des églises pour annoncer la Bonne Nouvelle passe nécessairement par un réseau personnel entre pasteurs. « Quand les Églises françaises entrent en relation avec des acteurs américains, explique Richard Alexander Neff, elles le font en suivant des dynamiques propres à leur positionnement dans le milieu évangélique français. Aucun acteur américain ne semble jouer un rôle d'articulateur entre les églises de différents types[36] ».D'autre part, il est important de savoir que les Américains ne sont pas les seuls acteurs étrangers à avoir une influence directe sur l'évangélisme français : des liens existent avec la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Angleterre et les Pays-Bas. Selon R. A. Neff, « les liens avec les États-Unis représentent 56 % »[37].

Contrairement à l'influence directe des évangéliquesaméricains sur les évangéliques français, l'influence indirecte ne passe pas par des relations interpersonnelles, mais concerne les idées et les ressources venant des États-Unis et adoptées dans les églises françaises. Dans ce contexte, les évangéliques américains serviraient de modèles aux Français plutôt que de partenaires[38]. L'édition de livres et la musique chrétienne utilisée

[34] *Ibid.,* p. 247.

[35] *Ibid.,* p. 254.

[36] *Ibid.,* p. 261.

[37] *Ibid.*

[38] *Ibid.,* p. 26

lors des cultes sont deux principaux vecteurs de l'influence américaine indirecte. Selon le sociologue des religions Sébastien Fath, plus de 24% des cantiques répertoriés dans les principaux recueils évangéliques français ainsi que 44 % des livres publiés par des éditeurs évangéliques français viennent des États-Unis[39]. Les évangéliques américains produisent énormément de musique et de littérature de qualité facilement accessible aujourd'hui en France par le biais de l'Internet.

Une analyse des catalogues d'une maison d'édition comme Vida, très présente sur le marché en 2005, montre que la plupart des publications sont signées par des auteurs américains. De même, le catalogue de la maison d'édition Farel, fondée en 1978, fait apparaître de nombreuses signatures américaines. En somme, le marché des livres chrétiens est beaucoup plus développé aux États-Unis qu'en France. Il n'est donc pas surprenant si les auteurs américains font de l'ombre aux auteurs évangéliques francophones. « Incontestablement, conclut R. A. Neff, vu le nombre de livres évangéliques d'origine américaine disponible en France, l'édition est une source d'influence potentiellement très importante[40] ».

Pour les protestants évangéliques français d'aujourd'hui, la musique continue à occuper une place privilégiée dans le culte. Une grande partie de cette musique est traduite ou adaptée pour la France depuis des sources étrangères, majoritairement américaines. La pénurie de cantiques d'origine française s'explique surtout par le fait que l'industrie de la musique chrétienne en France s'est développée tardivement et pour un marché intérieur très réduit[41]. La recherche de la nouveauté est une autre explication du choix de certaines églises d'adopter davantage de musique américaine. Utiliser de la musique nouvelle d'origine américaine peut aussi correspondre à un esprit d'évasion, cultivé dans certaines églises françaises. Si la musique américaine est omniprésente, c'est surtout parce que les églises françaises trouvent que la qualité de la musique américaine est supérieure à ce qu'elles trouvent ailleurs[42]. L'usage de la musique américaine constitue indéniablement une influence américaine indirecte sur l'évangélisme français.

Les limites de l'influence américaine

Toutefois, l'impact réel de cette importante quantité de livres et de musique sur les évangéliques français est loin d'être significatif. Et pour cause : les pasteurs français ont

[39] FATH Sébastien, *op. cit.*, p. 285.

[40] NEFF Richard Alexander, *op. cit.*, p. 272.

[41] *Ibid.*, p. 306.

[42] *Ibid.*, p. 317.

tendance à préférer en général lire les auteurs français et ceux qui ont vécu en France. D'autre part, on retrouve de nombreux exemples où les traducteurs français des cantiques américains ont adapté les paroles pour l'usage en France. À cela il faut ajouter certains écarts culturels qui ont pour effet de réduire considérablement l'influence américaine. Sur le plan politique, les évangéliques français ne partagent pas les orientations de leurs coreligionnaires américains qui sont connus pour leur positionnement à la droite de l'échiquier politique. La droite chrétienne a fait cause commune avec l'aile droite du parti républicain, soutenant des candidats présidentiels, tels que Ronald Reagan en 1980 et George W. Bush en 2000 et 2004[43]. Aujourd'hui, environ les deux-tiers des évangéliques blancs sontrépublicains ou proches du Parti Républicain. En France, il n'y a pas un électorat évangélique clairement identifiable comme tel. De nos jours, les évangéliques, comme le reste des protestants français, constituent un groupe assez hétérogène sur le plan politique[44]. Comme le dit Sébastien Fath, « les protestants évangéliques français ne font pas de la politique une priorité. Leur agenda principal n'est pas politique et ne l'a jamais été[45] ». Dans la mesure où ils s'engagent dans la politique, les évangéliques français s'intéressent à des questions différentes de celles qui préoccupent les évangéliques américains. Hormis l'avortement et le mariage homosexuel, deux questions sur lesquelles évangéliques français et états-uniens s'accordent, les évangéliques français défendent des causes qui ne mobilisent, outre-Atlantique, que peu d'évangéliques. Le désaccord porte notamment sur des questions comme l'accueil des immigrés, les conditions de détention dans les prisons, l'aide aux plus démunis, la protection de l'environnement *(Creation Care),* la lutte contre le SIDA et contre la guerre dans le monde[46]. On se souvient également qu'en février 2003, lors de l'invasion américaine de l'Irak, les évangéliques français se sont démarqués de leurs coreligionnaires américains. L'Alliance évangélique française avait ainsi publié un communiqué de presse affirmant qu'elle « [joignait] sa voix

[43] Voir BEN BARKA Mokhtar, *op. cit.*

[44] Un sondage IFOP montre que 46 % des évangéliques se sont affiliés aux partis de gauche, et 32 % aux partis de droite. Voir NEFF Richard Alexander, *op. cit.*. 327.

[45] FATH Sébastien, « Les évangéliques français et la politique, aperçu historique », BAUDIN, Frédéric et FARRELLY Nicolas (dir.), *Christianisme et politique, quelle place pour l'Église dans le débat politique ?,* La Bégude de Mazenc, Empreinte, 2009, p. 75.

[46] Voir BEN BARKA Mokhtar, *Le protestantisme évangélique nord-américain en mutation. La gauche évangélique des origines à l'ère Obama,* Paris, Publisud, 2014.

à celle de tous les chrétiens qui, en France et dans le monde, appellent à une solution si possible pacifique de la crise irakienne[47] ».

Les relations entre les évangéliques français et américains sont loin d'être dénuées de difficultés. Parmi les divergences, il y a le rapport à l'argent et à la gestion financière de l'Église. Alors que les Américains conçoivent l'église comme une entreprise, les évangéliques français ont une préférence pour l'association comme modèle organisationnel de l'église. Comme le fait remarquer R. A. Neff, « De manière générale, l'image de l'église comme entreprise est mal vue en France[48] ». Il en résulte que les questions liées au financement de l'église sont abordées beaucoup plus discrètement dans les églises françaises que dans les églises américaines.

L'implantation d'Église est un autre domaine où des divergences entre évangéliques français et américains apparaissent au grand jour. David Bjork souligne que « même si les missionnaires évangéliques nord-américains et les évangéliques français tenaient des positions théologiques analogues et partageaient le même cheminement de conversion religieuse, les rapports entre ces deux groupes étaient souvent difficiles[49] ». Les méthodes d'évangélisation suscitent le plus souvent des heurts qui ne font que compliquer davantage leurs relations. Les premiers missionnaires américains « ont essentiellement tenté de répéter en France des programmes qui s'étaient avérés efficaces aux États-Unis. Mais l'évangélisation sous la tente, classique aux États-Unis (tradition des *camp meeting),* évoque moins, en France, les prédicateurs revivalistes de l'Ouest… que les chapiteaux des cirques Pinder ou Zavatta[50] ».

Il est un autre malentendu culturel qui pose également des difficultés : c'est le décalage entre le salaire des missionnaires américains et celui des pasteurs français. Outre le fait que les moyens disponibles ne sont pas les mêmes, l'autonomie financière du missionnaire par rapport aux églises locales (au contraire du pasteur local directement payé par sa communauté) ne facilite pas toujours l'apprentissage de l'interdépendance que la plupart des groupes évangéliques cherchent à valoriser[51].

Nombre d'évangéliques français jugent déplaisante la tendance qu'ont beaucoup de missionnaires américains à dramatiser le « paganisme » français. Régulièrement publiés outre-Atlantique, et parfois même en France, certains rapports présentent les Églises

---

[47] CAILLE Linda, *op. cit.,* p. 50.

[48] NEFF Richard Alexander, *op. cit.,* p. 344.

[49] BJORK David E., *op. cit.,* p. 280.

[50] FATH Sébastien, *Du ghetto au réseau, op. cit*., p. 108.

[51] *Ibid.,* p. 281.

évangéliques soutenues par les missionnaires nord-américains comme « les seuls îlots de christianisme dans un océan d'impiété[52] ». Comme le rappelle Sébastien Fath, « le thème de la France païenne est ancien, et nullement propre aux Américains. Les missions britanniques, tout au long du XIXe siècle, ne cessent d'alarmer les lecteurs d'outre-Manche sur l'irréligion de ces Français frivoles et voltairiens[53] ». C'est dire que les pasteurs américains n'ont fait que reprendre une tradition bien établie, mais avec un sens de la dramatisation renouvelé.

Parmi les autres sources de tensions transatlantiques, il y a le travail d'évangélisation qui paraît long et ingrat aux yeux des missionnaires américains. En effet, ces derniers ont le sentiment que le temps et l'énergie investis en France pour entraîner une seule conversion produiraient aux États-Unis entre dix et vingt fois plus de résultats[54].

Enfin, au niveau des assemblées locales, l'influence américaine peut être plus directe mais elle est loin d'être prépondérante. Cela se traduit notamment par l'intervention ponctuelle d'un pasteur américain lors d'un culte ou d'une autre activité de l'Église. Il s'agit souvent d'enseignants travaillant en France depuis des décennies dans les différents instituts bibliques. Dans l'ensemble, les évangéliques américains jouent donc un rôle assez limité dans la vie des assemblées évangéliques françaises.

Malgré les apparences, il serait injuste de parler d'une conquête de l'évangélisme français. L'influence directe des Américains sur les églises évangéliques françaises est très limitée. Le plus souvent, lorsque les églises françaises établissent des liens avec des Américains, elles le font en fonction de leurs propres besoins dans le contexte social français. Ainsi les évangéliques français ne sont pas de simples récepteurs d'influence, mais des acteurs sociaux à part entière. Aucun dirigeant exerçant des responsabilités importantes au niveau national n'est lié à un organisme américain. Aucun acteur évangélique américain ne semble jouer le rôle d'articulateur entre les différents courants du milieu en France. En bref, les évangéliques français ne dépendent d'aucune instance dirigeante située aux États-Unis.

Les églises françaises sont très méfiantes de l'étiquette américaine. L'individualisme, l'activisme, l'enthousiasme émotionnel, l'optimisme et le fondamentalisme ne semblent pas davantage caractériser les églises françaises ayant des liens avec des Américains que les églises françaises n'ayant pas de liens avec ces derniers. Enfin, l'évangélisme

[52] *Ibid.,* p. 282.

[53] *Ibid.*

[54] *Ibid.,* p. 283.

fondamentaliste est un des éléments de la culture américaine qui suscite les réactions les plus antagonistes en France. Comme le souligne à juste titre Richard A. Neff,

« le milieu évangélique français n'échappe pas à cette ambivalence vis-à-vis des États-Unis. Il y a une volonté chez les évangéliques français d'adhésion au modèle américain. En même temps, les évangéliques français font preuve d'une méfiance affichée vis-à-vis de ce modèle. S'associer trop étroitement aux évangéliques américains, c'est courir le risque de se faire attribuer l'étiquette de « secte américaine » par une partie des Français[55] ».



Mokhtar BEN BARKA est Professeur des Universités en civilisation américaine à l'université de Valenciennes et membre du groupe de recherche Calhiste (EA 4343). Spécialiste de la religion aux États-Unis, il a publié de nombreux travaux sur la droite chrétienne, le protestantisme évangélique, le fondamentalisme, le télévangélisme et l'extrême droite américaine. Son ouvrage le plus récent s'intitule *Le protestantisme évangélique nord-américain en mutation. La gauche évangélique des origines à l'ère Obama* (Publisud, 2014).

[55] NEFF Richard Alexander, *op. cit.,* p. 29.

Partie 3. Pour un ré-équilibrage des forces.

« Provincialiser » l'Europe au XXIe siècle ? Le cas équatorien.

Emmanuelle Sinardet
Université Paris Ouest – Nanterre La Défense, CRIIA, Centre d'études équatoriennes, EA 369.

Rafael Correa, élu en 2006 puis réélu en 2009 et en 2013, se réclame d'une gauche humaniste et chrétienne et défend un programme éminemment nationaliste. Sa politique se veut en rupture avec les politiques néolibérales de ses prédécesseurs, au nom de la justice sociale et de la souveraineté nationale, termes récurrents dans ses discours. Le nom du mouvement qui l'a porté au pouvoir l'illustre : Alianza PAÍS (Patria Altiva y Soberana) signifie « Patrie fière et souveraine », PAÍS signifiant aussi « pays ». Correa est en cela un représentant de ce que les observateurs ont appelé « les nouvelles gauches latino-américaines », lesquelles se sont affirmées à l'occasion des élections présidentielles qui se sont tenues dans douze pays latino-américains en 2006. Rafael Correa, dans ce nouveau paysage politique, se situe parmi les gouvernements marqués à gauche dans leurs discours, aux côtés du Bolivien Evo Morales, loin toutefois des excès néo-populistes du Vénézuélien Chávez. À travers son projet de « Révolution citoyenne », Correa entend construire une souveraineté effective, supposant là que cette souveraineté ne serait pas encore réalisée au XXIe siècle. Les commémorations du bicentenaire de l'indépendance, en 2009, ont d'ailleurs été l'occasion de marteler que la création d'un État pleinement souverain reste à réaliser. L'émancipation politique du XIXe siècle est définie comme une « première indépendance », que doit venir compléter l'instauration d'une souveraineté populaire effective. Cette dernière serait la « seconde indépendance », la véritable indépendance.

Ce constat que propose la formation Alianza PAÍS tend à suggérer que l'Équateur entretiendrait avec les puissances du Nord, les États-Unis mais aussi les pays de l'Union européenne, des rapports qui seraient nécessairement des rapports de forces. Si ces rapports de force n'impliquent pas la guerre, s'il n'y a pas d'affrontement ni de confrontation directe, il n'en reste pas moins que l'Équateur et l'Europe entretiennent des relations asymétriques, selon une opposition dominant/dominé. Poser en ces termes la notion de rapport de forces, c'est aussi poser une autre opposition : celle de centre et de périphérie. Si le centre est là où les choses se passent pour reprendre l´expression de Reynaud[1], alors il ne se passerait rien de bien significatif ni d'important en Équateur. Il est

[1] Le couple centre / périphérie a été théorisé par Alain REYNAUD dans son essai *Société, Espace et Justice*, Paris, PUF, 1981.

vrai que l'Équateur est un nain, non seulement face aux pays du Nord, mais également parmi les pays latino-américains : en raison de sa taille, de son poids économique négligeable, de son influence politique limitée sur la scène internationale, il se trouve même à la périphérie de la périphérie, à la marge des marges. Rappelons que sa superficie est de « seulement » de 256.370 km² (soit deux fois moins que la France), que sa population ne dépasse pas les 15 millions d'habitants selon une estimation de 2012[2], et que le taux de pauvreté y est élevé, de 28,6% en mars 2012 (même s'il est en recul, puisqu'il était de 37,6% en 2006[3]).

Par conséquent, ce nain à l'échelle internationale et régionale ne saurait vivre ses relations avec l'Europe — comprenons ici l'Union européenne — que sur le mode de l'ignorance bienveillante voire de l'indifférence de cette dernière, dans le meilleur des cas ; ou bien sur celui du rapport de forces en cas d'intérêts antagoniques, un rapport nécessairement défavorable à l'Équateur. Toutefois, pour un Équateur en quête de sa « seconde indépendance » au XXIe siècle, l'Europe n'est pas seulement l'UE : c'est aussi un héritage culturel qui a continué de coloniser les savoirs et les esprits après l'Indépendance. Le projet souverainiste de Rafael Correa tente, notamment avec la nouvelle Constitution de 2008, de sortir des paradigmes coloniaux et néo-coloniaux et de contribuer à « provincialiser[4] » l'Europe.

Un rapport de forces défavorable à l'Équateur

La réactivation des oppositions binaires dominant / dominé et centre / périphérie ne manque pas de pertinence à la lumière des relations asymétriques qu'entretiennent l'Équateur et l'Europe. Les rapports de force sont manifestes, évidemment, dans les champs économiques et financiers. Les Européens considèrent l'Équateur — et ce, quand ils le considèrent — comme un marché peu intéressant. La pénurie de financements dont souffre l'Équateur crée alors, pour le petit pays, des formes de dépendance envers les institutions et les compagnies européennes. Car les investissements étrangers, européens

---

[2] Article « Équateur », *Encyplaedia Universalis*, page consultée le 1er octobre 2013, http://www.universalis.fr/chiffres-monde/amerique/equateur/

[3] DIRECTION GENERALE DU TRESOR, « Points forts - Points faibles des pays de l'Amérique Andine, du Panama et de la Caraïbe », *Rapport de la Direction générale du Trésor*, Publication des services économiques du 19 octobre 2012, rapport consulté le 1er octobre 2013, https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/376466.

[4] Je reprends le titre de l'ouvrage de Dipesh CHAKRABARTY publié en 2000 (CHAKRABARTY Dipesh, *Provincializing Europe : Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2007).

en tête, sont nécessaires, mais ils sont difficilement accessibles ; d'où des négociations souvent compliquées – quand elles existent – avec les partenaires européens.

De leur côté, les Européens considèrent l'Équateur comme un investissement risqué, en raison de la forte dépendance de son économie envers les hydrocarbures : 40% des recettes budgétaires, 58% des exportations de biens et 15% du PIB, en 2011. Ils regardent aussi avec inquiétude le lourd déficit non pétrolier, qui atteint en 2011 6,6 Mds USD[5], même si, sur les 7 premiers mois de 2012, la balance pétrolière compense la balance non pétrolière (avec un solde commercial légèrement excédentaire). En outre, les Européens estiment que le pays souffre d'une instabilité juridique chronique et de graves problèmes de gouvernance. Ils pointent l'inertie bureaucratique, la concentration des pouvoirs, la corruption (120e rang sur 183 selon le classement *Transparency International* en 2011), l'opacité des marchés publics ou encore l'impossibilité de recourir à l'arbitrage international[6].

Toutefois, le regard des Européens sur l'Équateur commence à changer, quoique timidement encore. La santé économique de l'Union européenne, fragile, contraste désormais avec le dynamisme latino-américain. Et l'Équateur bénéficie du regain d'intérêt européen pour une région désormais forte de ses marchés en expansion. Une association stratégique entre l'Union Européenne et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (UE / ALC) a été fondée à Rio de Janeiro en 1999, qui permet aux représentants des deux régions de dialoguer sur un relatif pied d'égalité. Le rapport de forces a aussi évolué favorablement pour l'Amérique latine à la faveur de la multiplication des accords commerciaux, même si certaines négociations de libre-échange entre les deux régions n'aboutissent pas encore[7]. L'Union européenne est devenue le deuxième partenaire commercial d'une région désormais définie comme stratégique et traitée avec de nouveaux égards.

Dans ce nouveau contexte des relations Amérique latine / Union européenne, l'Équateur aiguise certains appétits. Il a connu en 2011 une croissance de 7,8 % ; son déficit budgétaire réel en exécution est faible, estimé entre -1 et 0% du PIB en 2011 et 2012, tandis que les prélèvements fiscaux sont en hausse[8]. De même, le déficit commercial est en diminution. Standard & Poor's ne s'y trompe pas : il a relevé la notation de la dette souveraine de l'Équateur de B- à B en juin 2012, puis de nouveau de B à B+ en août 2014.

---

[5] *Id.*

[6] *Id.*

[7] SERVICIO EUROPEO DE ACCION EXTERNA, *La Unión Europea y América Latina : Una asociación de actores globales*, rapport en ligne, consulté le 2 octobre 2013, http://eeas.europa.eu/la/docs/com09_495_es.pdf.

[8] DIRECTION GENERALE DU TRESOR, « Points forts-Points faibles des pays de l'Amérique Andine, du Panama et de la Caraïbe », *op. cit.*

Enfin, l'Équateur offre désormais de réelles opportunités, en raison de la politique publique dans le domaine des infrastructures qui intéressent particulièrement les entreprises européennes. Signe de ce changement, Nicole Bricq, alors ministre du Commerce extérieur français, s'est rendue en Équateur les 4 et 5 décembre 2012, accompagnée des représentants d'une quinzaine d´entreprises françaises[9]. Au cours de ce déplacement en Équateur, la ministre a d'ailleurs signé le protocole financier relatif au projet de tramway à Cuenca, que réalisera un consortium d'entreprises françaises. Face à ces manifestes signes d'intérêt, on peut supposer que l'asymétrie entre Équateur et UE commence à se résorber, même si elle reste toujours défavorable à l'Équateur.

C'est dans ce nouveau contexte que s'inscrivent le discours souverainiste de Rafael Correa et son appel à mettre en œuvre la « seconde indépendance ». Plus généralement, le constat d'une souveraineté non effective rejoint la dénonciation d'un héritage colonial qui aurait fait de l'Équateur une marge de la marge. Il ne dénonce pas seulement la relation asymétrique du temps présent, mais ses causes profondes : le poids d'une tradition coloniale qui a façonné les imaginaires des deux côtés de l'Atlantique, avant mais aussi après l'Indépendance du pays. Au XIXe siècle, l'Équateur, ancienne colonie espagnole, a par exemple cherché ses canons culturels dans des modèles européens ; l'histoire de la littérature équatorienne en témoigne, aspect sur lequel nous ne reviendrons pas ici, car il a été longuement étudié[10]. Face à ces héritages, le discours nationaliste de Rafael Correa se veut émancipateur. Il invite notamment l'Équateur à prendre part à une intégration régionale qui doit contribuer à rééquilibrer les rapports de force, en faisant poids et force avec ses voisins latino-américains. Il s'agit de prendre part à une stratégie qui repense les relations centre / périphérie, afin de déplacer le pays des marges vers le centre.

De la périphérie vers le centre : la nécessaire intégration régionale

Avec l'expression « seconde indépendance », Correa n'innove pas. Le Mexicain José Vasconcelos l'utilisait déjà pour dénoncer un Nord hégémonique qui cherchait à imposer ses règles du jeu politique et économique, mais aussi ses normes culturelles, freinant alors l'émergence d'une culture proprement nationale. Dans son ouvrage *Bolivarismo y Monroísmo* de 1934, Vasconcelos affirme que l'impérialisme s'est substitué au

---

[9] DIRECTION GENERALE DU TRESOR, « Mission de la Ministre du Commerce Extérieur en Équateur et Colombie du 4 au 6 décembre 2012 », compte-rendu en ligne, consulté le 5 octobre 2013, https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/equateur.

[10] Un numéro spécial de la revue *Crisol* est consacré à cette thématique : *France / Équateur : regards croisés*, volume coordonné par SINARDET Emmanuelle, *Crisol*, n° 17, Nanterre, 2013.

colonialisme d'antan pour mieux en prolonger les diverses formes de domination, y compris culturelles. La solution reposerait alors sur une union qu'il appelle le « bolivarisme » et qui implique la création d'une fédération de tous les peuples de « culture espagnole[11] ». En Équateur, dans les années 1940, Benjamín Carrión, ami de Vasconcelos, tient un discours semblable ; il utilise la notion de « seconde indépendance » pour promouvoir une politique culturelle susceptible de faire émerger l'équatorianité, cette identité nationale encore en germe. Il fonde en 1944, dans ce but, la *Casa de la Cultura Ecuatoriana* (CCE)[12]. Plus tard, Fidel Castro assume à son tour la notion de « seconde indépendance » dans des discours qui se veulent également anti-impérialistes et anti-oligarchiques. Au XXIe siècle, c'est Hugo Chávez qui se présente comme l'héritier de ce discours et qui réactive l'expression de « seconde indépendance ». Là encore, l'union hispano-américaine et le bolivarisme représenteraient des instruments privilégiés pour contrebalancer l'hégémonie d'un Nord étasunien et européen, jugé impérialiste.

Correa s'inscrit dans cette tradition latino-américaine qui considère d'un regard critique les apports réels des indépendances politiques du XIXe siècle : rompre avec la puissance coloniale reste insuffisant, tant que les rapports de forces restent bénéfiques à cette dernière. Sur le plan économique, il entend résister à ce qu'il présente comme des diktats du Nord. Il critique le poids trop important de la Banque mondiale, du F.M.I. et de Washington dans la conduite des affaires du pays. Il rejette la signature avec les États-Unis du Traité de libre-échange qui doit faire entrer le pays dans la zone de libre-échanges des Amériques. En avril 2007, il expulse le représentant de la Banque mondiale à Quito. De même, il ne renouvelle pas l'accord de 1999 qui concédait pour dix ans la base aérienne militaire de Manta aux États-Unis. Ces initiatives nationales s'inscrivent dans le nouveau contexte des relations latino-américaines, favorable à l'intégration régionale, une intégration que Correa prône et défend. D'ailleurs, en 2009, les commémorations du bicentenaire de l'Indépendance se distinguent des précédentes par leur volonté de rappeler que le premier Gouvernement autonome quiténien de 1809 a été, avec celui de la Bolivie,

[11] VASCONCELOS José, *Bolivarismo y Monroísmo*, Santiago de Chile, Ed. Ercilla, 1934, p. 7.

[12] La CCE pose la question centre / périphérie à travers les termes de « petit » et « grand » : petit et grand pays, petite et grande cultures. Carrión met son énergie au service de l'édification d'un Équateur digne de participer au concert des nations. Admettant que l'Équateur est condamné à rester un petit pays par sa taille, par sa puissance économique et militaire et par son poids diplomatique sur la scène internationale, il entend œuvrer à en faire un grand pays culturellement, qui doit faire l'admiration et forcer le respect des pays du « centre » (MOREL Anne-Claudine, « Las "políticas culturales" en la Casa de la Cultura Ecuatoriana entre 1944 y 1957: desavenencia o armonía entre Benjamín Carrión y Pío Jaramillo Alvarado », *Ecuador debate,* 2010, n° 81, p. 79-80).

précurseur d'une geste émancipatrice partagée par l'ensemble des États latino-américains au XIXe siècle. La Commission Nationale Permanente des Commémorations Civiques équatorienne a étroitement collaboré avec ses homologues latino-américaines à l'organisation d'événements communs, qui ont donné aux festivités une dimension nettement continentale.

La nouvelle Constitution de 2008, dans son chapitre III, prône même l'intégration régionale. Cette mention, dans une Constitution, de la nécessaire participation de l'Équateur aux processus d'union latino-américaine, montre combien cette dernière est jugée vitale pour le petit pays : elle serait un gage d'indépendance et un outil de la réalisation effective de la souveraineté, une souveraineté qui, selon Correa, ne saurait être ramenée à un nationalisme réducteur. L'Équateur est ainsi membre de nombreuses organisations régionales : du Groupe de Rio, de l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration), du SELA (Système économique d'Amérique latine et des Caraïbes), de la Commission Permanente du Pacifique Sud, ou encore de l'OTCA (Organisation du traité de coopération amazonienne). L'Équateur est également membre associé du MERCOSUR et candidate pour en devenir membre de plein droit[13]. Il est bien sûr membre de la Communauté Andine des Nations (CAN), vers laquelle il dirige près de 15 % de ses exportations.

L'Équateur s'inscrit dans des dynamiques d'intégration qui sont non seulement économiques mais politiques et qui tendent à devenir de plus en plus larges, pour parler depuis une position latino-américaine commune. Dans le cadre d'une intégration continue de l'Amérique du Sud, l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), par exemple, dont le traité constitutif a été signé en 2008 et qui a Quito pour siège, a intégré les deux grands blocs économiques de la région, le Mercosur et la CAN, mais elle s'est également donnée pour objectif de construire une identité et une citoyenneté sud-américaines[14]. Même si cette union politique reste fragile, elle est composée des douze États d'Amérique du Sud et s'est dotée d'emblée d'institutions pérennes, dont un parlement. L'UNASUR a d'ailleurs officiellement soutenu l'Équateur dans son différend avec le Royaume-Uni concernant l'affaire Julian Assange, le fondateur de Wikileaks retranché dans l'ambassade de l'Équateur à Londres. En août 2012, elle a exprimé sa solidarité au gouvernement

---

[13] « Ecuador solicitó proceso de negociación para ser miembro de Mercosur », *Diario El Comercio*, 19/06/2013, article disponible en ligne, consulté le 5 octobre 2013, http://redcomsur.org/sitio/ecuador-solicito-proceso-de-negociacion-para-ser-miembro-de-mercosur/

[14] *Tratado Constitutivo de la Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR)*, en ligne, consulté le 2 octobre 2013, http://www.nodo50.org/ceprid/spip.php?article162.

équatorien et a réaffirmé « le droit souverain des États d'accorder l'asile[15] ». L'Équateur est également membre d'un ensemble plus vaste encore, la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC). Créée en février 2010 lors du sommet du Groupe de Rio à Cancún, la CELAC est un géant qui regroupe les États d'Amérique latine et de la communauté caribéenne (Caricom), soit tous les pays latino-américains. Elle entend développer les relations Sud / Sud afin, notamment, de peser sur la scène internationale et de défendre « une vision commune latino-américaine et caribéenne dans les dialogues extérieurs[16] ». Enfin, l'Équateur est membre d'une autre initiative qui, quoique peu influente, illustre encore les efforts pour rééquilibrer les rapports de forces avec les puissances historiques et s'émanciper de leur tutelle : l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des Peuples (ALBA - TCP). Créée en 2005 à l'initiative du Cubain Fidel Castro et du Vénézuélien Hugo Chávez, l'ALBA (qui signifie aussi « aube » en français) s'efforce de promouvoir l'intégration des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes selon les principes de solidarité, complémentarité, justice et coopération. Elle se veut la réponse et un contrepoids à la zone de libre-échanges des Amériques (ALCA en espagnol), promue par les États-Unis et accusée de renforcer l'hégémonie de ces derniers. L'ALBA rassemble des représentants de ces gouvernements dits de gauche, notamment de Cuba, du Venezuela, de l'Équateur, de la Bolivie, du Nicaragua ou du Honduras jusqu'à l'éviction de Zelaya[17].

Toutefois, le discours autour de la nécessaire seconde indépendance ne relève pas seulement de l'anti-impérialisme, selon un paradigme Nord / Sud. Dans le cas de l'Équateur, la « seconde indépendance » comme réalisation effective de la souveraineté nationale articule également les différents axes d'un projet de reconstruction nationale : la « seconde indépendance » doit être réalisée aussi et d'abord au sein même du pays. Ce qui remet en perspective la thématique qui nous occupe : la question des relations de forces avec l'Europe semble en réalité dépassée, même si elle est loin d'être secondaire. Plus exactement, du point de vue de l'Équateur, elle ne doit plus être posée dans les mêmes termes. Les rapports de forces avec l'Europe concernent également les outils intellectuels

---

[15] Propos officiels rapportés dans l'article « Assange : l'Unasur soutient l'Équateur », *Le Figaro*, 20 août 2012.

[16] CELAC, Objectifs de la CELAC, en ligne, consulté le 5 octobre 2013, http://www.minrel.gob.cl/que-es-la-celac/minrel/2012-08-29/093712.html

[17] MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES Y MOVILIDAD HUMANA, « Alianza Bolivariana para los Pueblos de nuestra América ALBA-TCP », en ligne, consulté le 18 mai 2015, http://www.cancilleria.gob.ec/aspectos-generales-alba/. Voir également le site de l'ALBA, consulté le 5 octobre 2013, http://www.portalalba.org

et culturels utilisés pour penser la réalité équatorienne, des outils porteurs de valeurs et forgés jusque-là depuis l'Europe : l'enjeu est alors de se libérer d'une forme de colonisation des savoirs et des esprits.

D'ailleurs, poser la question des rapports de forces Europe / Équateur, n'est-ce pas implicitement accepter des grilles de lecture occidentales, lesquelles construisent des hiérarchies dominant / dominé ou centre / périphérie ? C'est poser un regard qui serait forcément euro-centré, en impliquant de penser les relations Équateur / Europe au prisme des vieux paradigmes Nord / Sud, colonisateurs / colonisés, néo-colonisateurs / néo-colonisés. Il nous semble justement que le projet de « seconde indépendance » défendu par l'Équateur de Rafael Correa va plus loin parce qu'il questionne les héritages culturels européens dans les représentations et l'imaginaire national. La Constitution de 2008 s'avère à ce titre éclairante.

Émanciper les esprits des regards européens

La nouvelle Constitution, à notre sens, remet en question le modèle d'État-nation hérité de l'Indépendance et d'inspiration européenne, un modèle « uninational » reposant sur une équatorianité pensée comme homogène et articulée autour du castillan comme langue officielle. Prenant le relais de la tutelle coloniale, ce modèle, dès 1830, aurait contribué à faire de l'État l'artisan d'une colonisation intérieure. Car les constructeurs du jeune État équatorien sont des *criollos* qui n'ignorent pas en 1830, au moment de l'Indépendance, la diversité de la société équatorienne ni le poids démographique de la population indienne. Celle-ci représente les trois quarts de la population totale, estimée alors à 412 000 habitants environ[18]. Le fait de créer un État-nation sur le modèle européen, c'est-à-dire d'après le modèle culturel dominant « blanc », montre clairement que les Indiens, les Noirs et les métis ne représentent aucun potentiel politique ou culturel aux yeux créoles, européanisés et souvent formés en Europe. L'État national équatorien naît d'un divorce entre le projet choisi et la réalité du pays, entre l'identité du groupe à la tête de l'État et celle de la majorité de la population ; c'est là que réside, en termes culturels, cet autre rapport de forces avec l'Europe, une Europe « médiatisée » par les élites locales blanches et blanches-métisses.

Au XIX^e^ siècle, le problème qui nuit à la réalisation du projet de l'élite, présenté comme le projet national, n'est à aucun moment défini comme la contradiction existant dans le fait

[18] RAMON VALAREZO Galo, « Estado plurinacional : una propuesta innovadora atrapada en viejos conceptos », AYALA MORA Enrique (dir.), *Pueblos indios, Estado y derecho*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1992, p. 11.

qu'une minorité aspire à devenir une nation, une nation occidentale et européanisée. Le problème est toujours posé comme celui d'une « hétérogénéité » ethnique, une « diversité » comprise comme une entrave au progrès. Dès lors, la condition du développement de la jeune république ne peut que reposer sur l'uniformisation de la langue (en faveur du castillan), de la façon de se vêtir ou de la pensée politique et religieuse. Il faut que les « minorités », bien qu'elles représentent une majorité de la population, adoptent le modèle culturel *criollo* et occidental.

Cet État équatorien du XIXe siècle, par conséquent, n'est pas l'expression finale d'un processus de constitution d'une nation, mais un instrument pour réaliser le projet d'une minorité, laquelle aspire à se constituer en nation en s'inspirant des modèles politiques et culturels européens. Non seulement cette élite élude ce qui est reconnu aujourd'hui comme une réalité multiculturelle, mais elle entreprend une forme de colonisation intérieure des populations indiennes, au nom de la nécessaire homogénéité nationale. Au XXe siècle encore, il s'agit de réaliser la vision de l'unité nationale basée sur le métissage, sur une langue unique – le castillan – et sur un territoire contrôlé par un seul pouvoir représenté par l'État ; autant d'éléments d'une « ethnicité fictive » pour reprendre l'expression de Balibar[19], car elle nie la réalité multiculturelle et multiethnique. Au XXe siècle, elle veut faire croire que l'Équateur comme État est l'expression politique d'une seule et même nation, métisse, issue d'un processus de constitution entre Indiens et Espagnols ; qu'il y a bien une seule identité équatorienne et un seul État national qui sera définitivement consolidé lorsque les populations indiennes seront intégrées à la société.

Justifier ce projet implique de présenter l'histoire nationale comme celle d'un métissage continu. L'histoire est revisitée. L'État-nation, en 1830, ne représenterait que la dernière étape du processus de métissage entamé avec la Conquête. Dans les années 1890, Federico González Suárez, par exemple, définit les débuts de l'histoire nationale par l'apparition du métis, et conteste qu'elle puisse commencer avant la Conquête et la colonisation[20]. Le point de vue demeure euro-centré dans la mesure où l'histoire équatorienne commence avec l'arrivée des Espagnols. L'histoire nationale est bien pensée au prisme du déroulement de

---

[19] BALIBAR Etienne et WALLERSTEIN Immanuel, *Race, nation, classe : les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1997, p. 125. Balibar souligne qu'aucun État national ne possède une base ethnique homogène. Le nationalisme est en quelque sorte le moteur de la production d'une « ethnicité fictive ». Les peuples n'existent pas naturellement, seulement en vertu d'une descendance, d'une communauté de culture ou d'intérêts préexistants. Il faut instituer dans le réel (et donc dans le temps de l'histoire) leur unité imaginaire.

[20] GONZALEZ SUAREZ Federico, *Historia General de la República del Ecuador*, Quito, CCE, 1970, tome II, p. 22.

la modernité occidentale et européenne. Les historiographies qui alimentent l'histoire officielle de la première moitié du XX^e^ siècle situent les Indiens parmi les populations « préhistoriques » ou « préhispaniques ». Outre que de tels termes tendent à justifier l'idée que c'est le métissage qui est à l'origine de la nation, ils contribuent à nier toute survivance des Indiens en tant que peuple doté d'une histoire ininterrompue et, partant, d'un avenir historique. L'Équatorien ne peut naître que de la rencontre avec l'Espagnol. Selon cette conception, les Indiens ne sauraient être pris en compte en tant que potentiel culturel : ils sont des « fossiles », les traces d'une ère révolue. L'État-nation n'a alors de cesse, et ce de bonne foi, d'uniformiser les croyances et les mentalités, les us et coutumes, la langue et les formes d'organisation économique, en vertu du modèle culturel dominant, aux référents et aux valeurs européennes. Les pratiques indiennes sont considérées comme forcément « sauvages » ou « primitives ». Au mieux, elles apparaissent « folkloriques ». Les langues dites autochtones sont définies comme « incultes » et doivent disparaître. La Nation Équateur est appelée à devenir un monopole culturel imposé à des « minorités » représentant pourtant la majorité[21]. Les discours nationalistes de la première moitié du XX^e^ siècle tendent d'ailleurs à confondre patrie, nation et unité nationale : ils n'envisagent qu'une nation homogène, dotée d'une même identité. Il se dessine, dans les discours et les textes, une communauté « imaginaire », présentée pourtant comme une réalité tangible et comme le cœur du projet de construction nationale[22]. Évidemment, ce n'est qu'au prix d'une terrible domination des Indiens que cette communauté « imaginaire » peut exister et espérer devenir un jour réalité. Elle s'affirme par la négation de l'existence d'une pluralité ethnique. Autrement dit, les discours nationalistes exaltant une supposée unité nationale et une équatorianité métisse, au XX^e^ siècle, s'inscrivent dans la prolongation de l'idéal *criollo* et « européisant » de 1830. Il n'existerait que des « frontières intérieures », qu'est appelé à faire disparaître le processus de consolidation de l'État-nation, un processus qui est aussi une forme de colonisation intérieure, au nom de la modernité occidentale.

---

[21] À ce sujet, voir SINARDET Emmanuelle, « Majoritaire, minoritaire ou mineur ? : l'Indien en Équateur (1895-1925) », François MARTINEZ et Marie-Christine MICHAUD (dir.), *Minorité(s) : construction idéologique ou réalité ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 147-158 ; SINARDET Emmanuelle, « La preocupación higienista en la educación ecuatoriana de los años treinta y cuarenta », *Bulletin de l'IFEA*, Lima, IFEA, tome 28, n°3, 1999, p. 411-432.

[22] Nous reprenons l´expression de Benedict Anderson, selon lequel la construction d'une identité nationale passe par l'élaboration d'une « communauté imaginée » : même si un individu ne peut connaître tous les membres de la communauté nationale, il est capable de se la représenter (ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002, p. 19).

En ce sens, le projet de « seconde indépendance », au XXIe siècle, peut être compris à la lumière des notions développées par les études postcoloniales. Il peut être lu comme la volonté d'aller au-delà des clivages encore prégnants entre un « eux » et un « nous », entre centre et périphérie, à l'échelle du pays même. La seconde indépendance entend « décoloniser » des populations colonisées de l'intérieur, indiennes en tête ; elle veut contribuer à « déseuropéaniser » les esprits. Elle prétend aller « au-delà » de l'héritage colonial puis néo-colonial. Il s'agit aussi de rompre avec une lecture linéaire et séquentielle de l'histoire nationale qui débuterait une marche vers le progrès avec la Conquête : l'avant colonial n'est plus une pré-histoire. Le point de vue se décentre alors de l'Europe et est envisagé depuis la spécificité américaine. En termes culturels et intellectuels, la soumission intériorisée (et souvent inconsciente) aux outils et aux regards européens est remise en question. Cela doit avoir pour effet de « provincialiser » l'Europe dont les normes culturelles doivent cesser d'être hégémoniques. Il s'agit d'en finir avec la grille de lecture de la réalité nationale autour des pôles civilisation et barbarie, progrès et retard, premier et tiers mondes, qui a fait des peuples autochtones des subordonnés. Car le regard européanisé des élites équatoriennes sur leurs concitoyens a façonné des « autres » face à un « nous », et a fait des Indiens des étrangers dans leur propre pays. Le rapport à l'altérité est ici repensé : il passe par le refus de distinguer ou de classer, de distinguer des citoyens à part entière et des citoyens de seconde zone, subalternes des premiers ; il refuse également la hiérarchie des savoirs quels qu'ils soient, académiques, ancestraux, traditionnels, populaires, autochtones. Avec le modèle « uninational » des XIXe et XXe siècles, il s'est reproduit à l'échelle de l'Équateur une organisation culturelle où, à travers l'hégémonie blanche et blanche-métisse, l'Europe et ses prolongements, les États-Unis, étaient au centre ; l'univers indien se trouvait à la périphérie. Il s'agit désormais de sortir du paradigme colonial.

De ce point de vue, la Constitution de 2008 se détache du regard colonial pour lequel toute une partie de la population, indienne, vivait hors du système national, comme « à côté ». Il ne doit plus y avoir une seule identité nationale, sociale, culturelle, de genre ; la nouvelle Constitution reconnaît des identités multiples, tout en admettant que certaines puissent être hybrides, à la fois *saragura* et équatorienne par exemple, et mouvantes, car tantôt davantage l'une que l'autre. Elle s'efforce de façonner une nation sans centre ni périphérie, où le principe d'égalité se fonde sur le droit à des différences pouvant être remodelées. Certes, le projet peine à atteindre ses objectifs, mais la Constitution de 2008 apporte des innovations indéniables. Approuvée à 64% lors du référendum du 28 septembre 2008 et entrée en vigueur le 21 octobre 2008, elle consolide fortement les droits des peuples

indigènes. Elle reprend les acquis de la Constitution de 1998 et proclame l'État interculturel et plurinational. La nation équatorienne, selon le Préambule, reconnaît ses racines millénaires, forgées par des femmes et des hommes provenant de peuples divers. La nation équatorienne est définie comme plurielle et interculturelle dans l´article 1. En outre, dès la deuxième phrase du Préambule, elle rend hommage à la *Pacha Mama*, la terre nourricière selon les peuples autochtones, en tant qu'élément fondamental à laquelle le peuple appartient et qui est vital pour son existence. La Constitution équatorienne ne s'en tient pas à de simples déclarations de principe. Elle octroie à la *Pacha Mama* la personnalité juridique, en la proclamant sujet de droit. L'Équateur ainsi est le premier État au monde à élever la nature au rang de sujet de droit[23]. Ce faisant, la Constitution de 2008 rompt avec la conception européenne, occidentale, de la relation de l'homme au monde, laquelle avait érigé l'homme en maître de la nature et avait défini le progrès en fonction du degré de domination exercé sur cette dernière.

D'autre part, la Constitution de 2008 satisfait une partie des revendications indiennes, en reconnaissant officiellement les langues indiennes existantes et en proclamant qu'il incombe à l'État de les défendre et de les promouvoir[24]. Elle introduit aussi la reconnaissance officielle de formes de nations au sein de la Nation, en évoquant les *nacionalidades,* les nationalités indiennes[25]. Elles reconnaît l'existence de groupes humains qui, tout en étant dans la nation, présentent des traits identitaires communs — origine dite ancestrale, une histoire précolombienne, des formes d'organisation sociales,

---

[23] MONJEAN-DECAUDIN Sylvie, « Constitution et équatorianité : la Pacha Mama proclamée sujet de droit », *HISAL, HISTOIRE(S) de l´Amérique latine*, n° 4 *L´équatorianité en question(s)*, 2010, article en ligne, consulté le 6 octobre 2013, http://www.hisal.org/index.php?journal=revue&page=article&op=viewFile&path%5B%5D=Monjean-Decaudin2010-1&path%5B%5D=100.

[24] MACÍAS BARRES David, « La interculturalidad dentro de la Constitución Ecuatoriana del 2008 : un proyecto de construcción identitaria a futuro », *HISAL, HISTOIRE(S) de l'Amérique latine,* n° 4 *L'Équatorianité en question(s)*, 2010, article consulté le 6 octobre 2013, http://www.hisal.org/index.php?journal=revue&page=article&op=viewFile&path%5B%5D=MaciasBarres2010-1&path%5B%5D=99.

[25] La notion de *nacionalidad*, selon cette conception multiculturelle et pluriethnique, n'est pas synonyme de *nation*. Les deux notions ne s'opposent pas non plus : la *nation* est définie comme une catégorie de l'État qui implique une appartenance à un territoire souverain, tandis que la *nacionalidad* renvoie a une unité historique, linguistique, culturelle et à des formes d'organisation sociales propres (SIDENPE - Sistema de Indicadores de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador, organisme relevant du Ministerio de Coordinación de Desarrollo Social, document en ligne, consulté le 10 octobre 2013, http://www.siise.gob.ec/siiseweb/PageWebs/Marco%20Conceptual/macsdp_areas1.htm).

économiques et culturelles propres et une langue qui n'est pas le castillan — qui diffèrent de ceux traditionnellement associés à la communauté nationale telle qu'elle a été définie par les précédents textes constitutionnels. La Constitution de 2008 opte également pour le terme de *pueblos* (peuples), que l'on peut comprendre comme la subdivision d'une nationalité, telle la *kichwa* par exemple, en peuples, les *cañaris*, *saraguros*, *otavalos* entre autres. Le projet culturel dont témoigne la nouvelle Constitution échappe ainsi à la tentation du ressourcement identitaire à travers la valorisation d'une figure intemporelle — et désincarnée — de l'Indien au singulier.

L'Équateur s'efforce en cela de se dégager d'une représentation euro-centrée et « blanche-métisse-centrée » de la nation. C'est en ce sens que la question du rapport de forces avec l'Europe et même celle de la résorption des asymétries doit être reformulée : réaliser une souveraineté qui se veut aussi culturelle, c'est se décentrer, pour mieux devenir son propre centre ou, plus exactement, abolir la notion même de centre. Cette pensée tend à surmonter les diptyques dominant / dominé ou marge / centre. L'équatorianité y devient le fruit de l'interdépendance entre toutes les histoires, histoires européennes et coloniales, histoire « uni-nationale », histoires indiennes, histoires afro-équatoriennes. Il ne s'agit pas d'inverser la relation dominant / dominé, ce qui serait rester encore dans le cadre colonial et dans les paradigmes du rapport de forces traditionnel, mais de penser les interrelations entre les groupes, pour proposer une nouvelle forme d'égalité, grâce au décentrement du regard qui n'est pas, d'ailleurs, sans relever du regard postcolonial théorisé par Homi Bhabha[26]. Au-delà des ambigüités et des limites encore fort nombreuses du projet, notamment à l'heure de la réaliser concrètement – limites manifestes dans les pratiques parfais autoritaires du gouvernement –, l'Équateur tente de penser aujourd'hui une nouvelle modernité politique et culturelle qui reformule les enjeux des rapports de forces avec l'Europe, puisque cette nouvelle modernité reposerait sur le « produit de transactions dialogiques et à double sens, comme processus de (re)négociation perpétuelle[27] ».

La question des rapports de forces entre l'Équateur et l'Europe reste d'actualité si l'on considère les nombreuses asymétries persistantes, bien que le regard européen sur le petit pays tende à évoluer favorablement et même si la promotion d'une intégration latino-américaine accrue contribue à faire de l'Équateur un interlocuteur pour l'UE. Toutefois, au

[26] BHABHA Homi., *Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*, Paris, Payot, 2007.

[27] ZECCHINI L.aetitia, « Les études postcoloniales colonisent-elles les sciences sociales ? », *La Vie des idées*, 27 janvier 2011, article en ligne, consulté le 10 octobre 2013, http://www.laviedesidees.fr/Les-etudes-postcoloniales.html.

XXIe siècle, ces rapports de force se situent également à un autre niveau, qui ne concerne plus seulement la puissante – quoique fragilisée – Union européenne, mais les héritages culturels, encore influents dans les esprits, des anciennes puissances coloniales. Celles-ci ont durablement imposé valeurs, référents, grilles de lecture ; médiatisé par les élites blanches et blanches-métisses au XIXe puis au XXe siècle, le regard euro-centré sur la réalité nationale a légitimé les politiques de colonisation intérieure des populations indigènes. C'est pourquoi rééquilibrer les relations avec l'Europe signifie aussi, au XXIe siècle, se défaire d'un regard euro-centré, se dé-centrer et, par conséquent, « provincialiser » l'Europe.

Certes, les efforts pour se dégager des paradigmes coloniaux connaissent de nombreuses limites qui montrent que le regard euro-centré reste bien présent dans l'imaginaire, les représentations et les constructions identitaires équatoriennes. Les discours tenus lors des commémorations du bicentenaire de l'Indépendance l'illustrent encore. Ils ont continué d'essentialiser les identités, tendant ainsi à les schématiser. En glorifiant le parcours des grandes figures de l'Indépendance et en insistant sur les traits généraux du peuple au singulier, ils ont omis les distinctions au sein de ce peuple et ont contribué à le représenter comme un ensemble uni et homogène. Toutefois, la « seconde indépendance » à réaliser postule bien que l'indépendance de 1830 n'a pas occulté les traces de la domination, que l'État-nation hérité de la « première » indépendance reposait sur un appareil de savoir européanisant comme instrument de domination. C'est une pensée des marges qui se met en marche, à défaut d'être encore une « pensée *de* la marge[28] ».



Emmanuelle SINARDET est Professeure des Universités de civilisation latino-américaine à l'Université Paris Ouest Nanterre - La Défense, membre du « Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-Américaines » (CRIIA-EA 369) et responsable du Centre d'études équatoriennes. Ses recherches portent sur l'histoire culturelle de l'Equateur.

[28] *Id.*

Désunion à l'Ouest ? Les relations euro-américaines de 1965 à 1975. Nicolas Badalassi

Université de Bretagne-Sud, CERHIO-UMR 6258

Dans l'histoire des relations entre les États-Unis et les pays d'Europe occidentale, la période 1965-1975 se distingue par une formidable divergence d'intérêts de part et d'autre de l'Atlantique. Ce constat effectué dès la fin des années 1960 par les observateurs avisés des relations internationales apparaît aujourd'hui sous un nouveau jour, en raison notamment de l'ouverture généralisée des archives diplomatiques américaines et ouest-européennes couvrant ces années. Ces documents désormais accessibles rendent possible une analyse plus approfondie d'une décennie d'apparentes tensions transatlantiques qui tranche avec l'union et la solidarité occidentales exceptionnelles des années de guerre froide qui ont précédé. En même temps, ces nouvelles sources permettent aussi de nuancer ce constat pessimiste : les moments d'entente ne sont pas rares et portent sur des sujets qui sont loin d'être secondaires. Il faut dire que la période est particulièrement chargée du point de vue international et correspond même à un bouleversement profond des relations internationales en ce qu'elle remet en question certains paramètres issus de l'après Seconde Guerre mondiale, comme la stricte bipolarité – bousculée par la montée en puissance de la Chine populaire – ou la prospérité économique occidentale.

Parmi les principaux dossiers qui marquent la période, quatre d'entre eux intéressent au premier chef les Occidentaux et constituent autant de points de discussions – et donc d'achoppement – au sein de l'Alliance atlantique : la guerre du Vietnam, les relations avec le bloc de l'Est, les problèmes monétaires, la situation au Moyen-Orient et les questions énergétiques qui en découlent. Ces dossiers sont liés entre eux et sont difficilement séparables les uns des autres.

Il convient en outre de considérer le climat de détente dans lequel s'inscrit la période. L'apaisement des tensions Est-Ouest après 1962 et, de fait, l'amenuisement de la menace de guerre nucléaire participent de la perte de cohésion au sein des deux blocs. Ainsi, dans le monde soviétique, les premières fissures apparaissent en Tchécoslovaquie avec le printemps de Prague, en Roumanie avec la propension de Ceausescu de se détacher de Moscou en matière politique, en Pologne avec les grandes grèves ouvrières de 1970, en Hongrie avec le développement spectaculaire du marché noir. À l'Ouest, le premier pays à s'écarter de la ligne atlantique est la France du général de Gaulle, et ce dès 1959 avec le retrait progressif de la Marine française du commandement intégré de l'OTAN. Si cette

politique de distanciation vis-à-vis de Washington s'amplifie par la suite, elle ne remet pas pour autant en question l'Alliance atlantique elle-même.

Néanmoins, l'engagement américain au Vietnam, en suscitant une vague de condamnation en Occident, inaugure une période où les intérêts des pays situés de part et d'autre de l'Atlantique semblent antinomiques. Il faudra attendre le choc pétrolier de 1973 et la fin de l'intervention américaine au Vietnam pour que la solidarité occidentale soit de nouveau à l'ordre du jour.

Comment se traduit cette divergence d'intérêts ? Sur quels dossiers se produit-elle ? A quels résultats aboutit-elle ? Quelles en sont les limites ? Pourquoi n'a-t-elle, au final, que peu de chances d'aboutir à une vraie rupture à l'intérieur du monde occidental ?

L'effet Vietnam

Un précurseur : de Gaulle

On l'a dit, les bouleversements qui s'opèrent dans le camp occidental à partir du milieu des années 1960 sont rendus possibles d'abord et avant tout par la détente Est-Ouest consécutive à la crise de Cuba. Ainsi, de Gaulle considère très tôt que si Khrouchtchev avait eu les moyens de faire la guerre aux Américains à propos des missiles cubains, il n'aurait probablement pas reculé. Par conséquent, s'il n'y a dans le monde, toujours selon de Gaulle, qu'une seule grande puissance – les États-Unis – et si le risque de guerre est écarté, à quoi bon laisser la sécurité de la France et de l'Europe occidentale dépendre entièrement du bouclier américain[1] ? C'est ce raisonnement qui conduit le Général à mettre en œuvre une politique qu'il a définie dès son retour au pouvoir en 1958 mais qu'il ne pouvait mener à son terme jusqu'alors en raison d'une part de la menace que faisait peser sur la sécurité européenne l'ultimatum de Khrouchtchev concernant Berlin et d'autre part du « boulet algérien » que traînait la France.

Cette politique vise à rendre à la France la place qui était la sienne avant la Seconde Guerre mondiale tout en faisant des Européens les propres acteurs de leur sécurité. C'est finalement ce dernier point qui est le plus fondamental : de Gaulle développe dans les années 1960 une vision de la sécurité européenne que les autres pays de l'ouest du continent – y compris le Royaume-Uni dans la première moitié de la décennie 1970 – seront tentés d'adopter à leur tour.

Pour le Général, priorité doit être donnée à la détente politique : considérant la division de l'Europe en deux blocs comme une anomalie historique appelée à ne pas durer car fondée

[1] PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle*, Paris, Gallimard, 2002, p. 648.

sur des divergences idéologiques (à ses yeux, la nation est plus solide que n'importe quelle idéologie), de Gaulle estime nécessaire un rapprochement concret avec l'URSS et les autres pays du monde soviétique afin de poser les bases d'une vraie politique de « détente, entente, coopération » qui aboutirait à une décrispation pérenne des relations intra-européennes[2]. Le président sait parfaitement que celle-ci n'est possible que si les Européens de l'Est et de l'Ouest parviennent à établir un dialogue constructif sur l'avenir de l'Allemagne, question qui constitue la problématique par excellence de la guerre froide. Selon lui, il importe de dépasser les craintes que peut inspirer la République fédérale allemande aux peuples européens. Dépasser ces craintes doit aboutir à la disparition de l'ordre bipolaire sur le continent car, dit-il, « les régimes soviétisés de l'Est européen » ont utilisé « la méfiance instinctive des populations à l'égard des Germaniques pour justifier la guerre froide contre le monde libre, soi-disant entraîné par les « revanchards allemands »[3]. Aussi le président français considère-t-il que la RFA doit tout mettre en œuvre pour cesser d'apparaître comme une éventuelle menace au regard de l'URSS et de ses satellites. Il faut par conséquent qu'elle renonce définitivement aux armes atomiques et qu'elle accepte les frontières de 1945.

L'orientation européenne du discours gaullien prend d'autant plus de valeur qu'elle contraste avec la direction asiatique que donnent peu à peu les États-Unis à leur politique étrangère : en août 1964, le président Johnson fait voter par le Congrès la résolution du Golfe du Tonkin qui autorise l'engagement américain au Vietnam ; au début de l'année 1965, alors que le degré d'escalade en Indochine ne cesse de croître et que commencent les bombardements massifs du Nord-Vietnam, le débat fait rage en Occident sur l'intérêt à accorder à l'engagement communiste et internationaliste des dirigeants du Vietnam du Nord[4]. Au conseil des ministres du 17 février 1965, de Gaulle dénonce l'attitude américaine en expliquant que l'Asie s'apprête à se dresser contre les États-Unis, de plus en plus englués en Extrême-Orient, et qu'il est hors de question que la France « les escorte dans

[2] Voir REY Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement. France et URSS à l'heure de la détente*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1991.

[3] Conférence de presse du 4 février 1965, in DE GAULLE Charles, *Discours et messages*, volume 4, Paris, Plon, 1970, p. 325.

[4] SOUTOU Georges-Henri., *La guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest. 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 459-460.

cette voie[5] ». Les Européens doivent en outre profiter du fait que les intérêts de Washington se tournent vers l'Asie pour faire entendre leur propre voix[6].

Cette stratégie gaullienne est activement mise en œuvre dans les années 1965-1968 : la contestation de l'hégémonie américaine atteint des sommets avec le retrait des forces françaises du commandement intégré de l'OTAN en mars 1966 ; la France multiplie les contacts avec les pays d'Europe orientale et, plus généralement, avec la plupart des États de la planète. Cette politique, appuyée sur un régime républicain désormais stable, se fonde sur une économie dynamique, solide, ouverte sur le monde et renforcée par un effort spectaculaire en matière de modernisation, de recherche et d'investissement.

Très tôt, la diplomatie française enjoint ses partenaires de la Communauté européenne à aller dans le même sens. Ainsi, dès le milieu des années 1960, l'Italie se lance à son tour dans une politique dynamique de détente avec Moscou. Cela se traduit en politique intérieure par la formation, en décembre 1963, d'un gouvernement de coalition dirigé par Aldo Moro et composé de démocrates-chrétiens et de socialistes du PSI, parti dont l'idéologie reste proche de celle du PCI. En outre, la guerre du Vietnam est, comme en France, très impopulaire dans la péninsule. Les gouvernements italiens mettent en œuvre une politique plus critique à l'égard des États-Unis et tentent en parallèle de servir de médiateurs dans le conflit vietnamien[7]. En 1965, quand Amintore Fanfani est élu président de l'Assemblée des Nations Unies, il exprime son souhait que le monde puisse dépasser la division en blocs[8].

C'est cependant vers la RFA que se dirigent les principales injonctions françaises : on l'a dit, Bonn doit améliorer ses rapports avec le Kremlin dans le but de désarmer la propagande soviétique à l'égard des « revanchards allemands ». Le bourgmestre de Berlin-Ouest, Willy Brandt, est parfaitement conscient de cela. Dès lors qu'il devient ministre des Affaires étrangères en 1966, il témoigne de son désir de mettre sur pied une *Ostpolitik* qui passerait par un accord de non recours à la force avec Moscou, la reconnaissance de la

---

[5] PEYREFITTE Alain, *op. cit.*, p. 658.

[6] WENGER Andreas, MASTNY Vojtech, « New perspectives on the origins of the Helsinki process », WENGER Andreas, MASTNY Vojtech, NUENLIST Christian (dir.), *Origins of the European Security System: The Helsinki Process revisited. 1965-1975*, London, Routledge, 2008, p. 3-22.

[7] ATTAL Frédéric, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 233.

[8] *Ibid.*

ligne Oder-Neisse et la nullité des accords de Munich de 1938[9], trois demandes récurrentes de la part des Soviétiques depuis le début de la guerre froide.

Brandt a bien compris qu'en vertu des accords quadripartites de Potsdam de 1945, seul un dialogue avec l'URSS peut faciliter un rapprochement entre les deux Allemagne et, partant, poser les fondements d'une possible – mais lointaine – réunification. Cette *Ostpolitik* se déploie véritablement à partir de 1969, une fois Brandt devenu chancelier et n'ayant plus à composer avec Kurt Kiesinger, chef du gouvernement ouest-allemand de 1966 à 1969 et moins disposé aux concessions envers l'Est.Lors de son discours d'investiture le 28 octobre 1969, Brandt résume les principes de l'*Ostpolitik* par la formule « *Wandel durch Annäherung* » – le changement par le rapprochement – et explique que le but de sa politique est d'éviter que la division ne conduise à une rupture culturelle et psychologique entre les deux Allemagne, en plus d'une rupture administrative et politique déjà consommée. Aussi le chancelier décide-t-il de reconnaître l'existence des deux États allemands et les « réalités de 1945 ». Dans cette optique, la réunification doit intervenir au terme d'un long processus qui comprend, après la reconnaissance des frontières, l'instauration d'un nouveau système de sécurité en Europe[10].

En quelques mois, Brandt réussit à doter les rapports de son pays avec les États du pacte de Varsovie d'un nouveau visage. Il s'engage sur la voie d'un accord de non recours à la force avec l'URSS et de la normalisation des relations avec la Pologne, la Tchécoslovaquie et la RDA. Le traité de Moscou du 12 août 1970 proclame que la RFA et l'URSS « jugent inviolables, maintenant et à l'avenir, les frontières de tous les États d'Europe, dans le tracé qui est le leur le jour de la signature de ce traité, y compris la ligne Oder-Neisse, qui est la frontière occidentale de la République populaire de Pologne, et la frontière entre la RFA et la RDA[11] ». Bahr réussit à faire remplacer la notion d'« intangibilité » des frontières par celle d' « inviolabilité », ce qui, selon l'interprétation allemande, ne ferme pas la voie à une modification des frontières par la négociation.

Quoi qu'il en soit, c'est une réelle volonté de détente qui agite les dirigeants d'Europe occidentale à partir du milieu des années 1960. Ces velléités sont grandement facilitées par la politique extérieure américaine, presque entièrement tournée à ce moment-là vers le Vietnam, principal terrain d'application de la doctrine du *containment*. En effet,

---

[9] Entretien Pompidou/Brandt, 13 décembre 1966, Paris ; Entretiens de Gaulle/Brandt, 15 et 16 décembre 1966, Paris. Archives Nationales/Pierrefitte-sur-Seine (AN), 5 AG 1 163. RFA. 1966-1967.

[10] SOUTOU Georges-Henri, *op. cit.*, p. 498-501.

[11] GARTON ASH Timothy, *Au nom de l'Europe : l'Allemagne dans un continent divisé*, Paris, Gallimard, 1995, p. 259.

l'engagement illimité des États-Unis au Vietnam à partir de 1964 laisse croire aux Européens de l'Ouest que la défense de leur continent n'est désormais plus une priorité pour la Maison-Blanche, trop occupée à éviter une mise en œuvre de la théorie des dominos en Asie du Sud-Est[12]. Preuve de cet apparent désintérêt : les appels répétés de la part de sénateurs et députés américains en faveur d'une réduction des dépenses militaires en Europe – ou du moins d'un « partage du fardeau » – pour mieux les reporter vers le Vietnam (le démocrate Mike Mansfield devient la figure de proue de ce mouvement au Sénat[13]). Cela convainc les Européens de l'Alliance atlantique qu'il leur est désormais nécessaire de mener eux-mêmes des négociations avec Moscou pour assurer leur sécurité face à une URSS qui, malgré tout, demeure une menace potentielle.

Détente politique contre détente militaire

Cette divergence euro-américaine conduit à l'élaboration de deux logiques parallèles de détente avec l'URSS.

La première relève de la détente militaire et est d'abord et avant tout portée par les États-Unis : négocier une limitation des armements stratégiques avec Moscou leur permettrait de se concentrer sur les armements conventionnels nécessaires à l'armée américaine au Vietnam. C'est tout l'enjeu des accords SALT I (*Strategic Arms Limitation Talks*) signés à Moscou en mai 1972 par Leonid Brejnev et Richard Nixon. L'objectif est de garantir la parité nucléaire en maîtrisant les développements technologiques incontrôlés qui pourraient fournir à l'un des deux camps une supériorité momentanée[14]. En d'autres termes, l'accord « consacre le souci croissant des deux Grands de s'assurer que l'autre ne sera jamais tenté d'essayer contre son territoire une "frappe en premier"[15]. » Le sommet de Moscou et les SALT soulignent ainsi la volonté des États-Unis de discuter directement avec

---

[12] WENGER Andreas, MASTNY Vojtech, *art. cit.*, p. 3-22.

[13] Note du service des Pactes et du désarmement, 15 janvier 1971. Archives du Ministère français des Affaires Etrangères/La Courneuve (AMAE), Europe 1971-76, RFA, vol. 3000.

[14] L'accord prévoit un gel de cinq ans des armements stratégiques offensifs. Le plafond pour les missiles balistiques intercontinentaux ICBM (*Intercontinental Ballistic Missiles*) est fixé à 1 054 pour les États-Unis et à 1618 pour l'URSS ; pour les missiles mer-sol balistiques stratégiques SLBM (*Submarine-Launched Ballistic Missiles*), il est fixé à 656 pour les États-Unis et à 740 pour l'URSS. Les systèmes de défense antimissiles ABM sont limités à deux sites pour chacun des deux Grands. Les SALT ne concernent ni les missiles à têtes multiples et guidées (les MIRV, *Multiple Independently Targeted Reentry Vehicles*), ni les bombardiers à long rayon d'action.

[15] MELANDRI Pierre, *Une incertaine alliance. Les Etats-Unis et l'Europe. 1973-1983*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988, p. 61.

les Soviétiques, sans s'encombrer de la présence des Britanniques et des Français qui avaient l'habitude de prendre part à ces rencontres au sommet durant les années 1950 et 1960.

Les négociations MBFR (*Mutual and Balanced Forces Reductions*) entre l'Est et l'Ouest entamées en 1973 à Vienne et qui visent à réduire le niveau des forces de l'OTAN et du pacte de Varsovie stationnées en Europe centrale (RFA, RDA, Tchécoslovaquie) se situent dans la même logique de détente militaire. En s'engageant dans les négociations MBFR, Washington tente de répondre aux préoccupations du Congrès et de l'opinion publique américaine quant au poids financier de l'engagement militaire du pays en Europe. Cette conception militaire de la détente est en totale opposition avec l'idée de détente, politique cette fois, défendue par la France.

On considère comme impératif à Paris que la détente politique précède la détente militaire car, pour ce qui est des MBFR, le dispositif militaire en Europe centrale n'est pas en lui-même la cause de la tension entre l'Est et l'Ouest ; il n'en est au contraire qu'un effet : « prétendre le réduire avant que la détente ait accompli sur le plan politique des progrès évidents, c'est s'exposer à compromettre la défense de l'Europe occidentale sans obtenir en échange une diminution réelle de la menace que l'Est pourrait éventuellement exercer[16] ». Seule une bonne entente internationale peut permettre d'inaugurer l'ère du désarmement, un ordre des choses auquel Georges Pompidou cherche absolument à rallier Leonid Brejnev en octobre 1971[17].

La France juge indispensable le maintien de la présence des forces américaines en Europe, ne serait-ce d'abord que pour empêcher la RFA de glisser vers la neutralité ; il est d'autant plus nécessaire que les conversations SALT et l'évolution des concepts d'emploi de l'arme atomique – en particulier la stratégie de la riposte flexible[18] – amenuisent la protection du parapluie nucléaire des États-Unis. Un retrait de ces derniers obligerait les Français à mettre en commun leurs moyens nucléaires avec ceux des Britanniques au sein d'une communauté européenne de défense[19], ce qui porterait atteinte à l'indépendance française. En outre, hors de question de laisser les Américains et les Soviétiques discuter en tête-à-tête, la détente militaire ne pouvant conduire qu'à un « condominium soviéto-américain ».

---

[16] Note du service des Pactes et du désarmement, 15 janvier 1971. AMAE, Europe 1971-76, RFA, vol. 3000.

[17] Entretien Pompidou/Brejnev, 29 octobre 1971, Paris. AN, 5 AG 2 1018. URSS. 1969-74.

[18] La stratégie de la riposte flexible, formulée par le Secrétaire à la Défense Robert McNamara, est adoptée par l'OTAN en mai 1962. Elle prévoit l'utilisation d'armes nucléaires contre l'ennemi après d'ultimes négociations et seulement sur des cibles militaires.

[19] Note du service des Pactes et du désarmement, 15 janvier 1971. AMAE, Europe 1971-76, RFA, vol. 3000.

Cette vision des choses se voit confirmer – du moins selon le Quai d'Orsay – par les événements praguois d'août 1968. La répression du printemps de Prague par les troupes du pacte de Varsovie finit de convaincre la diplomatie française que sa méthode est la bonne : il est trop tôt pour réduire les forces en Europe centrale ; en revanche, il faut amplifier les discussions politiques pour empêcher de nouvelles interventions militaires soviétiques en Europe orientale et lutter contre la toute nouvelle doctrine Brejnev sur la souveraineté limitée[20].

C'est donc pour approfondir la détente politique que la France accepte, en 1969, une vieille proposition soviétique de conférence paneuropéenne destinée, à l'origine, à neutraliser l'Europe centrale et à remplacer les alliances militaires existantes par un système de sécurité paneuropéen. Depuis le milieu des années 1960, l'objectif soviétique vis-à-vis de ce projet de conférence a évolué : le but est d'obtenir la consécration du *statu quo* politique et territorial européen afin que l'URSS puisse se concentrer sur ses relations avec la Chine, de plus en plus menaçante[21]. Pour parvenir à ce *statu quo*, Moscou entend faire en sorte que les participants à la dite conférence inscrivent dans le marbre les principes d'inviolabilité des frontières, de non recours à la force et de non intervention dans les affaires intérieures. Ainsi, on fermerait la porte à toute tentative de réunification du continent et la mainmise du Kremlin sur sa partie orientale serait pérennisée.

Il est clair qu'un tel projet va à l'encontre des objectifs gaulliens de dépassement du système bipolaire et d'abaissement du rideau de fer. Et pourtant, la France donne son accord à l'organisation de ce qui devient en 1972 la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Elle est d'ailleurs le dernier pays ouest-européen à le faire, la Grande-Bretagne et l'Italie ayant donné leur feu vert dès le milieu des années 1960. Plusieurs raisons expliquent cette approbation : d'abord, c'est le seul moyen de maintenir un dialogue permanent avec le Kremlin, désormais plus désireux de traiter en priorité avec Washington, en particulier parce que les importations de produits américains deviennent nécessaires au vu de la situation économique désastreuse de l'URSS. Ensuite, la CSCE est un moyen pour les Européens de l'Ouest, et en particulier pour les Français, d'encadrer le dialogue germano-soviétique entamé avec la mise en place de l'*Ostpolitik*. Certes, Pompidou apporte un réel soutien aux initiatives de Brandt vis-à-vis de l'Est car elles

[20] La doctrine sur la souveraineté limitée est énoncée par Brejnev pour justifier l'intervention militaire à Prague : l'URSS se doit d'intervenir dans tout « pays frère » où le socialisme est menacé. En d'autres termes, les pays socialistes doivent le rester.

[21] LEFFLER Melvyn, *For the Soul of Mankind: the United States, the Soviet Union and the Cold War*, New York, Hill and Wang, 2007, p. 172-188.

contribuent à l'apaisement des tensions en Europe et parce que ne pas le faire nuirait aux relations franco-allemandes et discréditerait la politique étrangère française, mais, en parallèle, il craint que ce dernier ne se lance dans d'excessives concessions vis-à-vis de Moscou, la pire d'entre elles consistant à échanger la réunification de l'Allemagne contre sa neutralisation[22].

Enfin, il s'agit, en adjoignant à l'agenda de la CSCE les questions relatives au respect des droits de l'homme, à la circulation des hommes, des idées et des informations et à la coopération économique et technologique, d'obliger le système soviétique en Europe de l'Est à s'assouplir, d'y favoriser la pénétration culturelle occidentale et d'éviter une répétition des événements de Prague en invalidant la doctrine Brejnev[23].

La CSCE personnalise en ces sens les divergences euro-américaines quant à la manière de faire vaciller le système communiste. Alors que les Américains privilégient en Asie un *hard power* aux conséquences humaines, politiques et économiques désastreuses, aux yeux des Européens de l'Ouest, la CSCE – en tant qu'instrument d'un *soft power* non encore théorisé à l'époque[24] – est une manière plus subtile, moins violente et beaucoup plus efficace de déstabiliser l'adversaire socialiste.

De fait, en échange de principes censés consacrer le *statu quo* européen et parce que c'est le seul moyen d'obtenir la réunion tant demandée, Moscou accepte l'insertion des thèmes « humanitaires » et culturels dans l'ordre du jour de la conférence[25]. Très vite, nombreux sont ceux qui, au Kremlin – tel le chef du KGB Youri Andropov – s'aperçoivent de l'erreur commise : admettre un dialogue Est-Ouest sur les droits de l'homme et la coopération culturelle vient considérablement renforcer le combat des dissidents soviétiques, dont le prestige ne cesse de croître en Occident[26].

Ainsi, au cours de la conférence, qui s'étale de juillet 1973 à août 1975 et se tient alternativement à Genève et Helsinki, les neuf pays de la Communauté européenne (CE) s'organisent pour faire face au mastodonte diplomatique soviétique. La CSCE est en effet le premier terrain d'expérimentation de la Coopération politique européenne (CPE), élaborée

---

[22] Entretien Pompidou/Brandt, 30 janvier 1970, Paris. AN, 5 AG 2 104. RFA. 1969-1970.

[23] BADALASSI Nicolas, *En finir avec la guerre froide. La France, l'Europe et le processus d'Helsinki, 1965-1975*, Rennes, PUR, 2014.

[24] La notion de *soft power* a été proposée par Joseph Nye dans son ouvrage *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

[25] Dépêche n°79/EU, 15 juillet 1970. AMAE, Europe 1966-70, URSS, vol. 2694.

[26] REY Marie-Pierre, « The USSR and the Helsinki process, 1969-75. *Optimism, doubt or defiance ?* », WENGER Andreas, MASTNY Vojtech, NUENLIST Christian (dir.), *op. cit.*, p. 74.

à partir de 1969 et destinée à coordonner les politiques étrangères des pays membres dans le but de permettre à la CE de parler d'une seule voix sur la scène internationale[27]. Même le Royaume-Uni, nouvel entrant dans la Communauté et dirigé par le conservateur et europhile Edward Heath, choisit de privilégier la CPE, au détriment de la *special relationship* avec Washington[28].

Grâce à ce système qui rend possible une parfaite répartition des tâches entre les Neuf et, de fait, permet de ne négliger aucun des thèmes traités à la CSCE, les pays ouest-européens parviennent à faire accepter aux délégations du pacte de Varsovie toute une série de mesures (échanges de films et de livres, meilleurs contacts entre les populations, amélioration des conditions de travail des journalistes, etc.) qui se révéleront redoutables pour la stabilité du bloc soviétique.

Ainsi, ce n'est pas pour rien si la CSCE et l'Acte final d'Helsinki qui en est issu sont considérés aujourd'hui par les historiens comme des facteurs ayant permis la fin de la guerre froide et l'éclatement du bloc soviétique. Portée à l'Ouest par les Européens, la CSCE a pu symboliser le triomphe des conceptions gaulliennes de la détente, au détriment des conceptions des États-Unis, alors peu intéressés par la conférence – alors qu'ils y participaient – et absorbés par la situation au Vietnam.

Un épisode est particulièrement révélateur à la fois de l'atmosphère des relations euro-américaines et du fossé qui sépare les uns et les autres en matière de projet de détente : Henry Kissinger suggère en avril 1973 de faire de 1973 « l'Année de l'Europe ». Voyant dans la détente une probable menace pour l'unité occidentale, les États-Unis jugent indispensable de consolider le *leadership* américain en prolongeant la sécurité atlantique aux domaines politique et économique[29]. Kissinger propose ainsi la signature, par les membres de l'OTAN, d'une nouvelle « Charte de l'Atlantique » qui réaffirmerait la prééminence américaine à l'Ouest, instaurerait un meilleur « partage du fardeau » en matière de dépenses militaires et ferait bénéficier les États-Unis des avantages tarifaires du Marché commun. Le but est clairement de profiter de la prospérité de la Communauté économique européenne (CEE) à un moment où le dollar est en crise – Nixon en suspend

---

[27] MÖCKLI Daniel, *European Foreign Policy during the Cold War: Heath, Brandt, Pompidou and the Dream of Political Unity, 1969-1974*, London, I.B Tauris, 2008.

[28] *Ibid.*, p. 50.

[29] MÖCKLI Daniel, « Asserting Europe's Distinct Identity. The EC Nine and Kissinger's Year of Europe », SCHULTZ Matthias, SCHWARTZ Thomas, SCHAEFER Bernd (dir.), *The Strained Alliance. US – European Relations from Nixon to Carter*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 196.

la convertibilité le 15 août 1971 – et de mettre fin aux velléités européennes de parler au nom de l'Occident ailleurs dans le monde.

Sur ce dernier point, Washington voit d'un très mauvais œil les tentatives ouest-européennes de mettre sur pied, en 1973 *via* la CPE, une vraie politique arabe qui permettrait aux pays de la CEE de jouer un rôle au Moyen-Orient et de négocier les prix du pétrole [30] . Pour Kissinger, cela est inacceptable car risque d'entraver les efforts diplomatiques américains dans la région. Or, ce dialogue euro-arabe est d'abord voulu et élaboré par la France.

Quoi qu'il en soit, « l'Année de l'Europe » est considérée par Pompidou et son ministre des Affaires étrangères Michel Jobert comme un « nouveau Yalta », une tentative des États-Unis de féodaliser l'Europe, d'en faire le vassal de l'Amérique, et donc de se servir du Vieux continent pour conjurer ses démons – le Vietnam et l'affaire du Watergate – qui lui font alors subir une crise de confiance inégalée[31].

1973 correspond donc à un moment particulièrement tendu des relations franco-américaines et, plus largement, des relations euro-américaines : Jobert parvient à entraîner derrière lui ses partenaires de la Communauté dans l'opposition aux Américains. Il obtient d'eux que l'identité européenne soit affirmée avant toute redéfinition des rapports transatlantiques. De la sorte, Kissinger obtient le contraire même de ce qu'il voulait : la désunion de l'Ouest, au profit d'une forte solidarité européenne.

Un tableau aussi sombre des relations euro-américaines au cours de ces années 1965-1975, s'il reste très prégnant dans les analyses concernant cette période, est cependant à nuancer au vu des archives dont nous disposons désormais.

L'effet d'optique

La guerre du Vietnam, on le sait, est un catalyseur de l'histoire contemporaine des États-Unis : elle incarne tout à la fois les abus et l'échec de la stratégie du *containment*, la crise de confiance que traverse la société américaine dès la fin des années 1960, le discrédit

---

[30] A la suite du choc pétrolier de l'automne 1973 et de la crise énergétique qui les frappe de plein fouet, les Neuf publient, le 6 novembre 1973, une déclaration sur le Moyen-Orient qui fixe les fondements d'une politique commune sur le conflit israélo-arabe. Cette initiative est surtout le fait de la France, désireuse de réagir à la marginalisation de l'Europe lors de l'éclatement de la guerre du Kippour. Paris va plus loin et propose, en décembre 1973, de lancer un « dialogue euro-arabe », qui devient effectif le 4 mars 1974. Ce dialogue est censé culminer avec une réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères européens et arabes. Voir MÖCKLI Daniel, *European Foreign Policy during the Cold War*, *op. cit.*, p. 185.

[31] JOBERT Michel, *L'autre regard*, Paris, Grasset, 1976, p. 288.

progressif dont sont victimes les dirigeants du pays au cours de ces années, et la perte de prestige que subit l'Amérique partout dans le monde.

Parce que condamnée de façon quasi universelle – pour la France, le discours de De Gaulle à Phnom-Penh le 1er septembre 1966 est particulièrement clair à cet égard –, l'intervention américaine au Vietnam a pu donner l'impression de structurer l'attitude des Européens de l'Ouest à l'égard des États-Unis, comme si cet excès d'impérialisme ne pouvait que nuire aux rapports transatlantiques. C'est là un effet d'optique. Non seulement la guerre du Vietnam est loin d'être dénoncée de façon permanente et unanime, mais surtout, elle n'empêche aucunement les Américains de garder la main sur l'Alliance atlantique et de maintenir des relations de confiance avec leurs alliés européens. En outre, à aucun moment – pas même en France – la légitimité de l'OTAN comme instrument principal de la sécurité et de la défense du Vieux continent n'est mise en cause.

L'ambivalence allemande

Le premier indice mettant à mal l'impression d'une atmosphère constamment délétère à l'Ouest provient de Bonn. Ainsi, tout en favorisant une approche politique de la détente, la RFA constitue aussi un soutien de poids à la conception américaine de celle-ci. En outre, le chancelier Ludwig Erhard (1963-1966), bien loin des idées de De Gaulle avec lequel il ne s'entend d'ailleurs pas du tout, n'hésite pas à appuyer la politique de Lyndon Johnson au Vietnam[32].

Si le cas Erhard est particulier en raison de son américanophilie surdimensionnée, l'analyse des positions de ses successeurs, plus nuancées, apporte un éclairage sur la façon dont les gouvernements de Kiesinger puis de Brandt cherchent à concilier les modèles français et américain de la détente.

En effet, on considère à Bonn que détente politique et détente militaire doivent aller de pair. Si les traités de l'*Ostpolitik* prouvent largement l'attachement ouest-allemand à la première, le soutien de la RFA à la seconde se manifeste par son appui constant au principe d'une réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) en Europe centrale. Celle-ci appuierait l'*Ostpolitik* en aboutissant à un relâchement des tensions qui améliorerait la vie des Allemands de l'Ouest comme de l'Est[33] ; elle stabiliserait le processus de détente par le biais de mesures concrètes de contrôle des armements qui

---

[32] SCHOENBORN Benedikt, *La mésentente apprivoisée : de Gaulle et les Allemands. 1963-1969*, Paris, PUF, 2007, p. 68.

[33] HAFTENDORN Helga, « The link between CSCE and MBFR. Two sprouts from one bulb », WENGER Andreas, MASTNY Vojtech, NUENLIST Christian (dir.), *op. cit.*, p. 241.

réduiraient le déséquilibre militaire en Europe centrale et préviendrait les plans américains de retrait unilatéral des troupes[34] ; elle entretiendrait un espoir de libération chez les satellites en permettant de lutter contre le gel politique à l'Est et la doctrine Brejnev[35].

Mais le principal conseiller de Brandt, Egon Bahr, va plus loin encore : il propose de ramener le total des armes nucléaires américaines en Europe de six mille à deux cents unités. Son but est de provoquer, en parallèle, un retrait progressif des troupes soviétiques en RDA afin de créer les conditions de la réunification[36], le tout au sein d'un nouveau système de sécurité européenne incarné par la CSCE. Cette dernière, les MBFR et les traités de l'*Ostpolitik* forment ce que Bahr appelle un « *Gesamtkonzept* », c'est-à-dire un système de traités et d'accords inséparables les uns des autres[37].

Ainsi, alors que les Français sont résolument hostiles aux MBFR, les Allemands en sont de fervents partisans, rejoignant en cela les Américains, avec tous les autres membres de l'Alliance atlantique, lorsque les négociations sur ce sujet débutent à Vienne en 1973. Pendant des années, le désaccord franco-allemand sur la réduction des forces demeure total à tous points de vue. Il ne remet certes pas en cause la coopération politique entre les deux pays telle qu'elle se développe alors par le biais de la CPE – d'où la nécessité de ne pas en exagérer l'importance –mais souligne clairement les divergences qui les séparent en ce qui concerne les conditions de la sécurité européenne. Alors que Pompidou et, avec lui, l'ensemble de la diplomatie française insistent auprès de Brandt et de l'*Auswärtiges Amt* sur le fait que la situation qui résulterait de la réduction des forces serait un retrait américain d'Allemagne, le chancelier reste persuadé que c'est le seul moyen de

---

[34] Le 17 novembre 1971, le sénateur Mansfield reprend l'initiative en déposant un nouvel amendement en faveur d'un retrait partiel des forces américaines en Europe : il propose de réduire ces forces de 50 à 60 000 hommes. Cette initiative est beaucoup plus limitée que celle qu'il avait prise au printemps 1971 : il proposait alors de réduire les forces des États-Unis en Europe de moitié (c'est-à-dire de 150 000 hommes). Télégramme n°6978/81, de Lucet, 19 novembre 1971. AMAE, CSCE, vol. 8.

[35] Note du service des Pactes et du désarmement, 15 janvier 1971. AMAE, Europe 1971-76, RFA, vol. 3000.

[36] MÖCKLI Daniel, *European Foreign Policy during the Cold War*, *op. cit.*, p. 104-107.

[37] BANGE Oliver, « An Intricate Web. *Ostpolitik*, the European Security System and German Unification », BANGE Oliver, NIEDHART Gottfried (dir.), *Helsinki 1975 and the transformation of Europe*, New York, Berghahn Books, 2008, p. 30-35.

contrecarrer l'action de Mansfield en faveur d'une diminution unilatérale de la présence militaire américaine en Europe[38].

Toujours est-il que l'entente entre Bonn et Washington sur les MBFR montre parfaitement que les Américains cherchent, tout au long de la période, à s'assurer que l'Alliance atlantique demeure un pivot majeur de la détente, tant militaire que politique.

L'Alliance atlantique, pivot de la politique occidentale de détente

La sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966, en écho à la volonté gaullienne de faire en sorte que Paris recouvre le contrôle total de ses forces armées, a pu être interprétée comme une remise en question fracassante du rôle central de l'Alliance atlantique pour la sécurité européenne. En réalité, il n'en est rien. Non seulement le retrait français n'est une surprise pour personne – de Gaulle a entamé le processus de dégagement de la flotte de Méditerranée dès 1959 ; en 1962, les divisions qui se trouvaient en Algérie ne sont pas affectées à l'OTAN ; en 1963, c'est au tour de la flotte de l'Atlantique Nord d'être retirée des forces navales de l'OTAN ; en 1964, les officiers français quittent les états-majors navals de l'organisation atlantique – mais il a un effet positif inattendu en ce qu'il encourage les alliés à réfléchir sur ce que doit être la place de l'Alliance dans le processus de détente.

Ainsi, le rapport Harmel sur *les futures tâches de l'Alliance* adopté par tous les membres de celle-ci en décembre 1967 – y compris par la France – est une réponse directe au défi gaullien : d'une part, les alliés reconnaissent la nécessité d'une politique atlantique vers l'Est ; d'autre part, les États-Unis « otanisent » le rapprochement Est-Ouest et consacrent leur leadership en la matière[39]. C'est notamment ce rapport qui guide l'approche atlantique des MBFR mais aussi de la CSCE.

En effet, si les neuf pays de la CE ont pu jouer un rôle de premier plan au moment des négociations ayant conduit à la signature de l'Acte final d'Helsinki, c'est aussi en grande partie grâce à l'Alliance atlantique. Pendant deux ans et demi, la CSCE réunit les délégations de trente-cinq pays d'Europe et d'Amérique du Nord et porte sur tous les thèmes des relations Est-Ouest (sécurité, coopération économique, technique et commerciale, échanges culturels, contacts humains, éducation, droits de l'homme,

---

[38] LOTH Wilfried, « Détente and European integration in the policies of Willy Brandt and Georges Pompidou », LUDLOW Piers (dir.), *European integration and the Cold War: Ostpolitik-Westpolitik, 1965-1973*, London, Routledge, 2007, p. 57.

[39] BOZO Frédéric, « De Gaulle, l'Amérique et l'Alliance atlantique. Une relecture de la crise de 1966 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1994, volume 43, n°1, p. 65.

information, etc.). En tout, ce sont 2 341 réunions officielles qui se suivent de juillet 1973 à août 1975 [40], sans compter les centaines d'entretiens officieux et de rencontres préparatoires au sein de chaque groupement d'États (pacte de Varsovie, OTAN, CE, Neutres et non-alignés).

L'enjeu pour les Occidentaux est donc de pouvoir aborder tous les sujets de discussion de manière égale et organisée. Il leur est en outre indispensable de discuter entre eux pour fixer des positions communes face à un bloc soviétique solidaire où aucune déviance vis-à-vis de Moscou n'est tolérée. Or, la Coopération politique européenne qui naît en 1969 n'a pas les moyens de répondre à ces exigences, d'où l'importance considérable de l'Alliance atlantique au cours de la CSCE. Bénéficiant d'une expérience d'un quart de siècle de négociations Est-Ouest, l'OTAN est en effet beaucoup mieux armée pour faire face à l'effort de concertation et de compilation qu'exige la CSCE.

Dès lors, en dépit des instructions que leur fait parvenir le Quai d'Orsay[41], les délégués français présents à la conférence assistent à la fois aux réunions de l'Alliance et à celles de la CPE, les décisions prises dans l'une étant systématiquement transmises à l'autre pour avis. Cela signifie concrètement que, malgré le désintérêt profond des Américains pour le processus d'Helsinki, ils sont toujours partie prenante lorsqu'il s'agit de définir la position occidentale sur tel ou tel sujet. Ce lien entre OTAN et CPE est d'autant plus fort que, d'emblée, certains pays de la CE, notamment ceux du Benelux, refusent de tenir les États-Unis à l'écart des consultations occidentales et demandent leur implication systématique[42].

Si, en raison de leurs préoccupations vietnamiennes, les Américains se font dans un premier temps discrets et laissent effectivement leurs alliés européens mener la danse à la CSCE, leur attitude change du tout au tout à partir de 1974 : ils prennent résolument la tête du groupe occidental à la CSCE. Cette année-là, Washington donne la nette impression de changer de cap en choisissant de privilégier désormais la détente politique, contribuant de ce fait à une formidable amélioration des relations transatlantiques.

Le tournant de 1974

La volte-face américaine de 1974 s'explique d'abord par le contexte intérieur des États-Unis. En mars 1974, la publication, par les parlementaires démocrates, d'un rapport appelant l'Administration Nixon à s'engager dans le combat en faveur des droits de

[40] MÖCKLI Daniel, *European Foreign Policy during the Cold War*, *op. cit.*, p. 111.

[41] Note CSCE n°295, 5 septembre 1973. AMAE, CSCE, vol. 21.

[42] BADALASSI Nicolas, *op. cit.*, p. 237.

l'homme marque la volonté des Américains, traumatisés par la guerre du Vietnam, d'améliorer l'image de leur pays à l'étranger, en réclamant en particulier que le gouvernement cesse de porter assistance à des dictatures. Le Congrès envisage ainsi de moraliser la politique étrangère des États-Unis. Il adopte l'amendement Jackson-Vanick sur l'émigration des Juifs soviétiques le 20 décembre 1974, ce qui constitue une réponse à la décision du Kremlin d'imposer une « taxe de sortie » aux émigrants[43] ; l'amendement prévoit la suspension des avantages économiques dont bénéficie l'URSS depuis le sommet soviéto-américain de 1972 et qui visent à faciliter les échanges commerciaux sur la base de la réciprocité.

À cela s'ajoutent deux bouleversements qui écornent l'image des États-Unis dans le monde : l'affaire du Watergate conduit Nixon à la démission le 8 août 1974 ; le Sud-Vietnam s'effondre au printemps 1975. En outre, l'expulsion de Soljenitsyne d'URSS, en février 1974, suscite un émoi considérable en Occident et les élections de 1976 approchent à grands pas[44].

Dans ce cadre, Henry Kissinger comprend que son pays peut tirer quelque chose de la CSCE et s'efforce de coordonner les positions occidentales en devenant l'un des plus fervents défenseurs des conceptions élaborées par les Neuf[45] ; sans que ceux-ci ne s'y opposent et suivant un partage des tâches permis par l'embellie des relations euro-atlantiques et notamment franco-américaines, il s'investit personnellement dans le règlement de plusieurs problèmes qui s'avèrent particulièrement épineux du fait de l'opposition acharnée des Soviétiques contre tout ce qui peut contribuer à rendre le rideau de fer plus perméable.

Ainsi, dans deux domaines notamment, celui des contacts entre les populations et celui des conditions de travail des journalistes, sur lesquels le blocage à la CSCE est total et qui relèvent de la question générale du plus libre mouvement[46] – qu'il s'agisse des hommes, des idées ou de l'information –, le Secrétaire d'État parvient à obtenir d'immenses

---

[43] Voir PERETZ Pauline, *Le Combat pour les Juifs soviétiques, Washington, Moscou, Jérusalem, 1953-1989*, Paris, Armand Colin, 2006.

[44] HANHIMÄKI Jussi, « 'They can write in Swahili': Kissinger, the Soviets, and the Helsinki Accords. 1973-75 », *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 1, n° 1, 2003, p. 52.

[45] COTEY MORGAN Michael, « North America, Atlanticism and the making of the Final Act », WENGER Andreas, MASTNY Vojtech, NUENLIST Christian (dir.), *op. cit.*, p. 32.

[46] Mémorandum de Kissinger, pour le président, 2 avril 1975, dossier « CSCE, 1975 WH (2) », Box 44, National Security Advisor. NSC Europe, Canada, and Ocean Affairs Staff: Files, Gerald Ford Library (GFL), Ann Arbor, Michigan.

concessions de la part de son homologue soviétique Andreï Gromyko[47], mettant un terme à deux ans et demi de négociations multilatérales et ouvrant la voie à la signature de l'Acte final d'Helsinki.

La conclusion de la CSCE est doublement paradoxale : tandis que la conférence est considérée par la France comme un moyen de lutter contre le bloc à bloc, c'est l'entente entre les deux Grands qui permet d'aboutir à des accords sur des points cruciaux ; en outre, alors que Kissinger ne lui attribue qu'une importance secondaire par rapport aux MBFR, il contribue à la mener à son terme et ne parvient pas à trouver un compromis sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. De fait, au moment de la signature de l'Acte final d'Helsinki le 1er août 1975, c'est bel et bien la vision française de la détente qui semble triompher, grâce en partie aux États-Unis !

Mais la CSCE n'est qu'une facette du tournant de 1974. La convergence euro-américaine qui s'opère alors est également due aux changements opérés à la tête des États de l'Alliance et aux conséquences économiques du choc pétrolier. Ainsi, alors que les derniers mois de 1973 et le début de 1974 sont marqués par une mésentente transatlantique manifeste en raison notamment de « l'Année de l'Europe », l'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants dans les grands États occidentaux décrispe les rapports euro-américains : en France et en RFA, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt inaugurent une solide collaboration entre eux et avec Gerald Ford, lui-même désireux d'apaiser les relations avec ces pays ; au Royaume-Uni, Harold Wilson remet à l'honneur la *special relationship*.

Surtout, la crise économique qui s'installe après le choc pétrolier renvoie tous les Européens dans les bras des Américains, les seuls assez puissants pour négocier avec les pays de l'OPEP. La guerre du Kippour d'octobre 1973 vient en effet rappeler à l'Europe sa dépendance vis-à-vis de l'Amérique. Dans un premier temps, la crise au Proche-Orient semble renforcer la volonté des Neuf de réaffirmer leur indépendance[48] : cela fait quelque temps qu'ils mettent en garde la Maison-Blanche contre le danger d'une guerre au Proche-Orient ; ils condamnent l'indifférence américaine à l'égard d'une crise économique provoquée par l'arme pétrolière[49]. Cependant, le quadruplement des prix du pétrole en décembre confirme le rôle dominant des États-Unis et la vulnérabilité des Européens. Dès

---

[47] Entretien Gromyko/Kissinger, 19 mai 1975, Vienne, Box 1, NSA. Kissinger Reports on USSR, China, and Middle East discussions, GFL.

[48] MELANDRI Pierre, « La France et l'Alliance atlantique sous Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing », VAÏSSE Maurice, MELANDRI Pierre, BOZO Frédéric (dir.), *La France et l'OTAN. 1949-1996*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 533.

[49] MÖCKLI Daniel, « Asserting Europe's Distinct Identity », *art.cit.*, p. 208.

la conférence de Washington de février 1974, le Vieux continent s'aligne sur son grand partenaire d'outre-Atlantique. Cela signifie dès lors la mort de la CPE – qui vit ses dernières heures de gloire à la CSCE – et celle du dialogue euro-arabe, les États-Unis devenant en 1975 l'unique puissance influente en Méditerranée.

Quant au projet américain de nouvelle Charte de l'Atlantique, il n'est plus d'actualité au printemps 1974 et l'on ne discute au Conseil permanent de l'OTAN à Bruxelles que d'une « déclaration atlantique ». Le principal souci des États-Unis est d'insérer les idées de Kissinger dans la déclaration, la France souhaitant éviter la globalisation des problèmes qui se posent à l'Occident. Paris reproche ainsi à Washington de vouloir inclure des amendements qui estompent le caractère propre de la défense européenne et tendent à souligner la permanence de l'Alliance sous une forme peu compatible avec l'idée d'une défense européenne autonome dans l'avenir[50].

Avec l'élection de Giscard d'Estaing, la France fait une entorse à sa volonté de voir l'Europe s'impliquer davantage dans l'assurance de sa propre sécurité et accepte finalement une référence au « désir commun » des alliés « de réduire les charges des dépenses de défense ». La Déclaration d'Ottawa, signée en juin 1974, affirme le « rôle dissuasif propre » des arsenaux français et britannique et proclame le rôle « irremplaçable » de la « présence continue » des troupes américaines en Europe pour la défense des États-Unis[51]. Ainsi débute une période de décrispation des rapports franco-américains en même temps que prend fin l'un des débats les plus épineux de l'histoire des relations euro-atlantiques.

Alors que la guerre du Vietnam, toile de fonds des années 1965-1975, laisse apparaître un profond désaccord euro-américain sur la manière d'envisager la lutte contre l'influence communiste dans le monde, tous sont d'accord sur au moins un point : l'Alliance atlantique est irremplaçable tant pour ce qui est de la sécurité de l'Europe que pour mener le dialogue avec le bloc de l'Est. Le désaccord porte en réalité sur les moyens de maintenir cette sécurité et ce dialogue : si les Américains cherchent à préserver leur prééminence au sein de l'organisation atlantique en une période où la détente rend moins nécessaire une vigilance de tous les instants, les Européens entendent bien profiter de cet apaisement des tensions pour parler en leur nom propre. Presque naturellement, cette divergence conduit à l'élaboration de deux modèles de détente, l'une politique, l'autre militaire.

---

[50] Note n°77 du service des Pactes et du désarmement, 25 février 1974. AMAE, Europe 1971-76, RFA, vol. 3014.

[51] MELANDRI Pierre, *op. cit.*, p. 112.

C'est au final le naufrage de la stratégie d'endiguement de Washington au Vietnam, les difficultés des négociations stratégiques soviéto-américaines, la volonté de l'opinion publique américaine de moraliser la politique étrangère du pays et le discrédit des dirigeants en raison du Watergate qui conduisent la Maison-Blanche à adopter le modèle ouest-européen de détente politique. Cette adoption se traduit par l'engagement de Kissinger dans la négociation finale de la CSCE, par l'amendement Jackson-Vanik et surtout par l'élection de Jimmy Carter en novembre 1976. Avec sa *moralpolitik*, Carter se pose en défenseur acharné des droits de l'homme et se montre beaucoup plus incisif que les Européens vis-à-vis de Moscou sur ce dossier.

Ce désir américain de porter à son paroxysme la méthode ouest-européenne de déstabilisation du bloc de l'Est par les droits de l'homme et la coopération culturelle fait finalement tomber les Américains dans les mêmes travers que lorsqu'il s'agissait d'endiguer le communisme par la force : leur fermeté sur les droits de l'homme est telle qu'elle contribue à relancer la guerre froide dans la deuxième moitié des années 1970 – même si l'URSS a davantage de responsabilités dans ce renouveau des tensions – et à assombrir une fois de plus les rapports avec les alliés européens.

À l'instar de Giscard d'Estaing, désireux de désidéologiser les rapports Est-Ouest, nombreux sont ceux qui estiment que Carter va trop loin dans ses exigences morales envers Moscou et que ses provocations ne peuvent que nuire à la détente. En 1977, l'embellie des relations transatlantiques entrevue en 1974 est donc déjà compromise, même si, là encore, l'Alliance ne vacille pas. Alors qu'à l'Est, le bloc se fissure, en Occident, les mésententes qui se dessinent n'aboutissent jamais à la désunion.



Nicolas BADALASSI est Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Bretagne-Sud et membre du « Centre de Recherches Historiques de l'Ouest » (Cerhio-UMR 6258). Ses recherches portent sur l'histoire de la Guerre froide et la politique étrangère de la France après 1945. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage *En finir avec la guerre froide. La France, l'Europe et le processus d'Helsinki, 1965-1975* (PUR, 2014), et a codirigé *Les pays d'Europe orientale et la Méditerranée. Relations et regards croisés, 1967-1989*, (Les Cahiers Irice n°10, 2013).

De Gaulle, l'Amérique latine et les États-Unis, entre Super-grands et Tiers monde. Vers une Troisième voie ? (1945-1968). Alvar De Llosa

Université Lyon 2

Au tournant des années 1950-1960, le rapport de l'Occident avec le Tiers monde se construit par l'établissement une relation nord-sud renouvelée. Un nouveau regard est porté sur le monde extra européen. Dès lors, comment voir et concevoir ce triangle, et surtout les acteurs qui le mettent en place, et quel type de relations entretiennent ces termes (*De Gaulle, Amérique latine, États-Unis, Super-grands, Tiers monde, Troisième voie)* qui, à première vue, peuvent paraître antithétiques, et qui pourtant ont entretenu des contacts certes conflictuels mais aussi féconds.

On s'intéressera particulièrement aux éléments qui ont permis de construire – ou qui ont donné à croire que – la France et l'Amérique latine construisaient une relation privilégiée face aux États-Unis. On a même parfois parlé d'opposition entre la France et les États-Unis. On verra ici notamment, la situation de l'Amérique latine et sa volonté de développement économique après 1945, la perception de cette nouveauté qu'était le Tiersmonde et l'inclusion de l'Amérique latine dans ce complexe après la Révolution cubaine, puis finalement, la différence de regards et la divergence entre Paris et Washington face à la nécessité de conserver l'Amérique latine et plus généralement le Tiers monde dans le Monde libre.

Situation de l'Amérique latine après 1945

Si l'Amérique latine n'a pas directement participé au conflit mondial[1], elle a cependant fourni des matières premières à bon prix pour faciliter l'effort de guerre des Alliés et par

[1] Politiquement les oligarchies latino-américaines étaient très conservatrices, au point que les officiers des armées s'ils n'étaient pas tant admirateurs du Reich allemand (protestant ou déiste selon les regards), l'étaient du régime fasciste italien (Mussolini ayant rendu bien des prérogatives au Vatican). La Guerre d'Espagne que Franco avait présentée comme une croisade contre le bolchévisme et la victoire du rétablissement des valeurs traditionnelles catholiques, leur offrit, avec l'exaltation de l'Hispanité (affirmation sans partage du catholicisme comme fondement d'une culture historique supposément commune de chaque côté de l'Atlantique), un cadre idéologique immédiatement opérationnel et un allié spirituel capable de raffermir une opposition face aux États-Unis protestants et libéraux. Après la visite d'Eisenhower à Madrid en 1953, qui sauve le régime franquiste condamné par l'ONU dès 1948 et dont les performances économiques dix ans après la fin de sa guerre sont nulles, l'anti-communisme de la Guerre froide devint un lien passablement plus efficace pour les trois parties.

conséquent des États-Unis. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, elle réclame donc en échange des crédits afin d'industrialiser le Sous-continent. Alors même que l'économiste argentin Raúl Prebisch, directeur de la CEPAL[2] invite au développement économique puisque la région doit impérativement sortir de son cycle de dépendance provoquée par la vente de ses monoproductions minières ou agricoles. Les savants calculs des économistes sont formels : la dégradation des termes de l'échange est inévitable. Dit en termes moins abscons : même s'ils augmentent le volume de leurs marchandises exportées, les pays d'Amérique latine s'appauvriront puisque le prix des matières premières sera constamment en baisse attendu que ce sont les marchés acheteurs qui déterminent ces prix. Il convient donc de planifier une industrialisation à venir qui devra absorber le trop plein démographique et résoudre nombre de problèmes structuraux. L'option d'une politique économique « développementiste » (*desarrollista*) est lancée ; elle va, par sa volonté de privilégier la mise en place d'une industrie légère de consommation immédiate, marquer ce qui n'est pas encore le Tiers monde.

Mais les capitaux vont tarder à venir. Car, bien que conscients des efforts fournis par l'Amérique latine et de son manque à gagner, les États-Unis affirment que la nécessité d'empêcher les populations européennes affaiblies par la Guerre de regarder vers Moscou (en France et en Italie les partis communistes représentent jusqu'à 24 % de l'électorat) oblige à réindustrialiser rapidement le Vieux Monde si on ne veut pas le voir passer dans le giron soviétique. Les capitaux disponibles sont donc réservés à l'Europe occidentale puisque l'Est européen se réindustrialise en exaltant la classe ouvrière et l'industrie lourde nécessaire à la création et au renforcement des structures de développement. Par ailleurs, la solution choisie par les Alliés de maintenir l'Allemagne désindustrialisée et exclusivement productrice agricole – pour empêcher toute renaissance du militarisme – ne peut apporter le bien-être à des populations mécontentes et traitées comme les responsables et les complices du conflit meurtrier destructeur de l'Europe.

Les alliés occidentaux débouchent ainsi sur l'idée que la pression soviétique sur l'Europe est telle qu'il y a priorité, d'où le plan Marshall. L'Amérique latine – où tout reste à construire – passera donc après, elle attendra, condamnée au sous-développement. D'autant que, même si elle est profondément détruite, l'Allemagne possède une tradition industrielle, des ingénieurs, une aptitude et une pratique de savoir-faire, et que par

---

Seuls le Mexique et le Brésil participèrent à la Seconde Guerre mondiale, le premier en engageant deux escadrilles d'aviation qui protégèrent les côtes étatsuniennes après le désastre de Pearl Harbour, en attendant que la *US Navy* se reconstitue, et le second en envoyant un contingent de volontaires en Italie.

[2] Commission Économique pour l'Amérique latine, dépendante de l'ONU.

conséquent sa reconstruction sera rapide, ce qui n'est pas le cas de l'Amérique latine où, la *menace communiste* étant inexistante, la situation est moins urgente. Historiquement, malgré sa vocation internationale, les courants ouvriers nés ou se réclamant du marxisme étaient surtout d'origine anglo-saxonne ou germanique. Ils purent avoir leur influence aux États-Unis ou au Canada par l'émigration. Au contraire, en Amérique latine, l'émigration italienne ou espagnole avait emporté une pensée anarchiste qui, tardivement, sous l'impulsion de l'exemple soviétique d'octobre 1917, se métamorphosa en un socialisme de bon aloi qui était peu combatif puisque le support d'une classe ouvrière faisait défaut dans des pays agricoles, semi-coloniaux, aux structures industrielles à peine existantes[3]. Quant à la Révolution mexicaine (1911-1923), c'était une révolution de paysans illettrés dont les idéaux de réforme agraire furent vite récupérés par les nouvelles élites nées du recyclage des anciennes classes dominantes. À la fin des années 1930, face à la menace d'une ingérence des puissances totalitaires européennes au sud de Río Grande, Washington permit l'apparition de fronts populaires (Chili) ou de ses succédanés (Cuba), ralliant tous les partis opposés au fascisme. Les libéraux, et même les communistes, devinrent les chantres de la politique des États-Unis. Par ailleurs, la répartition du Monde à Yalta et Potsdam n'avait pas intégré la région latino-américaine dans les conversations ; son appartenance à la zone d'influence étatsunienne était évidente. Du fait de son éloignement, Moscou ne pouvait la remettre en question.

La question du communisme en Amérique latine ne reviendra à l'ordre du jour qu'en 1954 avec l'affaire du Guatemala. En 1952, le gouvernement démocratiquement élu de Jacobo Arbenz mit en place un projet de réforme agraire inspiré du *Homestead Act* étatsunien, mais la rencontre inévitable avec la United Fruit Company, qui avait transformé le pays en république bananière, déclencha les événements quand le gouvernement demanda à celle-ci de payer ses impôts. Plus qu'une révolution communiste, il s'agissait de donner (de rendre) la terre aux paysans indigènes dépossédés, et pour l'État d'obtenir une base de capital nécessaire à une possible industrialisation et à un développement économique majeur. L'UFCO vit 64% de ces superficies intégrées dans la réforme[4]. L'indemnisation

[3] De fait celles-ci n'existaient que dans l'industrie textile et de façon plus marquée dans les pays dont l'exportation des ressources minières provoquait le besoin d'une industrie de transformation des minerais en métaux directement exportables (Mexique, Chili et dans une bien moindre mesure Pérou et Bolivie).

[4] La stratégie de la compagnie consistait à acheter toutes les terres disponibles afin de les soustraire à de possibles concurrents et d'avoir une réserve de terres face aux désastres écologiques de la production intensive, de l'emploi colossale de pesticides, et pour faire face aux destructions provoquées par les cyclones tropicaux, afin d'être constamment présente sur le marché international.

serait calculée sur le prix déclaré antérieurement par la Compagnie, mais le Secrétaire d'État John Foster Dulles, qui était avocat et actionnaire avec son frère Allen, directeur de la CIA et membre du conseil d'administration de la Compagnie, exigea une valeur vingt-cinq fois supérieure.

Les faits sont connus ; en janvier 1954, l'ambassadeur étatsunien John Peurifoy déclara dans *Life* que les États-Unis ne pourraient accepter « une république soviétique entre le Texas et le Canal de Panama[5] ». Ce n'était là que la partie la plus visible du lobby qui unissait dirigeants politiques et intérêts financiers, qui régnait à Washington et qui, en ces temps de maccarthysme, laissait peu de chance au Guatemala et à son rêve de développement. Tout finit le 18 juin 1954 quand des militaires guatémaltèques, rebelles armés et entraînés par la CIA dans les pays voisins où régnaient des dictateurs militaires défenseurs des intérêts de ceux qui les avaient transformés en républiques bananières, entrèrent au Guatemala avec l'appui d'avions de guerre pilotés par des mercenaires étatsuniens, anciens de la Seconde Guerre mondiale ou de la Corée. À l'échelle planétaire, l'affaire du Guatemala restait anecdotique parce que secondaire, locale, sans enjeu entre l'Ouest et l'Est. Elle ne provoqua pas les passions que déchaîneraient deux ans plus tard l'affaire de Budapest ou celle de Suez. Mais à l'échelle latino-américaine, elle provoqua la conscience que la *Big Stick Policy* était de retour. Elle marquait la fin de la Politique de Bon Voisinage avec laquelle Roosevelt avait amadoué les régimes latino-américains qui, avant la Seconde Guerre mondiale, regardaient plus du côté de Berlin et de Rome que vers Washington. En France, Jacques Soustelle, gaulliste de la première heure[6], ethnologue

---

GLEIJESES Piero, *Shattered Hope: The Guatemalan Revolution and the United States, 1944-1954*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1991 ; KINZER Stephen, SCHLESINGER Stephen, *Bitter Fruit*, David Rockefeller Center for Latin American Studies, 2005.

[5] Gleijeses remarque que les communistes étaient peu nombreux au Guatemala. Numériquement faibles, ils ne représentaient aucun danger, mais ils étaient les seuls a réellement vouloir entreprendre des réformes. Dix ans plus tard, dans le cas de l'Equateur, le représentant français arrivait à la même conclusion. Dans les années 1960, Couve de Murville, économiste et ministre français des Affaires étrangères signale que si des pays se réclament du socialisme, ce n'est que parce que l'État est le seul pourvoyeur de capitaux nécessaires à leur développement.

[6] Jacques Soutelle se vit confier par le général de Gaulle l'organisation du RPF en 1947, dont il fut le premier secrétaire jusqu'en 1951. Favorable à Pierre Mendès-France en juin 1954, il est nommé par celui-ci gouverneur général d'Alger. Favorable au retour de De Gaulle, il devient ministre de l'Information en 1958-1959. Partisan de l'Algérie française, Soustelle rompt avec le gaullisme en ralliant les putschistes de la Semaine des Barricades à l'hiver 1960.

spécialiste des indiens mayas, prit position en faveur du régime d'Arbenz et contre le coup d'état orchestré par les États-Unis.

En ce milieu des années 1950, la difficulté des pays indépendants de longue date mais sous-développés, à réaliser leur industrialisation constituait l'une des premières caractéristiques de ce groupe de nations qui sera bientôt désigné sous le néologisme de « Tiers monde ».

Le Tiers monde… et sa perception en Occident

Le Tiers monde est à la fois la notion, l'entité et la réalité qui va le plus transformer le monde de l'après 1945 et plus encore en ce milieu des années 1950. C'est le nouvel acteur qui modifie drastiquement les relations internationales du second XX^{e} siècle. Il est né du long et douloureux processus de décolonisation[7] et c'est une entité qui a du mal à trouver sa place dans le concert des nations alors même que le poids numérique des États hier hégémoniques s'amenuise, non dans leur importance économique, certes, mais dans le cadre des institutions internationales du type de l'ONU[8].Par ailleurs, l'apparition de ces nouvelles entités nationales suppose une concurrence économique et commerciale nouvelle qui ne peut plus être gérée dans le seul cadre du marché colonial intégré aux manufactures des pays industrialisés.

L'expression « Tiers monde », forgé en 1952 par Alfred Sauvy, rend parfaitement compte de sa nouveauté et du potentiel de cette réalité, puisqu'elle fait directement référence au pamphlet de l'abbé Sieyès publié en janvier 1789 à la veille de la convocation des États généraux, en soulignant les similitudes et possibles évolutions :

> « Qu'est-ce que le Tiers-État ? Le plan de cet écrit est assez simple. Nous avons trois questions à nous faire :
>
> 1° Qu'est-ce que le Tiers-État ? Tout.
>
> 2° Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien.
>
> 3° Que demande-t-il ? À y devenir quelque chose. »

---

[7] Des massacres de Sétif (Algérie) en mai 1945, aux Indes hollandaises en 1948, en passant par Madagascar en 1949, jusqu'aux événements de l'hiver 1944-1945 en Grèce (*Dekemvriana*) où l'armée britannique conduisit la répression contre les ex-résistants communistes antinazis, on remarque une même volonté européenne d'imposer un statut quo en attendant d'être capable de gérer les transformations que la fin de la Seconde Guerre mondiale a provoquées parmi les nations périphériques.

[8] En 1945, sur cinquante-et-un membres, il n'y avait que huit pays occidentaux ; en 1948 l'ONU comptait soixante États, en 1997, cent-quatre-vingt-cinq.

Et à Sauvy de signaler, en faisant allusion à cette guerre froide que Churchill définit dès 1946 et qui désormais sépare l'Europe d'Est en Ouest, qu'il existe désormais une césure nord-sud :

> « Nous parlons volontiers des deux mondes en présence, de leur guerre possible, de leur coexistence, etc. oubliant trop souvent qu'il en existe un troisième, le plus important [...] C'est l'ensemble de ceux que l'on appelle [...] les pays sous-développés [...]. Car enfin ce tiers monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut lui aussi, être quelque chose[9]. »

Repris par Georges Ballandier[10] en 1956, le terme va faire florès puisque la Conférence de Bandoeng, celle des futurs non alignés, en 1955, donne une notoriété internationale dans la presse à ces nations issues de la décolonisation et à leurs problèmes. Suite à la fin des conflits armés en Asie[11], à Bandoeng, en Indonésie, du 18 au 24 avril 1955 se réunissent vingt-neuf représentants d'Asie et d'Afrique, parmi lesquels l'égyptien Gamal Abdel Nasser, l'indien Nehru, l'indonésien Soekarno et le ministre des Affaires étrangères chinois Zhou Enlai qui vont devenir les figures de proue d'un monde qui inscrit son existence entre les États-Unis et l'URSS, en affirmant sa puissance en devenir par son refus de s'aligner sur ces deux Grands. Or, ces deux superpuissances prétendent justement s'occuper des destins du monde en affirmant qu'elles sont des puissances modernes qui tirent leur légitimité du fait qu'elles n'ont pas été des puissances coloniales : apparition donc d'une troisième voie.

La France, qui a été aux prises avec deux graves guerres coloniales en Indochine puis en Afrique du Nord, est consciente que le monde vit une situation de décolonisation irréversible, le modèle britannique en est la preuve. Les États-Unis aussi en sont conscients, mais leur perception est différente. Le retrait de la France après la grave défaite de Diem Bien Phu en 1954, contraste avec l'engagement des États-Unis, malgré la prévention de la France qui a clairement indiqué, même si Paris en a pris conscience tardivement et tragiquement, que l'on ne peut arrêter par la guerre un peuple qui réclame son indépendance, c'est-à-dire qui a conscience qu'il est une Nation. Donc, entre la guerre d'Indochine et la guerre du Viet Nam[12], il y a là déjà deux perceptions et deux approches

---

[9] *L'OBSERVATEUR,* « Trois mondes, une planète », Paris, 14 août 1952.

[10] BALANDIER Georges, *Le tiers monde : sous-développement et développement*, Paris, Presses universitaires de France, préface d'Alfred Sauvy, 1956.

[11] Le 27 juillet 1953 un armistice est signé entre les deux Corées et le 20 juillet 1954 la Conférence de Genève met fin à la Guerre d'Indochine (1946-1954).

[12] FONTAINE André, *Histoire de la guerre froide (2)*, Paris, Fayard, 1967-1983.

différentes d'un même problème. Cette perception, on la retrouve dans le cas de l'Amérique latine.

L'Occident face à l'Amérique latine

En 1959, pour la première fois – preuve de l'urgence de la situation – il est fait mention de l'Amérique latine dans les conversations entre Grands de ce monde[13]. En décembre 1959, au cours d'un entretien entre Eisenhower et de Gaulle, le ministre français des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, juge que « si l'on parle des pays sous-développés, c'est pour mettre un terme à la guerre froide et rechercherles possibilités de coopération dans ce domaine. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur les résultats[14] ». Le général de Gaulle ajoute que « les pays sous-développés – qui représentent les deux tiers du monde – posent un problème extrêmement grave[15] », et il mentionne le fait que les nations du Tiers monde représentent soixante pays contre dix pays du bloc de l'Est et dix-sept pays d'Europe occidentale[16]. Face à ces arguments, le président étatsunien Eisenhower veut se montrer rassuré et il se contente de répondre qu'« aussi longtemps que nous pouvons compter sur les pays d'Amérique du Sud, nous avons là une réserve de vingt votes[17] ». Tel était donc, en décembre 1959, le rôle dévolu à l'Amérique latine, celui d'une réserve de voix.

Importance relative mais cruciale, puisqu'en ce début des années 1960, les grandes puissances sont dépendantes des votes à l'ONU[18]. Notamment la France qui tente de sortir de la crise algérienne à sa façon, sans être condamnée à l'organisation internationale pour sa politique de décolonisation, trop longue et surtout trop violente aux yeux de certains[19]. Or, Paris veut conduire l'Algérie à l'indépendance à sa façon et ne pas laisser guider sa conduite, et surtout, ne pas être condamnée à l'ONU, car la France perdrait alors le prestige que son statut de puissance internationale lui confère. Cela est d'autant plus important que, malgré l'amitié qui lie les élites gouvernantes latino-américaines à la France, le Quai d'Orsay remarque que certains pays latino-américains se laissent gagner

[13] DE LA LLOSA Alvar, « L'Amérique latine dans le concert des nations occidentales entre 1959 et 1961. Quel avenir pour ce Tiers monde ? », *Crisol* (3), Publications du CRIIA, 1999, p. 143-180.

[14] MAE, SGEM, vol. 10, f. 24 r°.

[15] MAE, SGEM, vol. 10, f. 40, 19 décembre 1959.

[16] MAE, SGEM, vol. 10, f. 67.

[17] MAE, SGEM, vol. 10, f. 67.

[18] SMOUTS Marie-Claude, *Les organisations internationales*, Paris, Colin, 1995.

[19] COQUERY-VIDROVITCH Catherine et FOREST Alain, *Décolonisation et nouvelles dépendances. Modèles et contre-modèles idéologiques et culturels dans le Tiers monde*, Lille, P. U. de Lille, 1986.

par les charmes des sirènes du groupe afro-asiatique, ou par les propositions de pays qui prétendent arriver à un accord entre Paris et les combattants du FLN[20]. On craint donc un possible renversement, si ce n'est des alliances, au moins des stratégies.

Une nouveauté : la Révolution cubaine

Sur ces entrefaites, apparaît, à partir de 1959, le séisme de la Révolution cubaine. Il y aura désormais en Amérique latine un avant et un après. Par nature, la nouveauté inquiète toujours d'autant que cette révolution est saluée en Amérique latine, non seulement par des jeunes et des étudiants, mais aussi et surtout par des libéraux qui désirent transformer, moderniser les fondements et les infrastructures économiques de leurs pays. Il y a donc là désormais un modèle possible. En visite en Colombie, pays pourtant réputé pour la qualité et la fidélité de ses relations, Adlaï Stevenson[21] se souviendra avec effroi du discours d'un pauvre hère qu'on lui présenta comme un producteur de café et qui remercia haut et fort Fidel Castro et John Kennedy d'avoir, par leurs actions, donné à comprendre les besoins des paysans latino-américains. La seule évocation de ces deux noms ensembles était, selon le représentant étatsunien, une preuve de la confusion qui régnait parmi les plus déshérités du continent[22].

Pour la première fois un gouvernement latino-américain déclare sa volonté d'échapper à la sphère d'influence des États-Unis et d'établir des relations commerciales avec le plus offrant[23]. Déjà pour échapper à la saturation des marchés, dès les années 1950, l'Argentine

---

[20] MAE, Amérique, généralités, 143, circulaire 132, 10 février 1952. À la fin des années 1950 et au début des années 1960, la diplomatie française remarque que la capacité de propagande dans les couloirs de l'ONU à New York produit une différence de choix entre les assurances offertes par les ministres des nations latino-américaines et le vote final de leur représentant.

LANÚS Juan Archibaldo, *De Chapultepec al Beagle, política exterior de la Argentina*, Buenos Aires, Emecé, 1984, p. 370-371 et SMOUTS Marie-Claude, *op. cit.*, p. 106.

[21] STEVENSON Adlaï, « Estados Unidos y América Latina », *Cuadernos para la Libertad de la Cultura* (47), mars-avril 1961, p. 4.

[22] En ce début des années 1960, l'administration étatsunienne s'était refusé à permettre l'augmentation du prix d'achat du café latino-américain, dont quatorze pays étaient producteurs, prétextant que les fabricants de distributeurs automatiques ne pourraient pas le répercuter et feraient faillite, attendu que ces machines fonctionnaient uniquement avec des pièces de dix *cents*.

[23] Les raffineries étatsuniennes à Cuba privilégient l'importation de pétrole du Texas, plus cher, pour conserver un débouché et un marché, et refusent, malgré l'invective cubaine, de raffiner du pétrole vénézuélien moins cher, empêchant de la sorte un carburant à bas prix, propre à favoriser le développement industriel local. Face à ce refus, Cuba nationalise les raffineries, Washington cesse les achats de sucre,

avait envisagé de rompre avec le tabou de l'interdiction de commercer avec l'URSS et ses satellites, bientôt suivie par d'autres États (Uruguay, Mexique, Chili). Au début des années 1960, l'instauration du Marché Commun européen apparaît aux pays latino-américains comme une zone d'autarcie qui privilégie sa relation avec ses ex-aires coloniales, fermant ainsi des marchés à l'Amérique latine, alors même que l'Europe reste le plus grand marché de consommation à venir[24].

Surtout, l'action innovante, la jeunesse et le courage des guérilleros cubains provoquent l'admiration et donne un exemple qui à son tour peut légitimer le renversement de toutes les dictatures militaires qui ont été installées avec l'aval ou la bienveillance des États-Unis quand ce n'est pas avec leur aide. Dès lors, Washington craint qu'une partie des élites libérales latino-américaines ne se tournent vers le modèle cubain. Alors même qu'en réclamant, le 2 mai 1959 à Buenos Aires, des prêts à l'échelle continentale (trente milliards de dollars sur dix ans) pour sortir du sous-développement, le dirigeant cubain ne fait que reprendre la revendication non aboutie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des élites latino-américaines, et que le président brésilien Juscelino Kubitschek avait reprise en 1958 dans le cadre de l'Opération Panaméricaine.

La Révolution cubaine intègre donc à la fois l'Amérique latine à la Guerre froide dans le sens où elle intègre le Sous-continent dans le jeu de rapport de force entre les deux Super-grands, et, par ses réformes structurelles drastiques et sa volonté de sortir du sous-développement, elle fait prendre conscience à l'Amérique latine qu'elle appartient au Tiers monde. Par sa politique fort populaire, qui conditionne sa survie, la Révolution cubaine décrète une réforme agraire et met en place une campagne d'alphabétisation (qui doit élever le niveau culturel de la population afin d'engendrer les cadres industriels, les ingénieurs et les techniciens nécessaires au développement), tout en affirmant le besoin d'une industrialisation afin d'échapper à la dépendance économique provoquée par la monoproduction sucrière. À sa façon, la Révolution cubaine apporte un modèle qui pourrait servir d'exemple, être copié. Cette révolution pose une série de questions qui, en fait, concernent tous les pays du sous-continent américain. Elle montre ainsi que, malgré une indépendance politique conquise cent quarante ans auparavant, les problèmes sont identiques, et que par la dépendance néocoloniale les problèmes structurels des pays

---

décrète l'embargo. L'URSS apporte son pétrole. Voir JULIEN Claude, *La Révolution cubaine*, Paris, Julliard, 1961.

[24] BERNSTEIN Serge, *La France de l'expansion. 1-La République gaullienne, 1958-1969*, Paris, éd. du Seuil, 1981.

latino-américains sont semblables à ceux de l'Asie ou de l'Afrique, d'où la conclusion que, dans un monde global, il convient de se rapprocher des nations du Tiers monde.

Les États-Unis réagissent prestement, comprenant la nouveauté de la situation. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dans le Tiers monde, Eisenhower propose d' « envisager des accords régionaux de désarmement en Afrique et en Amérique du Sud[25] », intégrant de la sorte le Sous-continent à l'ensemble Tiers monde. La crainte de voir la Révolution cubaine se propager est exprimée par son homologue français qui souligne la similitude et, par conséquent, l'urgence de la situation dans d'autres pays latino-américains[26].

L'Occident, craint désormais qu'il puisse y avoir un basculement des alliances. Face à cette crainte, on voit surgir des solutions différentes des deux côtés de l'Atlantique. Pour résumer, l'Europe et les États-Unis se séparent sur le thème de l'Amérique latine, tout comme des divergences ont déjà vu le jour autour de l'affaire de Berlin, au sujet de l'attitude à avoir vis-à-vis de Moscou à la suite de la division de facto de l'Allemagne, et dont le « monument » le plus visible est alors le mur. Paris et Bonn considèrent que pour Washington, Berlin est une affaire parmi d'autres, alors que pour eux, elle est au cœur même de l'Europe.

Face à La Havane, Washington va privilégier la manière forte : soutien au terrorisme anti-castriste, embargo commercial et financier, débarquement de la Baie des Cochons (qui sera le plus gros fiasco de l'administration Kennedy[27]), avec ses innombrables conséquences[28]. Et surtout, pour retirer tout prestige et popularité au processus révolutionnaire cubain dans le Sous-continent, Washington va pousser Cuba dans les bras de l'URSS. Attendu que Moscou n'a pas les moyens de maintenir un pays si éloigné puisque sa flotte marchande est de faible tonnage et son rayon d'action court (la majorité des échanges commerciaux soviétique se faisant par chemin de fer), que les échanges cubains avec les États-Unis atteignaient auparavant 80 % des marchandises, que la technologie soviétique sera incapable de produire des pièces de rechange des produits industriels étatsuniens, cette révolution sera un désastre et l'image extérieure qui en ressortira – ou que par voie de presse on construira – provoquera l'effondrement de l'exemplarité de la Révolution cubaine. Cela suffira à détourner l'Amérique latine du modèle cubain, et du même coup, les

[25] MAE, SGEM, vol. 10, f° 303. 24 avril 1960.

[26] MAE, SGEM, vol. 10, f° 68.

[27] SCHLESINGER Arthur M., *A Thousand Days, John F. Kennedy in the White House*, New York, Houghton Mifflin, 1965.

[28] SEMIDEI Manuela, *Les États-Unis et la Révolution cubaine, 1959-1964*, Paris, Colin, 1968.

prétentions soviétiques à apparaître comme le seul capable d'aider le Tiers monde dans sa volonté de développement et d'indépendance s'écrouleront.

Au lendemain de la tentative de débarquement à Cuba[29], Dean Acheson, conseiller de Kennedy, s'entretient avec de Gaulle des transformations qu'il désire réaliser dans le cadre de l'OTAN. Il dirige ensuite la conversation directement sur l'Amérique latine, pour la première fois traitée avant l'Afrique et le Moyen Orient, déclarant que l'Europe et les États-Unis « devraient se consulter sur des problèmes communs en Amérique latine, en Afrique et en Orient, en vue de coordonner leur politique[30] ». Il poursuit en demandant que « les pays les plus intéressés devraient se rencontrer d'abord et s'efforcer d'aboutir à un accord avant d'y intéresser un groupe plus large de nations », ainsi « à propos de l'Amérique latine, par exemple, des conversations entre la France, la Grande Bretagne et les États-Unis seraient plus utiles qu'avec la Turquie ou l'Islande ». Subtile différentiation entre les nations occidentales et surtout, désormais, face à un monde divisé en zones d'influence et un Tiers monde convoité, il apparaît que la répartition en zones d'aide et de défense que chaque nation du Monde libre s'octroie par rapport à sa zone historique d'influence ; issue de son passé de puissance coloniale, est déjà inadaptée face aux transformations contemporaines.

Paris – Washington : des regards différents

La perception française, gaullienne devrait-on dire, du phénomène cubain, et surtout de ses possibles répercussions en Amérique latine diffère totalement de celle des États-Unis. Ainsi, quand au lendemain du fiasco de la Baie des Cochons, le ministre français des Affaires étrangères déclare à son homologue danois qu'il ne croit pas que les événements de Cuba puissent déclencher « une guerre générale », et à la question de son interlocuteur sur comment les États-Unis avaient pu se tromper « dans une telle mesure à Cuba », laconiquement Couve de Murville répond que « cela prouve simplement qu'il est dangereux de se fier exclusivement aux services secrets »[31].

La France, puis d'autres pays européens, ne suivront pas les États-Unis dans l'embargo contre Cuba, attitude saluée par la presse latino-américaine qui remarquera cette grande différence d'approche entre Paris et Washington. Après l'indépendance de l'Algérie, malgré

---

[29] Baie des Cochons / Playa Girón, 17-19 avril 1961.

[30] Compte-rendu de l'entretien du général de Gaulle avec M. Dean Acheson, Palais de l'Elysée, jeudi 20 avril 1961, MAE, SGEM, vol. 13, f° 228.

[31] DDF, 1961, tome II, n° 91, p. 351. MAE, SGEM, vol. 15,f° 124. Entretiens avec M. Krag lors de la visite officielle de M. Couve de Murville à Copenhague, séance du 1er septembre 1961.

une guerre traumatisante et très meurtrière, Paris maintient des relations commerciales et financières avec Alger. Cette différence de procédé, soulignée par la presse, octroiera à Paris un surplus de prestige auprès de l'opinion publique latino-américaine.

Par ailleurs, si Paris déclare être totalement solidaire des États-Unis en cas de conflit suite à l'arrivée de fusées soviétiques se dirigeant vers Cuba, le président français rappelle que, de la même façon qu'il y a des fusées à Cuba, il y en a à Berlin et que par conséquent, dans les deux cas, il faut traiter les affaires avec la même fermeté. D'autre part, l'immixtion de l'URSS dans la chasse gardée des États-Unis, la volonté cubaine de se trouver des alliés, l'affirmation des nations faibles par leur implication dans l'opposition entre les Super-grands trouve son point d'orgue dans l'affaire des fusées dont, sans doute, en son temps, le danger a été surévalué[32]. Finalement, la crise d'octobre se réglera par un accord d'échange qui introduira le démantèlement de fusées étatsuniennes en Turquie, pointées sur le flanc sud de l'URSS. Mais les Européens n'obtiendront rien à propos de Berlin : cela restera un accord entre les deux Grands. Dès 1961, de Gaulle avait tiré les conclusions de ces nouveautés et des transformations qu'elles entraînaient : « La rivalité avec les Soviets s'étend en Afrique, aux Caraïbes et bientôt en Amérique du Sud. L'Amérique est mal à l'aise et plus engagée, et notre Europe lui apparaît comme un sujet d'intérêt moins essentiel[33] ».

Plus qu'à un rapport conflictuel, on assiste, dans le cadre de la gestion du problème latino-américain par les États-Unis et l'Europe, a une gestion différenciée en fonction d'engagements extérieurs. Il y a solidarité totale du Monde libre, mais l'Europe rappelle que le danger est partout et pas seulement quand il s'agit de la sécurité des États-Unis. Et le consensus entre les Occidentaux est évidemment total quand il s'agit d'empêcher que l'Amérique latine ne renverse ses alliances. En revanche, le désaccord peut surgir sur la façon de traiter le sujet, sur les remèdes à apporter. On assiste donc à une série de perceptions différentes à l'intérieur d'un engagement commun, celui de la défense du Monde libre.

Vers des divergences ?

La distance s'accentue au cours de la première moitié des années 1960 quand Washington met en place l'Alliance pour le Progrès, puis à la suite du voyage du général de Gaulle en Amérique latine en 1964.

---

[32] VAÏSSE Maurice, *L'Europe et la crise de* Cuba, Paris, Armand Colin, 1993, p. 89-107.

[33] Suite de l'entretien de Gaulle et Adenauer, Palais de l'Elysée, le 9 février 1961, MAE, SGEM, vol. 13, f° 63.

L'urgence de la situation que provoque la Révolution cubaine, qui souligne la misère du tiers monde latino-américain, provoque la mise en place de l'Alliance pour le Progrès. Pour les Européens ce sera l'occasion de réaliser une action conjointe, dans le cadre de la Communauté européenne, c'est-à-dire de montrer qu'il existe une politique étrangère commune de l'Europe des Six, comme on la nomme alors. Il ne s'agit pas tant d'un rejet des États-Unis, de leur politique internationale que l'on juge erronée dans le cadre européen, mais d'une exaltation de l'Europe, de ses possibilités, de la place qui lui est encore assignée dans l'Histoire, encore faut-il le vouloir, en avoir la volonté :

> « On s'apercevra qu'ils veulent étendre leur hégémonie sur le monde entier. Le bandeau tombera des yeux des Européens. On verra la loi du plus fort s'imposer brutalement. Il dépend de nous les Européens, que les Américains ne soient pas les plus forts. Encore faut-il qu'il y ait des Européens, et qu'ils soient décidés à ne pas se coucher. Ce qui n'est pas évident[34]. »

Il s'agit alors, pour les Européens, de renforcer leur cohérence et de consolider la coopération et l'aide européenne. De façon dialectique, il convient de raffermir la construction européenne en se servant d'une action extérieure. Dès la fin du mois de mars 1961, on voit se succéder à l'Elysée les visites de hauts représentants latino-américains. L'Europe est donc alors indirectement intégrée au plan de l'Alliance pour le Progrès (AP) que lance Kennedy en 1961. L'AP est destinée à remédier à la misère provoquée par les carences structurelles qui maintiennent le sous-développement, et par les conditions sociales et économiques qui provoquent le mécontentement populaire qui pourraient faire le lit du communisme en Amérique latine. Prévue sur dix ans, l'AP doit permettre à l'Amérique latine de rattraper son retard et se hisser au niveau des nations développées. Mais le plan construit dans l'urgence par des libéraux latino-américains qui saisissent l'opportunité que leur offre la présidence Kennedy comporte bien des erreurs qui le rendent impraticable[35]. La planification du développement est perçue par les secteurs conservateurs comme contraire à la liberté d'entreprendre. Dans le cadre de l'AP, les États-Unis ne versent aucun capital ; ils se contentent de favoriser les capitaux d'organismes internationaux (Banque Interaméricaine de Développement, Banque mondiale, FMI, Banque Export-Import, etc…). Il apparaît rapidement que ces entités favorisent les exportations étatsuniennes qui par ailleurs se font exclusivement sur des navires battant ce pavillon. Les entreprises européennes qui participent aux adjudications en font

---

34 DE GAULLE Charles, *Discours et Messages*, 19 décembre 1962, Paris, Plon, p. 518.

35 SAENZ de SANTAMARIA Carlos, *Revolución silenciosa*, México, FCE, 1971.

immédiatement les frais (affaire des houillères de Rio Negro en Argentine[36]) ; on voit même des petits pays d'Amérique centrale soumis au chantage du coup d'État (affaire de Rio Yojoa au Honduras). Les entreprises européennes sont évincées parfois par des consortiums créés pour l'occasion entre des entreprises étatsuniennes et japonaises. La propagande étasunienne bat son plein, affirmant que la distance augmente les prix européens et rend impossible l'acheminement de pièces détachées en temps utile. Sous prétexte qu'elle est une entreprise possédant une participation de l'État dans son capital, Renault est systématiquement exclue. Beaucoup de projets étatsuniens de développement servent en fait à se débarrasser de marchandises qui pour des raisons de sécurité ou de qualité ne pouvaient être vendues aux États-Unis[37].

Finalement, l'AP prévoyant que l'Amérique latine doit sortir du sous-développement par elle-même, le capital d'investissement devait être prélevé par une réforme administrative implacable qui engendrerait une collecte réelle des impôts. C'était sans compter sur « l'égoïsme des élites » comme disaient les ambassadeurs français en poste. Finalement, les experts eurent beau rappeler que les réformes engagées étaient insuffisantes et non adéquates[38], rien n'y fit, et les prévisions se réalisèrent : la croissance démographique annuelle de 3,8% dévora le 2,5% de croissance économique[39], alors même que les pays latino-américains continuaient à honorer le service de la dette aux États-Unis.

L'arrivée de Lyndon B. Johnson en 1963 à la Maison Blanche suppose un redéploiement des priorités (le Viet Nam), et par conséquent, un désintérêt à l'égard de l'Amérique latine, donc la fin de l'AP. Dans la décennie, treize gouvernements élus sont victimes de coups d'État militaires[40]. Le candidat chilien Salvador Allende parle d'une vietnamisation

---

[36] En Argentine, par exemple, les officiers supérieurs de l'armée étaient systématiquement placés, quand ils prenaient leur retraite, dans les conseils d'administration des filiales des multinationales, bel exemple d'interaction entre le monde des affaires et celui de la politique. NIOSI Jorge, *Les entrepreneurs dans la politique argentine, 1955-1973*, Montréal, les Presses universitaires du Québec, 1976.

[37] Dans le cadre de l'AP, Washington encourageait l'installation d'entreprises étatsuniennes en Amérique latine à condition qu'elles n'exportent pas plus de 20% de leur production aux USA et ce afin de protéger l'emploi et les industries nationales.

[38] Il est évident que si l'Église acceptait la planification économique, elle ne voulait rien savoir de la planification des naissances… L'Eglise offrit des terres pour aider à la réforme agraire.

[39] LEVINSON Jerome et ONÍS Juan de, *La Alianza extraviada. Un informe crítico sobre la Alianza para el Progreso,* México, Fondo de Cultura Económica, 1972.

[40] Même l'Argentine si développée et européanisée n'y échappe : aucun président démocratiquement élu ne finit son mandat sans intervention des militaires.

silencieuse du Sous-continent. Dès mars 1964, les États-Unis acceptent des régimes militaires au Brésil et en Équateur, pays où le danger communiste était des plus fictifs[41].

Le voyage de De Gaulle en Amérique latine

Le voyage du général de Gaulle en Amérique latine[42] en 1964 doit donc se comprendre dans le cadre de ce rattachement de l'Amérique latine au monde occidental. Le séjour au Mexique se déroule dans un contexte tendu : quatre mois après l'assassinat de Kennedy, dix-sept mois après la Crise des fusées, trois ans après le lancement de l'Alliance pour le Progrès, trois mois après la reconnaissance par Paris du gouvernement de la Chine populaire, trois mois après qu'à Panama, l'armée étatsunienne ait ouvert le feu sur les étudiants qui réclamaient que, sur le Canal, le drapeau panaméen soit hissé à côté de celui des États-Unis. Au contraire, la France avait rendu trois drapeaux mexicains exposés aux Invalides depuis leur capture par l'expédition de Napoléon III au Mexique en 1864-1868. Tels sont le contexte et le symbolique.

En revanche, la presse latino-américaine est sensible au fait que le président français, âgé de 74 ans, s'absente un mois de France, montrant par-là la solidité des institutions de son pays et par conséquence sa capacité à reprendre une place d'importance dans le concert des Nations. Ce voyage s'inscrit dans le cadre de la politique commune de l'Europe, et se fait avec l'accord de Washington[43], le but étant de donner l'impression que l'Amérique latine n'est pas seule face aux États-Unis. Ainsi, la France offre au Mexique un crédit de cent dix millions de francs, soixante-dix millions de dollars de l'époque, qui correspond justement au déficit de la balance extérieure mexicaine et qui donne l'impression que Mexico ne dépend pas de Washington. Telle est la pensée officielle. En revanche les choses se compliquent au niveau de l'opinion publique, de la propagande, du traitement que la presse réserve au voyage et, par conséquent, de l'image qu'elle va répandre de De Gaulle. Les mots et les images employés par la presse offrent aux États-Unis et en Amérique latine une vision très différente[44]. Les premières réactions à l'annonce du voyage de De Gaulle

---

[41] DE LA LLOSA Alvar, « L'Equateur et la visite du président français Charles de Gaulle – 1e partie : un contexte politique et économique difficile », *France-Equateur : regards croisés*, CRIIA, 2013, p. 49-90.

[42] Un premier déplacement au Mexique du 16 au 19 mars 1964 et un long périple dans dix pays d'Amérique du Sud, au printemps austral 1964, entre le 21 septembre et le 16 octobre de la même année.

[43] MAE, Mexique 43, dépêche de Hervé Alphand à Couve de Murville, n° 1192 AM, Washington 17 mai 1962.

[44] DE LA LLOSA Alvar, « Le voyage du général De Gaulle au Mexique : entre l'hostilité nord-américaine et l'enthousiasme latino-américain, une étude comparative des discours de la presse écrite du continent américain » : *Crisol* (7), CRIIA, 2003, p. 145-185.

sont d'une rare violence. Le terme « invasion » est amplement employé[45]. Installé sur le bord de la piscine de l'hôtel où il passe ses vacances en Floride, l'ex-président Harry Truman déclare à la presse internationale que si de Gaulle vient fourrer son nez dans les affaires américaines, il faudra le lui couper[46]. La réponse mexicaine est à la hauteur des circonstances : un journaliste mexicain affirme ignorer que le Mexique appartient aux États-Unis[47]…

Pour la presse étatsunienne, de Gaulle est un nouveau Napoléon III, un impérialiste ; il y a moins de monde sur son cortège que lors de la visite de Kennedy, c'est un allié du communisme international, puisqu'il a reconnu le régime de Pékin, etc… Puis soudainement, tout ce calme. Sans doute la presse a-t-elle été approchée par l'Administration étatsunienne. Il convient de ne pas offenser l'Amérique latine, surtout ne pas souligner que la politique extérieure des pays latino-américains dépend des États-Unis car cela envenimerait une situation déjà très tendue. Du côté officiel étatsunien, on plaide en faveur de la patience face au désir d'indépendance de la France. Et face aux voyages en Amérique latine, il convient de ne faire aucune déclaration d'importance qui pourrait contribuer à envenimer la situation, que des « généralités très banales », d'autant qu'il n'est pas certain que de Gaulle se maintienne au pouvoir[48]. Il convient de remarquer que les rapports de la CIA furent beaucoup plus modérés que les propos de la presse. Les consignes données aux ambassadeurs étatsuniens soulignaient qu'il ne fallait en aucun cas paraître « inquiets ou hostiles » face au voyage présidentiel français[49] : bref, rester discret dans ses commentaires publiques. Et très vite les rapports des ambassades vont souligner avec satisfaction qu'au cours de son périple sud-américain, il n'y a aucune attaque à l'encontre de Washington dans les discours officiels de De Gaulle. En fait, les États-Unis sont parfaitement conscients de l'incapacité de la France à faire de l'ombre à l'action des États-Unis en Amérique latine. L'industrie française n'est pas aussi productive, notamment les pièces détachées arrivent en retard. La production industrielle française sert

---

[45] « US will watch de Gaulle's invasion », *Denver Post*, 10 mars 1964. Charles Barlett, « De Gaulle's Latin American Trip », *The Evening Star*, 12 mars 1964, p. A-17. « De Gaulle's Hemisferic "Invasion" », *Los Angeles Times*, 16 mars 1964. Drew Pearson, « De Gaulle's "Invasion" Well Timed », *The Washington Post*, mercredi 18 mars 1964, « De Gaulle Timed his "invasion" », *The Sacramento Union*, 18 mars 1964.

[46] « Truman Has Warning Word For De Gaulle », *The Sacramento Bee*, mardi 17 mars 1964, p. A8 (AP), et *Montreal Star* (Canada), 17 mars 1964 (UPI).

[47] « Antidegolismo de Truman » editorial, *Novedades*, Mexico, 18 mars 1964.

[48] VAGNOUX Isabelle, « Les tribulations du général de Gaulle en Amérique latine vue des États-Unis », *De Gaulle et l'Amérique latine*, Maurice VAÏSSE (dir), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 151-162.

[49] *Ibid*, p. 157.

principalement à couvrir les nécessités nationales. Et surtout la France n'a pas les moyens d'offrir des crédits aussi avantageux que peuvent le faire Washington ou Bonn. Au contraire, en Amérique latine où les généraux démocrates sont rares, l'image de De Gaulle est soignée. La presse exprime du respect non seulement à l'égard du président français, mais aussi envers ce que la France représente au niveau culturel. Et surtout, elle rappelle les fondements de la politique gaullienne : respect des indépendances nationales, refus de la bipolarisation, de la soumission exclusive à l'un des deux Super-grands, échange et coopération économiques. Autrement dit, la politique gaullienne répond aux expectatives latino-américaines. Ainsi, se construit une image de De Gaulle et de sa politique à l'usage de l'Amérique latine.

La reconnaissance de la Chine populaire, justement en janvier 1964, est perçue comme une brèche ouverte dans la Guerre froide, une conquête des marchés nécessaires aux pays industriels les plus développés, une ouverture vers le Tiers monde, un espace dans lequel l'Amérique latine pourra s'engouffrer pour augmenter le volume de ses échanges commerciaux, mais aussi pour échapper à un dialogue trop exclusif et peu fécond avec les États-Unis. D'où l'intérêt pour ce qui peut apparaître comme une Troisième voie, c'est-à-dire une relation différente avec le Tiers Monde, tout en restant dans le cadre du Monde libre[50].

La fin de la décennie

Si jusqu'alors, il y avait divergence de points de vue entre Paris et Washington, en revanche en 1965, il y a rupture puisqu'à travers le président Johnson, les États-Unis sont obnubilés par une guerre du Viet Nam qu'ils portent à son paroxysme. Et le 28 avril 1965, alors que l'Alliance pour le Progrès est moribonde, le débarquement de 24 000 *marines* dans la petite République dominicaine pour contrecarrer l'élection du candidat supposé de gauche[51], déclenche une vague de protestation en Amérique latine : Washington renoue avec la *big stick policy*. Paris exprime officiellement son désaccord et condamne le coup de force qu'il considère comme un retour en arrière inutile puisque de nature à tendre la situation. Car au contraire, Paris, qui a d'autres stratégies, mise sur les politiques réformistes, privilégiant l'expérience du démocrate-chrétien chilien Eduardo Frei. Avant même qu'il ne soit élu président du Chili de 1964 à 1970, Frei, chantre d'une possible 3e

[50] DE LA LLOSA Alvar, « L'image du général de Gaulle à travers la presse et les écrivains latino-américains », *De Gaulle et l'Amérique latine*, dir. Maurice VAÏSSE, *ibid*, p. 235-268.

[51] VEGA Bernardo, *Kennedy y Bosch. Aporte al estudio de las relaciones internacionales del gobierno constitucional de 1963*, Santo Domingo, Fundación Cultural Dominicana, 1993.

voie et de sa « Révolution dans la liberté », se rend en France. Il s'entretient avec de Gaulle en 1965. Suite à l'affaire dominicaine, la France, à l'instar de l'Europe des Six, octroie cent trente millions de francs de prêts exceptionnels et surtout sur une longue durée[52]. Le choix du développement est fait pour empêcher le « communisme ». Par ses réformes, Frei est supposé barrer la route à Salvador Allende. Mais le timide rachat sur plusieurs décennies des mines de cuivre (chilénisation) et la réforme agraire à peine amorcée provoquent un mécontentement, une scission des démo-chrétiens et le ralliement au Parti socialiste, favorisant ainsi l'élection de celui-ci en 1970. En 1973, année du coup d'État au Chili, qui en annonce bien d'autres qui instaureront le terrorisme d'État (la violation flagrante des droits de l'Homme comme pratique de gouvernement) dans le Cône sud, le comité de l'AP est dissout. Un cycle se ferme. Washington opte pour la manière forte.

Ces divergences entre Paris et Washington sur la façon d'envisager et de conduire une politique vis-à-vis du Tiers monde, de Gaulle les exprime sans ambages lors de son célèbre discours de Phnom Penh[53] le 1er septembre 1966 :

> « On vit l'autorité politique et militaire des États-Unis s'installer à son tour au Viêt-Nam du Sud et, du même coup, la guerre s'y ranimer sous la forme d'une résistance nationale. Après quoi, des illusions relatives à l'emploi de la force conduisirent au renforcement continuel du Corps expéditionnaire et à une escalade de plus en plus étendue en Asie, de plus en plus proche de la Chine, de plus en plus provocante à l'égard de l'Union Soviétique, de plus en plus réprouvée par nombre de peuples d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, et, en fin de compte, de plus en plus menaçante pour la paix du monde.

Les États-Unis sont directement cités. L'impact du discours dans le Tiers monde fut immense. Un journaliste argentin, correspondant du *Nouvel Observateur*, souligna et résuma la nouveauté et le paradoxe de la politique gaullienne à l'égard du Tiers monde quand il écrivit : « La politique générale du gaullisme envers le Tiers monde et, plus concrètement, le voyage du général de Gaulle en Amérique latine, ont plongé la droite latino-américaine et la gauche européenne dans la confusion et le désarroi[54] ». Autrement dit, le général de Gaulle, classé à droite en Europe, était perçu comme de gauche en Amérique latine, la droite latino-américaine restant plus frileusement pro-étatsunienne.

---

[52] MAE, Chili 61. Les remboursements commençaient en 1971, soit sous la présidence suivante… celle d'Allende.

[53] De Gaulle cite en modèle… la France et « l'exemple qu'elle a donné en Afrique du Nord en mettant définitivement un terme à des combats stériles », alors même que son armée dominait le terrain, dit-il.

[54] GARCÍA LUPO Rogelio, *A qué viene De Gaulle*?, Buenos Aires, Ed. Jorge Álvarez, 1964.

En revanche les élites plus libérales perçoivent dans la politique gaullienne la création d'un espace qui permettrait au Sous-continent d'échapper au dialogue exclusif avec Washington et d'accéder pleinement à la modernité en intégrant précisément le concert des nations par le biais d'une autre politique de relations commerciales au sein du Monde libre.

Fidèle alliée des États-Unis, la France, forte de son expérience douloureuse de la décolonisation, conçoit différemment sa relation avec le Tiers monde. La fin des conflits en Afrique du Nord permet à Paris de retrouver sa place parmi les nations occidentales et d'exprimer une politique étrangère à la hauteur de ses ambitions[55]. Tout en se maintenant dans le cadre du Monde libre, Paris exprime parfois des points de vue différents de ceux de Washington. Se prévalant d'un long passé de relations, notamment culturelles, avec l'Amérique latine, Paris accepte la proposition étatsunienne de participer au ré-ancrage du Sous-continent dans le monde libre. Mais rapidement, il apparaît que les façons de procéder divergent. Paris préfère le maintien des relations diplomatiques et commerciales aux exclusions qui renforcent la pénétration soviétique (Cuba), ou aux actions militaires dites préventives qui provoquent de graves méfiances (République dominicaine). Paris privilégie le développement des relations commerciales et financières avec des alliés qui prétendent transformer les conditions économiques afin d'améliorer le sort des populations et ainsi empêcher le renversement des alliances (Chili). Face à cette souplesse politique, à l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'exaltation de la souveraineté nationale et au respect des nations, au développement des relations commerciales plutôt que la soumission aveugle aux Superpuissances, la France acquiert en Amérique latine une audience remarquable parmi les élites les plus à même d'envisager, dans le cadre d'une relation renouvelée avec le monde occidental, un changement des structures sociales et économiques obsolètes, afin d'échapper au cadre étroit d'une relation exclusive et peu féconde avec les États-Unis. Ainsi, Washington et Paris tendent vers un même but, mais en employant des moyens différents qui parfois les opposent.



Alvar de LA LLOSA, est Professeur des Universités à l'Université de Lyon 2. Il a orienté ses recherches sur les relations diplomatiques, politiques et économiques entre l'Amérique latine et l'Europe, notamment au moment de la proclamation des Indépendances de l'Amérique méridionale, des crises politiques et économiques précédant la Seconde Guerre mondiale et au moment de la réorganisation européenne (1945-1968). Il est le co-auteur de *1968 en Amérique. Apparition de nouveaux acteurs* (Presses Universitaires de Paris-Ouest, 2012).

[55] VAÏSSE Maurice, *La Grandeur : politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.

Conception Numérique :

Xavier Rebillard

Pour tout renseignement :

publicationswr@gmail.com